

Une nouvelle étape franchie par M. Mikhaïl Gorbatchev

## L'instauration du régime présidentiel en Union soviétique a été largement approuvée par le Parlement

Contrastes...

VOICI donc un nouvel obstacle franchi, et de taille. Car le projet de réforme de la Constitution rassemblant contre M. Gorbatchev une coalition hétéroclite où se retrouvaient côté à côté les conservateurs nostalgiques d'un régime exclusivement dirigé par le Parti communiste et des réformateurs férus de démocratie qui voient avec inquiétude se rassembler entre les mains d'un seul homme d'aussi considérables pouvoirs. Sans parler des nationalistes baltes, caucasiens et autres, qui redoutent que leurs revendications se heurtent à l'autorité d'un président tout-puissant, fût-il éclairé.

Mais le fait est là, et le changement institutionnel qui vient de s'accomplir à Moscou est le plus profond depuis la révolution d'Octobre, le plus radical en tout cas, dans la mesure où il modifie des principes auxquels ni Staline, ni Khrouchchev, ni Brejnev - quelle que soit la désinvolture avec laquelle ils les avaient traités - n'avaient officiellement touchés.

UNE fois de plus, pourtant, on ne peut qu'être frappé par le contraste croissant entre la rapidité avec laquelle Mikhaïl Gorbatchev parvient à imposer des réformes politiques qui auraient paru inimaginables il y a deux ans et l'empêchement des problèmes dans lesquels s'enfoncent le pays. Les questions de nationalité ont été récemment au premier plan, de la Baltique à la Caspienne, et d'autres courent pratiquement dans toute la périphérie de l'empire. Mais le plus grave est sans doute la détérioration chaque jour plus évidente d'une situation économique mettant en cause aussi bien les grands équilibres financiers du pays que la vie quotidienne des consommateurs. Tout est lié d'ailleurs, car on se tueait moins au sud entre études hostiles si l'on ne se battait aussi pour des moyens d'existence, et les Baltes seraient peut-être moins avides d'indépendance s'ils n'avaient l'impression d'être perdants dans leurs échanges avec le reste de l'Union.

Tous les proches de M. Gorbatchev affirment que les réformes entreprises sont autant de pas franchis vers une démocratie « efficace ». L'exemple de la France gaullienne étant cité à l'appui de cette thèse. Va pour les principes d'un régime présidentiel, à condition du moins que l'actuel « numéro un » ne soit pas victime d'un quelconque « accident ». La conjoncture est en revanche tout à fait défavorable, et la Constitution de 1958 ne fut pas conçue pour régler des problèmes structurels aussi bien que sociologiques du type de ceux dont souffre aujourd'hui l'économie soviétique.

ADMETTONS qu'en URSS comme ailleurs tout soit d'abord politique. Peut-on penser pour autant, comme disait le général, que la suite de l'instauration du régime présidentiel en Union soviétique soit la suite de la démocratie ? Rien n'est moins certain et l'apathie, l'inertie qui accompagnent sur le plan économique les plus audacieuses des réformes politiques incitent à en douter. C'est pourtant sur ce terrain que le sort de M. Gorbatchev se jouera finalement. Le vote en vote d'être doté des pouvoirs qu'il réclamait pour sortir l'URSS des ornières dans lesquelles elle s'embourbe. L'échec, s'il devait se produire, ne pourrait qu'entraîner un dramatique retour en arrière dans la marche annoncée vers la démocratisation.

M0147-3150-450F  
3790147004500 03150

Le Congrès des députés soviétiques a poursuivi ses travaux mercredi 14 mars. Les députés ont adopté, mardi, à une large majorité, le principe de l'instauration du régime présidentiel et l'abrogation du « rôle dirigeant » du

Parti communiste. Les débats se prolongent sur des propositions d'amendements portant notamment sur les pouvoirs et le mode d'élection du président, et nul ne doute que se sera M. Gorbatchev.

MOSCOU

de notre correspondant

On avait déjà tant débattu, mardi 13 mars, que c'est avec un évident soulagement que les députés entendirent, en milieu d'après-midi, M. Gorbatchev annoncer qu'on passait aux votes. Était-ce la fatigue ? L'émotion de ce moment historique qui allait voir basculer l'URSS dans le multipartisme et le présidentielisme ? On bien encore la totale inexpérience parlementaire des députés soviétiques ?

Essentiellement l'inexpérience, sans doute, car dans tout autre pays le plus naïf des élus aurait aussitôt bondi de son banc, et jamais si grossière manœuvre n'aurait pu triompher. De cette voix neutre et sans réplique qu'il prend pour présider les séances du Parlement, M. Gorbatchev venait en effet de dire qu'il allait d'abord

voter sur les projets d'amendements constitutionnels et qu'on se prononcerait ensuite seulement sur les éventuels amendements parlementaires à ces amendements.

A la tribune de presse, les correspondants étrangers en douzaine de leur russe. Car, dès lors que les projets proposés seraient adoptés, et donc intégrés à la Constitution, il faudrait, pour les modifier, réunir à nouveau 1.500 voix - la majorité des deux tiers requise pour tout changement constitutionnel. Or, si cette majorité qualifiée existait sans nul doute sur les principes du multipartisme et du présidentielisme, aucun amendement aux textes présentés par M. Gorbatchev ne pourrait, en revanche, franchir une telle barre.

BERNARD GUETTA  
Lire la suite page 4

### La réunification de l'Allemagne

La négociation s'est ouverte à Bonn entre la RFA, la RDA et les quatre alliés vainqueurs de la seconde guerre mondiale

page 4

### Les missions de la police

Une réforme préparée par M. Pierre Joxe  
L'affaire des fichiers

page 13 - section B

### Après l'accord Renault-Volvo

Les projets de la Régie pour affronter la concurrence japonaise

page 37 - section D

### CAMPUS

#### Enseignement technique

Un entretien avec M. Robert Chapuis  
Un sondage sur des élèves satisfaits de leur formation mais inquiets pour leur avenir

pages 17 à 19 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46 - section D

## Lionel Jospin, le « gardien du temple »

Scandalisé par le « clientélisme » de Laurent Fabius  
le ministre de l'éducation veut devenir l'homme-clef du PS

A la veille de l'ouverture, jeudi 15 mars à Rennes, du congrès du PS, MM. Mauroy et Jospin s'efforcent de conclure une alliance avec MM. Poperen et Chevènement. Dans l'esprit des amis de M. Jospin, cette alliance doit conduire, après le congrès, à la constitution d'un courant homogène, et donc à une reconstitution du Parti socialiste, la première de cette importance depuis sa naissance à Epinay, en 1971.

Lionel Jospin est un animal politique à peau froide et à tête carrée. C'est un raisonneur chargé de convictions. Voilà le portrait que l'on trace invariablement de lui depuis qu'il est entré

en politique. Cette caricature est agrémentée de quelques épithètes moins flatteuses. Lionel Jospin, étiqueté homme d'appareil, né de l'appareil et qui ne vivrait que par lui, serait cassant, autoritaire, sectaire.

Que s'est-il donc passé pour que l'animal à peau froide, auréolé d'un parcours politique sans faute, et pour tout dire promoteur, révèle soudainement, à cinquante-deux ans, qu'il a le sang chaud ? Le lundi 5 mars, en fin de journée, Lionel Jospin avait réuni une quinzaine de journalistes dans l'hôtel particulier du ministre de l'éducation nationale, quelques heures après que les résultats des votes des militants socialistes de province

sur les sept motions qui leur étaient soumises pour le congrès de Rennes eurent provoqué une énorme surprise : Laurent Fabius avait, de peu, pris le meilleur sur le tandem Mauroy-Jospin.

Une ou deux semaines plus tôt, le ministre de l'éducation nationale considérait pareille hypothèse comme une aimable plaisanterie. Elle lui paraissait si improbable qu'il avançait, telle une évidence, que le poste de premier secrétaire du PS, détenu par Pierre Mauroy, reviendrait alors à Laurent Fabius s'il arrivait en tête. C'est dire qu'il n'y avait pas cru une seconde.

JEAN-YVES L'HOMEAU  
Lire la suite page 11

5,5 milliards de francs pour relancer les transports maritimes

## Les armateurs commandent trente nouveaux navires

Après plusieurs années de marasme, la situation du transport maritime mondial s'améliore nettement. Du coup, les armateurs français ont engagé un important effort de renouvellement de leur flotte. Ils vont commander une trentaine de navires, ce qui représente 5,5 milliards de francs d'investissements.

L'assemblée générale du Comité central des armateurs de France (CCAF), qui a lieu le 14 mars, se réunit dans un climat optimiste. Les entreprises ont engagé depuis cinq ans un vaste effort de restructuration et se sont consolidées. Des groupes comme Louis-Dreyfus, Delmas-Vieljeux ou l'entreprise publique CGM tiennent désormais des places honorables à côté - ou parfois en association - avec les « géants » japonais, danois et norvégiens.

Comptant tout autant sur leurs propres forces et leurs alliances stratégiques avec des partenaires étrangers que sur le timide plan de soutien décidé l'an dernier par le gouvernement, les armateurs français ont, dans l'immédiat, des projets d'investissements portant sur une trentaine de navires pour une valeur de 5,5 milliards de francs.

Lire l'article de FRANÇOIS GROSCHARD page 37 - section D

## Le débat sur le racisme



Lire, page 12, l'article de ROBERT SOLÉ : « L'échec d'un consensus »

## La mort de Bruno Bettelheim

Le psychanalyste américain, spécialiste de l'autisme infantile, a mis fin à ses jours, à l'âge de quatre-vingt-six ans

Le psychiatre-psychanalyste américain d'origine autrichienne Bruno Bettelheim, universellement connu pour ses travaux sur les enfants psychotiques et, en particulier, sur les enfants autistes, s'est donné la mort, mardi 13 mars, à Silver Spring, près de Washington. Il était âgé de quatre-vingt-six ans. Selon le médecin légiste, qui s'est refusé à donner tout autre détail, Bruno Bettelheim s'est « suicidé par asphyxie ».

Viennois, Bruno Bettelheim était aussi par l'état civil que par l'esprit. Né en 1903, dans une famille de la bourgeoisie

juive cultivée, il avait été élevé dans l'idée qu'il n'aurait jamais besoin de gagner sa vie. La première guerre mondiale, l'effondrement de l'empire austro-hongrois, l'inflation, ainsi que l'extrême misère de l'immédiat après-guerre, balayèrent d'un coup et ses rêves et la fortune familiale des Bettelheim.

Il hésite alors entre deux formes d'engagement, difficilement compatibles : la psychanalyse et le socialisme. Il opte finalement pour la psychanalyse, persuadé que « si seul l'homme de bien peut créer une bonne société, il faut trouver le moyen de modifier l'homme, afin qu'il

devienne capable de créer une société à son image et de la perpétuer ». A cet égard, la psychanalyse lui paraît susceptible « d'améliorer l'homme concret ». Son intérêt pour la psychologie de l'enfant date de ces années viennoises : avec sa femme, il accueille chez lui une fillette schizophrène que sa mère avait amenée des Etats-Unis pour la confier à Freud.

ROLAND JACCARD

Lire la suite et « L'homme du message silencieux », un entretien avec Daniel Karlin par Frank Nouchi, page 15 - section B

## COUP DE PATTE DE FRED

Parure griffes de panthère en or et émail

Bague : 9200 F  
Pendentif : 9300 F  
Clips d'oreilles : 15000 F

6, rue Royale, Paris 8° 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées.  
Hôtel Mériotel « Espace Galeries Lafayette », Paris.  
Aéroport d'Orly « 92 », rue Eugène Coles, Chaurville.  
21, bd de la Colonne, Cannes « Hôtel Lemaire, Monte-Carlo.  
20, rue du Marché, Genève « Beverly Hills » Houston.



## DÉBATS

Unification

## L'avenir des Allemands au sein d'une Europe fédérale

par Johannes Rau

ANNÉE de révolution, 1989 a été marquée par la fin irrévocable de la période d'après-guerre. Depuis que le « rideau de fer » s'est ouvert, depuis que le mur est tombé, tous les Européens ont la possibilité de surmonter la division de l'Europe. La politique européenne prend une nouvelle dimension qui aurait été inconcevable il y a encore peu de temps et qui, non seulement, concerne les structures de l'Etat et les différents blocs militaires, mais qui peut aussi améliorer radicalement la vie quotidienne des Européens.

L'évolution actuelle nous concerne tout particulièrement, nous les Allemands, parce que la division de l'Europe nous a directement touchés. Les habitants de la RDA ont partagé pendant plus de quarante ans le sort de tous ceux qui se sont retrouvés sous l'hégémonie de l'Union soviétique. Ce qui les différencie des autres, c'est le fait que les deux Etats qui nous ont été imposés à nous, Allemands, sont la conséquence de la guerre déclenchée par les nazis. Nous ne l'oublions pas et nous ne refusons pas cette pensée. Aujourd'hui, en surmontant la division de l'Europe, nous, Allemands, nous avons la possibilité de prendre un chemin commun en accord avec nos voisins à l'Est et à l'Ouest.

Ce chemin est ardu. Nous devons avancer rapidement, toutefois sans hâte ni précipitation. Cela est dans l'intérêt même de la stabilité au centre de l'Europe. Nous ne pouvons pas nous permettre de compromettre l'actuel équilibre de sécurité si fragile en Europe par manque de réflexion. Nous avons besoin de faire preuve d'énergie et de prudence, de garder la tête froide et de montrer qu'il est possible de compter sur nous. A chaque pas que nous faisons nous devons veiller à ce que l'unification des Allemands ne se réalise pas aux dépens de nos voisins, amis et partenaires.

Parce que nous voulons que soit réuni ce qui va ensemble, nous voulons et nous devons éviter tout ce qui, à l'ouest, au centre et à l'est de l'Europe, en Union soviétique comme aux Etats-Unis, pourrait éveiller des craintes. En effet, les craintes de nos voisins ont des causes historiques. Même si nous

estimons que bon nombre de ces craintes sont injustifiées, exagérées, voire injustes, et si nous savons que certaines de ces craintes sont liées à une puissance économique présumée d'une Allemagne unifiée, nous sommes prêts à voir la situation avec les yeux de nos voisins. C'est pour cela que nous voulons qu'aucun doute ne subsiste : le désir d'autodétermination des Allemands ne se dirige contre la paix et la stabilité en Europe. C'est pour cela qu'une Allemagne unifiée n'ira jamais adresser des revendications territoriales à d'autres pays. Nous reconnaissons inconditionnellement la frontière occidentale de la Pologne.

Les bouleversements en Europe centrale et en Europe de l'Est offrent des chances immenses. Toutefois, il existe un risque : partout en Europe, et également dans les deux Etats allemands, le nationalisme se fait entendre. C'est à nous de nous y opposer. Dans le passé, le nationalisme a été la cause de grands malheurs et de grandes douleurs pour les peuples d'Europe. Nous, Allemands, avons le devoir historique particulier d'étouffer dans l'œuf le nationalisme.

## Association d'idées fausses

C'est aussi pour cette raison que nous ne voulons pas suivre un chemin qui nous mettrait à l'écart des autres pays européens. Nous n'avons pas besoin de déifier nationalisme. Nous savons que nous avons besoin de stabilité en Europe : en effet, non seulement toute déstabilisation mettrait en danger le but même de l'unification allemande et européenne, mais aussi la rendrait impossible. Toutefois, stabilité n'est pas synonyme de « statu quo ». Il s'agit de créer des conditions permettant de dépasser les structures de l'Europe d'après-guerre dans l'ordre. Je suis persuadé que la question allemande peut et va trouver sa réponse dans un système de paix européenne. Personnellement, j'estime que la question allemande appelle une réponse européenne parce que le déchirement de l'Allemagne et la division de l'Europe en deux blocs ont les mêmes origines et ne peuvent être surmontés

qu'ensemble. Pour cette raison, c'est à dessein que je n'emploie pas le terme de « réunification ». Cette notion est historiquement fautive et entraîne chez la plupart de nos amis des associations d'idées fausses et crée ainsi des malentendus. Nous ne voulons pas en revenir aux anciennes formes et structures politiques en Allemagne. Nous ne voulons pas en revenir à l'Etat national de Bismarck. Quoique parle de restructuration du « Deutsches Reich » dans les frontières de 1937 pêche contre l'avenir et la paix en Europe.

Le fédéralisme est notre réponse au centralisme, au nationalisme et au séparatisme. Pour cette raison, nous voulons créer une union allemande dans une confédération européenne et non pas une Europe allemande.

La stabilité sociale et politique de la RFA au cours des quarante dernières années repose essentiellement sur la réussite de notre système fédéral. Je suis persuadé que ce système fédéral est un atout pour nous sur le chemin vers une confédération européenne telle que le président François Mitterrand l'a proposée au début de l'année.

Ce n'est certainement pas un hasard si en France, pays de tradition centraliste, des hommes politiques de tous les partis envisagent de créer des régions disposant de moyens d'action.

La logique du processus d'unification européenne exige que les anciens Etats nationaux cèdent de plus en plus de leurs compétences à des institutions européennes, ce qui, toutefois, nécessitera d'ici peu l'approbation des Parlements. Les missions et les problèmes dont l'importance dépasse les frontières nationales demandent des solutions, qui, elles aussi, se situent au-delà des Etats nationaux.

La logique du processus d'unification européenne exige aussi qu'on crée partout en Europe des régions fortes entretenant des rapports avec les institutions européennes placées sous le signe de la subsidiarité. Il faut profiter de la force des institutions décentralisées et créer au niveau européen des institutions leur permettant d'agir, et il importe de les aider là où leurs capacités et leur marge de manœuvre ne suffisent pas.

L'expérience montre, et non seu-

lement en RFA, que le système fédéral est la meilleure solution étant donné la diversité et les particularismes des régions d'Europe. Les raisons des faiblesses et des problèmes au niveau des régions ne peuvent pas être mieux mises en évidence et les atouts régionaux ne peuvent pas être mieux mobilisés et encouragés que sur place, au sein des régions.

## Surmonter le système des blocs

Renforcer la supranationalité et la diversité régionale : nous avons là les deux côtés d'une même médaille. Le poids de l'Europe dans l'avenir, non seulement de la Communauté des Douze, vient de ses régions et des hommes qui, en s'identifiant avec leur région et en ayant le sentiment de sa valeur, sont prêts à penser et à agir en Européens. Je suis persuadé que sans régions fortes, il ne peut y avoir d'Europe forte.

Bâtir une nouvelle Europe va demander beaucoup d'années. Carlo Schmidt, le grand social-démocrate allemand, né à Perpignan et un des « pères » de notre Loi fondamentale, a dit un jour : « Nous nous trompons tous si nous croyons possible de créer l'Europe seulement à moitié. Si on souhaite que l'Europe soit construite il faut mettre le tout pour le tout. »

Mettre le tout pour le tout, cela signifie aujourd'hui que tous les Européens doivent montrer qu'ils sont capables et qu'ils ont la volonté de prendre la situation eux-mêmes en main.

Personne ne doit se leurrer : la nouvelle Europe – une confédération européenne – est inconciliable avec l'actuel affrontement de l'OTAN et du pacte de Varsovie hérissé d'armes. Il y a deux possibilités de surmonter la situation d'après-guerre. L'une d'elle mène à l'unité des Allemands en quittant leurs systèmes d'alliance respectifs. Ce n'est pas la méthode que nous croyons possible de créer l'Europe seulement à moitié. Si on souhaite que l'Europe soit construite il faut mettre le tout pour le tout.

Nous préconisons de surmonter peu à peu le système des blocs. Nous avons besoin d'un nouvel ordre de paix et de sécurité remplaçant les blocs militaires d'aujourd'hui. Nous désirons un système de sécurité collective pour

toute l'Europe et non pas une zone neutre au centre de l'Europe. Tous les Européens doivent organiser ce passage de l'affrontement de deux blocs à un nouvel ordre de paix en commun de façon à ce que la paix et la stabilité soit sauvegardées.

La Communauté européenne doit s'adapter à cette nouvelle situation. Elle doit s'ouvrir aux pays de l'Europe centrale et de l'Est. On peut considérer la déclaration de M. Jacques Delors, président de la Commission de la CEE, dès le 10 novembre 1989, comme un signe favorable, que du moins l'association des voisins de l'Europe centrale et de l'Est ainsi que la reconnaissance de la RDA comme membre à part entière de la CEE seraient possibles, d'ici peu.

A la différence de beaucoup d'autres, il a reconnu que le processus de démocratisation et d'urgence économique et écologique dans le centre et dans l'est de l'Europe ne gêne en rien l'unification de l'Europe, mais peut lui donner un nouvel essor. Je ne sous-estime pas les problèmes qu'entraîne cette évolution, mais je suis persuadé que l'idée européenne peut ainsi regagner la fascination qu'elle possédait par le passé.

## Décennie du désarmement

En Europe, nous avons besoin de coopération et non pas d'affrontement, de nous donner la main et non pas de nous dresser les uns contre les autres. La mission essentielle et en même temps la condition sine qua non d'un avenir heureux est de faire en sorte que les années 90 soient la décennie du désarmement. Au lieu de se menacer et de faire la guerre, l'humanité doit enfin se consacrer aux grandes tâches communes : vaincre la faim dans le monde, lutter contre les maladies, protéger la nature et l'environnement des destructions, créer des emplois et des conditions de travail humaines pour tous, réaliser la justice sociale chez nous et partout dans le monde.

J'espère que, au cours des négociations à Genève et à Vienne, les responsables réaliseront un radical désarmement conventionnel et nucléaire. Les propositions des Etats-Unis et de l'URSS de réduire

leurs troupes stationnées en Europe répondent au désir de tous les peuples d'établir la paix grâce à des accords. Je vois tout à fait qu'il existe une marge de manœuvre à un niveau d'armement inférieur à celui en vigueur actuellement.

Si nous prenons le désarmement au sérieux, nous verrons confrontés à de nouveaux défis dans le domaine économique. Nous avons besoin, au niveau international, de suggestions pratiques pour la reconversion de la production militaire. Nous avons besoin d'une restructuration économique afin que le désarmement ne soit pas entravé par les intérêts de l'industrie et du marché de l'emploi au niveau des régions et dans les différents secteurs d'activité.

Le désarmement est dans notre propre intérêt pour que nous obtenions les hommes, l'argent et les capacités nécessaires à des missions de première urgence. Cela vaut surtout pour l'Union soviétique. Sans modernisation de l'économie soviétique, sans amélioration des conditions de travail et de vie du peuple, perestroïka et glasnost n'ont pas d'avenir. Un échec aurait des conséquences dramatiques, non seulement pour les peuples en Union soviétique mais aussi pour nous. Pour cette raison, M. Gorbatchev n'a pas besoin de discours d'encouragement, mais bien plus d'une aide faisant appel à toutes nos possibilités.

Une session extraordinaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) au niveau des chefs de gouvernement doit, dès cette année, mettre tout en œuvre afin que la construction par étapes d'un ordre européen de paix et de sécurité passe du stade de la vision à celui de la réalité européenne.

Nous le savons tous, en politique les illusions sont des dangers mortels, mais nous avons besoin de visions pour l'avenir de notre planète parce qu'une politique qui renonce aux visions n'a aucune chance d'avenir.

► Johannes Rau est ministre-président de Land du Rhénanie-Westphalie et vice-président du SPD.

## TRAIT LIBRE



## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bouve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wours

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Seles

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 48-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPAR

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BOUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-80-30-00

Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

## AU COURRIER DU Monde

## Mère et enfant

Dans le Monde daté 24 février (p. 30), l'on apprend qu'une jeune Rachel veut avorter et que des rabbins la persuadent de faire plutôt don de son enfant à un couple stérile.

Jusqu'à là rien d'humainement scandaleux : on peut même trouver que ces religieux ont fait « œuvre de vie » et sourire du côté folklorico-sectaire qui a provoqué leur intervention.

Que la mère naturelle se ravise et veuille récupérer son enfant, on peut le comprendre aussi : même si l'enfant qu'elle a laissé naître a maintenant autant de droits qu'elle, et entre autres le droit à la sérénité dans cette partie cruciale qu'est le début de l'existence.

Par contre, là où l'affaire est curieusement la plus choquante, c'est le comportement de la justice : en vertu de quel texte et de quelle logique aberrante enlève-t-on un enfant de huit mois à ses parents, alors même qu'aucune décision n'est prise pour la suite ? Parce que, pour l'enfant, ce sont ses parents, ses seuls parents, dont les visages, les odeurs, les voix sont la base de son sentiment de sécurité, de son équilibre.

Qu'il soit donné en définitive à sa mère naturelle, et il aura eu deux ruptures affectives au lieu d'une, déjà très traumatisante. Qu'il soit reconnu à ses parents adoptifs, et il aura eu un traumatisme inutile. La sagesse n'aurait-elle pas été de garder le statu quo pour l'enfant dans l'attente de la décision finale, forcément lointaine ?

N'y a-t-il personne dans notre système qui puisse expliquer cela

aux juges et/ou faire changer les textes ?

Oh, oh, les psychologues, vous restez-t-il un peu de voix ? Oh, les défenseurs des droits de l'enfant, êtes-vous encore là ?

Y a-t-il quelqu'un avec un peu d'autorité pour dire à la justice que cet enfant n'est pas une marchandise que se disputent deux propriétaires et qu'il faut vite mettre sous séquestre ? Pour dire que cet enfant est en fait la seule personne, dans cette affaire, qui a vraiment besoin d'être défendue, parce que la plus faible ?

Car, c'est bien à ça que devrait servir la justice, n'est-ce pas ? A protéger les plus faibles.

C'est exactement le contraire qu'elle a réussi d'entrée de jeu : sanctionner le plus faible et, assurément, le seul innocent de cette farce.

B. GUILYARDI,

Taverny.

## Le droit communautaire à Pau

Après avoir lu avec beaucoup d'intérêt les articles de M. P. Subitil, relatifs à la « CEE, une communauté de droit », je tiens à apporter un complément d'information. En effet, dans notre bonne ville de Pau, l'enseignement du droit communautaire est obligatoire dès la première année de DEUG. Il est assuré par M. Yves Rodriguez de manière plus que satisfaisante : de plus, chacun de nos professeurs ne manque pas d'attirer l'attention des étudiants sur les progrès du droit communautaire dans sa matière et notamment sur les arrêts les plus marquants de la CJCE.

JOSIANE BEAUCOURT  
Pau

## Témoignage

## Le général de Gaulle et le prince Henri

Nous avons reçu la lettre suivante du général de Boissieu, ancien grand chancelier de la Légion d'honneur.

La lettre du prince Henri récemment publiée : « A mes fils », comportant certaines inexactitudes historiques, j'ai pensé qu'il convenait en tant que témoin d'écrire la vérité pour les jeunes princes et pour les Français sur quelques événements essentiels.

Ainsi, lorsque le prince Henri écrit que le général de Gaulle se serait occupé de son mariage, il oublie que le 14 novembre 1956, date de ses fiançailles, le général de Gaulle était un simple citoyen, retiré à Colombey-les-Deux-Églises, n'ayant aucun contact avec le gouvernement, écrivant ses *Mémoires de guerre* et ayant rompu avec le RPF depuis le 13 septembre 1955, date du communiqué qui mettait fin à ce mouvement.

Lorsque le général de Gaulle écrit au comte et à la comtesse de Paris le 3 juin 1957, ainsi qu'au duc et à la duchesse de Wurttemberg en juillet 1957, il le fait en tant qu'historien, heureux de saluer un événement historique auquel il n'avait pris aucune part. Le prince Henri oublie que le général ne reviendra au pouvoir qu'en juin 1958 et ne sera président de la République qu'en janvier 1959. Il n'est pas allé non plus à cette date à Louveciennes avec M<sup>me</sup> de Gaulle, son emploi du temps en témoigne et le colonel de Bonneval le confirme.

Après le retour au pouvoir du général de Gaulle, le prince Henri écrit que « des engagements ont été

pris » et que « des promesses n'ont pas été tenues ».

Pour l'information des princes, je tiens à écrire ceci : le général de Gaulle pensait qu'il faudrait qu'un jour le prince Henri puisse représenter la France quelque part dans le monde et que, pour cela, il fallait lui donner accès à la carrière diplomatique.

La voie normale était de lui faire effectuer un stage d'intégration dans l'armée active, afin de lui faire accomplir une mission d'attaché militaire dans une ambassade ; de le faire passer dans le cadre diplomatique afin de le nommer un jour ministre, puis ambassadeur dans un pays important auprès duquel il représenterait la France. Encore fallait-il que le prince se montrât capable d'assumer cette responsabilité. Malheureusement, il n'a pas saisi cette chance, et son manque de sérieux l'a obligé à y renoncer.

J'ai écrit dans le manuscrit de mon livre de souvenirs *Pour servir le général* que j'avais lu à l'époque au comte de Paris pour avoir son sentiment, que l'énorme déception produite sur le général de Gaulle par « la légèreté du prince Henri pendant son stage d'intégration à Saumur et les notes obtenues pendant années lui laissant un goût amer pour l'avenir ».

Le comte de Paris m'a demandé d'enlever ce passage, ce que j'ai fait, sinon le prince Henri n'aurait pas pu écrire que « des engagements n'avaient pas été tenus ».

Alain de BOISSIEU  
ancien grand chancelier de la Légion d'honneur

صلى الله عليه وسلم



# ÉTRANGER

BRÉSIL : avant son investiture, le 15 mars

## Le président Collor a formé un gouvernement atypique

Le président Fernando Collor avait dit qu'il ne se laisserait influencer par personne dans le choix de ses ministres. Il a tenu parole. Le gouvernement qu'il a formé n'obéit ni à des critères partisans, ni à des considérations régionales, lesquelles ont beaucoup pesé dans le passé, surtout à l'époque dite du « café au lait », quand les Etats de São Paulo et de Minas-Gerais, producteurs de ces deux denrées, se partageaient les postes de responsabilité.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Pour le nouveau président, la tâche a été relativement facile, puisque c'est en candidat solitaire qu'il a gagné son élection. Jusqu'à ces derniers mois, il a présenté un air de futur collaborateur, nul ne s'est interrogé sur sa filiation politique. Les principaux partis de la Nouvelle République (coalition sur laquelle s'appuyait la présidence de M. Sarney) ont en effet été liquidés ; leurs candidats à l'élection présidentielle ont fait des scores dérisoires. Face à la « tornade Collor », seule l'opposition de gauche a résisté. Le nouveau chef de l'Etat n'en est que plus libre pour remanier l'appareil administratif, où des milliers de postes changent de titulaire chaque fois que change le président. Pendant le mandat de M. Sarney, la lutte avait été féroce entre les différents clans.

Sur un point, malgré tout, M. Collor a dû se plier à la tradition : les trois armes continueront d'avoir chacune son ministre, alors qu'il était prévu de les réunir en un ministère unique de la défense. Le nombre des ministres ayant été réduit à douze (au lieu de vingt-cinq jusqu'à maintenant), la place occupée par les militaires n'en

paraît que plus disproportionnée. Le nouveau président a tenté de sauver les apparences en demandant aux trois nouveaux titulaires, le jour de leur présentation à la presse, de laisser leur uniforme au vestiaire.

Deux super-ministères dominent le nouveau gouvernement : celui de l'économie et celui de l'infrastructure. L'un et l'autre résultent de la fusion de trois portefeuilles. Lorsque M. Collor a annoncé que le premier poste serait occupé par M. Zélia Cardoso de Melo, il n'a étonné personne. Depuis trois ans, cette universitaire de São Paulo, âgée de trente-six ans, lui sert de conseillère économique. Elle a dirigé l'équipe responsable de son programme électoral et l'a accompagné au début de l'année lors d'une tournée dans les principaux pays industrialisés.

### Une victoire des sociaux-démocrates

Cette nomination est considérée comme une victoire des sociaux-démocrates sur les conservateurs au sein de la nouvelle équipe dirigeante. Ces derniers ont vainement tenté d'imposer un fidèle de l'orthodoxie financière qui a marqué les plans anti-inflationnistes d'avant le règne du président Sarney. Pendant un temps a circulé le nom de M. Mario Henrique Simoesen, économiste prestigieux, mais il n'avait pas le profil requis. Il a déjà été ministre des finances, or M. Collor voulait des hommes « neufs » à sa tête. « Des hommes de ma génération » (il a quarante ans).

Il n'a pas tout à fait respecté cet engagement. Si les nouveaux ministres sont tous novices dans la fonction, beaucoup ont déjà fait une longue carrière. Le responsable de l'infrastructure, M. Ozires Silva, cinquante-neuf ans, est un ancien PDG du secteur public. Colonel et ingénieur, il a présidé avec efficacité la firme d'Etat Embraer, qui construit des avions, et a obtenu

quelques beaux contrats à l'étranger. Il a aussi dirigé pendant un an la Petrobras, autre société d'Etat, qui détient le monopole pétrolier. Faute d'y avoir les compétences requises, il en a démissionné. Doté d'un budget imposant et d'un corps non moins imposant de fonctionnaires (près de sept cent mille), il sera l'homme des privatisations, du dégraissage d'un appareil public hypertrophié.

Autre vétéran : le titulaire de la justice, M. Bernardo Cabral, cinquante-huit ans. Président de l'Ordre des avocats sous le régime militaire, quand la fonction n'était pas sans risques, M. Cabral a été, il y a deux ans, un très habile rapporteur de l'Assemblée constituante. A l'extinction, c'est un autre, quinquagénaire, M. Carlos Chiarelli, qui a été désigné. Il était l'un des bêtes noires du gouvernement Sarney, dont il a dénoncé la corruption pendant l'importation d'une commission parlementaire d'enquête sur la question. Il avait donc tout pour s'entendre avec M. Collor, qui avait choisi le même cheval de bataille quand il était gouverneur du petit Etat nordestin de l'Alagoas.

### Un écologiste passionné

Parmi les autres nominations, certaines étaient attendues, comme celle d'un syndicaliste au ministère du travail. M. Antonio Rogério Magri, quarante-huit ans, qui a été choisi, présidait jusqu'à ces derniers jours la CBT, une centrale modérée. Il est présenté par la presse de droite comme un syndicaliste moderne, soucieux d'abandonner les méthodes d'abandon de résultats, à l'opposé des dirigeants politiques de la CUT (Centrale unifiée des travailleurs), qui a appuyé « Lula » contre M. Collor au deuxième tour de scrutin. Mais le choix de M. Magri - renié par beaucoup des siens - pour discuter avec les syndicats n'est pas forcément une preuve de sagesse dans le contexte trouble du moment.

La surprise est venue avec l'annonce du nouveau ministre des

relations extérieures. Ce n'est ni un diplomate ni un politicien, mais un juriste, M. Francisco Rezak, qui présidait le tribunal supérieur électoral et qui, à ce titre, a veillé à la régularité du dernier scrutin. Il l'a fait avec une intelligence et une lucidité servies par un grand talent médiatique, au point de disputer la vedette aux principaux candidats.

Autres surprises, la création d'un secrétariat d'Etat du « milieu ambiant » et le choix de M. José Lutzenberger, un écologiste de renom, pour occuper le poste. Cet agronome de soixante-deux ans, originaire du Rio-Grande-do-Sul, n'a rien d'un défenseur ordinaire de l'environnement. Sous le régime militaire, alors qu'aucune autorité ne s'intéressait à la question, il a mené pendant des années une lutte opiniâtre contre une multinationale norvégienne de la cellulose coupable de pollution. Il est considéré comme un militant passionné, voire apocalyptique, de la cause verte.

Ce choix est étonnant, car M. Collor avait d'abord adopté une position routinière, très nationaliste, sur les problèmes écologiques. Il déclarait intolérables, par exemple, les pressions internationales au sujet de l'Amazonie. Apparemment, il a fait amende honorable. Son voyage autour du monde, en février, n'y est sans doute pas étranger. Plusieurs de ses interlocuteurs lui ont déclaré sans ambages que le laisser-faire criminel du Brésil à l'égard de ses espaces naturels et de ses populations indigènes rendait difficile une aide au développement.

CHARLES VANHECKE.

HAÏTI : émouvante cérémonie au Palais national

## M<sup>me</sup> Trouillot, la nouvelle présidente a prêté serment

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial



Une forte émotion régnait, mardi 13 mars au palais national, lors de la prestation de serment de M<sup>me</sup> Ertha Pascal Trouillot. Dans la salle des bustes archi-comble, cette femme à l'air décidé, vêtue d'une robe blanche, s'est engagée à travailler sans relâche pour qu'un gouvernement, issu d'élections, puisse être installé le plus vite possible. Elle n'a pas annoncé de nouveau calendrier pour le scrutin mais souhaite, selon ses proches, reprendre ses activités de juge à la Cour de cassation dans quatre mois.

Tres digne, le général Hérard Abraham, le commandant en chef de l'armée qui a assuré l'intérim du pouvoir pendant soixante-douze heures, a salué militairement le nouveau chef de l'Etat civil : « Les forces armées d'Haïti sont à vos ordres », s'est-il exclamé, après avoir affirmé que les militaires rentraient dans leurs casernes et garantiraient « la sécurité des vies et des biens de tous les citoyens ». L'émotion était visible sur les visages de ces dirigeants politiques, naguère pourchassés et exilés, qui assistaient aux places d'honneur à la cérémonie.

Devant la grande bâtisse blanche, au cœur de Port-au-Prince, une dizaine de milliers de personnes s'étaient rassemblées pour acclamer le nouveau président mais aussi pour exiger la mise hors d'état de nuire des « attardés », les hommes de main qui continuent de terroriser la population dans certaines zones. De tragiques affrontements dans les Bas Arbois ont ainsi vu tuer cette journée qualifiée d'« historique » par tous les commentateurs haïtiens. Selon le Père Gilles Danroc, un religieux français qui réside dans la région, au moins six paysans ont été massacrés avec la complicité de militaires non loin de Delégé, à 80 kilomètres au nord de la capi-

itale. Plus de trois cents maisons ont été détruites lors des affrontements, qui ont débuté lorsqu'un groupe de paysans a tenté de récupérer des terres confisquées par un grand propriétaire.

Le retour à la paix civile n'est pas le seul défi que devra affronter M<sup>me</sup> Trouillot qui, pour des raisons de sécurité, a préféré s'installer à la Villa d'accueil, une résidence située au-dessus de Port-au-Prince, plutôt qu'au palais national. La formation du gouvernement provisoire et du Conseil d'Etat chargé d'« encadrer l'exécution » fait encore problème. Le processus de transition reste très fragile, même si le courage de la présidente et la bonne volonté du général Abraham - qui a publiquement salué le travail accompli par les partis politiques - ainsi que les promesses d'assistance, arrivées dès mardi de Paris et de Washington, sont des atouts importants.

JEAN-MICHEL CAROTT

PÉROU : dénonçant les élections

## Le Sentier lumineux déclenche une « grève armée »

LIMA

de notre correspondant

C'est dans son bastion, situé au cœur des Andes, que le Parti communiste Sentier lumineux (PCP-SL) a donné le coup d'envoi de sa violente campagne contre les élections générales du 8 avril prochain. Quatre explosions, lundi 12 mars, ont rappelé à la population les consignes de quarante-huit heures de « grève armée » contre un « système démocratique anti-populaire, affameur et assassin », selon les slogans peints sur les murs de la ville d'Ayacucho. La plupart des 250 000 habitants sont restés terrés chez eux et les petits commerçants n'ont même pas ouvert leurs boutiques, sachant, par expérience, le prix sanglant à payer par ceux qui enfreignent les mois d'ordre du PCP-SL.

### Climat de terreur et attentats

Pourtant, depuis janvier 1983, date à laquelle les militaires ont été chargés du contrôle de la région déclarée en état d'urgence, l'armée est omniprésente : les soldats montent partout la garde, les voitures blindées sillonnent les rues, les policiers en civil font le guet. Mais les militaires ne peuvent empêcher ni le climat de terreur, ni les attentats, ni les exécutions de centaines de personnes (candidats au Parlement, dirigeants des partis politiques, autorités, journalistes, etc.).

NICOLE BONNET

ÉTATS-UNIS

## M. Bush crée un « fonds pour la démocratie » au profit du Nicaragua et du Panama

« Je viens de signer un décret mettant fin à l'embargo économique contre le Nicaragua », a annoncé le président George Bush, mardi 13 mars, au cours d'une conférence de presse à Washington. La levée de cette sanction, imposée par l'administration Reagan en 1985, était attendue depuis la défaite infligée au régime sandiniste par M<sup>me</sup> Violeta Chamorro, lors de l'élection présidentielle nicaraguayenne du 25 février dernier.

Expliquant que « le temps des dictateurs était passé », M. Bush a exprimé le désir d'apporter un « soutien historique » à ces nouvelles démocraties « qui ont besoin de notre aide pour guérir leurs blessures ». Ce qui devait le conduire à demander au Congrès d'approuver, d'ici au 5 avril, une enveloppe de 300 millions de dollars d'aide économique pour le Nicaragua ainsi que la confirmation des 300 millions d'aide déjà requis pour le Panama. Ces sommes étant réunies au sein d'un « fonds pour la démocratie » financé par des économies

réalisées sur le budget de la défense. C'est la première fois que M. Bush lie un programme d'aide à l'étranger aux réductions des dépenses militaires rendues possibles par les efforts de désarmement et l'évolution rapide de la situation en Europe. Une décision des plus symboliques surtout en ce qui concerne cette Amérique centrale qui fut à l'origine du plus grand scandale politico-militaire de ces dernières années, l'« Irangate », le financement secret de la guérilla antislaviste avec le produit de ventes d'armes non moins secrètes à l'Iran.

Poursuivant sa pensée, le président américain a lancé un appel au Congrès pour qu'il se mette rapidement d'accord avec le secrétaire à la défense et l'Office du budget et de la gestion afin de déterminer les coupes dans les dépenses militaires. Si aucun accord n'était intervenu d'ici au 27 mars, M. Bush a laissé entendre qu'il prendrait « les décisions lui-même ».

La levée de l'embargo va permettre l'envoi rapide au Nicaragua de 21 millions de dollars d'aide alimentaire. En outre, le Nicaragua pourra de nouveau bénéficier de prêts de la banque Export-Import et de garanties d'investissements. Enfin ses exportations bénéficieront aux Etats-Unis des préférences tarifaires accordées aux pays en voie de développement. Au sujet du Panama, la lenteur avec laquelle le Congrès examine la demande de 500 millions de dollars d'aide présentée le 25 janvier dernier par l'administration avait amené le nouveau président panaméen, installé par les Américains, à entamer une grève de la faim : M. Guillermo Endara y a mis un terme mardi.

ÉTATS-UNIS : le procès du général Noriega fixé au 28 janvier 1991. - Un juge fédéral de Miami (Floride) a annoncé, mardi 13 mars, que le procès pour trafic de drogue de l'ancien homme fort du Panama, Manuel Antonio Noriega, déposé et capturé par l'armée américaine, le 3 janvier dernier, s'ouvrirait finalement le 28 janvier 1991. Par ailleurs, le pilote Daniel Miranda, un des co-inculpés du général Noriega, accusé d'avoir transporté des fonds provenant du trafic de drogue a été remis en liberté sous caution. - (AFP.)

## REPORTERS

CHYPRE

### Election anticipée dans la partie turque de l'île

M. Rauf Denktaş, le leader de la communauté chypriote-turque, a annoncé, mardi 13 mars, sa démission de la présidence de la République turque de Chypre du Nord (RTCN), uniquement reconnu par Ankara. La nouvelle élection présidentielle aura lieu le 22 avril, soit deux mois avant la date prévue.

Selon les observateurs, M. Denktaş, qui sera candidat à sa propre succession, veut renforcer sa position dans les négociations intercommunautaires, qui ont échoué début mars à New-York. La « présidence » qu'il attend de ce scrutin devrait également « simplifier » la campagne électorale pour les législatives du 6 mai. « Je ne peux pas poursuivre les pourparlers (intercommunautaires), a-t-il dit, avant d'être sûr du soutien du peuple, qui confirmera si oui ou non il veut continuer à défendre sa cause avec le même élan ».

La démission de M. Denktaş intervient au lendemain d'une résolution votée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU et qui appelle les deux communautés de Chypre (turque et grecque) à poursuivre les négociations, sous l'égide du secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, dans la perspective d'une « fédération bicommunautaire et bizonale ». - (AFP.)

EN BREF

IRAN : missions de la FMI et de la Banque mondiale. - Une mission du Fonds monétaire international s'est rendue fin février en Iran et un groupe d'experts de la Banque mondiale s'y trouve actuellement, à la requête des autorités iraniennes, a-t-on appris mardi 13 mars à Washington de bonne source auprès de ces organisations. C'est la première fois depuis 1978 que l'Iran - qui est membre du Fonds - tient des consultations financières avec les experts du FMI. - (AFP.)

CHINE : un vice-ministre limogé pour corruption. - La lutte anticorruption n'avait jamais

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

### Les rebelles séparatistes ont pris le contrôle de l'île Bougainville

L'île Bougainville est passée mardi 13 mars sous le contrôle des rebelles séparatistes après le départ anticipé des forces de l'ordre. Celles-ci devaient quitter l'île vendredi aux termes d'un cessez-le-feu conclu le mois dernier entre les rebelles et le gouvernement de Papouasie - Nouvelle-Guinée. Une délegation internationale est arrivée sur place, pour superviser le désarmement des rebelles ; elle est composée de représentants du secrétariat du Commonwealth et de diplomates du Canada, du Ghana, des Pays-Bas et de la Suède.

La campagne pour l'indépendance a déjà fait une centaine de morts depuis quinze mois et entraîné la fermeture de la mine de cuivre de Bougainville, la plus importante mine à ciel ouvert au monde, et l'une des principales ressources du gouvernement de Port-Moresby. M. Sam Kauona, l'un des chefs de la rébellion, qui réclame à la mine d'importantes compensations financières, a déclaré que celle-ci ne serait pas réouverte avant que l'indépendance de l'île ne soit proclamée. - (AFP, Reuters.)

frappé aussi haut en Chine : un vice-ministre des chemins de fer, M. Luo Yungang, est le premier membre du gouvernement de la République populaire à perdre son poste pour indécision, a annoncé la télévision. M. Luo avait couvert un racket destiné à extorquer des dessous-de-table à des firmes souhaitant accélérer le déplacement de leurs marchandises. Le vice-ministre avait personnellement empêché l'équivalent de 2 500 francs et une baguette en or, et s'était fait offrir un réfrigérateur. - (Corresp.)

TUNISIE : protestation des islamistes. - Plus de deux mois

après avoir obtenu l'autorisation de publier un hebdomadaire, *El Fajr* (l'Aube), le mouvement islamiste Ennahdha est encore dans l'impossibilité de le faire paraître (le Monde du 10 janvier). Au cours d'une conférence de presse donnée mardi 13 mars, le directeur de la publication, M. Hamadi Jebali, membre du bureau politique d'Ennahdha, a protesté contre cette situation due, a-t-il dit, « aux pressions et menaces policières » exercées auprès des imprimeries de la place, pour les obliger à refuser de confectionner le journal. - (Corresp.)

Novembre-Décembre 1989 à Beyrouth

JEAN-PAUL BOURRE

# Génération AOUN

VIVRE LIBRE AU LIBAN

Le témoignage d'avant la déchirure

ROBERT LAFFONT

des livres ouverts sur la vie

Europe fédérale

Le général de Gaulle et le prince Henri



## EUROPE

Les élections en RDA et l'unification allemande

## Le succès du meeting de M. Hans Modrow revigore les communistes

Le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, qui a souhaité se placer au-dessus des partis, a tenu, mardi 13 mars, son seul meeting de la campagne électorale. Devant environ 50 000 personnes à Neuenhagen, il a notamment appelé ses partisans à refuser de se laisser imposer l'unification « à n'importe quel prix ».

NEUE BRANDEBOURG  
de notre envoyé spécial

La campagne électorale en Allemagne de l'Est brille de ses derniers feux. Tout ce qui porte un nom politique en RFA est sur place pour appuyer les candidats du parti jumeau de RDA, l'ancien chancelier social-démocrate Helmut Schmidt était mardi soir à Leipzig au côté d'Ibrahim Böhm, tête de liste du SPD est-allemand, auquel il a promis ses conseils s'il devenait premier ministre.

Le ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie, M. Johannes Rau (SPD), se trouvait au stade Dynamo de Berlin-Est et son collègue de Bade-Wurtemberg, Lothar Späth, était venu soutenir l'Alliance des partis conservateurs à Halle. Mercredi soir, le chancelier Kohl devait clore à Leipzig la série de meetings prévus avec les dirigeants des trois partis de l'Alliance. La veille, il tenait cour à Cottbus devant 50 000 spectateurs ravis.

La curiosité de la soirée était pourtant cette fois le premier ministre, M. Hans Modrow, qui tenait son seul grand meeting de la campagne à Neuenhagen où il est tête de liste pour les élections

du 18 mars. Malgré les critiques qui ont pu être faites sur sa gestion, l'ancien chef du Parti communiste de Dresde passe toujours pour le personnage le plus populaire de RDA. Il a préféré jusqu'ici rester en dehors de la mêlée pour défendre l'image d'un premier ministre au-dessus des partis.

## Contre le « bradage »

L'accueil fut enthousiaste : cinquante mille personnes s'étaient donné rendez-vous sur le mot d'ordre de Neuenhagen, bien décidées à montrer qu'il n'y avait pas que pour les Allemands de l'Ouest... Seuls les grands témoins de RFA, le chancelier Kohl et Willy Brandt, avaient été capables jusqu'à présent de réunir de telles foules.

Les drapeaux aux trois couleurs - noir, rouge, or - brandis devant la tribune étaient frappés cette fois de l'étoile de la RDA. Le premier ministre a appelé ses partisans à refuser de se laisser imposer l'unification à n'importe quel prix et à se battre pour la défense des acquis sociaux. Il a réaffirmé son souhait de voir une forte opposition dans le futur Parlement.

Le succès de M. Modrow confirme le sursaut que connaît en cette fin de campagne l'ancien Parti communiste (SED) transformé aujourd'hui en Parti du socialisme démocratique (PDS). Habilement repris en main par l'avocat Gregor Gysi qui a su redonner courage à des troupes démoralisées contre le « bradage de la RDA », le PDS se montre à nouveau pressé de tirer un trait sur le passé.

M. Modrow qui tenait après son meeting une conférence de presse

dans le bâtiment que possède encore le parti à Neuenhagen. M. Modrow n'a pas du tout apprécié d'être pris à partie sur le rôle qu'il aurait pu éventuellement jouer, lors des manifestations d'octobre, dans la répression des premiers mouvements à Dresde. Il a rejeté toutes les responsabilités sur ceux qui à l'époque dirigeaient la police. Plus tôt dans la journée, le premier ministre avait été quelque peu chahuté, en traversant un gros bourg de la région, par des militants des partis conservateurs.

HENRI DE BRISSON

## Paris et Bonn sont d'accord pour une participation de la Pologne lors de l'examen de sa frontière

M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, et son collègue ouest-allemand M. Genscher ont « réaffirmé la position de leurs gouvernements selon laquelle la Pologne devra participer aux discussions dès que sera examinée la question de la frontière occidentale de la Pologne », a annoncé mardi 13 mars un communiqué du quai d'Orsay.

M. Genscher, qui a eu un entretien d'une heure avec M. Dumas au cours d'une visite éclair à Paris, a également « constaté l'accord entre les deux pays pour un renforcement du processus de la construction communautaire », a souligné le rôle fondamental de la relation franco-allemande dans le contexte des évolutions actuelles en Europe et « décidé d'intensifier les contacts à tous les niveaux ».

Cette visite se situait à la veille

de l'ouverture, mercredi 14 mars à Bonn, de la conférence dite « deux plus quatre » (RFA-RDA / URSS, États-Unis, Grande-Bretagne et France) sur les aspects internationaux de l'unification allemande. Cette conférence, dont le principe a été arrêté le 13 février à Ottawa, doit durer jusqu'au novembre et rédiger un plan qui sera ensuite soumis à une session spéciale de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) consacrée à l'unification de l'Allemagne.

Les six pays membres, qui sont chacun représentés par le directeur des affaires politiques de son ministère des affaires étrangères, devaient examiner à cette première réunion les questions de procédure, l'ordre du jour et l'ordre de priorité des questions à traiter, ainsi que le rôle de la Pologne soumise à une session spéciale de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) consacrée à l'unification de l'Allemagne.

Parlant à Bonn à quelques journalistes étrangers, le chancelier Kohl a estimé que l'unification ne se fera pas avant 1991 et que les troupes américaines et soviétiques resteront stationnées en Allemagne pendant plusieurs années après l'achèvement de l'unité. Il s'est même dit prêt à financer le stationnement des forces soviétiques dans la partie est du pays.

A Moscou cependant, une déclaration du ministre soviétique des Affaires Étrangères publiée mardi par l'agence TASS dément la « politique du fait accompli » poursuivie par l'Union Chrétienne (CDU) ouest-allemande en matière de réunification.

RFA : présidente du Bundestag

M<sup>me</sup> Rita Süssmuth souhaite devenir ministre-président de Basse-Saxe

M<sup>me</sup> Rita Süssmuth, cinquante-trois ans, présidente du Bundestag, a annoncé, mardi 13 mars, son intention de succéder à M. Ernst Albrecht, CDU, comme ministre-président de Basse-Saxe.

BONN

de notre correspondant

Si la coalition CDU-FDP actuellement au pouvoir dans le Land de Basse-Saxe l'emportait aux élections régionales du 13 mai prochain, M<sup>me</sup> Süssmuth deviendrait d'abord ministre des affaires sociales dans le cabinet de M. Albrecht, soixante ans, et lui succéderait au cours de la législature : M. Albrecht a en effet indi-

qué qu'il ne souhaitait pas rester en place jusqu'à la fin de son prochain mandat.

L'annonce de cette candidature a créé une certaine surprise à Bonn et suscité l'irritation de l'opposition qui reproche à M<sup>me</sup> Süssmuth de sortir de la traditionnelle réserve du président du Parlement pour se jeter dans la mêlée électorale. Le chef du SPD, M. Hans Jochen Vogel, lui a ainsi demandé de « se mettre en congé de présidence » jusqu'aux élections de Basse-Saxe.

En lançant M<sup>me</sup> Süssmuth dans l'arène électorale de Basse-Saxe, les chrétiens-démocrates espèrent que la popularité de la présidente du Bundestag, régulièrement accrue par les sondages, leur permettra de défendre une majorité menacée par un candidat SPD, M. Gerhard Schröder, qui avait échoué de très

peu en 1987. La coalition CDU-FDP au pouvoir à Hanovre dispose en effet d'une seule voix de majorité et elle a été ébranlée au cours de la dernière législature par des scandales politico-financiers.

La perte de la Basse-Saxe, six mois avant les élections au Bundestag, serait un handicap certain pour le chancelier Kohl. Mais le départ de Bonn de M<sup>me</sup> Süssmuth ne serait pas non plus pour lui déplaire : représentant la gauche de la CDU, très populaire chez les femmes et dans les milieux libéraux, la présidente du Bundestag s'était opposée ces derniers temps au chancelier, notamment sur le problème de la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse.

L. R.

## URSS : le régime présidentiel approuvé largement par le Parlement

Suite de la première page

C'était encore plus pervers qu'un vote bloqué puisque c'est de lui-même que le Parlement allait ainsi se priver de toute possibilité d'indifférence des réformes institutionnelles. Mais aucun député ne s'en rendait compte. Dans les travées, on commentait abondamment une autre décision que le futur président venait de faire prendre et qui en avait bluffé plus d'un. Les députés lituaniens ayant déclaré dans la matinée que, désormais indépendants, ils n'étaient plus présents qu'à titre d'« observateurs », M. Gorbatchev aurait en effet pu demander qu'on décompte leurs voix de la majorité des deux tiers.

Après tout, rien n'est acquis d'avance, et cela aurait accru ses chances de ne pas risquer l'échec. Cela, tout le monde le comprenait. Depuis des heures on ne parlait que de cela dans les couloirs, mais le chef de l'Etat avait tranché. Décompter les voix lituaniennes, avait-il dit, ce serait considérer que la Lituanie n'est plus dans l'URSS, et il n'en était, en conséquence, pas question.

On vote. De chaque côté de la tribune, les résultats s'affichent, et le congrès s'applaudit. L'ensemble des amendements instaurant le présidentielisme a été adopté par 1 817 voix contre 133, 61 abstentions et 11 refus de prendre part au vote. M. Gorbatchev : « Comme d'habitude, je ne peux rien voir... » On lui donne les résultats, qui, pour lui, sont un triomphe : « Ah, bon... Je félicite le Congrès », dit-il avec, cette fois-ci, sa voix de directeur d'école à la distribution des prix.

## Grand moment et petites manœuvres

Le Congrès n'a, lui, toujours rien compris à la petite manœuvre qui entache le grand moment, et c'est dans l'euphorie qu'on passe au second vote. D'un coup, l'ensemble des amendements sur le multipartisme et les modes de propriété sont acceptés par 1 771 voix contre 164 et 74 abstentions. La Constitution soviétique reconnaît à cette minute la propriété privée et la pluralité des partis. Certains font très vite mine, mais il y a vraiment de la bonne humeur dans l'air, et c'est tout guilleret qu'un député réformateur monte à la tribune pour proposer un amendement à l'article 6 nouvelle formule.

Le matin, déjà, le rapporteur du projet, M. Koudriavtsev, avait fait

un geste remarquable en proposant de modifier la version déjà diffusée. Au lieu d'un charabia ambigu (*Le Monde* du 14 mars), on lisait : « Le Parti communiste de l'Union soviétique ou d'autres partis (...) participent à la direction des affaires de l'Etat (...) ». Là, c'était clair et c'est ce qui vient d'être adopté, mais pourquoi, demande le député, faire une mention particulière du Parti communiste alors que tous les partis sont désormais égaux ? Il faut, poursuit-il, corriger et dire simplement : « Les partis politiques... » et le reste sans changement.

L'enjeu est évident : c'est un vote de confiance ou de défiance à l'égard du parti anciennement uni-

que qui est proposé là. L'atmosphère se tend légèrement. On met aux voix et, dans cette enceinte où siègent tant d'hommes de l'appareil, dans cette assemblée infiniment plus conservatrice que le pays, une nette majorité (1 067 contre 906, 39 abstentions) se prononce pour l'amendement - contre le parti, donc.

Les radicaux n'en croient pas leurs yeux. Ils viennent, pourtant, de remporter une grande victoire mais le verdict tombe : « Amendement repoussé ! ». Comment, repoussé ? Mais les chiffres sont là, noir sur blanc. Ils sont là en effet, mais il aurait fallu la majorité des deux tiers puisque, etc.

On se bouscule au micro. Arguments juridiques et propositions véhémentes s'entre-mêlent, mais rien n'y fait. Le piège s'est refermé et les députés ont beau dire, en toute humilité, qu'ils n'avaient « pas compris » et n'auraient « jamais pu imaginer », M. Gorbatchev a réussi à ne pas

changer une virgule de ce qu'il avait négocié au préalable.

Mercredi matin, le Congrès poursuivait l'examen des amendements aux amendements. Comme la nouvelle rédaction de l'article 6, deux d'entre eux ont été proposés par M. Koudriavtsev, c'est-à-dire avalisés par M. Gorbatchev. Très importants, ils sont autant de concessions aux réformateurs du groupe interrégional puisque l'un permet au Parlement de contourner un veto présidentiel par une majorité des deux tiers, et que le second oblige le président à faire confirmer par le Parlement (sans spécification de délai, mais à la majorité des deux tiers aussi) la proclamation de l'état d'urgence.

On a également spécifié, pour rassurer les Républiques et la Géorgie en particulier, que les nouveaux pouvoirs présidentiels ne restreignent en rien les leurs. Plusieurs figures de proue interrégionales, M. Stankevitch notamment, se sont en conséquence

ralliés au projet en le jugeant « acceptable ». Les mêmes, les plus modérés de l'opposition, ne trouvaient cependant pas de mal, mardi soir, pour qualifier l'insulte faite au Parlement et s'apprêtaient à refuser, mercredi, de se laisser piéger dans la même procédure.

## Sérénité sur la Lituanie

La bataille promettait ainsi d'être serrée sur le mode d'élection du président car de très nombreux députés, suivant de cette opinion publique, voudraient que M. Gorbatchev soit élu en suffrage universel et non par le Congrès. Initialement prévus pour deux jours, les débats ne devraient ainsi pas être clos avant jeudi. Rien n'est sûr. Comme toujours, on nage dans l'ambiguïté puisque les conservateurs ont voté en faveur du présidentielisme dans l'espoir qu'il instaure le régime autoritaire que redoutent les réformateurs - aux

aussi partisans de ce changement car il fait passer le pouvoir au parti unique à un Etat fondé sur le multipartisme.

Rien n'est simple en l'affaire, la démocratie qui s'instaure est des plus fébriles, et tout, compte tenu des enjeux, ne passe pourtant dans une étonnante bonhomie. Mardi matin, présents après une journée d'absence remarquée, les Lituaniens avaient envoyé l'un des leurs, barbe et chef argentés, lire à la tribune les résolutions de leur Parlement, souhaiter « succès » aux travaux du Congrès et expliquer le souhait que s'ouvrent entre l'URSS et la Lituanie indépendante une ère d'amitié nouvelle et de fructueuse coopération économique.

Amis-on imagine Gandhi aux Communes ? Ben Bella au Palais Bourbon ? Pas vraiment, mais la différence est qu'il n'y a pas d'insurrection, que tout se passe comme si (et c'est le cas) chacun savait, des deux côtés, qu'il faudra bien s'entendre et apprécier à vivre en bon voisinage. Alors M. Gorbatchev parle de décision « légale » et « sans validité », mais après s'être penché sur le visage des représentants lituaniens, « il vous reste six minutes (de temps de parole) mais, puisque vous n'êtes qu'observateurs on peut vous donner plus », il va prendre le thé avec M. Brazauskas, le premier secrétaire du Parti communiste lituanien indépendant.

Et que se passe-t-il ? « Accusé reproché », dit-on sortant M. Brazauskas en confirmant ce que chacun sait : « Les liens ne sont pas rompus, et la déclaration d'illégalité » n'était qu'une... « déclaration officielle ». La preuve ? Le soir même, le journal télévisé diffusera une interview de M. Landsbergis, chef de la sécession et nouveau président de la République lituanienne. Légèrement intimidé et fortement enroué, il demande aux peuples soviétiques de « comprendre » et de « soutenir ». Les aspirations des Lituaniens, qui ne veulent « léser les intérêts d'aucun parti » et « qu'obtenir l'indépendance par la voie parlementaire ».

Décidément, drôle de révolution. BERNARD GUETTA

Selon le « patron » de la défense aérienne française

## L'armée de l'air soviétique s'est renforcée depuis deux ans

La menace, aujourd'hui, vient de partout. De l'Est, sans nul doute. Mais aussi du Sud, voire de la façade atlantique. « La menace est omnidirectionnelle », a expliqué, mardi 13 mars, à Drachenbronn (Bas-Rhin), le général de corps aérien Bernard Norlain, qui commande la défense aérienne et qui, durant deux jours, vient de diriger l'exercice national « Daxex 90 » de l'armée de l'air française.

A sa manière, le général Norlain, qui était précédemment chef du cabinet militaire de M. Michel Rocard à Matignon, reprend la thèse du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, pour qui « la menace est tout azimut ».

DRACHENBRONN (Bas-Rhin)  
de notre envoyé spécial

Durant deux jours, cent quatre vingt-dix intercepteurs de la défense aérienne et de l'aéronautique navale ont tenté de contrer les raids - massifs ou isolés - que lançaient, sur toute la périphérie du territoire national, les avions offensifs de la Force aérienne tactique (FATAC), appuyés par huit armées de l'air alliées. Au total, deux mille sorties offensives contre

le Nord-Est, la façade atlantique ou le rivage méditerranéen.

Le général Norlain ne privilégie aucune menace en particulier. Pour autant, il n'oublie pas que, dans le combat, c'est le « bradage » la capacité aérienne réelle de l'Union soviétique a encore augmenté ces deux dernières années, même si les intentions des dirigeants de l'URSS semblent moins agressives.

60 %

d'avions modernes

« Si le nombre des avions de chasse et de bombardement basés en zone soviétique avancée (c'est-à-dire en Allemagne de l'Est) a diminué de 10 %, considère le « patron » de la défense aérienne française, le taux des avions modernes de la quatrième génération (les Mig-29 Fulcrum et les Su-27 Flanker) est passé de 35 % à 60 % de l'ensemble du parc soviétique. La production annuelle des avions de combat reste à un niveau élevé, avec quarante-cinq bombardiers et sept cents chasseurs.

Après la signature de l'accord de Vienne (sur le désarmement classique en Europe), il y aura encore près de trois mille sept cents chasseurs-bombardiers et bombardiers déployés à l'ouest de l'Oural, dont la plupart peuvent désormais opérer dans la profondeur du territoire français à basse altitude et pendant les heures de nuit. Ces moyens soviétiques peuvent être renforcés en quelques heures à peine, par environ dix-sept cents chasseurs-bombar-

diers supplémentaires prélevés sur d'autres théâtres. Le général Norlain, qui, aussi bien en temps de paix, est responsable de la police du ciel française et dont les avions ont dû décoller d'urgence, pour le seul mois de février, à quinze reprises afin de constater des infractions ou rechercher l'identité des intrus, imagine que, même les forces d'Union soviétique « peuvent arriver par les façades atlantique et méditerranéenne ».

« Les bombardiers Blackjack, Tu-22 et Tu-95, suppose-t-il, ont un rayon d'action suffisant pour menacer la France, en passant par le nord-ouest ou par le sud de l'Europe. Nous voyons parfois certains d'entre eux venir au large des côtes atlantiques ».

## Une nouveauté : le couple AWACS-Mirage 2000

Adjoint « opérationnel » au commandement de la FATAC, le général de brigade aérienne Yves Joseph constate que les avions récents des pays de l'Est n'ont pas ralenti leur activité aérienne. « On observerait plutôt, dit-il, une recrudescence de l'activité aérienne militaire des Soviétiques depuis la fin de l'année dernière ». Les pilotes soviétiques volent davantage : une hausse de 3 % du nombre de leurs missions, selon ses estimations.

Ce sont ces considérations qui justifient, pour l'état-major de l'armée de l'air, la raison d'être et le « réalisme » d'une manœuvre nationale comme « Daxex 90 », qui est un exercice d'une ampleur

sans équivalent, probablement, en Europe occidentale.

L'une des nouveautés de « Daxex 90 » aura été de tester la capacité du Mirage 2000, équipé du radar dernier modèle RDI (radar Doppler à impulsions) de Thomson-CSF, à recevoir et à exploiter des informations que lui transmettent des avions-radar AWACS de l'OTAN.

A Orange (Vaucluse), la défense aérienne vient de constituer deux escadrons - soit trente appareils - de ces Mirage 2000 RDI qui ont l'avantage, sur des intercepteurs classiques, de voir et de tirer vers le bas, c'est-à-dire de pouvoir s'opposer à des menaces à très basse altitude (environ 150 mètres du sol). Seul un avion-radar qui détecte par le bas sur des distances de l'ordre de 400 kilomètres est en mesure de lui fournir les renseignements sur une menace à basse altitude.

Pour « Daxex 90 », l'OTAN a prêté trois AWACS par jour à la France. Une avant-première, en somme. C'est à Avord (Cher), en effet, que l'armée de l'air française basera, entre 1991 et 1993, les quatre avions-radar qu'elle a achetés à Boeing. Des lors, la défense aérienne disposera, pour ses Mirage 2000 RDI, des « yeux » à longue portée qui lui manquent pour l'instant.

JACQUES ISNARD

Le Monde  
DES LIVRES

سكرا من الامل



## EUROPE

### ROUMANIE

#### L'ancien roi Michel demande l'application de la constitution de 1923

L'ex-roi Michel de Roumanie a rendu public, mardi 13 mars, un texte qu'il a adressé au Conseil provisoire d'Union nationale (CPUN), l'organe faisant actuellement office de parlement à Bucarest, dans lequel il fait valoir que la Constitution de 1923 a recouvré sa valeur juridique et que lui-même est prêt à assumer les charges qui en découlent. Aux termes de cette Constitution, inspirée de la Constitution belge, « le roi régit mais ne gouverne pas ».

L'ancien souverain reconnaît que, près de soixante-dix ans ayant passé, le texte de 1923 — suspendu par le coup de force communiste de 1948 — nécessite quelques amendements. « Seule l'assemblée issue d'élections démocratiques libres et avec la participation de tous les partis politiques possédant la légitimité et l'autorité nécessaires pour proposer ces amendements de modernisation... La constitution ainsi amendée devrait être soumise au vote du peuple par référendum », écrit Michel de Roumanie.

#### Elections législatives le 20 mai prochain

Le roi Michel avait réussi à rétablir la Constitution de 1923 en 1944, contre la domination fasciste. Mais en 1948 il fut contraint d'abdiquer par les communistes et partit en exil. Il vit actuellement à Genève.

A Bucarest, le Front de salut national (FSN) et ses alliés ont fait adopter mardi soir par le CPUN, grâce à un changement de procédure de dernière heure, la décision ferme et définitive de tenir les élections législatives et constitantes le 20 mai prochain.

Le vote, proposé par le FSN pour faire pièce à l'opposition des petits partis qui paralysaient le débat sur le projet de loi électorale afin de retarder la date des élections, a été rendu possible par une modification du règlement du CPUN, adoptée la matin même grâce à laquelle cette assemblée

provisoire n'a plus besoin du quorum des deux tiers pour se réunir. Désormais, le CPUN « peut travailler avec la majorité plus un de ses membres, et adopter les décrets-lois à la majorité simple ».

Par ailleurs, les Etats-Unis et la Roumanie ont signé mardi 13 mars un accord sur l'octroi d'une aide de 80 millions de dollars à l'agriculture roumaine. C'est le premier accord passé entre ces deux pays depuis la chute de Nicolae Ceausescu.

### GRANDE-BRETAGNE : les suites de l'affaire Scargill

#### Une enquête va être ouverte sur les fonds libyens qu'aurait reçus le président du Syndicat des mineurs

Le Syndicat des mineurs britanniques (NUM) est en crise : son président, Arthur Scargill, « le grand Arthur », accusé d'avoir touché des fonds libyens lors de la longue grève avortée des mineurs en 1984-1985 (le Monde du 9 mars), va faire l'objet d'une enquête menée par un juriste indépendant.

#### LONDRES

de notre correspondant

« Quelle que soit la suite que va connaître l'affaire, le dommage à la réputation d'Arthur est énorme », confie, abattu, l'un des lieutenants de M. Scargill, une des plus célèbres figures du syndicalisme britannique, après une réunion à Sheffield, du conseil exécutif du NUM.

Le leader des « gueules noires », aujourd'hui sur la sellette, a démenti une nouvelle fois les accusations de malversations financières formulées le 9 mars par le quotidien travailliste Daily Mirror et la chaîne Central Television.

### IRLANDE : en refusant d'extrader deux militants de l'IRA

#### Dublin s'attire les foudres de Londres

Les relations entre Dublin et Londres sont de nouveau tendues à la suite de la décision, mardi 13 mars, de la Cour suprême irlandaise de ne pas extraditer vers l'Irlande du Nord deux militants présumés de l'IRA accusés d'actes de terrorisme.

#### DUBLIN

de notre correspondant Dermot Finucane et James Pius

Clarke, qui ont été remis en liberté, s'étaient évadés. Il y a sept ans, de la prison de Long Kesh, en Ulster, spécialement conçue pour la détention des terroristes, ils avaient été arrêtés par la suite en République d'Irlande.

Conformément à un jugement rendu l'année dernière, ils auraient dû être renvoyés en Irlande du Nord. Mais ils avaient fait appel devant la Cour suprême dont les cinq juges ont déclaré à l'unanimité que les droits constitutionnels des deux évadés ne pouvaient être garantis en cas d'extradition, car ils risquaient d'être maltraités dès leur retour en prison.

Le jugement a surpris les milieux politiques de la capitale irlandaise. Dans une autre affaire, voici deux ans, la Cour suprême avait, semble-t-il, créé un précédent lorsqu'elle avait déclaré — en autorisant l'extradition d'un membre de l'IRA recherché également en Irlande du Nord pour des crimes terroristes — que les activités de l'IRA ne pouvaient être qualifiées d'actes « politiques » et que la République n'accorderait par conséquent pas de refuge aux auteurs de crimes terroristes commis en Grande-Bretagne.

La décision de mardi ne semble pas reconnaître ce précédent et remet en question tout le problème épineux de l'extradition entre les deux pays.

Le gouvernement de M. Charles Haughey est sans doute très gêné par cette affaire et Londres a d'ailleurs réagi avec véhémence. Mardi soir, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher a qualifié la décision de la Cour suprême irlandaise d'« encouragement à la violence ». Un député conservateur, et porte-parole pour les affaires irlandaises, M. Michael Mates, a estimé que « les cours de justice irlandaises essaient de trouver n'importe quel prétexte pour ne pas extraditer les terroristes ».

Selon M. John Cope, ministre chargé des prisons à Belfast, ce jugement représente « une insulte au système pénitentiaire en Irlande du Nord ».

JOE MULHOLLAND

### ITALIE

#### Vives protestations à Florence après une opération de police contre les immigrés illégaux

#### ROME

de notre correspondant

Deux ou trois rations de saucisses, des tracts racistes distribués en ville, quelques paroles malheureuses prononcées par un maire socialiste plus bête que méchant, et un raid policier musclé, commandé par un cow-boy de province contre une poignée d'immigrés « extracomunitaires ». On est loin de Saint-Florentin, mais cela a suffi pour mettre Florence dans une situation délicate. Mardi matin 13 mars, les conseillers communistes de la municipalité ayant retiré leur soutien à l'équipe communale en place, le maire, M. Giorgio Morales, a été contraint de présenter sa démission. Première crise politique sur fond d'immigration, « deuxième grande vague de xénophobie » selon la presse italienne qui n'en finit pas de découvrir un problème directement lié à l'entrée du pays dans le club des pays riches.

Officiellement, les immigrés en règle dans la péninsule sont un peu plus d'un demi-million, auxquels il faut ajouter entre huit cent mille et un million de clandestins. C'est au problème de ces derniers qu'une nouvelle loi, votée au début de l'année, prétendait s'attaquer. Tous les immigrés entrés sur le territoire italien avant le 31 décembre 1989, affirme le texte, ont cent quatre-vingt jours pour régulariser leur situation. Dans le même temps, comme la France et d'autres pays d'Europe, l'Italie entend mieux contrôler les flux migratoires et à cet effet prévoit de reconduire aux frontières tous les illégaux. C'est là, précisément, que le bât blesse.

A Florence, la belle et tranquille « cité d'art » de Toscane (un demi-million d'habitants), les immigrés sont évalués par les autorités à environ vingt mille dont « la moitié », selon le « cow-boy » qui dirige la police locale, « sont des illégaux qu'il faut chasser ». Parmi eux, affirmait encore le chef de la maréchaussée,

sée, « il y a entre mille et mille deux cents voyous, dealers et prostituées qui commettent à eux seuls la moitié des crimes et délits de la région ».

#### « Racisme légal »

Les intéressés n'ayant même pas fait mine de plier bagages, une superbe opération de police, genre rafle du Vel'd'Hiv avec Jeeps, fourgons et tout quant fut montée pendant le week-end. Trois cents agents sur le pied de guerre, cent quarante marchands ambulants dûment contrôlés, douze d'entre eux en instance d'expulsion. Voilà le bilan chiffré du grand raid pour la propriété. La ville de Florence y a perdu sa belle image de tolérance tranquille, son maire et son conseil communal. Même son archevêque, pour une fois d'accord avec les jeunes militants communistes qui ont organisé la résistance « au racisme légal », s'est solidarisé avec les immigrés. Au surplus, depuis lundi, une centaine d'entre eux ont entamé une grève de la faim, avec des mots d'ordre qui claquent, genre : « Florence n'est pas Pretoria ».

Aux dernières nouvelles, cent dix-huit mille clandestins seulement se sont présentés en deux mois aux autorités pour se mettre en règle. Motif : tous les Africains et les Maghrébins qui travaillent dans les plantations de tomates du Mezzogiorno, qui ramassent les fruits saisonniers du Centre et du Nord ou qui tirent les filets sur les chalandiers de Sicile savent évidemment qu'ils doivent l'emploi qu'ils occupent à leur statut de clandestin. Qu'ils l'abandonnent, que leurs employeurs soient contraints de les payer décemment et de régler pour eux des cotisations sociales, et les « régularisés » se retrouveront chômeurs sur-le-champ.

PATRICE CLAUDE

## DIPLOMATIE

### La réunion des « Cinq » à Paris

#### Des progrès auraient été accomplis pour un règlement du conflit du Cambodge

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ont conclu, mardi 13 mars à Paris, leur troisième réunion sur le Cambodge par un appel aux belligérants à déléguer « tous les pouvoirs nécessaires » à l'ONU pendant une période transitoire.

Le communiqué officiel adopté à l'issue de deux jours de travaux précise que la composition du Conseil suprême national (rassemblant les factions cambodgiennes durant la période de transition) « devrait être déterminée par les parties cambodgiennes elles-mêmes ». Le Conseil suprême déléguerait ensuite à l'ONU « tous les pouvoirs nécessaires, y compris celui d'organiser des élections libres et justes ». Le communiqué indique que le Conseil suprême occupera le siège du Cambodge à

l'ONU actuellement détenu par la coalition des trois mouvements de guérilla combattant le régime de Phnom-Penh.

Selon des diplomates occidentaux, la réunion a été « très difficile », mais elle constitue néanmoins « un pas en avant dans le processus de paix », puisque la Chine et l'URSS semblent avoir rapproché leurs points de vue. Selon les mêmes sources, la Chine, qui fournit des armes aux Khmers rouges, ne pose plus comme préalable le démantèlement complet du régime de Phnom-Penh soutenu par les Vietnamiens. L'URSS aurait, elle aussi, cédé du terrain et pris quelque distance par rapport à la position de son allié, le Vietnam, sur le Cambodge.

Les représentants des Cinq (France, URSS, Etats-Unis, Grande-Bretagne et Chine) ont exprimé l'espoir que leur quatrième rencontre pourra se tenir vers la mi-mai à New-York et

qu'ils pourront se revoir ensuite à Paris afin d'y consulter, si les conditions le permettent, les représentants des diverses factions cambodgiennes. De telles consultations suggérées par l'URSS, qui excluaient la participation d'autres parties impliquées dans le conflit cambodgien vieux de onze ans, notamment le Vietnam, seraient sans précédent.

Tout en soulignant la nécessité de prendre des « mesures effectives pour garantir les droits de l'homme et les libertés fondamentales du peuple cambodgien », le document évite de désigner les Khmers rouges par leur nom et n'emploie pas à aucun moment le terme de « génocide ».

D'autre part, un responsable khmer rouge a déclaré, mardi, que vingt mille civils cambodgiens avaient été évacués de « camps secrets » en Thaïlande vers des « zones libérées » par son mouvement au Cambodge.

### La bataille pour le siège du parlement européen

#### Les partisans de Strasbourg multiplient leurs interventions

#### STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Elles sont toutes deux socialistes et appartiennent au même groupe au Parlement européen. M<sup>me</sup> Catherine Trautmann et M<sup>me</sup> Raymonde Dury (belge) sont pourtant à la pointe du combat qui oppose partisans et adversaires de Strasbourg pour le siège de l'Assemblée.

Au cours d'un dîner-débat, mardi 13 mars, les deux femmes n'y ont pas toujours été à fleur mouillée. Le maire de la capitale alsacienne a ouvert le débat en disant la bonne foi des tenants de Bruxelles. « La location d'un hémicycle de 750 places et de 2 500 bureaux », a estimé M<sup>me</sup> Trautmann, nous mettra devant le fait accompli ».

L'appel aux autorités françaises et leur intention d'intervenir dans le dif-

férend ont conduit M<sup>me</sup> Dury à dénoncer « les courtoises de transmission du gouvernement français et de Dieu ». M<sup>me</sup> Trautmann a pris soin de ne pas céder à l'invitation même lorsque le député belge a affirmé qu'il n'avait jamais été question de déposer Strasbourg « des sessions ordinaires ». Une attitude contraire aurait été maladroite ; les partisans de Strasbourg sont en effet sur le fil du rasoir.

Les trois vice-présidents français — M<sup>me</sup> Nicole Péry (PS), Mme Nicole Fontaine (CDS) et M. Yves Galland (radical) devaient encore tenter dans l'après-midi du mercredi 14 mars de convaincre les douze autres membres du bureau du Parlement d'accepter un texte disant que « toutes les sessions ordinaires » (soit douze) devraient se tenir à Strasbourg. En contrepartie, ils accepteraient que le bureau prenne « la décision adminis-

trative » de louer les locaux envisagés à Bruxelles.

En dépit du relatif optimisme des trois représentants français, il paraît peu probable, de l'avis de l'entourage de M. Enrique Baron, le président de l'Assemblée, que la France parvienne à ses fins. Comment en effet obtenir de cette manière ce que la session plénière avait refusé en janvier 1989 ? C'est d'ailleurs pour cette raison que les députés français ne tiennent pas à ce que le dossier revienne devant l'Assemblée. Un scrutin confirmant celui d'il y a un an rendrait leur position encore plus inconfortable.

En cas d'échec de la réunion du bureau, la seule voie de sortie serait l'intervention de M. Mitterrand au sommet du 28 avril à Dublin ?

MARCEL SCOTTO

«Que dinez-vous d'un  
aéroport qui  
comble tous vos desirs?»



Schiphol, l'aéroport d'Amsterdam est le port d'attache de KLM. De multiples enquêtes confirment que c'est l'aéroport privilégié des hommes d'affaires. Et nous l'améliorons sans cesse pour votre bien-être et votre confort.

Parmi les facilités offertes:  
\* Un "business center" avec service de télécommunications et installations pour conférences.  
\* Douches, lavabos, chambres... ouverts 24 heures sur 24.

Un centre commercial hors-taxes de renommée mondiale.  
\* Un terminal unique — tout sous un même toit — permettant des transferts rapides.  
\* Des correspondances vers 190 villes dans le monde entier.

Venez. Voyez. Et volez.

La Ligne de Confiance: KLM



# PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après l'écroulement du gouvernement « d'union nationale »

## Les religieux se posent en arbitres de la crise

Au lendemain de l'écroulement de « l'union nationale » en Israël, que le premier ministre Itzhak Shamir a précipité, mardi 13 mars, en limogeant le gouvernement le dirigeant travailliste Shimon Pérès, les religieux, arbitres de la crise, sont l'objet de toutes les sollicitations.

JERUSALEM

de notre correspondant

La situation est paradoxale : en ces temps de crise politique, l'attention se porte moins sur la knesset que sur une petite ville proche de Tel Aviv, une agglomération banlieusarde du nom de Be'er Brak, la classe politique s'efforce de sonder les pensées de l'un des résidents de ce bastion des juifs orthodoxes, le vénérable rabbin Eliezer Schach, il est âgé de 93 ans, ne quitte son modeste appartement que pour participer à la prière dans la yechiva lituanienne de poniewitz - la plus grande école talmudique au monde -, et condescend rarement à participer aux misérables querelles de l'actualité, on ne lui connaît pas d'opinion bien arrêtée sur les mérites du gouvernement de coalition Likoud-travaillistes et encore moins sur le « plan baker » à l'origine de l'écroulement de ladite coalition.

Mais le rabbin Schach est l'inspirateur, le guide spirituel de deux petites formations religieuses, le Shas (6 députés) et Degel HaTorah (2 députés), dont dépend en partie l'issue de la complexe bataille qui met aux prises le Likoud et les travaillistes. Un signe, un mot de la part du sage de la Yechiva peuvent orienter l'évolution de la crise dans un sens ou dans un autre. Il est en position d'arbitre.

### Le rôle-clé des « hommes en noir »

Car, sauf compromis de dernière heure, entre les deux « grands » de la vie politique israélienne - toujours possible, mercredi 14 mars -, le premier ministre et chef du Likoud, M. Itzhak Shamir, a bel et bien signifié, mardi, la fin du troisième gouvernement d'union nationale en chassant les ministres travaillistes (le Monde du 14 mars). Motif : pas d'accord entre eux sur les propositions américaines destinées à organiser un dialogue israélo-palestinien. M. Shamir est revenu à la situation qui prévalait à l'issue des élections indécises de novembre 1988 : sans l'appui des formations religieuses, ni le Likoud (40 sièges sur 120) ni le parti travailliste (39 sièges) ne sont en mesure d'avoir une majorité de gouvernement - même si le premier reçoit le soutien de l'extrême droite et le second le soutien du centre-gauche et de l'extrême gauche.

Une fois de plus, le jeu politique



va dépendre d'un groupe de partis qui se disent « sionistes », dont les députés refusent de chanter l'hymne national à la Knesset et qui sont d'abord préoccupés par l'obtention de facilités pour leurs écoles et institutions. Ce sont ces députés dont l'appoint est nécessaire pour que les motions de censure qui ont été déposées par les divers partis de la gauche, dont les travaillistes, recueillent une majorité de suffrages jeudi à l'assemblée. Si le gouvernement est dissout, les mêmes députés religieux joueront encore un rôle-clé en permettant ou non la formation d'une majorité restreinte en s'alliant avec les travaillistes ou avec le Likoud.

Les « hommes en noir » de la Knesset étaient mardi les plus courtisés. Le chef travailliste, M. Shimon Pérès, compte sur une partie d'entre eux pour voter la censure et, ensuite, pour former une coalition restreinte avec lui. M. Shamir entend perturber quelque peu ce scénario et rendre la tâche difficile à ses rivaux : vous ne pouvez à la fois être au gouvernement et menacer de le censurer, a-t-il dit en substance à M. Pérès, vice-premier ministre et ministre des finances, en lui remettant mardi sa lettre de « licenciement ».

### Artifice de procédure

Le « licenciement » de M. Pérès et la démission de ses amis ne doivent être effectifs que 48 heures après avoir été annoncés. En cas de vote de censure jeudi après-midi, M. Shamir espère donc se retrouver à la tête d'un gouvernement - démissionnaire ou encore dit de transition - qui ne comprendra plus les travaillistes. Ces derniers seraient en moins bonne position pour négocier une coalition restreinte avec les religieux : mieux vaut mener ce type de pourparlers en étant au gouvernement, M. Sha-

mir sera le chef d'un cabinet démissionnaire qui restera en fonction - avec tous les avantages que cela comporte - le temps qu'une solution politique à la crise soit trouvée : coalition restreinte, nouvelles élections ou gouvernement minoritaire. A moins qu'un artifice de procédure ne permette finalement à la gauche d'obtenir ce qu'elle veut, le débat de censure ait lieu mercredi et non plus jeudi, c'est-à-dire avant que le départ des travaillistes du gouvernement ne soit effectif. M. Pérès et ses amis resteraient alors membres du gouvernement démissionnaire en cas de vote de la censure.

Chaque camp se renvoyait mardi la responsabilité de la rupture de la coalition majoritaire régnant la vie politique depuis 1984. Elle a facilité le retrait de l'armée du Liban en 1985 et, surtout, permis un formidable assainissement économique. Les élections de l'hiver 1988 ayant renvoyé travaillistes et Likoud dos à dos, la formule a été reconduite autour d'une initiative devant répondre au soulèvement palestinien dans les territoires : le projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza.

C'est sur cette initiative que l'union nationale vient de buter. Lâché par une bonne fraction de son parti, qui ne veut pas de ces élections ni d'un changement dans les territoires occupés, M. Shamir hésite à suivre une proposition des Etats-Unis qui suggère d'organiser un premier dialogue israélo-palestinien. M. Shamir veut des garanties et suspecte les Etats-Unis de vouloir l'entraîner trop loin, vers un dialogue avec l'OLP : les travaillistes l'accusent de chercher des « prétextes » et le soupçonnent de s'être aligné sur les « durs » de son parti, en somme d'avoir sacrifié l'unité du gouvernement à celle du Likoud. Le dénouement de la crise peut durer des semaines, sinon des mois : l'initiative de paix stagne.

ALAIN FRACHON

## Réactions prudentes des Etats-Unis et de l'OLP

La prudence était de mise, mercredi 14 mars, tant à Washington que de la part de l'OLP, à la suite de l'écroulement de « l'union nationale » israélienne.

Le président George Bush s'est borné à déclarer qu'il ne regrettait pas ses remarques du 3 mars, lorsqu'il avait fait état de son hostilité à l'installation d'immigrants juifs séviques dans la partie arabe de Jérusalem. Il a, toutefois, souligné qu'il s'abstenait de nouveaux commentaires, afin de ne pas paraître intervenir dans les affaires intérieures de ce pays.

A Tunis, rapporte notre correspondant, Michel Deuré, les dirigeants de l'OLP n'ont pas été sur-

pris outre mesure par l'écroulement de la coalition gouvernementale israélienne, qui ne les dessert d'ailleurs pas. En effet, les propositions du secrétaire d'Etat américain James Baker, sur lesquelles les dirigeants de Jérusalem sont en désaccord, étaient trop éloignées des positions arrêtées par l'OLP pour que celle-ci puisse les accepter telles quelles. Aussi, puisque refus il devait y avoir, mieux valait que ce soit les dirigeants israéliens qui en prennent la responsabilité.

Pour la direction palestinienne,

même s'il est stoppé pour un temps, le processus de paix n'est pas pour autant abandonné. « L'OLP est toujours prête à rencontrer les forces de paix israéliennes et les dirigeants israéliens qui ont des positions courageuses et réalistes », a déclaré, mardi 13 mars, M. Yasser Abd Rabbo, membre de l'exécutif palestinien. « Si Shimon Pérès veut vraiment chercher à établir un dialogue, il ne doit plus conclure d'accord avec Shamir », a-t-il ajouté.

### IRAK : la condamnation à mort de M. Farzad Bazofi

## Le président Saddam Hussein ne veut pas user de son droit de grâce

Le président Saddam Hussein a fait savoir mardi 13 mars qu'il n'entendait pas user de son droit de grâce pour commuer la peine de mort prononcée contre M. Farzad Bazofi, journaliste de l'Observateur d'origine iranienne, en raison des pressions politiques auxquelles il est soumis. « Il est impossible pour le président irakien de prendre une décision en ce sens alors que l'Irak est soumis à de telles pressions politiques et fait face à de multiples campagnes de presse », a affirmé mardi un porte-parole du ministère irakien des affaires étrangères. Selon le porte-parole, les « déclara-

tions hostiles des autorités britanniques concernant l'espion Farzad Bazofi et sa complice, la Britannique Daphne Park, ne constituent pas la bonne méthode pour amener le président irakien à intervenir et à user de son droit de grâce pour commuer les peines ».

Le roi Hussein de Jordanie, le principal allié de l'Irak dans le monde arabe, en visite à Londres, avait annoncé mardi qu'il avait envoyé un message au président irakien lui demandant de ne pas faire exécuter la condamnation à mort prononcée contre le journaliste. - (AFP)

# AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : les activités des « escadrons de la mort »

## Une commission judiciaire passe au crible une série d'assassinats politiques

La commission judiciaire chargée, le 31 janvier par le président Frederik De Klerk, d'enquêter sur une série d'assassinats politiques perpétrés en majeure partie, semble-t-il, par des cellules secrètes composées de militaires et de policiers a commencé ses travaux. Mais les révélations entendues par le juge Louis Harms en séance publique au début de la semaine dernière ont soulevé plus de questions qu'elles n'ont apporté de réponses et, depuis jeudi 8 mars, c'est à huis clos que cette commission a choisi de se réunir en raison du caractère jugé délicat, au plan de la sécurité, des dépositions que devaient y faire plusieurs hauts responsables de l'armée.

JOHANNESBURG

correspondance

Vendredi 9 mars, cette commission a notamment examiné les preuves - matérielles ou circonstanciées, on n'en sait trop rien - à l'appui de l'affirmation publique du ministre de la Défense, le général Masius Malan, selon laquelle Anton Lubowski, l'avocat-ami-bien membre dirigeant de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) qui s'apprête à assumer le pouvoir à Windhoek, était un espion à la solde des services de renseignement de l'armée sud-africaine.

Les « escadrons de la mort » sud-africains ont été accusés d'avoir tué cet avocat, tombé

devant la porte de sa maison à Windhoek le 12 septembre 1989, tout comme ils sont accusés du meurtre d'un universitaire sud-africain, David Webster, assassiné à Johannesburg en mai 1989. « Mais pourquoi aurions-nous exécuté Lubowski alors qu'il travaillait pour nous ? » Cette question, lancée par le général Malan devant le Parlement, a semé un trouble, après avoir d'abord provoqué un tollé général.

Les séances de la commission Harms, qui devaient reprendre lundi avec l'audition de trois membres du bureau de coopération civile (CCB), l'unité des forces spéciales de l'armée qui se chargeait des basses besognes que l'établissement sécuritaire du pays leur confiait depuis 1986, ont été reportées d'une semaine. L'un de ces trois témoins, relâché jeudi après leur arrestation une semaine plus tôt, est un ancien officier de l'armée devenu directeur du CCB, le colonel Joe Verster.

### Coopération armée-police

Mardi, ce sera la reprise de l'interrogatoire d'un ancien policier noir, Bafana Almond Nofomela, dont le témoignage avait déjà défrayé la chronique mercredi. Auteur des premières révélations sur les mystérieux « escadrons de la mort » chargés d'éliminer des opposants au régime, pour la plupart membres du Congrès national sud-africain (ANC), Nofomela avait « lâché le paquet » pour échapper à la corde, dès le mois d'octobre, à la veille du jour prévu pour son exécution. Il a notamment raconté au juge Harms comment il avait été entraîné, dans une

ferme des environs de Pretoria, « à kidnapper et à tuer » et comment, ensuite, il avait mis cet enseignement en pratique, sous les ordres d'un certain capitaine Dirk Coetzee. Ce dernier, alerté par ces révélations, avait précipitamment quitté le pays avant d'accorder une frénétique interview à *Vrye Weekblad*, un hebdomadaire de gauche en afrikaans, et, pour mieux se dédouaner, rejoindre à Lusaka les rangs de l'ANC, son ancienne cible.

Car si la direction du CCB était militaire, ses hommes sur le terrain étaient, pour la plupart recrutés dans la police. Cette apparente osmose a conduit à des frictions puis à des fuites, car la police n'a pas apprécié le fait de se trouver, au début, toute seule sur la sellette.

Les activités du CCB ont été provisoirement gelées, en attendant sans doute son démantèlement. Mais l'issue de cette affaire à plus long terme ne peut être, selon l'immense majorité des analystes, que la démission du général Malan, le patron des forces armées depuis 1980. En effet, son ascension dans cette fonction permet soit de douter qu'il n'ait rien su de l'existence du CCB avant novembre 1989, comme il l'a assuré, soit de l'accuser de s'être laissé séduire par le ténor à l'écart d'un tel secret aussi longtemps, car c'est alors sa compétence qui est en jeu. On sera tenté, enfin, de lui reprocher d'avoir attendu jusqu'à janvier 1990 pour en informer M. De Klerk. L'état de santé du général, qui avait subi une opération du cœur l'an dernier, pourrait lui fournir l'occasion d'une sortie relativement élégante. - (Infrim)

MAROC : face aux problèmes socio-économiques

## L'opposition ne tient pas le consensus sur le Sahara pour un quitus au gouvernement

Devant des dizaines de milliers de touristes ébahis par le spectacle, le roi Hassan II a participé les 3 et 4 mars aux cérémonies du vingt-neuvième anniversaire de son intronisation.

AGADIR

de notre envoyé spécial

Le souverain n'était pas venu depuis 1985 dans cette ville, entièrement reconstruite après le séisme de février 1960. C'était un geste à l'égard d'une station balnéaire qui souffre d'un certain tassement des recettes touristiques - en raison de l'engorgement actuel des Européens pour la Turquie - et une marque d'intérêt pour une région dont les difficultés économiques ont pour corollaire la diminution des transferts de capitaux par les immigrants, nombreux à en être originaires.

C'était aussi une façon de souligner le caractère irréversible de la présence marocaine au Sahara occidental. Agadir était devenue, selon un journal gouvernemental, « le centre du royaume » et « la porte des provinces du Sud ».

« La visite de Sa Majesté s'inscrit dans la grande tradition dite du « trône sur le chenal » [celle d'un pouvoir royal itinérant] et elle est le prolongement actuel de la vocation ancestrale d'ouverture sur le Sud, nous a dit M. Driss Basri, ministre de l'Intérieur et de l'Information. Agadir, érigée au rang de « ville impériale » [le roi y habite un nouveau palais], devient la métropole d'une région qui va nourrir la population du sud-saharien ».

Pendant son séjour, le roi Hassan II a donné le coup d'envoi des travaux d'un nouvel aéroport international : il a inauguré le nouveau complexe portuaire d'Agadir et l'immense barrage d'Aoulouz. « Agadir s'affirme comme la métropole du Sud tandis que le retour des provinces sahariennes au sein de l'ensemble national a ouvert la voie à une mise en valeur cohérente et intégrée de toute la zone », écrit le *Matin du Sahara*, quotidien national dont le titre est à lui seul tout un programme.

Les investissements pour les infrastructures d'Agadir, accompagnés d'un rapide développement de l'agriculture irriguée, n'ont pour équivalent que les dépenses engagées dans les anciens territoires espagnols du Sud. Quelques jours avant la visite du secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, attendu ce mois-ci pour la relance des consultations en vue d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, les autorités ont

fait visiter à une trentaine de journalistes leurs réalisations à El Ayoun, Smara, Boujdour, Dakhla, tous ports ou agglomérations sahariennes où la profusion d'édifices publics, de logements et d'unités de production manifeste la foi en un avenir sous le drapeau marocain.

« L'affaire du Sahara a été bégayée sur le plan électoral », admet M. Fathallah Oualilou, chef du groupe parlementaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), une des deux grandes formations de l'opposition avec le parti de l'istiglal. Elle nous a permis de découvrir la pêche [les eaux au large du littoral saharien sont parmi les plus poissonneuses] et les vertus de la décentralisation. En fait, le problème, maintenant, est le développement de la région méditerranéenne, trop délaissée ».

Comme les autorités, M. Oualilou ne fait pratiquement pas de distinction entre le Sahara occidental et la partie méridionale située à l'intérieur des frontières marocaines internationalement reconnues : les régions de Tarfaya (ancienne Villa Bens, rattachée par l'Espagne au Maroc dès 1958) et de Sidi Ifni (restituée en 1969) selon lui, il y a une sorte de continuité naturelle entre le Sahara occidental et les autres zones du Sud naguère sous contrôle espagnol. « Beaucoup de gens du Polisario sont originaires de Tan Tan, de Goulmina, de Tarfaya et autres lieux, et non pas d'El Ayoun ou Smara ».

### Le « oui mais » de l'opposition

En organisant le 1<sup>er</sup> décembre 1989 un référendum pour le report de deux ans des élections législatives initialement prévues pour cette année, afin que le scrutin ait lieu après le règlement définitif de l'affaire saharienne, le roi Hassan II a fixé implicitement un délai aux tractations pour une solution sous l'égide de l'ONU. Il a aussi réalisé une belle opération de politique intérieure, les résultats du scrutin ayant montré l'étendue du consensus national sur le Sahara.

Toutefois, l'opposition a clairement dit qu'elle n'accordait pas pour autant un blanc-seing au gouvernement. « Oui à la défense de l'intégrité nationale, mais sans censure », ont écrit des députés de l'istiglal, de l'USFP, du Parti du progrès et du socialisme (communisme) et de l'Organisation pour l'action démocratique et populaire.

Plus réservé encore que les autres signataires, l'istiglal avait demandé à ses partisans de voter au référendum « selon leurs convictions » sans donner de consigne.

Faisant allusion aux fraudes électorales du passé, M. Oualilou nous a déclaré : « Le report du vote devrait permettre de créer des conditions propices pour l'amélioration de la gestion démocratique et donc des élections ». Ce désir d'élections dans la transparence est d'autant plus fort que l'opposition s'attend à une aggravation des problèmes socio-économiques.

La Maroc vit actuellement sur l'image de ses bons résultats en 1988. Ceux de 1989 sont moins brillants. La croissance a été seulement de 1 %, contre 2,5 % en 1988, et le déficit de la balance commerciale a doublé, notamment en raison de la baisse des recettes procurées par le phosphate et ses dérivés (après la perte de l'important marché indien). Déjà, l'opposition demandait un nouveau débat sur la loi de finances pour 1990, qui avait été établie sans tenir compte de ces mauvaises nouvelles.

Dans son traditionnel « discours du trône », le 3 mars, le roi a dit que le gouvernement « devra désormais conduire une politique d'austérité équilibrée et sage tendant à réduire au maximum toutes les dépenses qui ne sont pas absolument nécessaires ». Avertis qu'il faut « remettre à des temps meilleurs la réalisation de ce que nous souhaitons », la population est invitée à se serrer la ceinture.

Dès lors, en l'absence de perspectives électorales à court terme, faut-il s'attendre à de l'agitation ? Journalistes et hommes politiques ont suivi avec attention le début des troubles en Côte-d'Ivoire et au Gabon. Bien que ces pays amis ne soient pas comparables au Maroc, où le multipartisme existe depuis l'indépendance, certains pensent que leur « déstabilisation » serait un exemple fâcheux.

Jusqu'à présent, grâce au multipartisme précisément, le roi a su naviguer entre les écueils. Entre lui et certains opposants, tels M. M'hamed Boucetta, chef de l'istiglal, ou M. Abderrahim Bousbid, chef de l'USFP, qu'il avait reçu quelques jours avant de proposer le report des élections, il existe des liens personnels tissés au cours d'une longue histoire commune, quelques que soient les péripéties. Le « dialogue » avec l'opposition risque d'être plus difficile lorsque ces leaders, relativement âgés, auront été remplacés par des hommes moins bien connus du Palais.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

### KÉMOULARIA : « MES CONSEILS AUX DÉCIDEURS ARABES »

Dans une interview à Arabica, le diplomate et responsable économique français fait aussi le point sur les consentements avec Alger et décrit les opportunités offertes aux entrepreneurs de l'Hexagone par les marchés de l'Égypte et du Golfe.

Dans le cadre de Mars d'Arabica en kiosques et en librairie 78, rue Joffre 75017 Paris (Tél. : 46.22.34.14)

سكيا من الامم



## AFRIQUE

### AFRIQUE DU SUD

#### Le maire libéral du Cap se prononce pour la levée des sanctions internationales

C'est du perron de son hôtel de ville que, dès sa sortie de prison, le 11 février, Nelson Mandela s'était adressé à ses compatriotes. Ses étonnants car, comme l'explique M. Gordon Oliver, le maire du Cap, en visite à Paris où il devait notamment rencontrer M. Daniel Mitterrand et M. Jacques Chirac, « ma ville a toujours été à l'avant-garde du changement en Afrique du Sud et s'est opposée, par principe et de manière constante, à la politique d'apartheid du gouvernement central ».

Membre du parti démocrate, M. Oliver avait, quand même, créé le 13 septembre dernier, lorsque, au bras de Mgr Desmond Tutu, il avait pris la tête d'une « marche pour la paix » qui avait rassemblé environ 30 000 personnes, dans les rues du Cap. De prison, Nelson Mandela lui avait alors envoyé un message personnel de félicitations.

Les gens de couleur ayant été radiés des registres électoraux en 1972, le conseil municipal du Cap qui rassemblait des élus de toutes races n'est plus composé que de Blancs. Aujourd'hui, M. Oliver réclame pour sa ville le statut de « cité ouverte », notamment en matière d'habitat. Il souhaite aussi que les townships soient réintégrés au Cap pour former, juridiquement, une seule et même agglomération.

A l'échelle du pays tout entier, « un système fédéral de gouvernement avec un maximum de pouvoirs décentralisés » lui paraît être une « solution viable et acceptable », mieux adaptée, à son avis, à la diversité des populations qui composent l'Afrique du Sud que le système unitaire défendu par le Congrès national africain (ANC).

Le très libéral maire du Cap n'est pas, pour autant, favorable au maintien des sanctions contre son pays car, souligne-t-il, « nous devons bâtir une économie forte, créer des emplois, former des professeurs, etc. afin de remettre le moment venu, le pays en bon état de marche à un nouveau gouvernement à majorité noire et lui faciliter ainsi la tâche ». Même le gel des relations culturelles et sportives ne lui semble pas judicieux dans la mesure où l'absence de contacts extérieurs « ralentit le processus de changement en Afrique du Sud ».

J. DE B.

### CÔTE-D'IVOIRE

#### Nouvel appel à une manifestation

Des tracts invitant les Ivoiriens à participer mercredi 14 mars à Abidjan à une grande marche de protestation contre les mesures d'austérité du gouvernement, et appelant à une grève générale, jendi, ont été distribués mardi. Ils ne sont pas signés, pas plus que ne l'étaient ceux qui appelaient les Ivoiriens à manifester le 2 mars. Plusieurs milliers de personnes étaient descendues dans la rue ce jour-là à Abidjan et dans plusieurs villes de province pour crier leur hostilité aux projets du gouvernement. Les manifestants avaient également conspu le nom du chef de l'Etat, M. Félix Houphouët-Boigny.

L'opposition aux mesures gouvernementales se manifeste depuis plusieurs jours dans des tracts, des pamphlets et autres photocopies d'articles parus dans les journaux et hebdomadaires français circulant à Abidjan, distribués discrètement dans les autobus, dans les restaurants et dans des files d'attente.

Par ailleurs, le président Houphouët-Boigny a laissé entendre qu'il se retirerait peut-être, en déclarant lundi à TF 1 que le congrès du parti unique désignerait « cette année » son successeur. « Je ne veux pas de désordre dans mon pays, a-t-il dit. Je veux que l'on connaisse mon successeur de mon vivant. On le saura cette année ».

### MOZAMBIQUE : en visite à Washington

#### Le président Chissano affirme qu'il veut négocier avec les rebelles

M. George Bush a fait, mardi 13 mars, l'éloge des efforts de son homologue mozambicain, M. Joaquim Chissano, pour démocratiser son pays et mettre fin à la guerre civile y sévit. Le président américain s'est entretenu pendant plus de deux heures à la Maison Blanche avec M. Chissano, qui effectuait, mardi et mercredi, sa première visite officielle à Washington. Il a « prouvé » l'assistance des Etats-Unis pour le développement du Mozambique et pour lui

permettre de résoudre le problème des réfugiés et des populations sinistrées.

M. Bush a exprimé le « soutien ferme des Etats-Unis aux réformes politiques et économiques du gouvernement du Mozambique », qui, a-t-il dit, ont amélioré les chances du processus de paix. Le régime de Maputo est en guerre, depuis 1980, contre la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) qui contrôle une grande partie du territoire mozambicain.

« Nous avons vu votre gouvernement prendre des mesures significatives pour réduire les divisions qui menacent votre nation », a déclaré M. Bush. « Et nous appelons toutes les parties à discuter le plus rapidement possible afin d'éviter de nouvelles souffrances », a-t-il ajouté. M. Chissano a indiqué qu'il avait fait part à son hôte de sa décision de participer à des négociations directes avec la RENAMO « le plus tôt possible ». — (AFP.)

## Ce soir, un bon dîner, un bon film et dodo!



UN VOL DE NUIT EST GÉNÉRALEMENT FAIT POUR GARNIR DU TEMPS ET ARRIVER À DESTINATION FRANS ET DISPOS. AINSI AIR AFRIQUE A PRIÉ LA PEINE D'EN FAIRE UN PEU PLUS; COMME PAR EXEMPLE PROPOSER DES SIÈGES PARTICULIÈREMENT CONFORTABLES, UN DÎNER DE QUALITÉ, UNE SÉLECTION DES MEILLEURS FILMS INTERNATIONAUX, DE NOMBREUX MAGAZINES, BREF UN LUXE DE PETITS DÉTAILS POUR VOUS RENDRE LA NUIT PLUS DOUCE. VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAÎN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

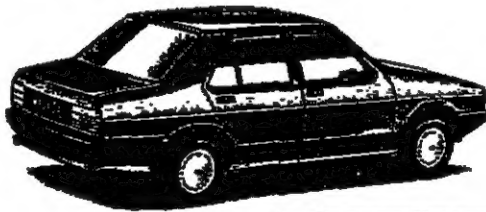
Du 13 au 19 Mars

# LES RECORDS SEAT

Chez Seat, nous profitons toujours des vacances du comptable pour organiser cette semaine-là.



## PRIX RECORDS : DIESEL = ESSENCE.



A finition équivalente, Ibiza et Malaga Diesel aux prix des Ibiza et Malaga 1500 Essence.  
Ex. : Ibiza 1700 Diesel Spécial 3 portes : 51 400 F. = Ibiza 1500 Spécial 3 portes. Malaga 1700 GLX : 60 200 F. = Malaga 1500 GLX.  
Modèle présenté : Malaga XL A.M. 90. Photo non contractuelle.

SUR TOUTE LA GAMME

## DES FINANCEMENTS RECORDS.

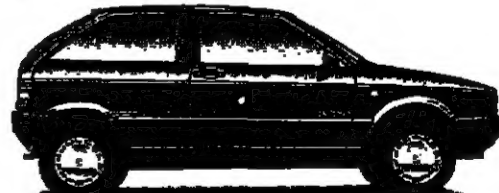
SÉRIES SPÉCIALES

Marbella Black, Red, Yellow, un record d'économie. 35 400 F.



Prenez des couleurs avec les séries spéciales Marbella Black, Red, Yellow. Ces trois petites voitures savent battre tous les records : agiles, maniables, faciles à garer, économiques à l'achat et à l'usage (4 CV). Alors pour voir la ville en couleurs, il n'y a que trois solutions : la Black, la Red ou la Yellow à 35 400 F.  
Cons. UTAC (l/100 km) : 4,9 à 90 km/h, 7,7 en ville.

Ibiza Crono, un équipement record à partir de 53 900 F.



Cette série spéciale vous offre, en 3 ou 5 portes, un moteur System Porsche 1,21 ou 1,51 ainsi qu'un équipement record : vitres teintées, boîte 5 vitesses, compte-tours, essuie-glace AR, 2 rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur, double becquet AR, appuie-tête AV, banquette AR rabattable 50/50... Voici un record que seule l'Ibiza Crono pouvait battre.  
\* Pour modèle présenté Ibiza 1500 Crono 3 portes. A.M. 90.

NOUVEAU

Nouvelle Ibiza 1500 Spécial.  
La puissance à prix record : 51 400 F.



3614 SEAT

POUR SEAT, C'EST AINSI

Équipée du puissant moteur System Porsche 1,51 développant 88 Ch DIN (65 kW CEE) au prix record de 51 400 F., l'Ibiza 1500 Spécial en 3 ou 5 portes vous offre, comme toutes les Seat, un équipement de série record.  
Cons. UTAC (l/100 km) : 4,9 à 90 km/h, 6,4 à 120, 8,8 en ville.  
\* Pour une Ibiza 1500 Spécial - 3 portes A.M. 90. Modèle présenté.

Tous les tarifs s'entendent hors taxes et sont en francs C.F. en France Métropolitaine.

**SEAT**  
groupe Volkswagen



## AFRIQUE

## Côte-d'Ivoire : les Libanais, boucs émissaires de la crise

Une communauté importante, dynamique, affairiste, dont la réussite suscite autour d'elle l'envie, mais aussi une animosité lourde de menaces

ABIDJAN

de notre envoyé spécial

« La fraude est vieille comme le monde. Mais de nos jours les plus grands fraudeurs sont les Arabes, et parmi les Arabes ce sont les Libanais. » Citant une étude d'un économiste libanais, le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, a fait cette réponse lors de sa conférence de presse, le 5 mars à Abidjan. « C'est une mauvaise école pour les Ivoiriens, mais il faut dire que les élèves ont souvent dépassé les maîtres », a ajouté le chef de l'Etat. Curieusement, ce court passage a disparu de la retransmission « intégrale » à la télévision des propos présidentiels ainsi que des colonnes du quotidien officiel *Fraternité Matin*.

Sans doute certains conseillers de M. Houphouët-Boigny — qui avait toujours, jusque-là, défendu « ses » Libanais — ont-ils préféré ne pas jeter de l'huile sur le feu et attiser un sentiment déjà généralement hostile à une communauté libanaise particulièrement nombreuse et dynamique. Il a suffi, en effet, que, lors des manifestations de collégiens du vendredi 2 mars, des vitrines de magasins de quelques ressortissants libanais soient brisées pour qu'une fois encore réapparaisse le spectre d'affrontements plus violents, voire de pogroms.

La découverte, fin 1988 à Abidjan, d'une cache d'armes dans la maison d'un chite libanais, M. Abdel Taki, avait déjà provoqué des remous. De même que les rumeurs — et chacun sait comme elles se développent rapidement ici — selon lesquelles l'incrimination de la communauté libanaise de Côte-d'Ivoire, le cheik Adnan Zaigouth, aurait lui aussi joué un rôle dans la libération des otages français du Liban. Aux reproches, anciens mais exacerbés aujourd'hui par la crise économique, concernant une richesse trop rapidement acquise,

la fraude et la corruption adressés aux Libanais de Côte-d'Ivoire s'ajoute ainsi, depuis quelques années, celui d'abriter des réseaux terroristes et de prôner un islam pur et dur dans un pays essentiellement catholique et animiste.

« Exagération ! », « Fadaïses ! » : les Libanais de Côte-d'Ivoire se défendent avec colère contre ces accusations. « Chaque fois qu'un avion va exploser, on va dire que c'est de notre faute », ironise un commerçant. Pourtant, tous reconnaissent qu'un problème existe, mais qu'il ne dépend pas d'eux de le régler.

« Les Français, eux, sont protégés »

« Les autres Blancs, les Français notamment, sont protégés, par leur ambassade, par la puissance de leur pays qui donne beaucoup d'argent à la Côte-d'Ivoire. Nous, nous sommes seuls. Alors, coincés entre les Européens et les Ivoiriens, nous devenons les boucs émissaires idéaux », ajoute un industriel.

Il est clair en fait que tout n'est pas vraiment clair. Ainsi, chercher à connaître, même approximativement, le nombre de Libanais vivant en Côte-d'Ivoire s'apparente à un parcours du combattant. « Ils sont au moins 150 000 », disent certains Abidjanais. « Plus de 100 000 », affirme naguère le président Houphouët-Boigny au sommet Gemayel lors d'un récent sommet francophone. « 80 000 », admettent, en privé, les représentants de la communauté libanaise. « 60 000 au maximum », déclare publiquement — Mgr Paul Khawand, le supérieur de la mission libanaise. « Entre 35 000 et 40 000 », estime le cheik Adnan Zaigouth.

Tous sont d'accord sur un point : les chrétiens, majoritaires auparavant, sont maintenant bien moins

nombreux — environ 20 % du total — que les musulmans (surtout chiites à plus de 90 %). En fait, la communauté libanaise s'est installée en Côte-d'Ivoire par vagues successives. A la génération des « pionniers » arrivés là avant l'indépendance du pays, souvent juste après les premiers colons français, auxquels ils servaient d'intermédiaires pour leurs relations, notamment commerciales, avec les Ivoiriens, a succédé, entre 1960 et 1975, celle des Libanais chassés d'autres pays africains : Ouganda, Kenya, Guinée...

Depuis, l'embarquement du Liban en 1975, sont arrivés les « autres », les plus critiqués par les Ivoiriens, mais aussi, souvent par leurs propres compatriotes. « Certains d'entre eux donnent l'impression de venir ici se reposer entre deux combats à Beyrouth. Ils sont terriblement arrogants », s'insurge un médecin français. « Ridicule, il faut méconnaître totalement les structures familiales libanaises pour croire que nous pourrions accepter cela », lui répond un Libanais. Un autre révèle pourtant que certains membres des groupes en guerre au Liban viennent recueillir à Abidjan les fonds nécessaires à leurs combats en exerçant une sorte de racket sur certains membres de la communauté. « Ils sous-entendent que, si nous ne les aidons pas, les biens que nous possédons encore à Beyrouth pourraient être « moins bien protégés ».

Ces pratiques semblent pourtant exceptionnelles. Et on peut estimer à moins d'une centaine le nombre des Libanais « fanatisés » vivant en Côte-d'Ivoire. « Ceux qui ont peur du Hezbollah sont ceux qui veulent bien en avoir peur », admet un Libanais d'Abidjan, reconnaissant par là que le phénomène existe malgré tout. Comment pourrait-il en être autrement ? Comment, en dépit de tous les efforts des responsables libanais de Côte-d'Ivoire, la guerre qui ravage leur pays depuis maintenant quinze ans

cesserait-elle totalement de se faire sentir à quelques heures d'avion de Beyrouth ?

La « politique » ne semble pourtant pas le principal souci des Libanais de Côte-d'Ivoire. Tous admettent avec une belle franchise qu'ils sont d'abord là « pour les affaires ». Des affaires qu'ils mènent rondement en étant finalement les seuls à investir encore dans un pays en crise. Les chiffres sont éloquentes : 80 % des immeubles appartiennent à des Libanais, de même que plus de 70 % du commerce de gros et 50 % du commerce de détail. Et les Libanais ne se sont pas contentés du commerce. Voilà qu'ils possèdent maintenant près de cent quatre-vingt entreprises industrielles de Côte-d'Ivoire.

« Sans nous, tout s'écroulerait »

« C'est bien cela, c'est bien notre réussite que l'on nous reproche, dit un industriel. Tant que nous n'avons que les intermédiaires des Français, que nous faisons le sale boulot, alors on nous laisse tranquilles. Maintenant que nous avons risqué notre argent mais aussi travaillé comme des fous pour occuper des créneaux que personne ne voulait plus occuper et que nous avons gagné, cela, on ne nous le pardonne pas. » La différence est, en effet, énorme entre les hommes d'affaires européens, Français pour la plupart, confortablement installés dans leurs bureaux climatisés, et sachant de toute manière leur fin de mois assurée par leur administration ou leur entreprise, et ces Libanais qui vivent souvent au milieu des quartiers populaires des petites villes de l'intérieur.

Comment faire la part des choses ? « Les Libanais exploitent outrageusement les populations locales, ils possèdent tout et ce sont

eux qui font la loi », dit cet habitant d'Abidjan. « Sans nous, répond un Libanais établi ici depuis plus de quarante ans, tout s'écroulerait. Le Libanais c'est un peu la caisse de sécurité sociale du quartier ou du village. Si le gosse est malade, on vient voir le Libanais pour qu'il avance de l'argent, s'il y a des funérailles, on vient aussi voir le Libanais. Qui c'est qui transporte le cadavre ? Le Libanais. Le ciment pour construire la maison, c'est le Libanais. La construction, c'est encore le Libanais. »

« On me demandera toujours de l'argent »

Le principal reproche adressé aux Libanais de Côte-d'Ivoire, et le président Houphouët-Boigny lui-même y a donc fait allusion, tient en deux mots : fraude et corruption. Des 500 francs CFA glissés au portier d'une administration aux dizaines de millions détournés « sur le compte en banque en Suisse d'un ministre », en passant par la voiture offerte à la femme de ce même ministre, la fraude est tellement généralisée en Côte-d'Ivoire qu'il est impossible d'imaginer que les Libanais puissent s'y soustraire. Eux-mêmes d'ailleurs le reconnaissent en privé. « Le Libanais, explique un commerçant avec une belle candeur, n'aime pas la paperasse et déteste l'administration. Il préférera donner directement des billets aux fonctionnaires plutôt que de remplir les formulaires. »

Ayant sans doute, eux aussi, horreur des paperasseries, les fonctionnaires ivoiriens, à tous les niveaux, ont compris le parti qu'ils pouvaient tirer de cette inaptitude. « Parce que je suis Libanais, constate l'un d'eux, on me demandera toujours de l'argent. Chaque fois qu'un gendarme m'arrête, je sais que je vais être obligé de me

la main au portefeuille même si je suis parfaitement en règle. Le Français convoqué dans une administration préférera attendre plusieurs heures ou même revenir trois ou quatre fois pour avoir tel ou tel document. Nous, nous préférons tout de suite donner un peu d'argent, et, comme par miracle, le papier qui s'était perdu sera retrouvé. »

Plus haut, beaucoup plus haut, on raconte que chaque ministre ivoirien aurait « son » assistant technique français pour rédiger ses rapports et « son » Libanais pour régler ses affaires personnelles. « Si c'est vrai, en tout cas, le ministre ne nous manifestera pas beaucoup de reconnaissance. Aujourd'hui un ministre acceptera rarement de se montrer au restaurant avec un Libanais même s'il le connaît bien, même si c'est un ami. Il aurait l'air de se compromettre... », regrette un Libanais qui ajoute : « Mais les suspicions à notre égard sont tellement grandes que nous ne pouvons même pas participer à des œuvres de charité. Ainsi, l'un d'entre nous a récemment offert une ambulance à un village. Eh bien, on a dit : C'est pour se faire pardonner l'argent qu'il a volé ! »

Les relations entre « Européens » Libanais, Ivoiriens, mais également avec toutes les nations libanaises qui composent la mosaïque ivoirienne, ne sont certes pas toujours aussi tendues, et ce pays vit malgré tout, depuis trente ans, dans un climat de paix rare dans la région. Mais la crise économique qui frappe la Côte-d'Ivoire risque, si elle continue, d'exacerber la rancoeur des Ivoiriens envers les Libanais tout en rendant la présence de ceux-ci encore plus nécessaire. « Nous savons bien, conclut un commerçant, qu'en cas de troubles nous serons les premiers à souffrir, mais nous sommes fatalistes, et puis... où aller ? Ici, c'est notre pays. »

JOSE-ALAIN FRALON

# Le Petit Journal : le magazine de Paris vendu avec un autre magazine autour.



Pour sortir dans Paris, entrez dans le Petit Journal.

Pour être à l'image d'une ville qui bouge, il faut bouger avec elle. Cette semaine, Le Petit Journal change. Au sommaire de sa nouvelle formule, entre autres et en vrac, Philippe Léotard plonge dans la nuit, Marc Jolivet fait son autocritique, Pierre Boulez tire à boulets rouges sur l'Opéra Bastille (mais ça ne nous empêche pas de recenser les dix meilleurs restaurants du quartier ouverts tard), et Le Petit Journal vous offre le calendrier très complet de tous les spectacles : théâtre, danse, expos, musiques, cinéma... Bref, au Petit Journal, on aime Paris, on en est fier, et on le dit. Et comme un bonheur n'arrive jamais seul, Le Petit Journal nouveau est vendu avec un autre magazine autour : Télérama, l'hebdo de toutes les passions.

Le Petit Journal : tout Paris dans Télérama chaque mercredi.

صوتنا من الداخل



# POLITIQUE

Le congrès socialiste de Rennes

## M. Michel Rocard en position d'arbitre

Les tractations en vue de la formation d'une majorité au congrès socialiste qui s'ouvre à Rennes, jeudi 15 mars, placent de nouveau le premier ministre et ses amis en position d'arbitres entre MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin, d'une part, et M. Laurent Fabius, d'autre part.

D'un côté, la tentative de rapprochement entre le courant qui soutient l'actuel premier secrétaire et le courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement a progressé, mais elle se heurte à des résistances parmi les amis du ministre de la Défense et à des difficultés liées à la répartition des postes. De l'autre côté, les discussions entre les fabiusiens et les jospinistes ont, elles aussi,

avancé. Le premier ministre pourrait donc avoir à choisir entre appuyer M. Mauroy ou favoriser une solution qui s'organiserait autour de M. Jean Poperen et ferait la part belle à M. Fabius.

Les rocardiens devraient se déterminer en fonction de deux considérations : celle du nombre de fédérations que l'un ou l'autre terme de l'alternance leur permettrait de contrôler (depuis le début de la campagne du congrès, ils affirment n'avoir d'autre objectif que d'étendre leurs positions locales), et celle des relations du premier ministre avec le président de la République. De ce point de vue, le souci de M. Rocard est de ne pas paraître s'engager dans la formation d'une majorité tournée

contre M. Fabius, auquel M. François Mitterrand a apporté son appui.

Sans doute pour faciliter les choses au premier ministre, M. Mauroy a insisté, mardi 13 mars, au cours du journal du soir de TF 1, sur la position médiane qu'il entend occuper. « Pas question de faire un front anti-Fabius ni d'écarter les rocardiens », a-t-il dit. Le premier secrétaire a expliqué sa démarche : « Je vais essayer d'opérer un premier pôle de rassemblement avec Jean-Pierre Chevènement - nous avançons sur ce point - puis avec Jean Poperen - il le souhaite, puis avec Laurent Fabius. Puis nous discuterons pour préparer une synthèse générale avec les amis de Michel

Rocard. » Les discussions entre les chefs de file de la motion Mauroy-Jospin et les amis de M. Chevènement se heurtent, particulièrement, au problème de la fédération de Paris, où les deux courants sont en concurrence. M. Pierre Guidoni, l'un des animateurs de Socialisme et République, pourrait être candidat au poste de premier secrétaire fédéral.

Dans cette hypothèse, l'actuel titulaire du poste, M. Jean-Marie Le Guen, jospiniste, pourrait entrer, à titre de compensation, au bureau exécutif du PS. La question des rapports entre les deux courants dans la capitale ne serait pas réglée pour autant : certains jospinistes ne voient pas d'un très bon œil le « cadeau » qui serait ainsi

fait à MM. Georges Sarre et Michel Charzat, chefs de file du courant de M. Chevènement à Paris.

La polémique sur le décompte des mandats nationaux a, pendant ce temps, continué. M. Daniel Vaillant, jospiniste, chargé des fédérations au secrétariat national, s'est élevé contre les affirmations de MM. Pierre Bérégovoy et Paul Quilès, plaçant la motion Fabius en tête de quelques mandats devant celle de M. Mauroy. Les jospinistes accusent, d'autre part, la fédération du Pas-de-Calais, à majorité fabiusienne, d'avoir gonflé ses chiffres.

La commission de validation des mandats, qui a commencé à travailler officiellement, puisqu'elle

doit être formellement mise en place par le congrès, aura fort à faire à Rennes.

La tentative de formation d'une coalition majoritaire, menée par M. Jospin, pousse dès lors que l'un des partenaires possibles - M. Poperen - estime avoir des chances de jouer son propre jeu. Le ministre des relations avec le Parlement juge pouvoir s'imposer comme « troisième homme » entre MM. Mauroy et Fabius, mais, dans ce rôle, M. Pierre Joxe, qui a soutenu le président de l'Assemblée nationale, conviendrait mieux à ce dernier.

P. J.

## Pierre Joxe ou le parti d'abord

Un jeune lycéen s'échappant de l'immeuble bourgeois de sa famille de hauts fonctionnaires pour distribuer dans les rues de Paris des tracts réclamant la paix en Indochine. L'image est banale. Mais près de quarante ans après, c'est toujours la même flamme qui habite Pierre Joxe. L'itinéraire est déjà plus original.

Un enfant du milieu intellectuel parisien, imprégné de l'histoire et du Nouveau Testament, venu au socialisme par refus des guerres coloniales. Le cheminement est fréquent. Mais Pierre Joxe, contrairement à bien de ses camarades qui ont emprunté la même voie, n'a jamais été attiré par cette « adhésion gauche » qui fut le point de passage pratiquement obligatoire de ceux qui refusaient le socialisme englobé dans le conflit algérien ou de ceux que leur idéal chrétien conduisait dans les bras du PS. Il en fut même, et demeure, un adversaire irréductible.

Des bourgeois révoltés qui, pour prouver le rejet de leurs origines sociales, font un bout de chemin avec les communistes, il y en eut beaucoup. Pierre Joxe n'en fut jamais. Le long passage de son père à l'ambassade de France à Moscou lui fit découvrir assez tôt la réalité qui se cachait derrière l'idéal. Mais il se vante toujours de son « marxisme », même si les citations des évangiles lui viennent plus facilement en mémoire que celles du *Capital* : adhérent même à la CGT en 1969, forme de provocation vis-à-vis des intellectuels qui, au lendemain des événements de 68, rejetaient cette organisation.

### La gauche mais pas n'importe laquelle

Un tel choix, associé à une apparence physique toute en révérence, ne peut que biter une image de sectaire, d'idéologue. Et pourtant, c'est le même homme qui, en moins de deux ans, sut se faire admettre comme un remarquable ministre technicien. Dans un des postes gouvernementaux les plus difficiles, celui du ministre de l'Ordre, il gagna le triple pari de concilier la gauche avec les policiers, de donner le pas à l'acceptation des réalités sur les a priori idéologiques, sans renier le moins du monde sa philosophie politique personnelle, de désamorcer la critique de la droite qui en avait, pourtant, fait un de ses épouvantails lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Complicé Pierre Joxe ! Il prend un malin plaisir à avancer caché derrière les masques que son itinéraire, le regard des autres, ses propres attitudes lui imposent. Mais que cherche-t-il à camoufler ? Comment raconter une lignée où se mêlent des juifs et des catholiques, des protestants et des athées, des musiciens, un librettiste d'Opéra, un historien ami de Péguy et de Malraux, les « découvreurs » de Nietzsche (les Halévy), des horlogers de la Révolution prolongés en pionniers de l'aviation (les Bréguet), un révolutionnaire nantais qui se fit enterrer debout dans un drapeau rouge (un Joxe), enfin un haut fonctionnaire résistant devenu baron du gaullisme (son père) ? Fabuleux méandres de l'histoire qui engendrèrent l'un de ces hommes qui accompagnèrent François Mitterrand depuis 1965, en étant avec lui d'une fidélité à toute épreuve mais sans servilité, un homme qui pour le pouvoir rêva, un gouvernant qui sut concilier avec un art évident le sens religieux de l'Etat et les athées de gauche.

La gauche. Voilà bien le maître mot qui conduisit la vie de Pierre Joxe depuis que la lutte contre les guerres coloniales lui fit découvrir que le capitalisme était exploiteur. C'est parce qu'il estimait qu'il ne pouvait pas y avoir de mouvement socialiste en France si l'on rejetait l'organisation porteur des espoirs

de la classe ouvrière, qu'il ne put adhérer à tous les partis anti-communistes qu'anti-gaullistes. Longtemps, pour lui, l'UNEF fut le seul parti, avant qu'il ne milite à la Ligne des droits de l'homme et ne fasse de la formation de délégués syndicaux au sein de l'ADEL, une association qui présidait un certain Michel Rocard. Pour adhérer à un parti, lui fallait attendre que François Mitterrand bécote sa stratégie de conquête du pouvoir sur l'union avec le Parti communiste. Dès 1965, Pierre Joxe se rangea derrière lui, en adhérant à la Convention des institutions républicaines.

Joxe auditeur à la Cour des comptes, il n'était déjà pas homme à suivre aveuglément le guide qu'il s'était donné. Quand il le contesta, c'est toujours au nom de ses idées de gauche. En 1973, il critique la politique favorable au Marché commun européen de celui qui était devenu premier secrétaire du nouveau Parti socialiste : M. Mitterrand, pour imposer ses vues,



met son titre dans la balance. Quelques années plus tard, avec l'âge d'or du programme commun, Pierre Joxe s'étonne que son « patron » envisage de gouverner sans les communistes. C'est, bien entendu, toujours au nom de ses mêmes idées qu'il tente de s'opposer à l'annexion des généraux algériens d'Algerie, en octobre 1982, provoquant la première grave crise entre l'Elysée et le Palais-Bourbon.

A gauche toujours donc. Cette ligne intangible l'amène à être fort à l'aise avec Jean-Pierre Chevènement dont le rapprochement aussi une méfiance vis-à-vis de l'Europe, qu'elle s'organise à six, à neuf ou à douze. Lors de la préparation du congrès du PS à Bourg-en-Bresse, en 1983, il aurait préféré une alliance des « mitterrandistes » de stricte obédience avec le CERES plutôt que celle avec les « mauroyistes » que Lionel Jospin imposa. Aujourd'hui encore, il apprécie de trouver chez Jean-Pierre Chevènement, comme chez Jean Poperen, un discours de gauche bien absent ailleurs.

### La famille et les autres

La gauche, oui ! Mais pas n'importe quelle gauche. Il n'a jamais compris la « désastreuse gauche ». Si aujourd'hui les rapports du ministre de l'Intérieur et du premier ministre sont fort bons, ni l'un ni l'autre n'ont pu oublier que Pierre Joxe avait tenté de s'opposer aux « Assises du socialisme », qui, au lendemain de l'élection présidentielle de 1974, avaient permis l'adhésion au PS d'une partie du PSU et de la CFTD. Car, pour lui, les odéistes étaient aussi dangereux que les socialistes « unifiés ». En octobre 1978, il réussit même à convaincre le groupe socialiste de s'opposer à une réforme, négociée entre Raymond Barre et Edmond Maire, qui réduisait l'influence de la CGT dans les prof'hommes.

Vieille fidélité. Car si aujourd'hui il reconnaît ne plus être adhérent de la CGT, il explique que c'est parce qu'il s'est rendu compte que ses fonctions lui interdisaient toute adhésion syndicale. Mais pendant longtemps et quand il était déjà Place Beauvau, à la même question il répondait : « Je n'ai pas encore pu me colliger cette année : mais je la paie toujours en retard ! »

La bataille perdue des Assises ne mit pas fin à la guerre. Chaque fois qu'il en eut l'occasion Pierre Joxe s'efforça d'enfermer Michel Rocard dans la minorité du parti. En 1980, lui qui n'aime guère se mettre sous les feux des médias, accepta même de se présenter comme le candidat possible de la majorité du PS pour la prochaine présidentielle, afin de contraindre la course en solitaire de l'ennemi terrible du socialisme, en attendant, bien sûr, que François Mitterrand pousse lui-même dans l'arène.

La gauche, toujours, aurait pu rapprocher Pierre Joxe et Pierre Mauroy, il n'en a rien dit. Le premier n'a jamais considéré que le second faisait vraiment partie de la famille, et, aux yeux du conventionnel, l'ancien de la SFIO reste l'héritier d'un parti qu'il a toujours combattu. Le premier des chefs de gouvernement nommé par François Mitterrand a gardé un certain souvenir de ses rapports avec le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. S'appuyant sur deux cent quatre-vingt-six députés, qu'il avait su organiser et mettre au travail, celui-ci fit vite comprendre aux ministres, et d'abord au premier d'entre eux, que la loi se forgerait dans les réunions du groupe et non dans les cabinets ministériels.

### Désaccord fondamental

Tout fut prêt pour la contestation, la mauvaise organisation du travail mais aussi les choix pas assez marqués à gauche. La litanie des accords est longue, très longue. Et quand, à partir de 1983, Pierre Joxe accepta de modifier ses critiques, il laissa le bras sur le bras à ses amis qui avancèrent toujours sur une ligne de gauche : la contestation de la nouvelle politique économique, les concessions faites sans succès à l'enseignement privé. Son tempérament entier, parfois hautain, ne condamne pas, en effet, Pierre Joxe à la solitude.

Depuis toujours, il a autour de lui un cercle de fidèles, au premier rang desquels André Laignel, même si cette fois cette équipe s'est divisée entre fabiusiens et jospinistes. A plusieurs reprises, ses proches lui conseillèrent de créer sa propre tendance. Après quelques hésitations, il y renonça toujours, parfois parce que François Mitterrand froissait les sourcils à cette seule évocation, mais aussi parce qu'il a toujours privilégié l'unité de parti.

Le parti, justement. Voilà bien son unique mais fondamental point de désaccord avec Lionel Jospin. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps, puisque c'est par Pierre que Lionel adhéra au PS au lendemain d'Epinal. Mais, justement, le premier reproche au second de ne l'avoir pas écouté plus tôt quand il lui demandait de le rejoindre à la

Convention des institutions républicaines. De là à penser que, pour le plus ancien, le plus jeune non plus n'est pas tout à fait de la famille... En tout cas, Pierre n'a pas pardonné à Lionel d'avoir fait arbitrer une querelle entre mitterrandistes « pur sucre » par Pierre Mauroy lorsque Laurent Fabius ne put être élu premier secrétaire du PS en juin 1988.

La critique sur le passé est tout aussi nette. Pierre Joxe ne comprend pas que Lionel Jospin n'ait pas su adapter le parti, au lendemain de 1981, à la nouvelle situation institutionnelle. Lors de la préparation du congrès de Bourg-en-Bresse, en 1983, deux de ses amis rédigeaient un texte très critique sur le fonctionnement du parti. Pierre Joxe fut aussi blessé par les atermoiements qu'il crut voir dans l'attitude du premier secrétaire lors de l'affaire des généraux de l'Algérie française. Plus

grave encore, il lui reproche de ne pas avoir su mettre le PS en état de marche pendant la cohabitation afin de préparer la reconquête. Le groupe, sous sa férule, lui, l'était parfaitement.

Le « Bonjour la vie ! » de Lionel Jospin annonçant qu'il abandonnait le premier secrétariat du PS a laissé complètement abasourdi Pierre Joxe. Comme si le parti ce n'était pas aussi la vie ! Lui qui, de 1971 à 1981, fut un homme d'appareil ne pouvait accepter une telle affirmation. Est-il prêt pour autant à accepter, aujourd'hui, le fardeau du premier secrétariat ? Il a toujours dit qu'il n'était « pas candidat ». Il n'a pas dit qu'il refusait ! Abandonner le ministère de l'Intérieur lui ferait-il plaisir ? Probablement, car d'autres tâches l'attirent. Pas sûrement, car il estime y avoir encore beaucoup à faire. Il y a, c'est incontestable, parfaitement réussi, même s'il a dé-ec-

ner son image de gauche, notamment lorsque il a freiné l'abrogation de la loi Pasqua sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers.

A la veille du congrès de Rennes, Pierre Joxe figure au premier rang de ceux qui ont permis aux socialistes d'acquiescer leur crédibilité de gouvernants. Rangé derrière Laurent Fabius sans être un « Fabius boy ». Il fait confiance au président de l'Assemblée nationale pour « rénover » le parti parce qu'il a découvert en lui un sens de l'Etat et des qualités d'organisation qui sont aussi les siens. Ayant des amis partout, chez les anciens conventionnels qui ont préféré Lionel Jospin, mais aussi chez les proches de Jean-Pierre Chevènement et de Jean Poperen, Pierre Joxe est un atout pour les socialistes. Plus encore pour François Mitterrand. Mais un atout un peu particulier : une fois sur la table, il entend conduire la partie à sa guise.

THIERRY BRÉMER

## COGEDIM ORGANISE le PRIX COGEDIM 1990 de la 1ère ŒUVRE

- 1<sup>er</sup> Prix : réalisation d'un programme de logements à Paris.
- Candidatures : le concours est ouvert aux architectes n'ayant jamais contracté en tant que maître d'œuvre pour la réalisation d'un programme immobilier collectif.
- Ouverture du concours : 5 Mars 1990.
- Clôture des candidatures : 4 Avril 1990.

Envoyez votre lettre de candidature à COGEDIM  
Anne Berthet - 21, rue d'Astorg - 75008 PARIS

COGEDIM

Le Monde  
DES LIVRES



# Le Monde

## DOSSIERS & DOCUMENTS

MARS 1990 — 8 F

### PREMIER DOSSIER



## LE CHANTIER DE L'ÎLE-DE-FRANCE

Le « mal-vivre » de la région parisienne vient de faire l'objet d'un Livre blanc. Pour mieux comprendre le débat qui s'ouvre, le Monde dossiers et documents présente et analyse les enjeux de l'aménagement de l'Île-de-France :

- La complexité du processus de décision d'aménagement.
- D'ouest en est : la course à l'immobilier de bureaux.
- La pénurie de logements sociaux.
- Les difficultés de traitement des ordures ménagères.
- Les transports à Paris et dans sa région.

### SECOND DOSSIER

## L'IRAN SANS KHOMEINY

Neuf mois après la disparition du guide de la révolution islamique, le Monde dossiers et documents évalue le chemin parcouru par l'Iran :

- La revanche des religieux.
- Les difficultés de l'après-guerre.
- Les aléas de la reconstruction économique.
- L'évolution politique et sociale.
- La difficile normalisation de la politique extérieure.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

صكنا من الامل



# POLITIQUE

Le congrès socialiste de Rennes

## Lionel Jospin le « gardien du temple »

Suite de la première page

Le lundi 5 mars, Lionel Jospin reconstruit devant les journalistes qu'il avait reçu les résultats du vote des militants comme un coup sur la tête, assénés par derrière. L'homme de conviction fit volte-face. Il n'était plus question que Laurent Fabius devint premier secrétaire. Lionel Jospin utilisait un argument-masse : son concurrent avait triché et, en conséquence, l'engagement pris ne tenait plus.

Triché comment ? En utilisant des méthodes de vote, ajoutait-il dans son entourage. Lionel Jospin parla de « déviation » des procédures en vigueur au Parti socialiste et de la vie démocratique de sa formation. Il accusa Laurent Fabius d'avoir « capté » plus que conquis des positions de pouvoir. Il affirma que de telles pratiques portaient en germe la « mort » du Parti socialiste et observa qu'à Paris, lorsqu'il y militait, et en Haute-Garonne, dont il est aujourd'hui élu, il s'était toujours battu contre le « clientélisme ». Il raconta quelques exemples, connus jusqu'alors de lui seul, qui étaient de nature à nourrir l'accusation contre le système d'« allégeance » mis en place par l'abominable président de l'Assemblée nationale : une femme de ménage employée par la municipalité de Lézignan (Pyrénées-Orientales) et menacée de perdre son emploi parce qu'elle avait voté pour la motion Mauroy ; un président de conseil général qui a obtenu d'un maire socialiste le troc d'une subvention contre un vote. « J'appelle cela de la forfaiture », dit-il.

### Retard à l'allumage

Etaler de telles horreurs devant plus de deux journalistes en leur demandant de ne pas les répéter, c'est confier un secret en direct à la télévision. Lionel Jospin n'est pas fou. Il savait ce qu'il faisait. En rendant publiques de telles accusations, il souhaitait sans doute accélérer l'entreprise que le président de l'Assemblée nationale avait pris le risque de déclencher lui-même par la rapidité, la violence et la virulence de sa tentative d'OPA : l'organisation « spontanée », contre Laurent Fabius, d'une vaste coalition qui isolerait dans la dernière ligne droite avant le congrès en rassemblant tous les autres, tous ceux qui comptent, c'est-à-dire Pierre Mauroy, Jean-Pierre Chevènement, Jean Poperen et Michel Rocard.

Cette analyse ne vaut pas que pour les débats tactiques de la semaine qui précède le congrès, mais aussi pour la suite et à long terme. « Laurent Fabius a déclenché une offensive prématurée et trop forte, explique un proche de Lionel Jospin. Il a voulu se payer un succès. Il l'a eu. Il est dans la situation d'un concurrent qui gagne la première étape du Tour de France. Il a le maillot jaune. Tout le monde va se méfier de lui, ardemment. Il ne l'aura plus à l'arrivée aux Champs-Élysées ».

Il n'empêche que, sur le coup, Lionel Jospin a perdu. Cet homme qui, premier secrétaire du Parti socialiste, avait manifesté une superbe capacité d'anticipation — il avait demandé avec six mois d'avance, en 1984, le retrait des projets sur l'école « libre » et empêché en 1985 Laurent Fabius, alors premier ministre, de conduire un an plus tard la campagne législative des socialistes — a eu cette fois un retard à l'allumage. Il n'a pas cru que Laurent Fabius, quelles que soient les méthodes utilisées, parviendrait à mobiliser autour de lui autant de mandats et surtout à labourer profond les grandes fédérations du Parti socialiste. Homme d'idées plutôt que de charme, de convictions plus que de clientèles, homme d'appareil, au meilleur sens du terme, plutôt que de terrain, le ministre d'Etat s'est laissé encercler, envelopper, par le « socialisme scientifique » de ses frères ennemis, c'est-à-dire, à ses yeux, par leur science de la rapine et de la maraude.

Peut-il surmonter ce revers ? Par un succès de congrès, peut-être, puisque Laurent Fabius ne paraît

pas en mesure de constituer une majorité. Mais surtout, au-delà, par une victoire politique au long cours, s'il parvient, comme ses amis l'espèrent, à recomposer le Parti socialiste sur les débris du mitterrandisme. Depuis le 5 mars, Lionel Jospin s'efforce de constituer une alliance de congrès avec Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen. L'accord donnerait à ces hommes une majorité relative en attendant une éventuelle synthèse générale recherchée par le premier secrétaire, Pierre Mauroy. Les négociations continuaient encore mardi 13 mars, quarante-huit heures avant l'ouverture de la « grand-messe » de Rennes. Elles occupaient les loisirs de Claude Allègre et André Laignel (pour le compte de Lionel Jospin), Jean-Marc Ayrault et Michel Debout (pour Jean Poperen), Pierre Guidon et Jean-Paul Planchon (pour Jean-Pierre Chevènement), le plus souvent au 46 rue de la rue de la Chapelle, à Paris, dans l'hôtel particulier qui jouxte le ministère de l'Éducation nationale.



ÉRIC LAFAYE

Si cette alliance était conclue, Lionel Jospin tenterait, espèrent ses amis, de la transformer après le congrès en un courant homogène né de la fusion de deux sensibilités historiques, la poperéniste et celle de Jean-Pierre Chevènement, avec une moitié du courant mitterrandien-mauroyste créé lors du congrès de Lille en 1987. Ce serait alors, depuis sa naissance au congrès d'Épinay en 1971 et à l'approche de l'anniversaire de ses vingt ans, la première recomposition importante d'un parti scindé autour de courants qui n'avaient plus d'autre raison d'être que d'assurer leur survie. La polarisation d'un combat vide d'idées autour de Laurent Fabius et Lionel Jospin n'aurait pas été aussi vaine qu'annoncé. L'enfant de François Mitterrand, saisi par une crise de croissance en 1974 lorsque Michel Rocard, Jacques Delors et Edmond Maire ont, en entrant au PS, ouvert la voie du socialisme de pouvoir à leurs amis autogestionnaires, chrétiens, syndicalistes, l'enfant sage du premier septennat serait entré, au début du second, dans l'âge adulte, celui de l'indépendance.

Le Parti socialiste a commencé de vivre sa vie, loin du père. Lionel Jospin y est pour beaucoup. « Gardien du temple », comme il disait lorsqu'il était secrétaire, il a fait changer les clés que François Mitterrand lui avait confiées en janvier 1981. Le président de la République n'entre plus comme il veut.

### La pensée de René Plevin

Au mois de juin 1988, François Mitterrand avait encouragé Laurent Fabius à briser la succession de Lionel Jospin, premier secrétaire sortant. Lionel Jospin s'y opposa et poussa en avant Pierre Mauroy, qui, au terme d'une lutte incertaine et rapide, obtint gain de cause. Ni François Mitterrand ni Laurent Fabius ne se découragèrent. Le congrès de Rennes offrit l'occasion d'une nouvelle offensive. Lionel Jospin, une deuxième fois, se mit en travers.

Que s'est-il donc passé entre François Mitterrand et Lionel Jospin pour que le second se permette de contester l'autorité du premier sur le Parti socialiste ? Rien de spécial, sinon que Lionel Jospin, au fond, n'est pas « mitterrandien ».

diste » et qu'il a, du fonctionnement démocratique de son parti, une conception qui exclut la régence ou l'autorité directe d'un monarque.

François Mitterrand, ministre d'une IV<sup>e</sup> République en guerre contre une partie d'elle-même, l'Algérie, n'était pas son genre de beauté lorsque Lionel Jospin militait contre la guerre et pour l'indépendance à l'Union de la gauche socialiste puis, brièvement, au PSU lors de sa création en 1969. François Mitterrand ne l'était pas beaucoup plus en 1965 lorsque, rassembleur de toutes les oppositions, il affronta le général de Gaulle à l'élection présidentielle et recueillit au second tour, parmi ses 45 % des suffrages exprimés, la petite voix de Lionel Jospin. Ensuite, diplomate devenu professeur d'économie parce qu'il s'ennuyait au Quai d'Orsay, Lionel Jospin n'entra dans la mouvance socialiste qu'après le congrès constitutif d'Épinay.

De François Mitterrand premier secrétaire du PS puis président de la République, il a évidemment beaucoup appris et continue d'apprendre. Mais il n'admet pas d'être considéré comme une « créature » du chef charismatique des socialistes, bien qu'il tienne de l'Union jusqu'en 1988. « Ou bien François Mitterrand siffle et j'accours ; ou bien je tonne et Pierre Mauroy s'empresse », disait-il au début du premier septennat socialiste afin de se moquer des commentateurs qui le voyaient aux ordres de l'Élysée ou bien donnant ses ordres à Matignon. Il ne s'est jamais départi de cette distance et observe qu'il se comporte, en somme, comme François Mitterrand naguère qui ne se demandait pas chaque matin de l'après-guerre comment René Huteau, le président de l'Union démocratique et socialiste de la résistance dont il faisait partie, penserait et se comporterait ce jour-là.

En dépit de la forte préférence qu'il a marquée pour Laurent Fabius, débaucheur du congrès de Rennes, François Mitterrand ne serait peut-être pas fâché que se produise enfin une recomposition du Parti socialiste, même si elle a lieu sous l'impulsion tardive d'un Lionel Jospin qui, entre 1981 et 1988, n'était pas parvenu à imposer un renouvellement profond de son parti. Pour le coup, le débat retrouverait ses chances.

Mais l'opération peut aussi nourrir la guerre de succession, en opposant clairement le Parti socialiste autour de trois courants : Laurent Fabius, Michel Rocard, Lionel Jospin — construits comme autant d'écoutes présidentielles. Cela supposerait que Lionel Jospin abandonne l'idée peu gracieuse selon laquelle un destinataire ne pourrait être, dans son cas, que le résultat d'un « concours de circonstances ». Cet homme, qui déteste l'hypocrisie et l'ambiguïté, tirerait avantage à lever l'une et l'autre, soit en affirmant haut et fort que le choix de Michel Rocard ne pourrait aujourd'hui, soit en l'assumant comme présidentiable. Les « circonstances », cela se prépare.

JEAN-YVES L'HOMEAU

Invité de « L'heure de vérité » d'Antenne 2

## M. Raymond Barre multiplie les critiques à l'égard du gouvernement

M. Raymond Barre, qui était, mardi soir 13 mars, l'invité de « L'heure de vérité » d'Antenne 2, n'exclut pas d'être à nouveau candidat à l'élection présidentielle. L'ancien premier ministre, qui a affirmé qu'il observe avec « un très grand intérêt » les efforts de l'opposition « pour trouver un nouveau positionnement », a d'ailleurs ton et multiplié les reproches à l'égard du gouvernement.

Interrogé sur l'attitude de la France à l'égard du processus d'unité allemande, M. Barre s'est inquiété en ces termes : « N'allons pas donner le sentiment aux uns et aux autres que si les Allemands ont aujourd'hui telle chose et ne font pas telle autre chose, nous devons nous montrer inquiets, frileux. (...) Pas de frilosité, pas de peur. (...) Nous sommes un grand pays. Nous avons fait avec l'Allemagne fédérale le plus méritoire, c'est-à-dire la réconciliation. Aux Allemands de décider aujourd'hui, l'vous vous réunissez, à vous de le faire ; vous ne voulez pas rester dans la Communauté, vous voulez nous quitter, eh bien ! nous n'allons pas en mourir ; nous allons nous y adapter. » M. Barre a estimé que la Communauté a besoin « d'une Allemagne forte », comme elle a besoin d'une « France forte ».

« Demain, a-t-il dit, l'Europe de l'Est peut être une zone de stabilité pour de longues années. Il faut donc que l'Europe occiden-

tale soit solide. Donc, nous ne devons pas craindre la force de l'Allemagne et nous devons dire que la seule façon de faire contrepois à une Allemagne forte, c'est d'être forts nous-mêmes. »

Interrogé sur les problèmes intérieurs, M. Barre a réaffirmé son hostilité aux thèses développées par le Front national et a précisé que, s'il avait été élu européen, il aurait voté la levée de l'immunité parlementaire de M. Le Pen. Il a ensuite dénoncé « une espèce de conservatisme général » dont il rend responsable le gouvernement ; « C'est un gouvernement qui arrange beaucoup de choses, et il a de la chance que les rentrées fiscales soient considérables. (...) La conjoncture est bonne, l'argent coule, mais qu'est-ce qu'il y a dans les grands domaines tels que la réforme de l'Etat, la réforme de l'éducation, la réforme de la Sécurité sociale, pour lesquels ce que nous venons de vivre est décevant. » « Cela manque un peu de nerf », a-t-il résumé, avant de plaider pour un redécoupage du territoire et une adaptation de nos structures administratives.

### « Manque de nerf »

Il a ensuite jugé « complètement ridicule » le système fiscal français qui conduit à exonérer « pour des raisons électorales » de l'impôt sur le revenu « 53 % des Français ». M. Barre a également indiqué : « Quand, dans le même temps, on fait payer le taux d'imposition pour les tranches supérieures le plus

élevé de la Communauté, on ruine l'esprit d'entreprise et l'incitation au travail. » A ses yeux, la TVA générale en France « un système tout à fait vicieux ; nous avons exonéré de l'impôt sur le revenu pour ne pas faire souffrir le contribuable, mais nous le faisons souffrir sans qu'il s'en rende compte par des taux de TVA qui sont les plus élevés de la Communauté. »

Devant un parterre de personnalités UDF et centristes (M. Méhaignerie, présent, s'était opposé à la présence de personnalités d'ouverture membres du gouvernement), M. Barre s'est situé dans l'opposition : « Qui en doute ? Si je n'étais pas dans l'opposition, je serais dans la majorité présidentielle. Or je n'y suis pas. » Interrogé sur les tentatives de recomposition de l'opposition, M. Barre a répondu : « Je vois tout cela avec une grande sérénité et un très grand intérêt. (...) Il faut surtout ne pas jeter le discrédit sur tous les efforts qui sont faits ici ou là pour essayer de trouver un nouveau positionnement. Ce qui apparaît surtout, c'est un certain désarroi. Quand vous regardez cela avec la plus grande bienveillance, je suis frappé de voir des tendances nouvelles affleurer, des conceptions très différentes de celles du passé se manifester. Evidemment, on se cherche. Cela ne se résout pas du jour au lendemain. Il faut laisser du temps au temps. »

Enfin, à la question de savoir s'il excluait d'être un jour candidat à l'élection présidentielle, M. Barre a indiqué : « Je n'ai jamais rien exclu de ma vie. »

## En réserve — critique — de la République

par Daniel Carton

Il n'est d'espérer le changer : sur la scène politique française, M. Barre aime tout son rôle de poléiste, de gauchiste trop d'être l'empêcheur de rattrapper en rond, s'amusant trop à se couvrir, selon son expression devenue favorite, la gauche « papéris », pour y consentir. Au cours de sa septième « Heure de vérité », l'ancien premier ministre n'a guère été conciliant avec celle-ci : « Quand c'est bien, je le dis ; quand c'est mal, je le dis aussi ! » Fidèle à cette ligne de conduite, il n'en a pas moins infléchi son discours dans un sens critique, sévère même, à l'égard du pouvoir.

A M. Mitterrand, il reproche une certaine frilosité vis-à-vis des bouleversements à l'Est et lui fait particulièrement grief de n'avoir pas eu, jusqu'à présent, fait une ligne politique claire et nette en face des deux Allemagnes. Au gouvernement, il reproche, tout à trac, sa « douce négligence » sur le terrain difficile de l'immigration, comportement qui, selon lui, « fait le jeu du Front national », sa gestion « désolante » de la Sécurité

sociale, ses retards en matière de décentralisation et de réforme de l'administration, ses « maladroites » pour ce qui est de la réforme fiscale, son manque d'ordre au niveau de la santé et de l'éducation. Ce gouvernement, juge-t-il, « manque de nerf », craint de « prendre le risque d'avoir des critiques ». Jamais en deux ans de gestion Rocard, M. Barre ne s'était révélé aussi impatient, franchement agacé.

### Dans l'opposition

Est-ce pour autant que l'opposition, modèle 90, le comble ? Certainement pas, et on n'en sera guère surpris. M. Barre a rappelé, en substance, qu'il était moralement dans l'opposition mais toujours physiquement absent. Cette nuance devient toutefois de plus en plus subtile !

L'effervescence actuelle qui règne au sein de la droite ne lui paraît pas forcément désastreuse, espérant que de beaucoup de maux pourra sortir un bien. Même si, à une ou deux reprises, il dut résister à la tentation, il s'est sys-

tématiquement refusé à apprécier le comportement des responsables de l'opposition. Mais quand même, lorsqu'il précisait qu'il avait personnellement voté à Strasbourg la levée de l'immunité de M. Le Pen, qu'il rappela exclure toujours aussi formellement toute alliance avec le Front national, il était loisible de deviner le procès fait à M. Giscard d'Estaing.

Enfin, on aura appris, au cours de cette émission, que M. Barre se considère encore en réserve de la République. La question ne lui avait jamais été posée depuis son échec de 1988. Le pouvoir, le service du pays continuent donc de l'intéresser. Il n'exclut rien. Ses reproches multipliés contre M. Rocard tendraient même à faire croire qu'il a déjà inclus dans son raisonnement une certaine donne. Mais son détachement persistant vis-à-vis de l'opposition ne permet guère, pour l'instant, de supposer la réponse à une question qui pourrait pourtant se poser un jour : accepterait-il, dès lors, de se plier au jeu des primaires dans l'opposition ?

## Les élections municipales partielles

■ DUNKERQUE (Nord) : M. Delebarre présente une « liste de rassemblement ». — M. Michel Delebarre (PS), ministre de l'Équipement, du logement, des transports et de la mer, maire sortant dont l'élection a été invalidée le 5 mars, a présenté, mardi 13 mars, à Dunkerque, une « liste de rassemblement » de la gauche, comprenant vingt-quatre membres du PS, douze « personnalités locales », cinq du PCF, quatre écologistes, deux MRG, un de l'Association des démocrates (ADD) et du Forum progressiste (communisme renouveau) pour le premier tour de l'élection qui aura lieu dimanche 25 mars.

M. Claude Prouvovoyeur, sénateur (opp. RPR), qui avait été battu de 116 voix en mars dernier par M. Delebarre, devrait présenter jeudi 16 mars sa liste d'union de l'opposition. M. Philippe Eymerie, conseiller régional FN, a annoncé de son côté qu'il présenterait sa propre liste.

■ SARCELLES (Val-d'Oise) : Motion de Front national au second tour. — La liste du Front national, conduite par M. Jean Germonet, a décidé de se maintenir au second tour qui aura lieu dimanche 18 mars. Trois listes ont en effet été déposées mardi 13 mars à minuit à la sous-préfecture de Montmorency : celle du maire sortant, M. Raymond Lamontagne (RPR), la liste d'union de la gauche, baptisée « Liste républicaine de progrès ». Cette liste comprend 25 socialistes et 4 communistes, dont deux sont en position d'éligibilité.

La liste d'union de la droite conduite par M. Daniel Mallet (UDF) avait obtenu 43,08 % des voix, celle du PS, emmenée par M. Geneviève Siébéner, 38,20 %, celle du Front national, 9,32 %, celle du PC, 7,27 %.

■ LODÈVE (Hérault) : Union de la gauche au second tour. — Les socialistes et les communistes ont constitué, mardi 13 mars, une liste d'union de la gauche, baptisée « Liste républicaine de progrès ». Cette liste comprend 25 socialistes et 4 communistes, dont deux sont en position d'éligibilité.

La liste d'union de la droite conduite par M. Daniel Mallet (UDF) avait obtenu 43,08 % des voix, celle du PS, emmenée par M. Geneviève Siébéner, 38,20 %, celle du Front national, 9,32 %, celle du PC, 7,27 %.

## Refus de créer un groupe unique de l'opposition à l'Assemblée nationale

Les trois groupes parlementaires de l'opposition refusent leur fusion mais souhaitent renforcer leur union. Tel est pour le moment le résultat à l'Assemblée nationale des turbulences qui depuis plusieurs semaines ont agité l'UDF et le RPR.

L'offensive menée à ce niveau par les adhérents de la « Force unie » a échoué et leurs représentants au sein de chaque groupe n'ont pas réussi à convaincre leurs collègues de s'engager plus activement sur la voie de la fusion de l'ensemble de l'opposition. En quelque sorte, la « Force unie » lancée par MM. Noir et Léotard reçoit d'assez nombreuses adhésions verbales de parlementaires mais celles-ci ne se concrétisent pas au moment des décisions.

Ainsi le groupe UDF, qui préside M. Méhaignerie, maintient l'interdiction faite aux parlementaires de son groupe d'adhérer à la « Force unie » mais il invitera un représentant de celle-ci à ses journées parlementaires.

M. Charles Millon, président du groupe UDF, a déclaré : « Si la « Force unie » veut servir d'aiguillon, je m'en félicite ; mais si cela aboutissait à un nouveau parti, ce serait dommageable. »

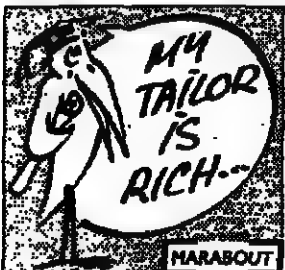
Au groupe RPR, la demande de trois députés membres de la « Force unie », MM. Noir et Devedjian et Mme Barzach, de constituer un seul groupe parle-

mentaire d'opposition avant la rentrée du 2 avril a été rejetée par tous les autres députés (une quarantaine sur un effectif total de cent trente) réunis, mardi 13 mars, au Palais-Bourbon. M. Séguin s'y est également opposé, rappelant que la ligne adoptée par les assises du RPR excluait toute fusion. Il a toutefois estimé que les partisans de la « Force unie » n'étaient pas les seuls responsables de la « situation incongrue » dans laquelle se trouve son parti.

### « Combinaison » et « aérie »

M. Bernard Pons, président du groupe RPR, s'est dit d'accord pour que la direction tournante de l'intergroupe parlementaire de l'opposition soit remplacée par une direction collégiale, comme l'a proposé M. Millon, mais il a insisté pour que le RPR « conserve sa personnalité » et soit à l'intérieur de l'intergroupe « un élément moteur de la coordination de l'opposition ». M. Chirac a jugé sévèrement la proposition de fusion présentée par M. Noir, y voyant une « combinaison » et la qualifiant même d'« aérie ». Il a rappelé à l'adresse de ceux qui créeraient une nouvelle formation politique que les statuts du RPR ne prévoient pas la double appartenance.

A. P.



MARABOUT



MARABOUT

INY

IRNAUX



## POLITIQUE

## Les réactions aux crimes racistes

M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand ne dit pas non à la proposition de M. Pasqua

Les crimes racistes commis au cours du week-end dernier à Saint-Florentin (Yonne) et à Roanne (Loire), qui ont notamment coûté la vie à un adolescent français d'origine marocaine et à un jeune Marocain, continuent de susciter de vives réactions dans tous les milieux.

M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés, a lancé, mardi 13 mars, un appel à la « conscience individuelle » des Français devant cette nouvelle flambée de violence visant les jeunes Maghrébins. « Ce n'est pas une question de gouvernement, ce n'est pas une question de loi », a souligné l'épouse du président de la République. « Ce qui se passe ne se vit pas ensemble, il y a une fracture qui se creuse, une fracture qui ne se referme pas. Moi, je veux rester convaincue que les Français ne sont pas racistes », a-t-elle déclaré. Interrogée sur la proposition faite par M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, de réunir le gouvernement et les représentants de l'opposition à une même table ronde qui serait consacrée à la lutte contre le racisme, M<sup>me</sup> Mitterrand a répondu : « Pourquoi pas ? Encore faut-il que, sur le terrain, les gens soient entendus. Ce sont eux qui, dans la vie quotidienne, peuvent faire avancer le problème. »

Dans une interview à Libération publiée mercredi matin 14 mars, M. Pasqua déclare notamment : « Il y a eu en quelques semaines l'accumulation d'un certain nombre d'agressions racistes ou inspirées par des sentiments de rejet. On ne peut pas laisser passer cela sans réagir. Naturellement, c'est d'abord au gouvernement d'y répondre. Il lui appartient de prendre un certain nombre de mesures. Lorsque j'étais au ministère de l'Intérieur, j'avais provoqué une réunion de toutes les associations anti-racistes et de défense des droits de l'homme. J'avais confié une mission de recherche aux renseignements généraux sur les agissements éventuels d'organisations de type raciste. Et j'en avais tiré un certain nombre de conclusions. Nous avions pris notamment plusieurs décrets et l'avais soumis des mesures à l'Assemblée nationale pour combattre le racisme. Mais sur un tel sujet, le gouvernement le souhaite, il devrait être possible d'arriver à un accord avec l'opposition. Mais je crois, ajoute l'ancien ministre de l'Intérieur, que dans cette période où il n'y a pas d'élections nationales à l'horizon, on ne peut pas inutilement égarer de l'énergie. Les consensus sur un certain nombre de sujets importants. Je regrette que le gouvernement Rocard ne l'ait pas fait. Nous, dans l'opposition, allons tenter de le faire puisque nous aurons, à la fin mars, les états généraux sur l'immigration. Le problème du racisme sera abordé. »

## M. Barre : « On fait le jeu du Front national »

Le bureau politique du RPR devait se réunir, mercredi après-midi, pour débattre de la montée des violences racistes. Dans la Lettre de la nation datée du 14 mars, Georges Brousse écrit notamment : « La violence s'étend bien au-delà des manifestations d'un racisme nettement identifié ou même identifiable (...). L'insécurité, qui avait tendance à reculer au temps du gouvernement Chirac entre 1986 et 1988, a connu de nouveau du terrain (...). On ne peut (...) se borner à évoquer le racisme pour prendre la mesure d'un phénomène qui affecte notre société et pour tenter d'y remédier. »

M. Raymond Barre, sur Antenne 2, mercredi soir, a évoqué les drames de Roanne et de Saint-Florentin. L'ancien premier ministre, en condamnant « sans réserve ces tristes événements », a la justice doit passer le plus rapidement et le plus fermement possible », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Les Français sont désemparés par le phénomène de l'immigration. Ils ont l'impression d'un gouvernement qui, soit les abandonne, soit fait preuve de complaisance vis-à-vis des immigrés. Si on ne fait pas une politique claire — je ne dis pas une politique xénophobe, raciste — alors nous n'arriverons pas à surmonter une exaspération qui peut se transformer en vague xénophobe ». L'ancien premier ministre a précisé que cette politique devrait traiter à la fois les problèmes d'immigration, notamment le contrôle des flux et l'immigration clandestine, ainsi que l'insertion par une action dans les domaines du logement et de l'éducation. « On fait le jeu du Front national en ne faisant rien », a souligné M. Barre en déplorant la « douce négligence du gouvernement » à ce propos. Réaf-

firmant son désaccord avec la politique préconisée par le Front national en matière d'immigration, M. Barre a affirmé : « Cela ne veut pas dire que les problèmes ne se posent pas ». Il a indiqué, au passage, qu'il aurait voté à Strasbourg la levée de l'immunité parlementaire de M. Le Pen.

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a annoncé mardi que le PCF avait déposé une proposition de loi visant « à aggraver les peines contre les délits racistes et à organiser une campagne d'information et d'éducation pour combattre les idées racistes et xénophobes ».

« Cette proposition a été retenue pour être inscrite à l'ordre du jour complémentaire de la session de printemps », a-t-il précisé.

M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, a renouvelé sa demande d'un « véritable ministère de l'intégration », en ajoutant : « Il est temps que les hommes politiques, toutes tendances confondues, regardent Jean-Marie Le Pen droit dans les yeux et lui disent : « Ça suffit ! ».

M. Georges Morin, membre du secrétariat national du PS et membre du Haut-Conseil pour l'intégration, a estimé que « traquer attitudes et propos racistes, punir les assassins, devraient être le premier

reflexe de survie de notre société. Ça suffit ces clubs sans âme où l'on parle les uns les autres pour le compte de la société française ! Ça suffit ces discours haineux dont certains ont fait leur fonds de commerce électoral ! », a-t-il déclaré. Le mouvement du RECOURS, qui regroupe des associations de rapatriés, a exprimé dans un communiqué son « indignation » et a demandé au gouvernement d'engager « une campagne nationale de pédagogie et de sensibilisation pour faire bien comprendre aux Français combien il est indispensable d'exorciser les démons du racisme ».

Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a dénoncé la « sauvagerie à l'état pur » en notant que si des « gens ordinaires » se transforment ainsi en « bêtes féroces », et font « de l'autre un gibier », il faut que « quelque chose soit cassé dans le respect que nous devons les uns aux autres ».

Le président du conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), M. Jean Kahn, a demandé que la justice « sanctionne sans complaisance les auteurs de pareils actes et ceux qui les y poussent par des propos inadmissibles, mettant en péril la démocratie ».

## Le président de la République condamne les crimes « de la stupidité, de la brutalité, de l'intolérance et du refus de la vie en commun »

LUZY

de notre envoyée spéciale

A quarante huit heures de l'ouverture du congrès de Rennes, M. François Mitterrand, qui a passé la journée du mardi 13 mars dans la Nièvre, s'est gardé de dévier des signes supplémentaires aux socialistes. Certes, M. Lionel Jospin était à ses côtés, mais cette présence, justifiée par l'inauguration de deux collèges, était solidement contrebalancée par celle, fabulienne, de M<sup>me</sup> Pierre Bérégovoy et Pierre Joxe.

Le chef de l'Etat a fait halte dans trois communes de son ancienne circonscription législative, dans lesquelles il n'était pas revenu depuis dix ans. Le président de la République sera de nouveau dans ses terres d'adoption non seulement le 22 mars (jour où il se rendra également à Moulins, dans l'Allier, et à Clermont-Ferrand pour célébrer le deux centième anniversaire de la création de l'institution départementale), mais encore le 8 juin, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la mort de Jules Renard.

Avant d'inaugurer une salle polyvalente à Cergy-la-Tour, M. Mitterrand avait fait un détour au marché au cadran de Moulins-

Engilbert, où se vendent en moyenne plus de trois cents bovins par semaine. Dans cette même commune, il avait évoqué son « action et celle du gouvernement », qui « entendent être marquées par ce qu'il convient d'accomplir pour que l'éducation nationale soit dans la réalité une priorité réelle par l'ensemble des Français ». Puis il s'était félicité de ce qui avait été fait depuis 1988.

C'est à partir de l'éducation que le président de la République a fait part, dans la salle de la mairie de Luz, à la fin de sa visite nivernoise, de son désir de voir la tolérance plus répandue que ce n'est le cas aujourd'hui. Évoquant « les [récentes] tragédies qui font mal au cœur, qui bouleversent la conscience », il a déclaré : « On peut donc tuer simplement parce qu'on refuse l'étranger et, quand il n'est pas étranger, celui qui vient d'une origine différente, dont la couleur est différente, simplement parce que du regard des âges, exploitées pour des seules passions politiques, réapparaissent ces fureurs inconscientes sans doute, mais qui sont la marque des systèmes de pensée destructeurs, la marque des sociétés proches de périr pour avoir abandonné le meilleur d'elles-mêmes, la force de leur

tradition, et même la raison d'être de notre civilisation. » A Saint-Florentin, à Roanne et à La Ciotat, ce sont, a-t-il dit, des « crimes de la stupidité, de la brutalité, de l'intolérance, du refus de l'amour, du refus de la vie en commun ». « Ce qui n'est jamais acceptable, c'est le crime qui commence par le refus de l'autre, qui porte la haine insincère, qui nie ce que nous sommes depuis mille ans, ce qu'est la France à chaque étape de son histoire, qui fait peu-être le meilleur d'elle-même », a-t-il ajouté, avant de faire remarquer que les enfants « sont instinctivement d'accord pour abolir les différences inutiles et pour respecter les différences véritables ».

M. Mitterrand a poursuivi : « Commençons sur le terrain, apprenons à faire de notre patrie celle qui continuera d'être représentée à travers le monde comme la patrie des droits de l'homme, où l'on enseignera les droits du citoyen, où tout commencera par des mots comme dignité, respect, amour, amitié, tolérance, sens de l'union et sens de la patrie. Il existe une patrie humaine qui dépasse les frontières d'un peuple ou d'une nation. »

ANNE CHAUSSEBOURG

## L'ébauche d'un consensus

par Robert Solé

D'ALAIN KRIVINE à Charles Pasqua — en passant par Michel Rocard et François Mitterrand — l'indignation est unanime, ou presque. C'est normal et ce n'est pas inutile : seules des réactions aussi fortes peuvent permettre d'attirer l'attention sur l'inacceptable et de combattre la banalisation d'un racisme qui, par moments, prend les formes les plus extrêmes.

Les réactions de la classe politique manifestent aussi une volonté assez nouvelle : celle de traiter un peu plus sérieusement, et au-delà des clivages partisans, l'une des questions majeures de la société française. A savoir l'intégration de plusieurs millions de personnes d'origine étrangère appelées à vivre définitivement en France.

Raymond Barre est en porte-à-faux quand il dénonce « la douce négligence du gouvernement ». Son discours détonne, au moment où les principaux partis cherchent un consensus dans ce domaine ; et il date un peu, car le gouvernement tente justement, depuis quelques mois, de mettre en place une politique cohérente en matière d'intégration.

L'affaire des foulards islamiques, au début de l'hiver, a été un tournant. A travers un conflit local, dérisoire en apparence, s'est exprimé un immense malaise dont la classe politique a été obligée de

tenir compte. La gauche ne pouvait plus se contenter de condamner « le racisme », et la droite de dénoncer « le laxisme ».

Le gouvernement a commencé à mettre en place des structures destinées à favoriser l'intégration des immigrés et de leurs enfants. Un Haut Conseil de neuf « sages » a été créé ; un secrétaire général permanent nommé auprès du premier ministre ; et plusieurs comités interministériels se sont tenus sur des questions-clés, comme le logement, l'école et le contrôle des flux migratoires sans lequel toute politique d'intégration serait vaine. C'est encore peu de choses, ces structures manquant largement de moyens. Mais, pour la première fois, une certaine cohérence tend à être donnée à ce qui se faisait jusqu'ici assez mal et en ordre dispersé.

Le premier ministre, longtemps réticent à aborder publiquement le thème de l'immigration, annonce un débat parlementaire pour la prochaine session. « Négligence » n'est donc plus le mot qui convient même si la classe politique dans son ensemble a fait, pendant des années, l'énorme erreur de laisser à M. Le Pen le monopole des questions gênantes. On paye aujourd'hui des années de laisser-faire, de non-politique (à droite

comme à gauche), sous couvert de déclarations générales ou de trompeuses radomances.

La bataille du foulard a brouillé les cartes et bousculé les frontières : face à une question inédite, réunissant des thèmes aussi divers (l'islam, la liberté individuelle, l'émancipation de la femme, l'identité nationale), les défenseurs des immigrés ont été aussi divisés que les défenseurs traditionnels de la laïcité.

## Pacte de non-agression

Cette redistribution des cartes a naturellement trouvé sa traduction politique. Des membres de l'UDF, comme Claude Mathurat et François Léotard, ont proposé « un pacte de non-agression » sur l'immigration entre le gouvernement et l'opposition. L'idée n'a pas paru acce à des responsables de gauche, tandis qu'aujourd'hui Charles Pasqua réclame à son tour un « consensus ».

L'ancien ministre de l'Intérieur donne un exemple frappant de l'évolution intervenue. Aujourd'hui, cet homme habile et chaleureux peut, avec les mêmes accents, dénoncer l'immigration clandestine et se poser en sptre de l'antiracisme. A gauche, des responsables peu suspects de xénophobie peu-

vent constater sereinement et publiquement le caractère insupportable de concentrations excessives d'immigrés.

## Deux feuillets télévisés

Les agressions racistes visent, presque toujours, des Maghrébins. Or de tous les immigrés récents, ceux-ci sont parmi les mieux intégrés — à défaut d'être les mieux acceptés — dans la société française, notamment pour une raison linguistique. C'est dire que l'intégration seule ne suffit pas à écarter le racisme.

Vingt ans après, les Français n'ont toujours pas digéré la guerre d'Algérie. Cette blessure, qui met tant de temps à cicatriser, rejette sur d'autres communautés issues du Maghreb : avant de décharger son pistolet sur « un bougnoude », on ne va pas vérifier si celui-ci est algérien, marocain ou tunisien. Pas plus d'ailleurs qu'on ne songe un instant qu'il s'agit d'un Français, né en France et incapable de s'intégrer dans un autre pays. Ce genre d'agressions criminelles est heureusement assez rare, même s'il révèle un sentiment de rejet beaucoup plus répandu, de rejet d'ordinaire que par des grognements ou des bulletins de vote.

Ni les discours ni même les lois ne suffisent à dissiper la méfiance et la haine. De nombreuses initiatives sont prises aujourd'hui — au niveau des municipalités ou des associations — pour tenter d'améliorer le climat. Mais sans doute manque-t-il une meilleure utilisation des grands moyens audiovisuels. Ce besoin commence — timidement — à être pris en compte par les pouvoirs publics. Deux feuillets télévisés, portant en scène des familles maghrébines, sont en préparation. A condition d'être de bonne qualité et d'être diffusés à une heure de grande écoute, ils pourraient certainement contribuer à déminer l'atmosphère et à mieux faire connaître ceux qui ne sont plus des « immigrés » ou « nés en France » — ne l'ont jamais été.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

## Victime, avec son frère, de la fusillade de Saint-Florentin

## Saïd Mhanni, un jeune Marocain est mort des suites de ses blessures

Saïd Mhanni, vingt ans, ce jeune Marocain qui avait été grièvement blessé d'une balle dans la tête tirée, durant la nuit du vendredi 9 mars au samedi 10 mars, par le cuisinier du Pacific-Club, un restaurant de Saint-Florentin (Yonne), est mort des suites de ses blessures, mardi 13 mars, en début de soirée. Saïd Mhanni se trouvait depuis samedi en état de mort cérébrale au service de réanimation de l'hôpital d'Auxerre (Le Monde du 13 mars). Son frère, Miloud, dix-huit ans, également atteint de plusieurs balles tirées par le même homme, Jacky Bara, trente et un ans, fait toujours l'objet de soins intensifs à l'hôpital de Dijon, où son état est jugé stationnaire.

Secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, s'est rendu mardi à Saint-Florentin afin de rencontrer les parents de Saïd et Miloud Mhanni et de participer en compagnie du maire de cette ville,

M. Jean Lancray (UDF), à une réunion avec une centaine de personnes appartenant à la communauté marocaine de la ville.

Les agressions racistes commises en fin de semaine dernière ont provoqué une réaction officielle du gouvernement marocain, qui, par l'intermédiaire de l'ambassadeur du Maroc à Paris, a remis une note de « protestation véhémement » aux autorités françaises pour attirer leur attention sur la gravité des actes dont ont été victimes, le week-end dernier, trois jeunes gens à Saint-Florentin et Roanne. L'Agence marocaine de presse (MAP), faisant référence à cette note, précisait, mardi 13 mars (nos dernières éditions datées 14 mars) que « si la communauté marocaine reste, devant ces tristes événements, calme et digne, elle n'en demeure pas moins vivement préoccupée par cette violence meurtrière,

comme elle demeure attentive à l'action des autorités responsables chargées de faire toute la lumière sur les agissements de ceux qui inspirent ces crimes et de ceux qui les exécutent ».

A Roanne, où il était venu témoigner sa solidarité à la famille de Magid Labdaoui, dix-sept ans, renversé et tué volontairement par un automobiliste, Harlem Désir, président de SOS-Racisme, s'est rendu au lycée Albert-Thomass, où était scolarisé le jeune homme, et devant les 2 500 élèves de l'établissement, a dénoncé la montée du racisme en France et la diffusion de thèses xénophobes par certains hommes politiques. Harlem Désir a indiqué à cette occasion qu'une manifestation serait organisée jeudi 15 mars, à 17 h 30, à Paris par SOS-Racisme.

A Marseille, enfin, le père de Saïd Mhanni, cet agent hospitalier abattu de plusieurs balles dans le dos par un policier lors d'un transfert judiciaire, a fait connaître son intention de faire appel de l'ordonnance de remise en liberté intervenue, lundi, en faveur de ce policier, le sous-brigadier Jean-Claude Marin. M. Hamoudi Saoudi, un ancien harki, a indiqué par ailleurs qu'il allait demander audience au président de la République, M. François Mitterrand, pour obtenir que justice soit faite.

## L'HERMÈS Editeur

13, rue Séguier, 75006 Paris, tél. : (1) 46-34-05-25  
droit, économie, gestion, langues des affairesDivision exclusive :  
MEDIAS S.A., 9, rue Séguier, 75006 Paris, tél. : (1) 46-34-07-70  
EDILES SARL, 29, rue Garibaldi, Tunis, tél. : 216-1-353792

## FAITS ARGUMENTS

MENSUEL  
NOUVELLE SÉRIEUn carrefour d'idées  
autour de

RAYMOND BARRE

ABONNEMENT A FAITS &amp; ARGUMENTS

NOM :

ADRESSE :

10 NUMÉROS PAR AN.

FRANCE : 250 F.

ÉTRANGER : 300 F.

SOUTIEN : A PARTIR DE 500 F.

Les règlements sont à effectuer exclusivement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : FAITS &amp; ARGUMENTS et à envoyer à :

FAITS &amp; ARGUMENTS

31 Cours des Juillottes, 94713 Maisons Affort Cedex

صكنا من الامل



# SOCIÉTÉ/CULTURE

- Le Monde
- 23 L'agenda du Festival d'Avignon  
Le Sort sur les écrans polonais
- 14 L'affaire Gallimard devant la justice  
15 La mort de Bruno Bettelheim
- 15 Le Vatican et les vœux de chasteté  
24 Ski-alpinisme : la Pierre-Menta

## Le projet de loi d'« orientation sur la sécurité intérieure »

# Une nouvelle architecture pour la police nationale

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a présenté, mercredi 14 mars, aux organisations syndicales de la police nationale son projet de loi d'orientation sur la sécurité intérieure. Cette loi pluri-annuelle 1991-1996, dont le projet sera soumis au vote des parlementaires à la session d'automne, succède au plan de modernisation mis en œuvre depuis 1986, qui s'achève cette année. L'examen du projet donnera lieu à un débat sur la « sécurité intérieure » qui devrait être l'occasion de définir « les objectifs prioritaires que la nation assigne aux forces de sécurité ».

Ambitieuse sur l'unification des corps, la réorganisation territoriale et les moyens financiers, cette réforme n'aborde pas encore la question de la « transparence » de la police, sujet pourtant relancé par la récente affaire des fichiers (lire ci-dessous l'article d'Edwy Plenel).

« La police nationale peut être, dès 1990, un véritable laboratoire de la modernisation du service public », avait affirmé M. Michel Rocard à l'automne dernier (Le Monde du 11 octobre 1989). Appelé de ses vœux par le premier ministre, ce « chantier du renouveau policier » doit d'abord faire l'objet de phases expérimentales, avant d'être étendu à l'ensemble de la police nationale. Une stratégie par étapes qui concerne trois grands domaines : la réforme des corps et des statuts, la déconcentration et la territorialisation. L'organisation et le fonctionnement de la police nationale devraient s'en trouver profondément modifiés.

La réorganisation territoriale, d'abord, vise à donner plus de cohérence à une police nationale qui apparaît comme la juxtaposition de services cloisonnés, placés sous l'autorité de commandements distincts, et dont la répartition sur l'Hexagone prend la forme d'un mosaïque. Les fonctionnaires en tenue des polices urbaines dépendent ainsi de directions départementales, alors que ceux des services régionaux de police judiciaire (SRPJ) ou des compagnies républicaines de sécurité (CRS), de la police de l'air et des frontières (PAF) ou des renseignements généraux (RG) sont rattachés à des directions régionales. Or ces dernières ne correspondent que très

rarement aux régions administratives : on compte dix-neuf délégations régionales pour les SRPJ, et vingt-deux pour les RG, mais seulement six délégations régionales pour les CRS et sept pour la PAF. Quant à la gestion du personnel et des moyens affectés aux différents services de police, elle est confiée à onze secrétariats généraux pour l'administration publique (SGAP).

**Petite et moyenne délinquance**

A partir du mois d'avril, une autre territorialisation des services va être expérimentée dans cinq départements : Aveyron, Charente-Maritime, Pyrénées-Orientales, Saône-et-Loire (le chef de file est le ministre de l'intérieur) et Val-de-Marne. Une direction départementale de la police nationale y verra le jour, unifiant plusieurs services : polices urbaines, RG, PAF, ainsi que des services départementaux de police judiciaire (SDPJ), nouvellement créés. Resteront donc à l'écart de cette départementalisation les services de la surveillance du territoire (DST), les CRS et la police criminelle assurée régionalement par les SRPJ.

La présence d'un directeur départemental de la police nationale, placé sous l'autorité directe du préfet, devrait remédier à une

dispersion des commandements qui a pu entraîner une concurrence excessive entre services. Les préfets disposeront ainsi, escompte M. Joxe, d'un moyen efficace pour définir et mettre en œuvre des politiques globales de la sécurité adaptées à leur département.

Sous la houlette du directeur départemental, la création des services de police judiciaire à compétence départementale tend à améliorer la lutte contre la petite et la moyenne délinquance. Jusqu'à présent, il n'existait pas d'échelon intermédiaire entre les circonscriptions de police, centrées sur une agglomération, et les services régionaux de police judiciaire (compétents sur le ressort d'une cour d'appel). D'où, selon les policiers, une difficulté à traiter une moyenne délinquance (cambriolages, vols de voitures) qui échappe à la population. En créant des territoires qui pourraient correspondre au ressort d'un tribunal de grande instance, les SDPJ se chargeraient de ce type de délinquance, sans être pour autant rattachés aux SRPJ. Une concertation avec la chancellerie est en cours sur ce sujet.

Au total, la réforme devrait mettre la police nationale au diapason de la décentralisation développée à partir de 1982 par Gaston Defferre, alors ministre de l'intérieur. M. François Roussey, qui était à l'époque l'artisan de cette décon-



territorialisation aux côtés de M. Defferre, se trouve aujourd'hui placé à la tête de la direction générale de la police nationale. Il devrait donc être mis fin à cette situation assez paradoxale qui faisait de la police l'un des seuls services de l'État à ne pas être concerné par cette politique d'harmonisation entre les administrations et les collectivités territoriales.

Pour mobiliser davantage les fonctionnaires de police, M. Joxe préconise aussi la mise au point de « projets de service », autour d'objectifs définis par l'ensemble des fonctionnaires. Depuis juin 1989, les premiers projets ont été mis en place dans une vingtaine de services, toujours à titre expérimental. Chaque trimestre, les chefs de service concernés se retrouvent à l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) pour faire le point et dégager une méthodologie applicable à toute la police nationale.

## La nécessité d'un contrôle

par Edwy Plenel

A quelques jours d'intervalle, l'effacement des fichiers de renseignements généraux (RG), et celui de l'usage de leurs armées par les policiers posent une même et même question : le contrôle de la police. S'agissant des RG, le ministre de l'intérieur défend la récolte par ces fonctionnaires de renseignements d'ordre ethnique, politique, philosophique, religieux ou syndical. L'efficacité serait à ce prix et l'insécurité ne serait pas de mise : M. Pierre Joxe se porte garant de la déontologie policière. Son bras droit, M. François Roussey, directeur général de la police nationale, accorde cette vigilance avec son projet de contrôle informatique des policiers, arroseurs arrosés, découvrant à leurs dépens les vertus du fichier...

Dans les deux cas, la réponse à la question posée est identique : autorité administrative et pouvoir politique se chargent de contrôler la police, en dehors du strict cadre de la police judiciaire. Autrement dit, le contrôle est d'abord un auto-contrôle. C'est une affaire de spécialistes et de hiérarchies, de responsables politiques et policiers, dont le corps social, dans sa diversité, doit être tenu à distance, n'intervenant que par délégation à l'usage du fameux « contrôle indirect » de la CNIL sur les fichiers « sensibles ». On ne saurait faire une bonne police sur la place publique et sa condition serait cette mise à distance des citoyens. L'Etat policier n'est pas à l'ordre du jour et tout soupçon en ce sens serait mal venu : depuis 1984, la police se modernise ; depuis 1985, la Déclaration des droits de l'homme est affichée, dans ses locaux ; depuis 1986, un code de déontologie lui rappelle ses devoirs.

contrôle se transforme en auto-contrôle. Ainsi, par-delà les catapouilles politiques, la publication du décret sur les RG puis son retrait par le premier ministre sont une bonne chose : l'occasion d'un débat de fond sur les garanties individuelles face à l'inévitable boulimie policière. « La police, comme les jésuites, a la mémoire longue », écrit Balzac. De tout temps, le travail policier s'appuie sur la mémoire des noms, des dates, des lieux, des faits, voire de détails insignifiants qu'un jour, font sens, trouvent, soudain, leur place dans le puzzle d'une énigme délicate ou criminelle. Mais cette tradition professionnelle a toujours été lourde de tentatives : à la limite, une totale efficacité policière, maîtrisant tout désordre et imprévu, supposait une totale transparence du corps social. Au fond des consciences policières, gît le rêve de tout savoir, de tout prévoir, de tout prévenir.

En démocratie, cette logique fonctionnelle doit se heurter à des obstacles et à des limites, à des conflits et à des contradictions. L'argument de l'efficacité ne tient pas quand il s'agit de justifier les 600 000 fiches manuelles et les 440 000 fiches informatisées des RG : il n'y a aucune raison strictement policière à ce que les RG s'intéressent aux opinions et caractéristiques de plus d'un million d'individus (2). Et que dire du fichier « extraordinaires » secret de la DST qui, en 1982, selon la CNIL elle-même, englobait déjà un million deux cent mille références (3) ? Devant un fichier si extensif, le contrôle de la police par elle-même ou par les politiques qui le gouvernement n'est pas une garantie suffisante.

Les convictions de tel ou tel ministre ou responsable policier ne sont pas en cause, mais simplement le fait qu'elles ne suffisent pas à protéger la collectivité contre la raison d'Etat ou le réalisme policier. Après tout, l'ancien président de la commission immigrie de la Ligue des droits de l'homme qu'est M. Joxe n'en a pas moins encouru les récents reproches de cette organisation pour avoir exposé, selon une procédure expéditive, un opposant au régime de parti unique du président Bongo...

Depuis 1981, la gauche a appris à découvrir les réalités policières, leur complexité et leur diversité, abandonnant certains de ses préjugés idéologiques. Mais, ce faisant, elle a oublié l'une de

ses pistes de réflexion : le contrôle des citoyens sur la police. En la matière, le renoncement a été général. Qu'il s'agisse de écoutes téléphoniques, de la transparence des fichiers ou des incidents de police — trois domaines où les libertés individuelles sont gravement en jeu — toutes les promesses ont été démenties.

En juillet 1981, une commission d'études sur les écoutes téléphoniques fut créée à la demande de M. Pierre Mauroy. Remis en juin 1982, son rapport est resté lettre morte. On y apprenait notamment que les écoutes administratives sont « contraires aussi bien à plusieurs textes de droit interne qu'aux engagements internationaux de la France » et que « les écoutes judiciaires ne font l'objet d'aucune réglementation d'ensemble ». C'est toujours le cas aujourd'hui. La commission proposait une loi instituant une « commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité » qui aurait donné suite aux recours des citoyens. On l'attend encore.

**Indirect donc aléatoire**

En 1982, un autre rapport, celui de M. Jean-Michel Belorgey sur les réformes de la police, s'étonnait qu'en « l'état actuel » de la loi sur la sécurité intérieure, les fichiers intéressaient la sécurité publique, la sûreté de l'Etat et la défense, au sens large, ne puisse être qu'indirect. Il proposait de limiter strictement cette entrave aux fichiers ou fractions de fichiers « qui concernent, au sens restreint du terme, la sûreté de l'Etat ou la lutte contre le terrorisme, ainsi qu'aux fichiers de police judiciaire ». Il suggérait enfin d'aligner les règles de la CNIL sur celles de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) qui, à plusieurs reprises, avait estimé « que des documents ordinaires de police, comme les dossiers individuels établis par les services des renseignements généraux, étaient communicables » directement à l'intéressé.

Non seulement M. Belorgey n'a pas été écouté mais, plus encore, dans son arrêt du 19 mai 1989, le Conseil d'Etat a obligé la CADA à se déclarer désormais incompétente sur les fichiers intéressant la sécurité publique au sens large. L'espoir d'un droit d'accès direct n'était dès lors plus qu'une utopie. Parce qu'il est indirect, le contrôle est forcément aléatoire : seulement trois commissaires de la CNIL — deux magistrats de la Cour des

### Du gardien de la paix au commissaire

Enfin, la région Midi-Pyrénées, le département du Val-de-Marne et le service central des CRS essuient les platras d'une expérience de déconcentration de crédits et de gestion par objectifs. La semaine dernière, les budgets correspondants — environ 40 millions de francs pour Midi-Pyrénées, 35 millions pour le Val-de-Marne, 200 millions pour les CRS — ont été approuvés par le ministre de l'intérieur. Ce dispositif laisse aux gestionnaires locaux une liberté d'utilisation des crédits (fonctionnement et investissement) plus grande qu'auparavant.

Le dossier de la réforme des corps, des statuts et des carrières des policiers va constituer une part importante de la loi sur la sécurité

intérieure. Pour l'heure, il est laissé ouvert à la négociation par le ministre de l'intérieur. Mises en œuvre par le comité technique pénitentiaire (CTP) du 14 mars, les diverses mesures décidées par la loi de finances pour 1990 acquiescent toutefois un rapprochement des corps et des carrières. Mais l'architecture de la fonction publique policière à venir demeure soumise à la concertation avec les syndicats. Organisation en un corps unique de fonctionnaires (tout policier commencerait sa carrière comme gardien de la paix), en deux corps (gardiens-enquêteurs, inspecteurs-officiers, commissaires), voire en trois corps (gardiens-enquêteurs, inspecteurs-officiers, commissaires), rien n'est encore arrêté, assure-t-on place Beauvau. Il faudra pourtant se hâter : le projet de budget pour 1991, qui devra être bouclé dans les prochains mois, doit prévoir des mesures adéquates.

La réforme globale préconisée par M. Joxe comporte plus d'une ressemblance avec l'avant-projet de réforme de la police nationale présenté, en octobre 1989, par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire dans la profession). On y retrouve ainsi plusieurs des propositions figurant dans le chapitre sur la « territorialisation ». En revanche, le ministre est resté très discret sur le chapitre consacré par la FASP à la transparence de l'institution policière. Réclamant la création d'un conseil supérieur de l'activité policière qui diffuserait une information objective en direction du public, la FASP considère que ce conseil répondrait aux « exigences modernes et démocratiques » en favorisant « des relations de confiance entre la police et les citoyens ».

ERICH INCIVAN

### Ingénieurs\*!

Offre middle jusqu'à 30 avril 1990

- Ordinateur ZENITH Supersport XT
- Agenda électronique SHARP 10-7 MD M
- Ordinateur AMSTRAD PC 2086 HD 30 avec moduleur 12 MD
- Calculatrice scientifique HEWLETT-PACKARD HP-25 S
- Imprimante PAKSONIC K2-P 124

**Bureautique DURIEZ Informatique**

\* Ingénieurs les prix. Ingénieurs le choix. Ingénieurs le service. Ingénieurs le conseil. Ingénieurs DURIEZ.

3 rue La Boëtie 75006 PARIS (1) 47.42.91.49

102 Bd Saint-Germain 75006 PARIS (1) 46.33.20.43

132 Bd Saint-Germain 75006 PARIS (1) 43.27.05.60

## LAITS ARGUMENTS

Un corrélateur d'idées autour de RAYMOND BARRE



## SOCIÉTÉ

## FAITS DIVERS

L'attaque du transport de fonds à Marseille :

« Une véritable action de guerre »  
estime M. Quilès

Peu après l'attaque, mardi 13 mars à Marseille, d'un fourgon blindé de Sécurité, des policiers ont été tués et un autre grièvement blessé (le Monde du 14 mars). M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a publié un communiqué indiquant que « l'agression s'apparente à une véritable action de guerre ».

Selon la PJ, qui a retrouvé plus de quatre-vingts douilles de calibre 45 et 5,56, la fusillade entre les malfaiteurs et les convoyeurs a duré près de six minutes. Après avoir évité l'arrière du fourgon à l'aide d'un explosif dont les experts détermineront la nature, les malfaiteurs se seraient emparés de six sacs de valeurs, à travers le trou de plus d'un mètre de diamètre occasionné dans le blindage.

Le PDG de Sécurité, M. François Aron, s'est refusé mardi soir à dévoiler le montant du butin. Au cours d'une conférence de presse, il a indiqué qu'« aucune parade n'existe vraiment contre une attaque à l'explosif », car, selon lui, il n'y a pas de blindage indestructible. Il a aussi émis des doutes sur l'efficacité d'une escorte policière.

Un autobus attaqué par une dizaine d'adolescents en Seine-et-Marne. — Une dizaine de jeunes gens ont attaqué, lundi soir 12 mars, avec des pierres et des pavés un autobus urbain de Chelles (Seine-et-Marne), provoquant d'importants dégâts matériels au véhicule. Dans un premier temps, trois de ces jeunes gens, passagers de l'autobus, avaient essayé d'agresser le conducteur, l'un d'eux tentant même d'escalader la cabine anti-agression dans laquelle se trouve le chauffeur. Ce dernier réussit à mettre ses trois agresseurs en fuite en se servant d'une bombe lacrymogène. Mais un peu plus tard, une dizaine de jeunes, alertés

« Il y a trop de déplacements de fourgons et il n'est pas possible de mobiliser tant de forces de police ».

« Nous étudions d'autres mesures comme le procédé d'une mousse coagulante qui remplirait le fourgon en cas d'attaque », les hautes dignités ou le dispositif pour maculer les billets. Enfin, il a écarté l'éventualité d'une complicité au sein du personnel de Sécurité, à qui il a rendu hommage. Cependant, il aurait été établi que onze fourgons blindés ont quitté le dépôt de Sécurité, situés dans le 23<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, et que dix d'entre eux étaient vides. Les malfaiteurs devaient donc disposer de renseignements précis.

La fédération unifiée CFTD des PTT des Bouches-du-Rhône demande « la création immédiate d'une commission d'enquête pour (...) définir clairement les responsabilités » : la CGT du département « s'inquiète de la suppression des escortes de CRS », tandis que la CFTC des Bouches-du-Rhône « demande au ministre de l'Intérieur de donner les moyens à la police marseillaise » de faire face à cette situation.

par leurs trois camarades, et attendant le bus près de son terminus, devaient lancer des pavés et des grosses pierres sur le véhicule, brisant vitres et phares et endommageant la carrosserie, avant de prendre la fuite.

Un délit d'un délit à la maison d'arrêt de Chalon-sur-Saône. — Un détenu de la maison d'arrêt de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) s'est suicidé, durant la nuit du 12 au 13 mars, en se pendait à l'aide des draps de sa cellule. Rémi Landré, trente-cinq ans, détenu depuis le mois de novembre 1989, était poursuivi pour le meurtre d'un chauffeur de taxi.

## SCIENCES

Délai supplémentaire  
pour la commission d'enquête  
sur l'explosion d'Ariane

La date de remise des conclusions de la commission d'enquête sur l'échec du dernier vol de la fusée Ariane devait être retardée d'une dizaine de jours, afin de permettre l'examen de débris importants du lanceur européen qui a explosé en vol le 23 février dernier, apprenant-on de source autorisée.

Les techniciens du centre spatial guyanais viennent en effet de récupérer l'un des quatre « propulseurs d'appoint » (PAL) de la fusée. Il s'agit du « PAL numéro 3 », sur le moteur duquel une chute brutale de pression avait été détectée trente secondes après le décollage de la fusée. Mais le doute subsiste sur la réalité de cette anomalie qui pourrait être mise tout aussi bien sur le compte d'une mauvaise donnée téléométrique (le Monde du 14 mars 1990). L'examen de cette pièce, qui n'a pu être mise à leur disposition que lundi 12 mars, est donc primordial pour les sept experts chargés de faire toute la lumière sur les raisons de la catastrophe.

La récupération du PAL, répété la semaine dernière, a été longue et difficile. Ce cylindre de 19 mètres de long et de 2,20 mètres de diamètre, d'un poids de 4,5 tonnes à vide, était en effet planté dans la vase d'une mangrove, dans un secteur très difficile d'accès de la côte guyanaise.

Les recherches se poursuivent pour tenter de repérer d'autres débris importants pour l'enquête. Mais, malgré leurs efforts, les techniciens n'ont pas pu récupérer, pour l'instant, la pièce à conviction principale : les restes du moteur D — l'un des quatre Viking-3 du premier étage, — dans lequel une baisse brutale de pression trois secondes après le décollage semble avoir joué un rôle important dans la catastrophe.

J.-P. D.

## COMMUNICATION

## La SEPT sur les écrans polonais

Tandis que la radio FUN retransmet désormais ses programmes dans la région de Cracovie et que Europe 1 se prépare à installer des stations à Gdansk et à Poznan, la SEPT s'apprête à faire son apparition sur les écrans de la télévision polonaise.

La SEPT en Pologne ? C'est pour bientôt. Et pas pour une opération fugitive, ou une opération spéciale. Non pour trois heures trente par jour, pas moins, capées en D2 Mac du satellite TDF1, transcodées en SECAM, sous-titrées et « rebroadcastées » sur les ondes moyennes, le projet d'accord a été signé en France le 21 février 1990 par M. Jérôme Clément, président de la chaîne, et M. Lew Rywin, vice-PDG de la radiotélévision polonaise ; l'accord final devrait être, lui, à Varsovie, dans le courant du mois de mars. Un accord qui écarte tout ce qui concerne les programmes que celui qui les envoie.

« La SEPT correspond tout à fait à l'image que je me fais de la télévision de qualité », dit M. Rywin, petit et monté, un tantinet réticent malgré le thé bouillant offert dans un bureau spartiate au premier étage d'un grand bâtiment de la télévision. « J'y retrouve un peu de notre esprit, beaucoup de nos racines, une grande proximité culturelle. Surtout une

belle occasion de nous ouvrir sur le monde... Non. Nous ne payons pas... Comment pourrions-nous le faire quand les chaînes sont vides ? Disons qu'il s'agit d'un échange culturel... »

Payer... L'idée choque plus encore M. Jérôme Clément. Qui songerait à faire payer la télévision polonaise ? « N'est-ce pas de l'intérêt de tous que la culture française ait un nouveau canal, une chance de rayonnement et que l'idée d'une chaîne européenne trouve une ultime justification jusque dans cette diffusion vers la Pologne ? Nous avons dans les pays de l'Est une carte extraordinaire à jouer. Facteur formidable de pénétration de la population polonaise, nos images peuvent avoir des retombées extraordinaires tant sur le plan culturel, linguistique, que sur le plan économique et politique. Il faut que nous créions sur cette culture commune, sur ces liens naturels qui nous lient spontanément les intellectuels des deux pays en effaçant quarante ans de séparation ; sur cette communauté d'esprit que nous n'avons jamais avec les Américains. Le gouvernement français doit jouer cette carte — M. Thierry de Bonis appelle notre orientation. Mais je cherche aussi d'autres partenaires financiers qui, par le système du parrainage, de la fondation ou d'une autre formule à inventer, appuieraient des initiatives qui pourraient se révéler plus tard de formidables leviers de pénétration économique. »

La diffusion de la SEPT en Pologne n'est que la première étape d'un vaste plan d'ouverture et de coopération avec l'Europe centrale. Ouverture dans les programmes de la SEPT, accueillante, depuis son lancement, aux films, auteurs, musiciens de l'Est. « Nos interlocuteurs y sont sensibles », explique Jérôme Clément. Coopération, avec la recherche d'échanges et de coproductions ; avec l'organisation de journées spéciales consacrées, sur la SEPT, à la Tchécoslovaquie — dont la télévision consacre elle-même une journée à la France en diffusant la SEPT, — puis à l'URSS ; coopération aussi avec l'instauration d'ententes de réception de la SEPT dans les centres culturels et les universités ; partout, en fait, où il y aurait une demande justifiée, en Roumanie, en Pologne, en Tchécoslovaquie...

Enfin, M. Jérôme Clément n'écartera pas de participer à des montages financiers visant à reprendre une ancienne chaîne publique en cours de privatisation. La question se pose notamment en Hongrie, où le président de la SEPT, qui en a déjà discuté avec d'éventuels partenaires, doit se rendre fin mars... « A chaque pays sa formule », dit M. Clément. L'essentiel est de chercher à satisfaire l'appétit des pays d'Europe centrale pour la culture française. Un appétit vorace. »

ANNICK COJEAN

## CULTURE

## L'avant-programme du Festival d'Avignon 1990

Molière dans la Cour d'honneur, Shakespeare dans la Carrière Callet, René Char dans toute la ville, de la danse, des expositions, des lectures, ou des projections, des dizaines de spectacles rythment cette année encore le Festival d'Avignon, 44<sup>e</sup> du nom, qui aura lieu du 10 juillet au 1<sup>er</sup> août.

La 44<sup>e</sup> Festival d'Avignon présente du 10 juillet au 1<sup>er</sup> août les spectacles suivants :

## ● THÉÂTRE

Les Fourberies de Scapin, de Molière, par Jean-Pierre Vincent, Cour d'honneur, du 10 au 24 juillet.

La Clé Cornu, par Zorako, salle Benoît-XII, du 21 au 30 juillet.

Biographies, de Jean-Marie Patte, chapelle du Roy-René, du 12 au 31 juillet.

Ajax, d'après Sophocle par Bruno Meynard, au Réservoir du rocher des Doms, du 11 au 24 juillet.

La Véritable Histoire de France, par Royal de Luxe, du 18 au 22 juillet.

Io, d'après Eschyle par Niko Papatakis, à la chapelle des Cordeliers, du 12 au 20 juillet.

Rencontre, de Peter Nadas par Alain Timar, au Théâtre des Halles, du 11 au 31 juillet.

Moi qui ai servi le roi d'Angleterre, de Bolnisi Hrabal par Ivo Kröbke (en Hongrois), à la cour de la chapelle Sainte-Claire, où auront lieu également des lectures de pièces hongroises dans leur langue et en français, dates à préciser.

Textes du cycle de lectures présentés par Jean-Claude Carrière et la SACD, au cloître du Palais-Vieux, du 25 au 30 juillet, à la Chartreuse, du 16 au 28 juillet, des

auteurs viennent lire leur dernier texte.

## ● DANSE

Le Ballet indien de Madras, au cloître des Célestins, du 11 au 19 juillet.

Wayang Kulit, aux Pénitents gris de Villeneuve, les 11 et 12 juillet, à l'église des Célestins du 13 au 20 juillet.

Langen Mandra Wanara, au théâtre municipal, du 17 au 21 juillet.

Wayang Wong, au cloître des Célestins, du 20 au 27 juillet.

Musique traditionnelle khmère à la cour de la Faculté des sciences, les 21 et 22 juillet.

Marionnettes Yakshagana, à l'église des Célestins, du 22 au 27 juillet.

Khon, dans la Cour d'honneur, du 29 au 31 juillet, précédé par les Nuits du Ramayana, les 27 et 28.

Carte blanche au Centre national de danse contemporaine, cinq spectacles de l'école, du 11 au 22 juillet. Tinel de la Chartreuse.

Triton, de Philippe Deconfort, au cloître des Carmes, du 12 au 21 juillet.

Le Poids de la main, de Vandekeybus et Thierry de Mey, à la Faculté des sciences, du 25 au 27 juillet.

Mana danse de nana, de Patrick Bossatti et Bertrand Lombard, à la Chartreuse, du 20 au 26 juillet.

Tous les soirs, à la Marmite, Cabaret.

Da 10 juillet au 1<sup>er</sup> août, Jean-Loup Sieff et François Huglier exposent leurs photos sur la Carte blanche. A la médiathèque Cécane, expositions de dessins de chorégraphes.

● MUSIQUE

O.P.A. MIA, opéra de Denis Levaillant, mise en scène d'André Engel, au théâtre municipal, du 11 au 15 juillet.

Le Centre Acanthes organise la dix-septième rencontre de la Chartreuse avec des stages dirigés par Toru Takemitsu du 8 au 22 juillet, plus les musiques du Japon traditionnel, la présentation du Gamelan indonésien, les concerts de Toru Takemitsu : les 11, 15, 19, 21, 22 juillet.

Un cycle de films japonais dont Takemitsu a composé la musique aura lieu au cinéma Utopia.

Messes et cycle d'orgue, du 8 au 30 juillet.

## ● CINÉMA

La première vague, panorama du cinéma français de 1918 à 1928, du 23 au 29 juillet, au cloître des Carmes et au cinéma Le Palace.

Exposition Trauer, maison Jean-Vilar, du 10 juillet au 1<sup>er</sup> août.

● EXPOSITIONS

Vues du pont, le Pont du Gard par sept photographes à la Chartreuse, du 8 juillet au 31 août.

● HOMMAGE

À René Char

Enfin, sous le patronage de M. François Mitterrand, un hommage sera rendu à René Char à travers une série de manifestations : une exposition qui se tiendra de juillet à septembre à la Grande Chapelle du Palais des papes. Le Soleil des eaux, par la Comédie-Française, à la Faculté des sciences les 11, 12, 13 juillet. Le film réalisé en 1968 sera projeté à l'Isle-sur-la-Sorgue, date à préciser. Visage nuptial, soleil des eaux, sur une musique de Pierre Boulez, le 26 juillet dans la Cour d'honneur, le 27 à Montpellier. Debout sous le vent, l'homme requinté, avec Radio France, du 12 au 18 juillet, au cloître du Palais Vieux. Changement de régime d'existence, par le Nouveau Théâtre d'Angers, du 12 au 19 juillet, au Théâtre de l'Oulle. Portée de l'ombre, rencontres internationales sous la direction de Philippe Castemann, au Centre de congrès et à l'Isle-sur-la-Sorgue.

Eloge d'une soupçonnée, exposition des poèmes avec exhumations de Galpérine, en juillet à La Galerie Guerre. Les poètes proches de René Char, exposition et rencontres au mois de juillet, la Poésie dans un jardin. Feuilles d'hypnos, lecture pendant le mois de juillet, au jardin du Musée Pétrarque. Et des expositions dans les galeries de l'Isle-sur-la-Sorgue.

● Renseignements. — Bureau du Festival, BP 82, 84006 Avignon Cedex. (Avec enveloppe libellée et affranchie à 12 F.)

● Renseignements CEMEA pour l'accueil et le logement. — 78, bd de la Villette, 75940 Paris Cedex 19.

● MNEF, pour services d'accueil étudiants. — 18, avenue Raspail, BP 100, 94282 Gentilly Cedex.

OTU. — 15, rue de la Source, 84000 Avignon.

● Renseignements hôteliers. — Vaucluse/Tourisme/Hébergement. Tél. : 90.82.05.81.

## L'affaire Gallimard devant la justice

M<sup>me</sup> Françoise Gallimard et M. Christian Gallimard demandent la mise sous séquestre d'une partie du capital.

L'affaire Gallimard est désormais devant la justice (nos dernières éditions du 14 mars). M<sup>me</sup> Françoise Gallimard — qui a relancé le conflit à la fin du mois de janvier en mettant en vente ses actions —, et son frère, M. Christian Gallimard, ont demandé mardi 13 mars en référé au tribunal de commerce de Paris, la mise sous séquestre de 3,5 % du capital : des actions vendues par leur père Claude à leur frère Antoine, aujourd'hui PDG de l'entreprise.

Il s'agit que leur père, déjà malade, ait cédé ses actions à un prix dérisoire. Ils demandent en outre au tribunal de bloquer la constitution de la SOPARE (Société de participation et d'édition), créée par M. Antoine Gallimard (le Monde du 10 mars) avec les actionnaires qui le soutiennent et qui possèdent désormais plus de 50 % du capital de Gallimard. Mais Isabelle Gallimard, la sœur cadette, veut, elle, « rester en dehors de cela ». Le tribunal de commerce a reporté l'affaire, au 23 mars.

Soixante ans après le premier « Détective »

## « J'accuse », la revue des faits divers

En 1929, les éditions Gallimard publient *Détective*, un hebdomadaire qui veut donner au récit des faits divers une dimension proprement romanesque. Parmi les auteurs figurent André Gide, Joseph Kessel, Pierre Mac Orlan, Sim (devenu ensuite Georges Simenon), Marcel Duhamel, le fondateur de la « Série noire », etc. Revendu, *Détective* a sombré dans d'autres eaux. Le nouveau mensuel *J'accuse* revendique en partie l'héritage du glorieux aîné.

*J'accuse* a l'intention d'éclairer le labyrinthe judiciaire en racontant et en débrouillant les faits divers, « en prenant systématiquement le parti du justiciable ». Dix-sept millions de gens ont eu maille à partir avec la justice l'an dernier, et le nombre de procès en appel augmente régulièrement, note Daniel Péresse, PDG du nouveau journal. Nous avons le souci d'expliquer la justice au quotidien, en aidant les gens à comprendre et en utilisant le canal du récit des faits divers. »

Fait d'enquêtes, de chroniques, d'informations pratiques, etc., avec une volonté d'élégance dans l'écriture, ce mensuel (25 F pour 96 pages en quadrichromie) est le fruit d'un réseau d'amis. Des jour-

nalistes comme Noël Mamère (Antenne 2), Jean-Pierre Farjas (Radio-France), Jean-Jacques Bourdieu (RTL), Frédéric Potcher, Guy Thomas, Roger Colombani, etc., et des écrivains comme Gilles Perrault ou Jacques de Bonis, ainsi que des auteurs de « polars » (Didier Daeninckx, Gérard Delbecq, Thierry Jonquet, etc.), se sont lancés dans l'aventure de *J'accuse* en faisant leur titre choisi par Emile Zola pour défendre le capitaine Dreyfus dans *L'Aurore*. C'est un imprimeur ami de Charlevoix (Belgique), qui a fourni l'investissement nécessaire — 2,5 millions de francs — à la fabrication des 150 000 exemplaires du premier numéro. C'est aussi une agence de publicité amie, Profusion, qui a conçu la campagne de radio et d'affichage.

*J'accuse* a besoin de vendre 45 000 exemplaires pour évier le déficit, mais, compte intéresser entre 60 000 et 80 000 lecteurs, qui trouveront dans ses récits un éclairage propre à combler le vide qui existe « entre les revues étroitement spécialisées et les grossièrement généralistes ». L'information judiciaire nimbée de rêve (ou de cauchemar)...

Y.-M. L.

Saatchi et Saatchi  
tente de rassurer  
ses actionnaires

Le groupe publicitaire des frères Maurice et Charles Saatchi s'efforce de regagner la confiance de ses actionnaires, à la suite d'une mauvaise année 1989 qui s'est traduite par une chute des bénéfices et des cours boursiers (le Monde du 27 février). Première mesure concrète : les deux frères ont accepté une réduction de 30 % de leur salaire (jusqu'à présent, environ 6,5 millions de francs), et deux personnalités indépendantes sont nommées au conseil d'administration.

Les dirigeants du groupe ont également annoncé des « changements radicaux » pour redresser la situation. Saatchi et Saatchi devront notamment se concentrer sur son activité de base, la publicité, en se désengageant du conseil. La vente de ses filiales de conseil (notamment Hay et CPC), toujours en négociation, ne devrait cependant rapporter que 80 à 100 millions de livres (1 milliard de francs) au lieu des 300 millions escomptés l'an dernier. Et le directeur financier du groupe a refusé tout engagement de maintien du dividende pour cette année. M. Maurice Saatchi — son frère Charles était absent à l'assemblée générale pour la dix-neuvième fois consécutive... — a également menacé d'action en diffamation un groupe de petits actionnaires contestataires mené par un Français, M. Joseph Marciano (le Monde du 11 février).

Le britannique Rank Organisation rachète les laboratoires Delux aux États-Unis. — Le groupe britannique Rank Organisation (cinéma, télévision, loisirs, hôtellerie) a conclu, mardi 13 mars, un accord de principe pour le rachat des laboratoires Delux, à Hollywood, au groupe américain Fox Inc. Les actifs de Delux comprennent un laboratoire de développement de films totalement équipé ainsi que des droits de marque. Leur rachat pour 150 millions de dollars permettra à Rank Organisation, dont la division télévision et film est l'une des principales activités, de se placer sur le marché du développement pour les grands studios américains.

● Suspension de l'hebdomadaire « Médias ». — La parution de l'hebdomadaire Médias, consacré à l'actualité de la publicité et des médias, est suspendue en raison d'une chute des recettes publicitaires, a indiqué, mardi 13 mars, la société éditrice Médias, filiale de Priscorm. L'arrêt du titre devrait entraîner une vingtaine de licenciements.

M. Eudes Delafon, PDG de l'hebdomadaire, se donne trois mois pour élaborer une formule mensuelle qu'il souhaiterait voir paraître en septembre. D'ici là, une lettre hebdomadaire sera envoyée aux abonnés, rendant compte des campagnes publicitaires.

سكيا من الاميل



## SOCIÉTÉ

# La mort du psychanalyste Bruno Bettelheim

Le témoignage de Daniel Karlin

## L'homme du « message silencieux »

Nous avons demandé à Daniel Karlin, réalisateur de télévision, qui a contribué à faire connaître l'œuvre de Bettelheim au public français, son témoignage sur le psychanalyste américain.

« Le premier souvenir qui m'est revenu quand j'ai entendu la nouvelle de la mort de Bruno Bettelheim à la radio, c'est à propos du film que nous avions tourné ensemble l'an dernier. Nous savions lui et moi que c'était notre dernière rencontre. Ce film s'intitule *Dernière rencontre avec Bruno Bettelheim*. Et nous savions qu'il serait diffusé après sa mort. Dans ce film, nos relations étaient devenues telles que j'ai pu lui poser les questions les plus intimes. Comme il me disait combien la vie était devenue plus difficile pour lui, en particulier sur le plan physique, je lui ai posé la question : « Mais enfin docteur Bettelheim, pourquoi ne vous suicidez-vous pas ? » Il éclate de rire et dit : « Up to now » (jusqu'à maintenant).

« Je pensais aussi à une blague qu'il m'avait racontée en 1973. C'est l'histoire de deux juifs qui se rencontrent à Berlin en 1934 et qui se demandent des nouvelles d'un troisième. Le premier dit : « Il s'est jeté par la fenêtre parce que la Gestapo arrivait chez lui. » Et l'autre répond : « Ma foi, s'il avait trouvé un moyen d'améliorer sa situation... »

« Pour revenir à la série d'émissions que vous aviez consacrées à Bruno Bettelheim, en 1974, comment avait-il

apprécié leur retentissement, en particulier en France ?

« Il avait vécu cela d'abord comme une espèce de reconnaissance, au sens propre du terme, de la vieille Europe. Il avait toujours refusé que l'Ecole orthogénique de Chicago fût filmée. Il avait longuement expliqué aux enfants, lorsque nous étions allés tourner ces émissions, qu'il s'agissait d'une télévision publique, que l'émission ne serait pas interrompue par la publicité. Il était extrêmement heureux que la France lui consacre une telle place sur sa télévision nationale et que son intervention déclenche ce qui avait été à l'époque un débat national.

« Qui était le fou ? »

« Vous même, ce débat national, comment l'aviez-vous vécu ?

« Des psychiatres d'un hôpital psychiatrique, celui de Perray-Vaucluse, où j'étais allé faire un débat, s'étaient plaints en disant que j'avais créé des espoirs illusoires. Une de leurs jeunes patientes, qui avait vu les films, les avait apostrophés en leur disant : « Ces adolescentes américaines, elles sont comme moi, donc vous devez me guérir. » On ne savait plus quel était le fou et qui était l'autre. Ce n'était plus une interrogation sur la psychanalyse ou sur la folie, c'était une question sur la part de la folie que chacun porte en soi. On ne s'attendait pas à provoquer un débat d'une telle ampleur.

« Comment ce débat s'était-il déroulé dans les milieux spécialisés ?

« Le débat opposait les psychanalystes aux tenants d'une psychiatrie orthodoxe, qui était surtout représentée par le professeur Pierre Debray-Ritzen, qui avait à l'époque la chaire de psychiatrie à l'hôpital Necker-Enfants-Malades. Le débat opposait les partisans de la chimiothérapie et de l'asile aux tenants de la psychanalyse freudienne, pour qui la folie était d'abord une question sociale.

« Comment jugez-vous aujourd'hui l'influence de Bettelheim sur les milieux psychanalytiques ?

« Je ne suis pas sûr qu'elle soit fondamentale, d'un point de vue théorique. C'est d'abord une influence clinique. Il me semble qu'avec la *Forteresse vide* le livre le plus important de Bettelheim, un lieu pour rendre, celui où il a fait la somme de son expérience à l'Ecole orthogénique de Chicago, Bettelheim est d'abord celui qui a réfléchi à la réponse au quotidien à donner aux enfants autistes, aux enfants psychotiques, avec ce qu'il appelle « le message silencieux » (le message silencieux) en disant que pour l'enfant fou, pour l'enfant psychotique, tout se vit au plan du symbolique. En permanence, on doit répondre à la question qu'il pose sans la poser.

« Dans l'institution telle que l'a créée Bettelheim, l'enfant n'a qu'un impératif, celui de réfléchir sur lui-même. Il peut faire tout ce qu'il veut. S'il veut casser une fenêtre ou remplacer la fenêtre tout de suite. Mais le seul travail qu'on lui

demande, c'est de réfléchir à la raison pour laquelle il a cassé cette fenêtre.

« Ce message de Bettelheim a-t-il été repris par d'autres psychanalystes ?

« De manière un peu diffuse. Je ne lui connais pas de successeur. A l'Ecole orthogénique, on a cessé de recevoir des enfants autistes très peu de temps après son départ. Par contre, l'influence de Bettelheim est sensible dans les institutions, qu'on pourrait qualifier de « progressistes ». Il avait une espèce de bon sens psychanalytique que je n'ai trouvé que chez Françoise Dolto, pour laquelle il avait d'ailleurs énormément d'admiration. Il avait d'ailleurs aussi beaucoup d'admiration pour Lacan, dont il disait qu'il était le plus important des psychanalystes européens.

« Il était l'une des dernières personnes à avoir connu Freud. Comment en parlait-il ?

« Je vais vous raconter une histoire. Il avait vingt-trois ou vingt-quatre ans, il a pris connaissance avec des amis du test de Rorschach. Ils sont allés voir Freud pour lui en parler, et Freud n'a pas répondu. Comme ils insistent, parce qu'ils trouvaient ce test très intéressant, Freud, un peu agacé, leur a dit : « Je crois que d'en savoir trop sur le patient avant de le rencontrer, cela risque de détruire l'alliance de travail. » C'est la seule chose vraiment personnelle qu'il m'a racontée sur Freud qu'il a, en fait, peu connu. En réalité, le psychanalyste pour lequel il avait le plus d'admiration, c'était Wilhelm Reich.

Propos recueillis par FRANCK NOUÏCHI



Bruno Bettelheim.

Il y a seize ans

## La controverse autour de quatre émissions télévisées

En octobre 1974, la première chaîne de télévision française présentait quatre émissions de Daniel Karlin consacrées à l'Ecole orthogénique de Chicago, de Bruno Bettelheim. Ce reportage, qui bouleversa les téléspectateurs, provoqua une vive polémique dans les milieux médicaux. Le problème soulevé par les contradicteurs du psychanalyste américain était celui de l'interprétation de l'autisme. Notre collaboratrice Claude Sarraute posait elle-même la question dans son compte rendu, un lendemain de la première émission : « Sans se faire l'avocat du diable, écrit-elle, sans oser affirmer avec ceux qui attribuent l'autisme à un déficit organique héréditaire : « C'est génétique », doit-on vraiment rendre responsable de troubles aussi

graves une simple carence affective. »

Dans les colonnes du Monde, le docteur Koupemik contestait les positions de Bettelheim, et le professeur Didier-Jean Duché lui reprochait de culpabiliser injustement les parents. Un débat était organisé à la télévision, au cours duquel le professeur Debray-Ritzen attaquait rudement Bettelheim, le traitant de « marchand d'illusions » et l'accusant de prétendre à tort être capable de guérir des enfants psychotiques. S'exprimant dans le Figaro, il précisait : « Ou Bettelheim nous trompe, ou il se trompe... Personne n'a jamais vu un enfant psychotique guérir avec la seule psychothérapie. »

Lui répondant dans le même journal, le psychanalyste américain se contentait de dire : « Est-ce qu'il refuse de croire ce qu'il a vu avec ses propres yeux ? »

Présent dans le monde de la défense des émissions, le docteur Tony Lainé jugeait positive l'ouverture d'un vaste débat sur la question de la folie, ajoutant : « Enfermer un tel débat dans le seul lieu des controverses cliniques sur l'autisme serait ignorer la véritable portée du témoignage des films de Daniel Karlin. »

Sous le titre *Un autre regard sur la folie*, le texte des entretiens était publié l'année suivante chez Stock, précédé d'une préface de Daniel Karlin et suivi d'une postface de Bruno Bettelheim, qui se conduisait ainsi : « Tout ce qui reste à dire, c'est « merci Daniel Karlin » pour avoir montré que même le plus malheureux des enfants pouvait être secouru. »

## Un regard différent

Suite de la première page

Mais dès l'Anschluss, Bruno Bettelheim est directement menacé, à la fois comme juif, comme intellectuel et comme membre actif de diverses organisations anti-nazies. Il sera déporté à Dachau d'abord, puis à Buchenwald. Libéré une année plus tard, il émigre aux États-Unis où il écrit sur son expérience concentrationnaire une étude : *Comportement individuel et comportement de masse*, que le général Eisenhower fit lire à tous les officiers américains se battant en Europe.

Jusqu'à sa mort, Bettelheim ne cessa de s'interroger sur ce qu'il avait vécu dans les camps nazis. Dans un de ses livres, *Le Cœur conscient*, il a retracé l'expérience unique par bien des aspects d'un psychanalyste confronté à la dégradation systématique de l'homme et aux conséquences psychologiques qu'elles entraînent pour ceux qui en étaient les victimes. Il décrivit minutieusement la stratégie pour survivre par la Gestapo dans les sévices, les tortures et les humiliations diverses qu'elle infligeait aux détenus.

Il ne s'agissait pas tant, selon Bettelheim, de manifestations de sadisme de la part des S.S. que d'un vaste projet visant à détruire toute autonomie personnelle chez les prisonniers, à les réduire à un pur « produit de consommation », à une « marchandise ». La méthode la plus efficace consistait à imposer aux détenus un comportement infantile par régression aux stades pré-génitaux ; il leur fallait non seulement renoncer à tout individualisme pour se fondre dans une masse amorphe, mais perdre littéralement toute identité. Les mécanismes psychiques les plus habituels cessaient alors de fonctionner pour faire place à toutes sortes de délirés, voire à des attitudes franchement suicidaires.

### La « forteresse vide »

C'est à partir de cette expérience que Bettelheim forgea le concept de « situation extrême » qu'il devait utiliser par la suite dans son approche des enfants autistes. En effet, si certaines victimes des camps de concentration avaient perdu leur humanité en réaction à des « situations extrêmes », n'était-il pas possible que certains enfants fous, marqués dans leurs angoisses, se soient retirés du monde avant même que leur humanité ne se développe vraiment ? N'était-il pas vraisemblable que, hantés par la terreur d'un « son-moi » de cauchemar, ils

s'enfermaient dans une armure protectrice, une « forteresse vide », désertant leur corps pour en habiter un autre — imaginaire, cette fois ?

Enfin, se demanda Bettelheim, n'y aurait-il pas un lien entre ces deux sortes d'inhumanité qu'il avait connues : l'une infligée pour des raisons politiques aux victimes d'un système social, l'autre un état de déshumanisation résultant d'expériences infantiles précoces ?

De cette observation, Bettelheim tira une conclusion féconde : c'est que si des expériences extérieures à l'homme et mauvaises pour lui le déshumanisent et le livrent à la psychose, des conditions favorables rendront peut-être au psychotique son humanité.

« Dans la plupart des institutions psychiatriques que j'ai connues, écrivait-il, le mode d'abord essentiel du malade, et même de l'enfant psychotique, consiste à l'encourager à voir le monde tel qu'il est en réalité, ce que précisément il ne peut faire. Il nous semble plutôt que notre tâche est de lui créer un monde qui soit

entièrement différent de celui qu'il a abandonné par désespoir et, de plus, un monde dans lequel il puisse entrer tout de suite tel qu'il est. »

Cet « environnement thérapeutique total », Bettelheim eut l'occasion de l'appliquer et d'en mesurer les effets positifs au sein de l'Ecole orthogénique de Chicago qu'il dirigea pendant plus de trente ans (1944-1975). De même que dans un camp de concentration tout est mis en œuvre pour déshumaniser les détenus, tout concourait à l'Ecole orthogénique, à l'humanisation des pensionnaires. Aucune détail n'était laissé au hasard : de la taille des chambres à la décoration du salon d'accueil, du cadeau d'arrivée au cadeau de départ, du libre choix laissé au patient d'entrer et sortir à la décoration des toilettes ou à la taille des salles de bains, chaque élément devait concourir à faire naître — ou renaitre — chez le patient ce « respect de soi » dont Bettelheim affirme que la restauration est le signe de la guérison.

A vrai dire, même cette notion de « guérison » était refusée par Bettelheim ; il insistait volontiers sur le fait que ses collaborateurs, comme lui-même, devaient renoncer à la naïve — mais tenace — illusion de « guérir ». Il comparait plutôt son rôle à celui d'un éducateur ou d'une sage-femme, rôles que Freud assignait déjà au psychanalyste, qui ne crée rien, mais contribue à l'éclosion d'une nouvelle personnalité. « Nous devons abandonner, écrivait Bettelheim, cette image que nous avons de nous-mêmes, celle du chevalier sans reproche qui triomphe du dragon Folie, et admettre que nous ne sommes que d'humbles éducateurs. Peut-être arracherons-nous quelques mauvaises herbes et planterons-nous quelques fleurs, mais nous ne créerons pas ce merveilleux jardin de roses immortelles dont rêve le patient et peut-être chacun des éducateurs. »

Aucun qualificatif ne convient mieux que celui d'« humaniste » à ce psychanalyste qui portait sur la folie un regard « différent » et dont la générosité et l'humilité furent à l'origine d'une approche théorique et d'une expérience pratique véritablement révolutionnaires en psychiatrie infantile.

ROLAND JACCARD

[Né le 28 août 1903 à Vienne, Bruno Bettelheim étudia la psychanalyse avec Freud. En 1938, il est arrêté par les nazis et déporté à Dachau puis à Buchenwald. Libéré en 1939, il gagne les États-Unis où il prend en 1944 la direction de l'Ecole orthogénique pour enfants perturbés de Chicago. Il assumera cette fonction jusqu'en 1975, tout en enseignant la psychologie et la psychiatrie à l'Université de Chicago.]

## RELIGIONS

Dans un document sur la formation à la vie consacrée

## Le Vatican rappelle les religieux à leur devoir de chasteté

Pour le vingt-cinquième anniversaire du décret du concile Vatican II rénovant la vie religieuse, la congrégation romaine pour les religieux, présidée par le cardinal Hamer, a publié, mardi 13 mars, des « directives » pour la formation des futurs moines, moniales et religieux. Elle entend tirer les conséquences de la nouvelle mentalité des jeunes chrétiens aujourd'hui, qui « peuvent éprouver un plus grand besoin de revenir du monde que d'aller au monde », c'est-à-dire de se consacrer à des tâches apostoliques. Les congrégations apostoliques (enseignement, santé, etc.), subissent une crise plus grave que les ordres contemplatifs.

Ce document analyse les trois vœux traditionnels — pauvreté, obéissance et chasteté — à la lumière des nouvelles exigences contemporaines. Pauvreté : les futurs religieux sont invités « à une plus grande proximité vis-à-vis des

plus pauvres et des nécessiteux ». « Le choix préférentiel pour les pauvres » implique « le détachement intérieur, une austérité de vie communautaire, parfois le partage des lentes », mais le document entend rappeler que « la mission spécifique des religieux est de témoigner de façon éclatante de l'Evangile », sans se laisser enfermer dans une classe sociale.

Retour à l'« ascèse »

Le Vatican insiste surtout sur la chasteté : « Parmi les candidats à la vie religieuse, il est de moins en moins rare de trouver des jeunes qui ont fait, dans les domaines de la violence, de la drogue, de l'érotisme, des expériences malheureuses. La congrégation des religieux rappelle donc la nécessité d'un meilleur « discernement »

dans les vocations et d'un retour à l'« ascèse » dans la formation et la vie religieuse. Les candidats à la vie religieuse seront soumis à un examen psychologique et seront écartés « ceux et celles qui ne parviendront pas à maîtriser des tendances homosexuelles ou qui prétendraient pouvoir adopter une troisième voie vécue comme un état ambigu entre le célibat et le mariage ».

L'enseignement des questions sexuelles prendra une place plus grande dans les noviciats, afin d'obtenir une véritable « pédagogie de la chasteté » et d'aider chacun des futurs religieux à « maîtriser ses pulsions sexuelles ». Il s'agit d'« expliquer la valeur du corps, de donner des notions fondamentales sur la sexualité masculine et féminine avec ses connotations physiques, psychologiques et spirituelles », explique le document.



## SOCIÉTÉ

## Europe de l'Est : la nature en ruine

## II. — La malédiction du lignite

Un air surchargé de poussières et de rejets chimiques : une eau souvent imbuivable : les anciens régimes communistes d'Europe de l'Est léguaient à leurs successeurs une véritable catastrophe. Symbole, en Tchécoslovaquie, de ce désastre : le lignite, combustible hautement polluant (le Monde du 14 mars).

MOST (Tchécoslovaquie)  
de notre envoyé spécial

Un immense trou, au fond duquel grouillent, telles de minuscules fourmis, pelleteuses et bulldozers. Les excavatrices géantes, hautes comme des gratte-ciels, dévalent le sol avec leur roue à godets, dont chacune a la capacité d'une benne de camion. La terre arrachée par l'excavatrice est emportée à des kilomètres de là par des convois de bande qui sillonnent le carreau de la mine en tous sens. Tout au fond, à une trentaine de mètres au-dessous de la surface du sol, apparaît la masse noireâtre du lignite, qu'Allemands et Tchèques appellent « charbon brun ».

Le « konzer » SHD est le plus grand bassin houiller de Bohême du nord, et même de toute la Tchécoslovaquie. Les mines à ciel ouvert en exploitation s'étendent aujourd'hui sur 22 000 hectares, autour de Most et Chomutov. Plus de deux fois la surface de Paris. Mais le gisement de lignite, au total, s'étend sur une bande de 15 kilomètres de large et de 70 kilomètres de long. A raison de 70 millions de tonnes de « charbon » par an — qui nécessitent l'extraction de 200 millions de mètres cubes de matériaux — les mines de Most en ont encore pour au moins vingt-cinq ans d'exploitation.

Encore vingt-cinq ans d'éventration du paysage et de pollution atmosphérique ? « La mine est encore prioritaire aujourd'hui », explique sans état d'âme Jan Sixta, jeune ingénieur du département environnement. Le lignite de Most, qui titre 5 000 calories, est considéré, en Bohême comme un « bon » combustible, meilleur en tout cas que le pétrole ou le gaz russes vendus aujourd'hui en dollars aux pays satellites nouvellement émancipés. Et il ne faut pas attendre non plus de miracle du nucléaire, qui ne fournit encore que 24 % de l'électricité tchécoslovaque. Pas question donc de ralentir ni, bien sûr, d'arrêter l'extraction de ce charbon brun qui empoisonne

toute la région mais aussi la fait vivre. Autour des mines, en effet, ont prospéré centrales thermiques et complexes chimiques, qui donnent à cette région de Bohême un air d'Hélin-Liéard des années 50, noyée dans la poussière, les fumées et parfois aussi dans les brumes qui descendent de la montagne.

Il est si peu question de démanteler les mines de lignite que le « konzer » de la SHD s'est offert un immeuble de verre et d'acier de vingt étages en plein centre de la nouvelle ville de Most. Son département environnement, chargé de la « liquidation des nuisances » occasionnées par la mine, fait des prodiges pour tenter de réparer les dégâts. Il se flatte d'avoir déjà réhabilité plus de 5 000 hectares de terres, transformés en champs agricoles, en forêts — encore bien maigres ! — et même en vignobles (35 ha). Quelques 3 000 autres hectares sont en cours d'aménagement.

Mais la SHD n'a pas toujours procédé ainsi. Lorsque, en 1962, les excavatrices se sont heurtées aux premières maisons de la ville de Most (35 000 habitants), il a été décidé de raser purement et simplement la ville et de la reconstruire plus loin ! Ce qui est achevé aujourd'hui, avec une ville-champignon de type Sarcelles qui abrite 70 000 habitants. De la ville originale, il ne subsiste qu'un vieux hôpital, alors excentré, et l'église gothique historique (15 000 tonnes) qui a dû être déplacée de 800 mètres sur des rails. Elle dresse aujourd'hui son clocher au milieu d'un désert minéral, orné à l'horizon par les voies ferrées, les autoroutes et les conduites de vapeur qui jouent les serpents de mer à travers champs pour alimenter les installations de chauffage collectif. La « construction du socialisme », à Most, a voulu faire au sens propre table rase du passé.

Ce faisant, les démolisseurs de l'industrie lourde vont peut-être raser — involontairement cette fois — les forêts de Bohême. Lorsqu'on approche des crêtes qui forment frontière avec la RDA, à une altitude d'environ 1 200 mètres, les boisements d'épicéas apparaissent par endroits ravagés par on ne sait quel cataclysme : arbres morts sur pied, dépérissant ou cassés, sans la moindre régénération en vue. Beaucoup de parcelles ont été coupées

avant terme — témoins les souches de faible diamètre — et replantées, sans qu'on puisse se prononcer sur l'avenir des reboisements. « Les jeunes plants paraissent en bonne santé, parce que la neige les protège de la pollution. Mais dès qu'ils grandiront, ils commenceront à souffrir et beaucoup mourront », dit Zbyněk Zeman, un jeune chercheur de l'Institut d'écologie du paysage de Most, dépendant de l'Académie des sciences. Même si le dépérissement va décroissant depuis les sommets,

de lignite et le CKB (Chemiekombinat Bitterfeld) qui brûle le lignite pour fabriquer ses produits chimiques.

Comme en Tchécoslovaquie, les mines sont prioritaires en RDA. Aussi le BKK ne se gêne-t-il pas pour envoyer ses excavatrices dévorer champs, routes et villages entiers. Le long de la route nationale 184, on peut voir des villages que la guerre avait épargnés — à la différence des villes impitoyablement détruites — mais que les bul-

terres appartiennent à l'Etat, comme le kombinat qui les dévore ? On ne prend même pas la peine de récupérer la terre arable !

De Dresde à la frontière tchécoslovaque, le long de l'Elbe, se déploie un autre ensemble industriel en comparaison duquel notre « couloir de la chimie » du Rhénan apparaît coquet et pimpant. Murs de briques noircies, façades décrépies, pavés disjointes, embrouillamini de fils et de tuyauteries, cheminées crachant des fumées noires ou jaunes : tout ceci à un jet de pierre de Dresde, ancienne capitale des rois de Saxe et de Pologne (rasée par les bombes anglaises au phosphore en 1945). Sur le pont Dimitroff, qui devrait retrouver son ancien nom (Augustus), les écologistes de Dresde ont installé une baignoire, qu'ils ont remplie d'un jus noir prélevé dans l'Elbe à deux pas de là, au droit des papeteries de Heidenau. Et ils mettent en garde la population : « La moitié des habitants de Dresde boivent de cette eau, qui draine toutes les usines en amont. » Les Dresdois font cercle pour les baignoires. « Chaque seconde, un paquet de lessive part au fleuve, alors que notre unique station d'épuration, hors d'âge, est arrêtée depuis trois ans, explique Wolfgang Kanack, animateur de la « Grüne Liga » (Ligue verte). Cela fait 500 000 habitants totalement privés d'épuration ! »

### « L'argent des obsèques »

Que l'Elbe soit devenu « le cloaque de l'Europe », comme on dit ici, cela n'a rien d'étonnant. Au couloir industriel cauchemardesque de la partie saxonne, succède en Bohême un défilé d'usines encore plus calamiteux. La vallée de l'Elbe est tellement encombrée de zones industrielles, bruyantes et enfumées, que les habitants se réfugient de plus en plus sur les pentes ou sur le plateau, dans des cités-dortoirs sans grâce où gambadent lièvres et faisans, apparemment insensibles à la pollution — et surtout à l'abri des chasseurs en milieu urbain.

Le résultat, c'est un paysage détruit, puisque la campagne est grignotée simultanément par les HLM — où l'on dort — et par les cabanons — où l'on vit pendant la belle saison pour cultiver son jardin. Quant au fond de la vallée, il s'est transformé en un immense stéril où l'on vient pour travailler, et seulement travailler, donc sans souci de l'environnement que l'on empoisonne à tout va. L'espérance de vie, en Bohême du nord, est raccourcie de cinq ans par rapport au reste du pays. C'est pourquoi les salaires y touchent une prime de 2 000 couronnes au bout de dix ans de travail. Ce que les menueuses langues appellent en anglais « burial money », l'argent des obsèques.

Les royaumes de Saxe et de Bohême ont connu bien des vicissitudes, bien des guerres, et de grands transferts de population, au cours de leur histoire. Mais quarante années de « construction du socialisme internationaliste », en assignant à la région le rôle peu enviable de fournisseur des « pays frères », ont sacrifié un environnement qui aurait pu être préservé. « On nous fait faire le sale boulot ici, avec l'industrie lourde et la chimie de base, explique Jiri Jelinek, président de l'Association régionale de Bohême du nord. Pour la pollution, notre ville d'Ústí nad Labem (Ústí-sur-Elbe) mériterait d'être inscrite dans le Livre Guinness des records. Sacrifiée pour l'édification du socialisme chez les autres ! »

Les gémissements, aujourd'hui, ne sont toutefois plus de saison. La RDA comme la Tchécoslovaquie ont recouvré leur liberté de mouvement. Aux nouvelles autorités de prouver leur volonté de ne pas sacrifier l'environnement sur l'autel paillard sacré de la production à tout prix.

ROGER CANS

### Prochain article

### LES DEUX DRAGONS DE CRACOVIE

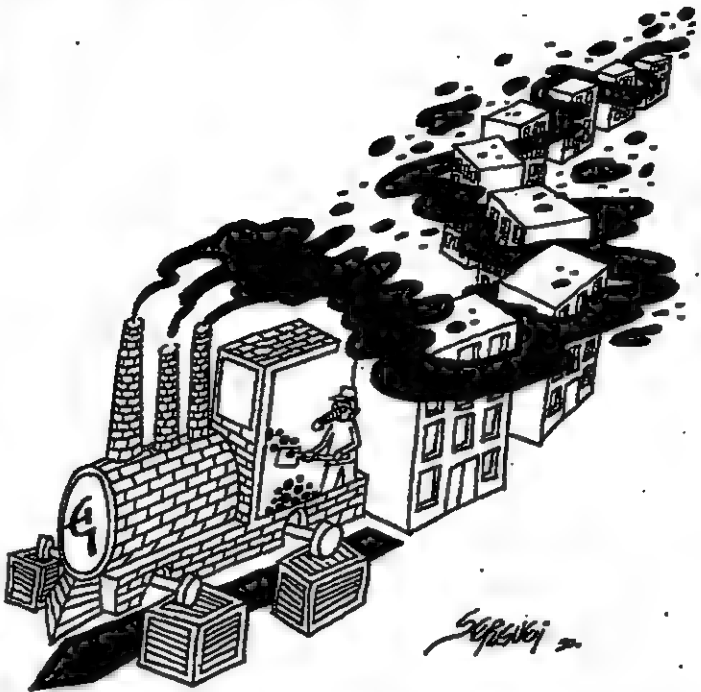
L'Académie des sciences chargée d'un rapport sur l'effet de serre. — Le gouvernement français a annoncé, mardi 13 mars, avoir demandé à l'Académie des sciences un rapport sur l'effet de serre pour savoir si ce phénomène, dû à la pollution de l'air par des émissions de gaz liés à l'activité humaine, « présente un caractère de gravité justifiant sans délai des premières mesures de prévention ». « Face aux incertitudes actuelles », les académiciens sont invités à partir de l'hypothèse la moins favorable, pour évaluer l'ampleur des conséquences d'un éventuel changement de climat et proposer, dès à présent, des mesures préventives. Un rapport doit être remis dès le mois de septembre à M.M. Hubert Curien et Brice Lalonde, respectivement ministre de la recherche et secrétaire d'Etat à l'environnement, et un rapport définitif en mars 1991.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

le journal mensuel  
de documentation politique  
**après-demain**  
Fondé par la Ligue  
des droits de l'homme  
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :  
**LA SANTÉ  
PUBLIQUE**

Envoyer 90 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (100 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.



aux conditions climatiques extrêmes, jusque vers 500 mètres, l'air n'est pas moins réel. Et elle affecte presque exclusivement l'épicéa, qui reste l'essence reine des forêts de Bohême.

### Le jus noir de l'Elbe

Ce tableau de « la région la plus sale d'Europe », comme disent les Tchèques eux-mêmes, est reproduit presque à l'identique de l'autre côté de la frontière, en Saxe et en Thuringe. L'équivalent de Most, en RDA, c'est Bitterfeld, la bien nommée (« champ amer », en allemand), à une vingtaine de kilomètres au nord de Leipzig. C'est à Bitterfeld que se tapissent les deux monstres qui font la loi dans toute la région : le BKK (Braunkohlenkombinat), qui exploite les mines

de lignite et le CKB (Chemiekombinat Bitterfeld) qui brûle le lignite pour fabriquer ses produits chimiques.

### Décharge modèle

SCHÖNBERG (RDA)

de notre envoyé spécial

Schönberg, c'est d'abord un charmant village avec une grosse église de briques, quelques fermes à toit de chaume et des paysans à bicyclette, la casquette de marin hânesse vissée sur le crâne. Hambourg n'est qu'à 60 kilomètres.

Depuis 1979, toutefois, Schönberg est devenu synonyme de « plus grande poubelle d'Allemagne ». Chaque jour, des dizaines d'énormes camions venant de Hambourg (les trois quarts), de Lübeck, de Schwerin ou de Rostock, convergent vers ce terrain vague de 150 hectares qui reçoit 1 million de tonnes par an. Et depuis 1981, Schönberg accueille aussi des boues et déchets industriels. A tel point que, depuis 1986, la décharge est pratiquement gérée conjointement par des techniciens des deux Allemagnes, et dotée d'équipements ultramodernes de toute provenance.

### Un équipement très sophistiqué

Malgré un sous-sol d'argile, garanti étanche, les casiers nouvellement mis en exploitation sont garnis d'une couche de polyéthylène de 2,5 cm d'épaisseur. Tous les camions qui se présentent aux grilles d'entrée du site doivent ramener un bordereau de contrôle (douze exemplaires) et attendre dix minutes, le temps d'une prélevement et d'une analyse rapide. Des échantillons font

aussi l'objet d'une analyse plus longue, également pratiquée dans le laboratoire de la décharge.

Tout autour du site court un réseau de canalisations qui draine les eaux pluviales vers des bassins de rétention. Cette eau va bientôt être traitée par une unité de traitement ultra moderne, qui a coûté 10 millions de marks (RFA) et fait appel aux technologies les plus modernes d'osmose inverse. « Je n'ai jamais vu une décharge dotée d'un équipement aussi sophistiqué », avoue Dieter Jost, un ingénieur ouest-allemand qui fournit les films de plastique.

Pourquoi donc la décharge de Schönberg a-t-elle suscité tant de critiques, y compris de la part de la presse allemande ? « Parce que nos compatriotes ressentent comme une insulte le fait que nous traitons les déchets de l'Ouest, explique Heyo Stormer, le directeur adjoint. Mais nous ne le faisons pas au rabais. Schönberg rapporte à l'Etat 50 millions de deutschemarks par an. Ce serait exactement la même chose si le site se trouvait en RFA. »

Pas question donc d'arrêter cette « gagnieuse ». Si tout va bien, Schönberg va pouvoir accueillir les bennes à ordures pendant encore vingt-cinq ans. Elle laissera ensuite une montagne de 30 millions de tonnes, qui seront dûment aménagées en terrains à usages multiples. De toute façon, la distinction RDA-RFA n'a pratiquement plus cours à Schönberg. Les camions passent plus vite la frontière que les grilles d'entrée de la décharge.

R.C.

## Prenez le temps de vivre !

Le Pays du temps de vivre existe : LA FINLANDE.

La terre et l'eau s'unissent en vastes espaces de liberté où l'on se sent merveilleusement bien. L'accueil des Finlandais vous étonnera par sa chaleur et sa spontanéité.

La forêt profonde vous livre son silence bruisant... la Laponie n'est pas loin.

Bientôt, les lacs semés par milliers... ils porteront votre barque, votre voile. Au seuil de votre chalet, ils vous attendront pour le bain du matin, pour la pêche du soir.

Vous ne pourrez résister au parfait bien-être du sauna, combien vivifiant dans son contraste de chaleur et de fraîcheur.

Prenez votre temps, la nuit ne viendra pas vous surprendre : le soleil ne se couchera pas sur cette terre aux jours sans fin.

Vous vivez, vous respirez et c'est tout naturel.



OFFICE DU TOURISME  
DE FINLANDE  
13, rue Aubert 75009 PARIS  
Tél. : (1) 42 66 40 13  
Minitel 3615 Finlande

Quel que soit votre choix : avion, car-ferry avec votre voiture, train, voyage organisé... vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_

**Finlande**  
naturellement votre

سكزا من الامل



# Le Monde CAMPUS

## L'enseignement technique plaît aux élèves

Un sondage, réalisé par le secrétariat d'Etat à l'occasion de la « semaine du technique », montre que si les élèves sont inquiets pour leur avenir, ils apprécient leur formation

L'ENSEIGNEMENT technique est une spécialité française. La France est, en effet, le pays où l'on trouve le plus l'idée que l'acquisition des compétences nécessaires à l'exercice des métiers pouvait se faire à l'école - dans les locaux, avec l'équipement et le personnel de l'éducation nationale - et non directement dans l'entreprise, comme cela se fait presque partout.

Cette alliance entre l'enseignement et le technique repose sur une haute idée de la formation. Elle vise à réunir l'intellectuel et le manuel, le théorique et la pratique. Mais elle représente un paradoxe dans une société qui privilégie l'abstrait sur le concret et qui établit une hiérarchie rigoureuse entre les concepteurs et les opérateurs.

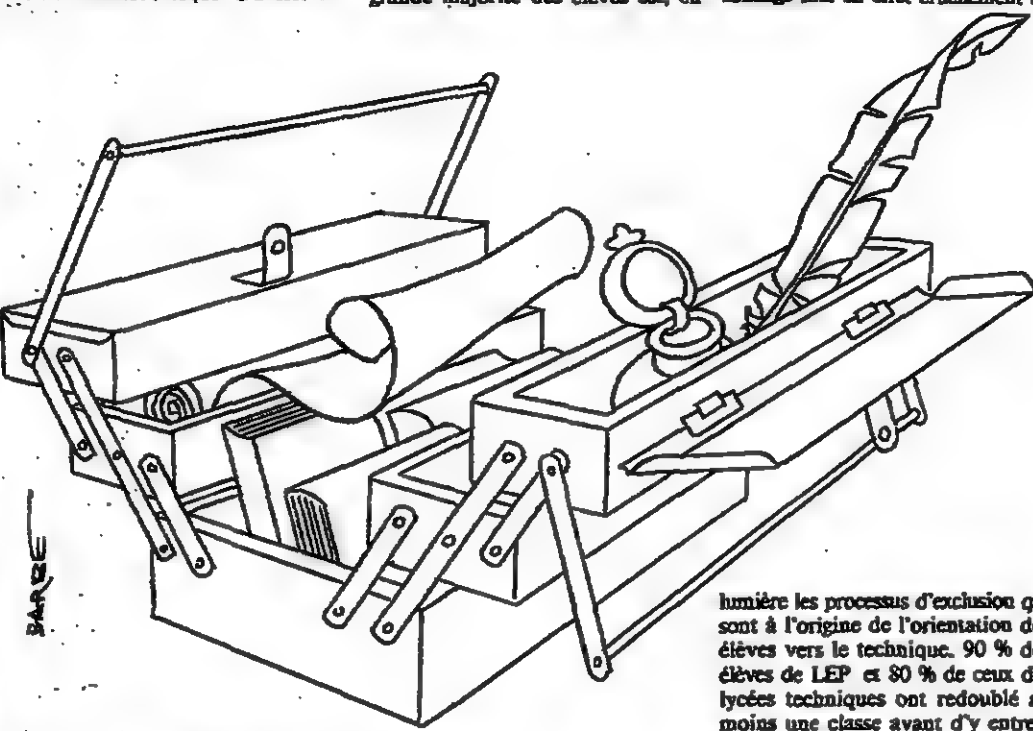
Comment cette situation est-elle vécue par les élèves qui suivent cette formation ? Le « technique » est-il perçu par eux comme un « plus » permettant d'accéder plus facilement à l'univers professionnel, ou un « moins », puisqu'il fait moins de place aux matières « nobles » ?

L'enquête réalisée par SCP Communication pour le secrétariat d'Etat de l'enseignement technique auprès de l'ensemble des jeunes engagés dans cette voie - des lycées professionnels aux instituts universitaires de technologie - apporte, pour la première fois, des éléments de réponse à ces intéressantes questions.

Le premier constat est que l'enseignement technique n'est pas vraiment perçu comme une formation débouchant sur une activité professionnelle. La moitié des élèves du

technique secondaire estime que le diplôme qu'ils préparent ne leur permettra pas de trouver facilement un emploi dans leur spécialité. La très grande majorité d'entre eux souhaitent, une fois munis de ce diplôme, poursuivre leurs études plutôt que chercher un travail. On peut considérer que ce jugement ne fait que refléter la réalité : la poursuite d'études est la meilleure façon d'éviter le

chômage, et on répète à satiété que les emplois, dans les années à venir, seront essentiellement réservés aux titulaires d'un diplôme supérieur. En ce sens, les jeunes ne font que prendre acte, avec lucidité, de la situation présente et à venir du marché du travail.



lumière les processus d'exclusion qui sont à l'origine de l'orientation des élèves vers le technique. 90 % des élèves de LEP et 80 % de ceux des lycées techniques ont redoublé au moins une classe avant d'y entrer. Dans le premier cas, les redouble-

ments sont massivement survenus en sixième et cinquième, mais aussi, dans des proportions non négligeables, dans l'enseignement élémentaire. Dans le second, il s'agit surtout de redoublements au collège - et principalement en troisième et en seconde - beaucoup plus rarement dans les premières classes de l'école primaire.

Ce phénomène n'est pas réservé aux élèves du technique secondaire. 70 % des étudiants de STS, et 67 % de ceux d'IUT ont aussi redoublé au moins une classe - cette fois dans le second cycle. Ceux de STS ont souvent redoublé une seconde ou une première ; ceux d'IUT surtout une terminale.

### L'orientation par l'échec

Ainsi voit-on très clairement le mécanisme essentiel du recrutement des établissements techniques, qui est, le plus souvent, le résultat d'une mauvaise scolarité antérieure. L'échec à l'école primaire conduit en LEP ; celui en collège, dans un lycée technique ; celui en seconde-première, en STS ; celui au bac, en IUT. Il y a là un handicap lourd à surmonter, même si cette orientation forcée est relativement bien assumée par les intéressés. Résignation ou autosuggestion ? Les élèves du technique affirment presque tous qu'ils ont eux-mêmes choisi la filière où ils se trouvent.

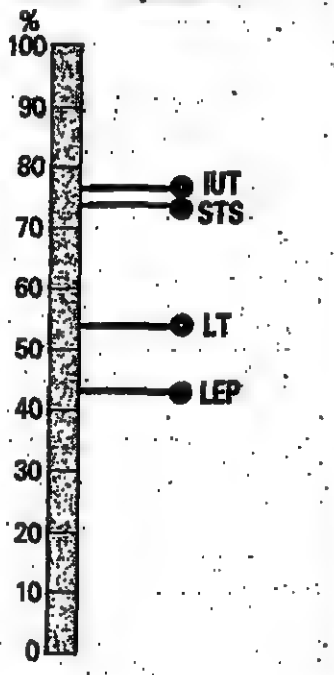
L'enseignement technique secondaire apparaît, dans ce sondage, comme relativement homogène : on ne constate pas de grandes diffé-

rences d'appréciation entre les LEP et les lycées techniques. Dans ces derniers toutefois, l'insatisfaction concernant l'ambiance et les relations avec les professeurs est plus grande chez les élèves des sections tertiaires que chez ceux des sections industrielles. Ce malaise est d'autant plus surprenant que les élèves du tertiaire ont plutôt moins connu d'échecs antérieurs et ont donc moins de difficultés à suivre. Ils sont aussi relativement plus confiants quant à leur avenir professionnel. Mais sans doute ce décalage tient-il au fait qu'ils ressentent davantage la frustration de ne pas être dans l'enseignement général, alors que ceux des filières industrielles sont mieux intégrés à l'enseignement technique.

Dans les LEP, il faut signaler le cas particulier des élèves préparant un bac professionnel, dont le degré de satisfaction est très nettement supérieur à celui de leurs camarades. Ayant moins souvent redoublé - surtout dans le primaire - ils ont nettement moins de difficultés à suivre. Beaucoup plus assurés de trouver du travail, ils sont, dans l'ensemble, très satisfaits de leur sort. Malgré cela, même s'ils sont un peu plus nombreux à envisager de travailler avec leur diplôme, 60 % d'entre eux souhaitent poursuivre leurs études après le bac. La réussite manifeste de cette nouvelle filière illustre, à elle seule, l'équivalence de l'enseignement technique : elle satisfait ceux qui la suivent, mais ne les dissuade pas de poursuivre des études, alors que son objectif est de faciliter l'insertion professionnelle.

FREDERIC GAUSSEN  
Lire la suite page 18

Pensez-vous, avec le diplôme que vous préparez, trouver facilement du travail dans votre spécialité ?



Mais il est plus surprenant de constater que cette crainte de ne pas trouver de travail est également présente chez les élèves du technique supérieur. Alors que les diplômés de niveau bac + 2 sont très recherchés par les entreprises, qui se plaignent de ne pas en trouver assez à embaucher, plus de 20 % des étudiants de sections de techniciens supérieurs et d'instituts universitaires de technologie redoutent de ne pas trouver de travail et la grande majorité d'entre eux annoncent leur intention de poursuivre leurs études. C'est le cas de 70 % des étudiants d'IUT, bien que leur diplôme soit considéré comme particulièrement attractif par les recruteurs.

Ici encore, on constate que les jeunes ont parfaitement conscience de la logique propre de la société française : seule la possession d'un diplôme de très haut niveau donne des chances réelles d'accéder à des carrières intéressantes. L'idée qu'on puisse commencer sa vie professionnelle à un niveau intermédiaire, et progresser ensuite par la voie de la

formation continue, est perçue comme un pis-aller et non comme une stratégie alternative ayant la même efficacité. Cette appréciation des élèves quant à l'efficacité professionnelle de leur diplôme est bien dictée par l'analyse qu'ils font du marché du travail et non par une condamnation de l'enseignement technique en lui-même. La très grande majorité des élèves est, en effet, satisfaite de suivre cet enseignement. La quasi-totalité d'entre eux considère que c'est « une bonne chose » d'être là où ils sont et trouvent leur formation « intéressante ». Ils sont sensibles à l'aspect professionnel de leurs études et apprécient particulièrement les séances en ateliers et les travaux pratiques. S'ils s'interrogent parfois sur le contenu de l'enseignement général et sur son articulation avec l'enseignement technique, ils ne mettent pas en doute son utilité pour leur avenir professionnel.

## Un entretien avec M. Robert Chapuis

« Il faut lier davantage les formations à un projet professionnel »

nous déclare le secrétaire d'Etat

« Ce sondage montre que les élèves du technique n'ont pas vraiment le sentiment que leur formation débouche sur une profession. Beaucoup craignent de ne pas trouver d'emploi avec leur diplôme, et plus de la moitié souhaitent poursuivre des études. L'enseignement technique joue-t-il vraiment son rôle de formation professionnelle ?

C'est un fait que les métiers sont mal connus. L'orientation se fait beaucoup plus par rapport à des critères scolaires que professionnels, et l'aspect professionnel n'apparaît pas assez dans la formation. C'est pourquoi nous souhaitons que l'orientation soit associée au maximum avec un projet professionnel. Non pas vers un métier précis, mais sur un domaine d'activité : l'électronique, la cuisine, le commerce extérieur... L'orientation devra permettre de s'interroger sur la meilleure manière de réaliser ce projet, et pas seulement de poursuivre des études.

Il faut aussi que la réalité professionnelle apparaisse réellement au cours des études. C'est ce qui se fait avec le bac professionnel, qui compte seize semaines de stage sur deux ans. Les stages et la formation en alternance doivent se généraliser. La loi d'orientation en fait une obligation pour toutes les formations techniques et professionnelles, et un conseil pour toutes les autres formations.

Les entreprises ne risquent-elles pas d'être débordées par les demandes de stages, si ceux-ci se généralisent ainsi ?

Ce sera le cas, si tout le monde va en stage au même moment. Mais on peut programmer les stages sur des durées compatibles avec l'activité des entreprises. Beaucoup d'entreprises sont prêtes à accueillir des stagiaires, parce qu'elles estiment qu'elles ont des besoins de recrutement pour l'avenir. Et l'expérience de la formation continue fait mieux comprendre aux entreprises l'importance de la formation initiale. Il est plus facile de faire bénéficier les salariés d'une formation continue lorsque ils ont une bonne formation générale et professionnelle de base. C'est pourquoi il y a maintenant une meilleure compréhension de ces nécessités de la part des entreprises.

La quasi-totalité des élèves du technique ont connu des redoublements dans leur scolarité antérieure. Comment lutter

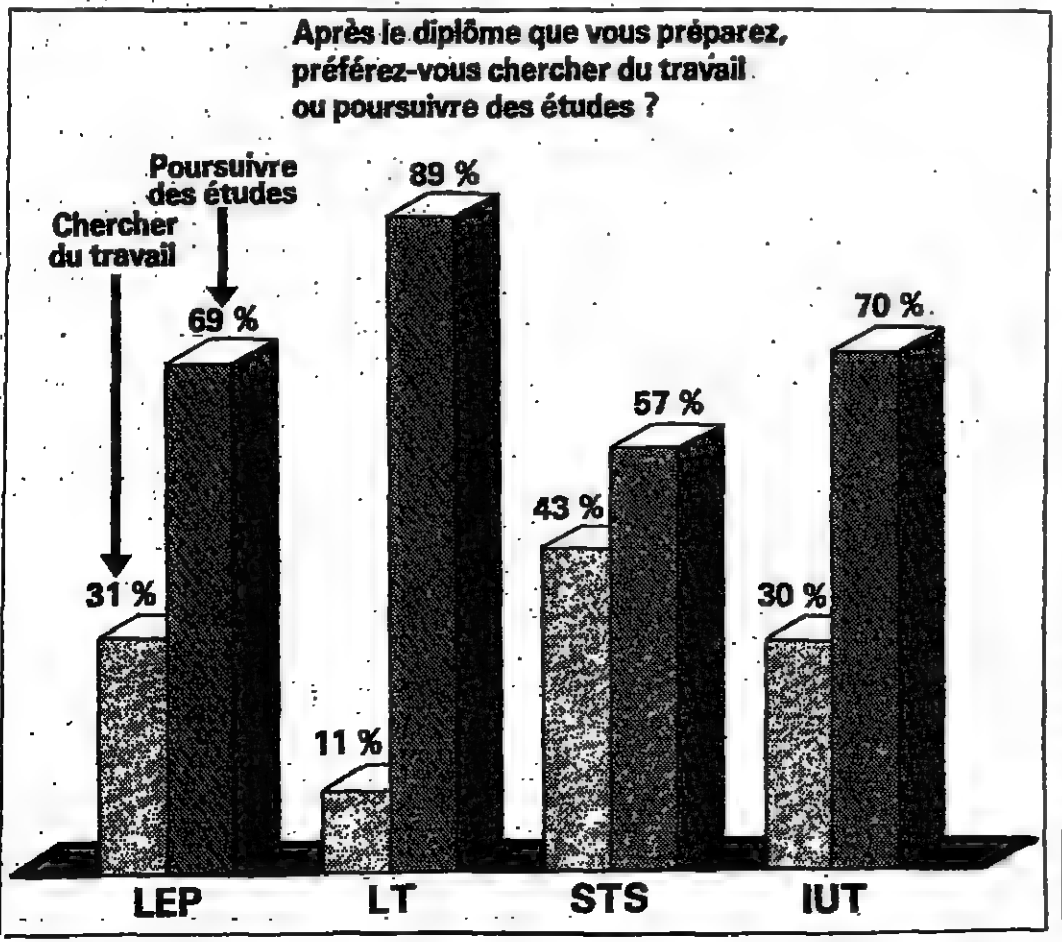
contre cette orientation par l'échec ?

L'orientation par l'échec n'est pas l'échec du technique. La plupart des élèves sont contents d'être dans l'enseignement technique. Et très souvent le technique repère l'échec. Mais il est vrai que cette expérience préalable négative n'est pas la meilleure façon de se préparer à un métier. Il faut commencer par éviter les redoublements comme le prévoit la loi d'orientation, en adaptant les cycles d'enseignement aux rythmes des élèves. On doit prendre en compte ceux qui vont plus lentement.

Mais il faut aussi mieux mesurer les possibilités des élèves et mieux leur expliquer que l'enseigne-

ment technique permet, à ses différentes étapes, soit d'avoir une sortie professionnelle ou un bac technologique, soit de poursuivre ses études. Les élèves qui entrent en seconde de lycée d'enseignement général sont dans une voie où, pour réussir professionnellement, il leur faudra six ans d'études. Ceux qui vont préparer un BEP pourront soit trouver, deux ans après, un métier avec leur diplôme, soit préparer ensuite un bac professionnel ou un bac technologique, et, plus tard, un BTS. Préparer un BEP ou un bac technologique n'est pas une impasse, mais une chance.

Propos recueillis par F. G.  
Lire la suite page 19



**MS ESCP**

MASTRE SPECIALISE  
MANAGEMENT SOCIAL  
DES ORGANISATIONS

Lorsque dans l'entreprise les hommes et l'organisation font la différence, une réelle compétence dans le domaine :  
du management des hommes,  
de l'optimisation des ressources humaines,  
de la maîtrise d'une organisation,  
devient une qualité primordiale.

Perspectives de carrière : Manager d'Unité (service, agence...),  
Responsable de personnel (gestion, formation, communication...) ou  
Consultant.

Niveau de recrutement : Grandes Ecoles, DEA, DESS ou équivalent

Renseignements auprès de Nathalie Chignoli

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS  
GROUPE ESCP - PROGRAMMES MASTERS  
79, avenue de la République - 75343 Paris Cedex 11  
Tél. 43 55 39 08



## CAMPUS

## Un sondage réalisé par SCP Communication

## Le technique plaît aux élèves

Suite de la page 17

Dans la grande majorité, c'est dans un secteur de technicien supérieur que les titulaires du « bac pro » souhaitent poursuivre leurs études. Les STS sont en effet la prolongation naturelle des bacheliers du technique, tandis que les étudiants d'IUT se recrutent plutôt parmi les bacheliers de l'enseignement général (D, C et B).

La satisfaction des élèves du technique supérieur est nettement plus grande que dans le secondaire, comme le montre la façon dont ils notent leur établissement : la moyenne des notes grimpe d'un point. Dans le supérieur, les IUT ont une meilleure cote que les STS, principalement en raison de leur meilleur équipement matériel et pédagogique. L'insatisfaction des élèves de STS est particulièrement nette dans les sections industrielles, ce qui tient sans doute au fait que les lycées sont souvent moins bien équipés que les univers-

sités pour les spécialités industrielles. Les élèves de STS supportent aussi difficilement l'ambiance du lycée, surtout en deuxième année.

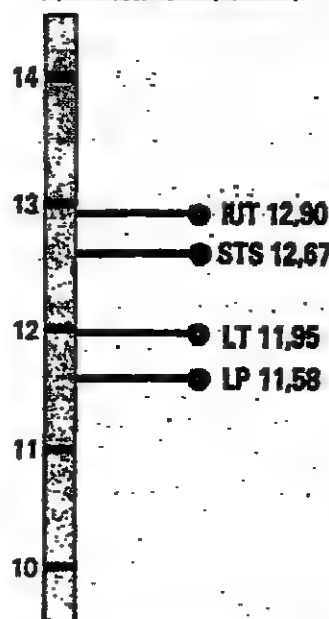
## Carence pédagogique

Il est certain que les IUT bénéficient, auprès des étudiants, de l'atmosphère universitaire. Mais aussi que les structures d'accueil de ces institutions sont particulièrement efficaces. Les taux de satisfaction concernant les conditions matérielles et l'enseignement sont nettement supérieurs à ceux que l'on observe chez les étudiants d'université en général. Cette proximité avec le milieu universitaire explique que les étudiants d'IUT envisagent volontiers de continuer des études en deuxième cycle universitaire, alors que ceux de STS envisagent plutôt une école de commerce ou d'ingénieurs. Si les élèves

du technique supérieur sont globalement contents de leur sort, tout n'est pas rose pour autant, puisque le quart d'entre eux reconnaissent qu'ils ont du mal à suivre, surtout en première année d'IUT. Les difficultés sont particulièrement grandes, en STS, pour les élèves des sections industrielles, et en IUT, pour les titulaires d'un baccalauréat technique. Cette dernière observation confirme que l'enseignement des IUT est plus adapté aux bacs généraux qu'à ceux de l'enseignement technologique. Ces difficultés, les élèves les attribuent principalement à leur manque de travail, mais aussi, pour une grande part, à l'insuffisance de conseils de la part des enseignants. Que ce soit au lycée ou à l'université, les élèves se rejoignent pour estimer que les professeurs ne s'occupent pas beaucoup d'eux et s'intéressent peu à leurs études.

Cette carence pédagogique peut s'expliquer dans des structures qui privilégient l'enseignement en petits groupes (en classe ou en travaux pratiques). Elle traduit, en tout cas, une demande d'une scolarité difficile et pour qui l'enseignement supérieur est une expérience gratifiante mais risquée. Le développement de cet enseignement et l'arrivée de

La note aux établissements



couches nouvelles d'étudiants n'ayant pas de tradition universitaire familiale pourraient bien rendre ce problème particulièrement aigu dans les années à venir.

FRÉDÉRIC GAUSSEN

## Du côté des profs

Ils enseignent tous deux au lycée Louis-Armand, dans le quinzième arrondissement de Paris, un établissement de 1 118 élèves qui regroupe un lycée technique et un lycée professionnel, et qui, entre trois BTS, prépare à onze baccalauréats différents. Claude Gérard est professeur d'histoire et géographie ; le plus souvent il doit « vendre une marchandise gratuite » tant sa discipline compte peu, voire pas du tout, aux examens des filières technologiques. Raymond Bonnet, elle, enseigne l'économie commerciale, c'est-à-dire une matière majeure pour tous ceux qui sont dans les filières de technique tertiaire. Comment vivent-ils l'enseignement technique ?

## La pédagogie

Claude Gérard, après son CAPES, a été affecté dans le technique par hasard. Il y est resté par goût. Depuis dix-huit ans, « Les élèves sont moins classiquement faciles à manier. C'est un pari pédagogique qui m'intéresse. Il faut être inventif pour les reconstruire avec l'enseignement général. On peut avoir l'impression que c'est apparemment sur le plan intellectuel, mais il faut résister à la tentation de rester à la surface des choses. On peut approfondir autant les sujets que dans l'enseignement classique à condition d'utiliser des méthodes différentes, de privilégier le savoir-faire par rapport au savoir tout court. »

Raymond Bonnet est un pur produit de l'enseignement technique, puisqu'elle a franchi toutes les passerelles depuis le BEP pour devenir enseignante : « Des élèves qui ont décroché ou qui ont été dégoûtés par les méthodes de l'enseignement traditionnel accrochent souvent chez nous car l'enseignement est moins abstrait, moins lointain. Certains d'entre eux, très pénibles à leur arrivée, font de bons élèves de terminale, très épanouis. »

## La discipline

Raymond Bonnet : « Les élèves sont bien ici, il n'y a pas l'atmosphère oppressante de la compétition qu'on peut trouver dans les filières dites nobles. Ils sont même peut-être trop bien et risquent parfois d'en prendre à leur aise avec les contraintes et la discipline. Le travail en équipe est plus que nécessaire dans un établissement comme le nôtre, car, sans une vigilance collective, les élèves peuvent profiter de n'importe quelle occasion pour « s'évader » de leurs études. »

Claude Gérard : « Nous devons créer une atmosphère pour les inciter à se remettre au travail, mais jusqu'où tolérer sans être laxistes ? Il y a une ligne de crête difficile à tenir. Aucune année ne ressemble à une autre, nous vivons dans l'instabilité. Nos établissements sont le reflet ex-

cerbé de la société. Une bonne assistante sociale, une bonne infirmière, un bon conseiller d'éducation sont aussi importants qu'une bonne équipe pédagogique. »

## La formation

Raymond Bonnet : « De nombreux enseignants n'ont qu'une envie : quitter l'enseignement technique parce qu'ils sont rebutés par le niveau des élèves, et que les méthodes classiques qu'on leur a apprises les laissent désarmés. »

Claude Gérard : « La formation des maîtres est insuffisante sur le plan de la connaissance des publics adolescents, or la personnalité de l'élève est au centre de la pédagogie dans le technique. Mon passé de militant du mouvement d'éducation populaire, mon expérience en maisons de jeunes et à la Fédération Léo-Lagrange, m'ont d'ailleurs préparé pour la formation de l'éducation nationale. »

## Le niveau

Raymond Bonnet : « Il est en baisse depuis l'assouplissement des mesures d'orientation. Le fait de faciliter la poursuite d'études dans les filières classiques ne valorise pas l'enseignement technique. Au contraire, je constate un appauvrissement de la qualité des élèves qui arrivent chez nous ces dernières années. »

## L'orientation

Claude Gérard : « Même si on a plaisir à enseigner dans l'enseignement technique, il n'est pas facile d'orienter en tant que parents d'élève ses propres enfants vers les filières techniques et professionnelles. Le poids social des filières valorisantes reste fort. Inconsciemment, on garde l'image de l'enseignement technique comme celui de la dernière chance. »

Raymond Bonnet : « Personnellement, j'espère que mes enfants n'ont pas dans le technique. Si l'on veut que les parents n'aient plus la hantise d'une orientation au rabais, il faut valoriser la place de l'enseignement général. La partie professionnelle est bien trop importante. Mes lacunes en enseignement général ont été un handicap pour ma propre progression. »

## L'avenir

Claude Gérard : « Les nouvelles technologies en « ique » sont un atout précieux pour l'image de nos formations. Lors des journées portes ouvertes de Louis-Armand, les parents sont comme rassurés de constater qu'on fait de l'informatique. Un exemple : nos sections IT (informatique) avaient du mal à recruter ; avec l'automatisation et l'informatisation des machines, c'est l'affluence. L'informatique a tout changé. »

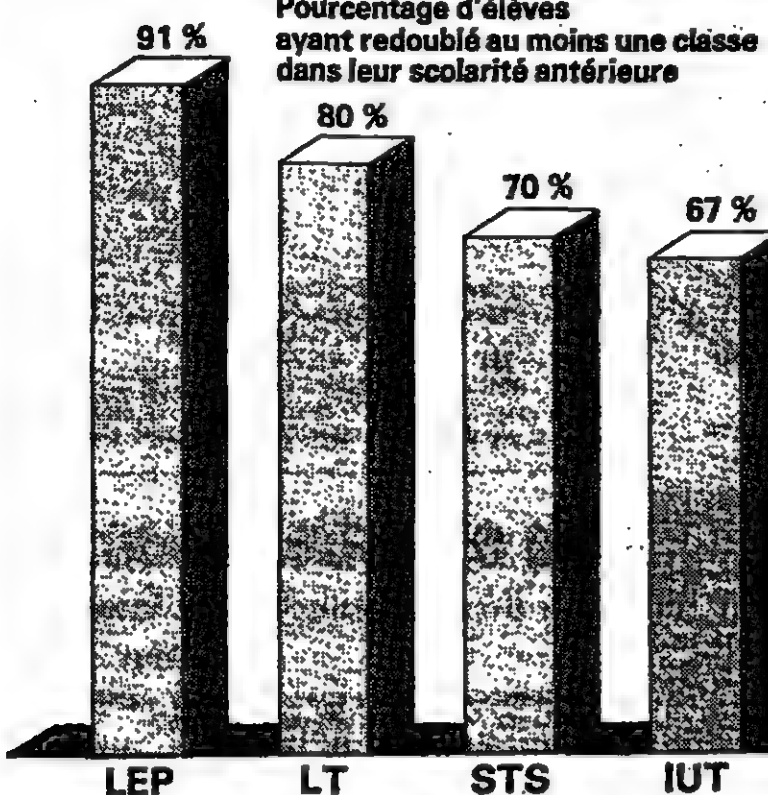
J.-J. B.

## Concert au Zénith

La Semaine de l'enseignement technique s'est terminée par un concert au Zénith, mardi 13 mars, au cours duquel ont été décernés les prix d'un concours récompensant les meilleurs projets montés par des élèves avec des entreprises. Les premiers prix, par catégorie, sont allés à des classes de quatrième et troisième de SES du collège Sévigné à Auchel (Pas-de-Calais) pour la création d'une grille commerciale ; à quatre élèves de première année de BEP du lycée professionnel et commercial d'Obervilliers (Bas-Rhin), pour un simulateur pédagogique de pelle mécanique ; et à deux élèves de BTS du lycée Jules-Haag de Besançon, pour un régulateur d'épandage.

Cette semaine a été marquée par une série de manifestations dans toute la France, destinées à mettre en relief les différents aspects de l'enseignement technique : relations avec les entreprises, orientation des filières, dimension européenne, investissements dans les nouvelles technologies...

## Pourcentage d'élèves ayant redoublé au moins une classe dans leur scolarité antérieure



## Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie chaque semaine des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement la CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec le MINEF, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer les offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 47-35-43-43.

## GESTION

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 à 6 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 1. Mission : intégration dans une équipe d'agence bancaire. Accueil clientèle et divers travaux administratifs. 11 605.

Lieu : Paris-Livry-Saint-Ouen. L'Aumône-Verneuil-sur-Seine ou sud Paris. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : Prime en fonction du travail. Profil : bac + 1 à 3. Mission : suivi de chantier, compte fournisseurs-préparation paie suivant besoin codification et saisie. 11 603.

Lieu : Gentilly. Date : avril. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : SMIC. Mission : mise en place d'un système d'information technique à partir du processus organisationnel d'une entreprise de

500 salariés et 45 implantations. 11 610.

Lieu : Paris. Date : mars. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : préparation et suivi de projets des fournisseurs jusqu'aux clients. 11 608.

## COMPTABILITÉ

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : formateur conseil en entreprises. 12 584.

Lieu : Malakoff. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : aide à la préparation du bilan. 12 583.

Lieu : Vincennes. Date : mars. Durée : 2 mois minimum. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : divers travaux de comptabilité et participation à l'élaboration du bilan dans une PME récemment créée. 12 582.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 1 à 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : facturation, classement, paie, courrier, comptabilité. 12 581.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 1. Mission : factures, fiches de paie. 12 580.

## PERSONNEL

Lieu : Grigny. Date : mars/avril. Durée : 2 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : évaluation

professionnelle ouvriers BTP (grille d'analyse, entretiens, synthèse). 13 563.

Lieu : Noisiel. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : aide à la mise en place d'une nouvelle procédure de traitement des dossiers, rédaction de nouveaux documents. 13 559.

Lieu : Créteil. Date : mars. Durée : 2 mois. Ind. : 6 000 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : étude de structure de différents services (marchés). 13 566.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : à convenir. Mission : mise en place d'un plan de formation interne. Connaissances tierces. 13 565.

Lieu : Nanterre. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : à convenir. Mission : assistante de recherche pour cabinet spécialisé dans le recrutement de cadres par approche directe. 13 564.

Lieu : Créteil. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 6 000 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : étude de structures de différents services. 13 566.

## VENTE

Lieu : Boulogne. Date : avril. Durée : 3 à 4 mois. Ind. : 10 000 F de fixe + % + frais. Profil : bac + 2. Mission : présentation de nouvelles collections de maroquinerie dans le secteur sud ou nord de la France. 16 634.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : chargé commercial sous la responsabilité de la direction générale. 16 635.

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : indéterminée. Profil : bac + 2. Ind. : 6 500 F/mois + %. Mission : démarchage d'entreprises en produits d'assurance. 16 637.

## INFORMATIQUE

Lieu : Saint-Cloud. Date : immédiat. Durée : 6 mois + embauche. Ind. : 4 000 F + %. Mission : vente de produits périphériques professionnels aux distributeurs SSI. 17 727.

Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 4 à 5 mois. Ind. : 3 000 F ou plus selon. Mission : technicien service technique et support technique. 17 729.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : travail sur logiciel Mac Draw-Macintosh réalisation de dessins. 17 728.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2 info + électronique.

Mission : installation et configuration micro domaine CAO-DAO. 17 726.

## COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 1 450 F. Profil : bac + 3. Mission : mise en place d'une fonction Relations publiques dans une entreprise. 18 666.

## ELECTRONIQUE

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind. : 2 000 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : réduction d'articles pour publication spécialisée en télécommunications spéciales. Lectorat de dirigeants d'entreprise. 20 631.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : mise au point de systèmes prédictifs par l'entreprise. 20 633.

Lieu : Suresnes. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 5 000 F/mois. Profil : bac + 5. Mission : développement télémarketing entre PC et minitel intelligents. 20 632.

Lieu : Le Mans. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 5. Mission : étude et réalisation d'un équipement de simulation d'un réseau téléphonique. 20 627.

## PHYSIQUE

Lieu : Meaux. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : développement des méthodes de contrôle sur l'appareil NIRA (proche infrarouge) expérience sur micro-ordinateur souhaitée. 21 546.

Lieu : Liméil-Brevannes. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Profil : bac + 4. Mission : participation à l'élaboration des suppléments à l'aide d'un bâti de pulvérisation diode RF. 22 533.

## SECRETARIAT

Lieu : Villeneuve-la-Garenne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2. Ind. : 2 000 F/mois. Mission : participation à l'accueil, relations téléphoniques, secrétariat. 24 610.

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : dans une entreprise leader dans le domaine des logiciels informatiques, travail sur PC et Macintosh, secrétariat formation possible. 24 608.

BTS secrétariat - bonne orthographe.

Et de nombreux autres stages sur minitel 36 15 JOBSTAGE.

CDTE, 114, av. A.-Briand, 92120 MONTROUGE.

Université de Paris IV-Sorbonne

**celsa**

Ecole des hautes études en sciences de l'information et de la communication

**Journée Portes Ouvertes**

Pour vous informer sur les métiers de la communication

**le 21 mars 1990 de 10h à 18h**

DEUG, Licence, Maîtrise, Magistère, DESS, DEA

Formation continue

77, rue de Villiers 92200 Nanterre 47 45 17 90 36.16 CELSA

(Publicité)

**PROGRAMME DOCTORAL ASSOCIÉ IAE D'AIX-ESSEC**

Préparation à l'enseignement à la Recherche et au Conseil en Gestion

□ Vous êtes titulaire d'un diplôme de second cycle ou diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion : DEA Sciences de Gestion IAE d'Aix-ESSEC.

Grâce aux accords passés entre l'IAE d'Aix-en-Provence et l'ESSEC, il vous est possible de poser votre candidature pour l'admission au programme de DEA Sciences de Gestion organisé par ces deux institutions. Ce DEA comporte les spécialités suivantes : finance, marketing, stratégie, gestion des ressources humaines, modélisation mathématique.

□ Vous êtes titulaire d'un DEA en Sciences de gestion : Doctorat IAE d'Aix-ESSEC.

L'obtention d'un DEA vous permet d'accéder à la préparation du Doctorat Sciences de Gestion IAE d'Aix-ESSEC.

L'ESSEC sélectionne un nombre limité d'étudiants doctoraux parmi les candidats titulaires d'un DEA souhaitant poursuivre des activités d'enseignement, de recherche et de conseil en gestion.

Ces étudiants travaillent avec un professeur de l'ESSEC de leur choix qui les guide et les dirige dans leurs recherches doctorales à l'ESSEC. Ils bénéficient, par ailleurs, d'un encadrement rigoureux (séminaires, informatique, bibliothèque, etc.) et du concours d'un corps professoral de notoriété internationale. Durée des travaux : environ deux ans.

Reinscriptions et dossiers de candidatures : Programme Doctoral ESSEC, BP 165 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX Téléphone : (1) 34-43-30-00

DATE LIMITE DES CANDIDATURES : 12 MAI 1990

\*Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles.

Le Programme Doctoral ESSEC reçoit le soutien de la Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises (FNEGE).

صبرنا من الامل



## CAMPUS

par le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique

### Un entretien avec M. Robert Chapuis

Suite de la page 17

On constate chez les élèves du technique une nette insatisfaction concernant les conditions matérielles et l'équipement des établissements... Il est vrai que beaucoup d'établissements sont vétustes. Ce n'est que récemment qu'on a fait un effort de construction et de réhabilitation. La situation s'améliore, mais lentement. Les équipements sont parfois insuffisants mais leur modernisation - qui est coûteuse - est engagée : 2 milliards y sont consacrés en 1990, répartis également entre l'Etat, les régions et les entreprises. Je crois que l'insatisfaction des élèves exprime surtout une inquiétude face à la situation de l'emploi et la crainte que le matériel ne soit pas aussi performant que celui qu'ils trouveront dans les entreprises. Cela traduit une volonté positive de la part des élèves.

#### Des situations insuffisantes

L'adaptation de l'équipement pour les formations industrielles semble nettement plus grande dans les lycées techniques que dans les IUT, où les étudiants sont beaucoup plus satisfaits. Ne faudrait-il pas installer plutôt les formations dans les IUT et collèges du tertiaire dans les lycées ? Les STS sont plus près du terrain et de l'enseignement secondaire. Elles permettent de mener des études supérieures à beaucoup de jeunes, qui, sans cela, n'en feraient pas. Il y a des départements où il ne peut pas y avoir d'IUT, il est donc très important d'y développer les

sections de techniciens supérieurs.

Les élèves du technique se plaignent aussi de l'ambiance des lycées, qu'ils semblent supporter difficilement, et des relations avec les professeurs. Il est certain que les élèves du technique, qui sont souvent plus âgés et plus délinquants, commencent à se considérer comme des adultes et acceptent plus difficilement des situations qu'ils jugent « infantilisantes ». C'est pourquoi l'une de mes premières actions a été de confier une mission à M. Jean-Pierre Lappi, député de l'Isère, pour faire des propositions afin de rendre les lycées plus accueillants (1). En particulier tous les établissements doivent comporter des foyers et des centres de documentation et d'information.

Cet état d'esprit explique aussi les difficultés de relations avec les professeurs. Je crois qu'il y a un problème de génération. Par son origine, le corps enseignant est relativement hétérogène. Il y a, parmi les professeurs, d'anciens professionnels, dont certains sont exceptionnels de générosité, mais d'autres ont des attitudes plus bloquées. Il y a des chocs. Pas des drames, mais des tensions et des insuffisances. Cela est d'autant plus sensible qu'il y a, chez les jeunes, une demande de dialogue, naturel, de reconnaissance et de conseil.

Comment comptez-vous répondre à cette demande ?

Cela peut se faire à travers le « projet d'établissement », qui est un moyen de rassembler les différents partenaires : élèves, enseignants, parents - autour d'objectifs mobilisateurs : organisation d'un voyage, création d'un foyer, initiatives pédagogiques... Mais il faut aussi insister sur la formation des maîtres. Ceux-ci seront maintenant recrutés à partir de la licence. Ils auront donc un bagage culturel plus fort, et la formation qu'ils recevront dans les IUTM (instituts universitaires de formation des maîtres) comprendra une dimension pédagogique et relationnelle, aussi bien pour le prérecrutement que dans les concours. Et il faudra aussi développer la formation pédagogique continue pour les maîtres en exercice.

D'une façon générale, je pense que l'insatisfaction exprimée par les élèves de l'enseignement technique n'est pas entièrement négative. Elle exprime une demande très forte de prise de responsabilité et une volonté face à l'avenir. Nous devons la prendre en compte.

Propos recueillis par FREDERIC GAUSSEN

(1) Le rapport de M. Lappi, « La vie des lycées dans les établissements techniques et professionnels », a été publié par le Centre national de documentation pédagogique. 124 p.

### Des filles dans l'industrie

Une grosse broche dorée ferme le col de son chemisier. Accessoire très chic sous l'épaisse blouse bleue réglementaire ! Debout devant sa machine, concentrée sur la pièce à réaliser, Catherine secoue d'un mouvement de tête ses cheveux blonds sagement coupés au carré. Un geste féminin qui détonne dans l'univers très masculin de l'atelier de parage du lycée Colbert de Lorient. D'un sourire tranquille, elle affirme son ambition : devenir électro-technicienne, via un baccalauréat F2. Elève de seconde, option TSA (Technique des systèmes automatisés) et productique, cette jeune Bretonne fait partie des rares filles qui choisissent en fin de troisième une filière technique.

Alors qu'il y a 72 % de filles dans les terminales « féminines » (A, B, C...), elles ne sont que 33 % en C, et moins de 5 % dans les classes F industrielles (mécanique, électronique, BTP). Dans les lycées professionnels, elles représentent 60 % des candidats aux baccalauréats professionnels tertiaires, alors qu'elles ne sont que moins de 10 % dans les sections technologiques. Après le bac, le fossé se creuse : 60 à 70 % de filles en BTS et en DUT tertiaires, de 3 à 6 % en BTS et en DUT industriels. Le même sexisme régit dans les classes préparatoires : 55 % de filles en lettres, 17 % en sciences et moins de 6 % en prépa techniques. Elles représentent moins de 20 % des effectifs dans les écoles d'ingénieurs.

#### Les sacrifices du système

Une sorte de fatalité sociale les conduit vers les métiers dits féminins, si bien qu'elles n'ont en fin de compte le choix qu'entre une trentaine de professions, parfois déshabillées, souvent très encombrées, alors que les garçons disposent d'un éventail de 300 carrières. Une telle inégalité des chances entre les sexes révolte M. Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits de la femme : « Il n'y a pas de raison, dit-elle, pour que les filles soient les sacrifiées d'un système éducatif qui les envoie vers une impasse, un non-choix ». Elle a signé, à la rentrée dernière, avec M. Robert Chapuis, une convention sur l'orientation des filles vers les formations industrielles.

Dans chaque académie, la déléguée aux droits des femmes et un chargé de mission du rectorat se sont attelés à cette

lourde tâche : il s'agit de renverser des montagnes de préjugés, aussi bien chez les enseignants, les chefs d'établissements, les conseillers d'orientation que chez les parents et les jeunes eux-mêmes. Région de fort chômage féminin, la Bretagne est sensible à la diversification de l'orientation des filles.

Pour de nombreux chefs d'établissement, c'est devenu une priorité. « Dans le cadre du plan de formation académique, nous menons des actions pour former les enseignants à l'égalité des chances filles-garçons », déclare M. Herbert Maisel, recteur de l'académie de Rennes. Initiative parmi d'autres, le lycée Colbert de Lorient a lancé en 1984 une opération auprès des collèges de la ville, dans le but d'attirer davantage de filles dans ses sections industrielles. « Nous voulons former des classes de F2 et de F3 homogènes, uniquement composées de filles », rappelle M. Daniel Bin, chef de travaux.

C'était placer la barre trop haut. Les jeunes filles restent l'exception dans ces classes industrielles. Cependant, elles sont plus nombreuses à venir en seconde TSA « pour voir ». « Nous marquons des points grâce à l'option informatique pour laquelle nous avons eu jusqu'à quinze filles en classe de seconde », se réjouit M. Bin. Avec 472 filles sur 1859 élèves, le lycée Colbert est l'un des lycées techniques industriels les plus féminisés. Mais les actions ponctuelles ne suffisent pas.

Afin d'aider les jeunes filles à choisir les formations scientifiques et techniques, l'université de Haute-Bretagne (Rennes II) a mis au point une série d'outils pédagogiques qui sont diffusés dans les établissements scolaires et dans les centres d'information et d'orientation (CIO) de la région. Baptisé *Plurielles*, ce programme est réalisé par des étudiants sous la direction de M. Annie Jantar-Loiseau, responsable de la chaire d'études féministes à l'université rennaise. Il se compose d'une exposition itinérante de photos illustrant la mixité dans les formations, du CAP au BTS, d'un « photo-langage », une centaine de photos de la vie quotidienne « permettant d'introduire des ruptures dans les représentations traditionnelles des hommes et des femmes » ; et de dix portraits sonores où des femmes (ingénieur, souffleur de verre, etc.) « font partager la passion de leur métier ». Bientôt, une vidéo complètera la panoplie. Ces outils pédagogiques

sont utilisés quotidiennement par M. Josyane Ballouard, directrice du CIO de Pontivy, dont l'équipe est particulièrement mobilisée sur l'orientation différenciée des filles et des garçons. « Dans notre district, les deux tiers des jeunes femmes de seize à vingt-cinq ans sont sans solution professionnelle et l'offre de formation est très réduite », explique-t-elle.

Pour espérer abolir les clichés du sexisme ordinaire, il faut informer très tôt et sans relâche : « Nous travaillons sur une préparation au choix dès la sixième », explique-t-elle.

#### De fortes personnalités

Encore faut-il que les établissements de l'enseignement technique soient prêts à accueillir des filles. Les sanitaires, comme les vestiaires, ne sont pas toujours bien adaptés à un public mixte. Les mentalités non plus. Seule fille dans sa classe de première F1 au lycée Colbert, Marie, dix-sept ans, confesse : « C'est dur, j'ai mis plus de trois mois pour me faire respecter ». L'accueil des adolescentes mûres n'est pas toujours tendre. Celui des enseignants non plus : « Ils souhaitent avoir plus de filles dans le technique, mais ils les acceptent mal, ils veulent qu'on ait le même comportement que les mecs », s'insurge Marie. Quand, après vingt ans d'enseignement, un prof voit débarquer une fille dans sa classe, vous imaginez les réflexions.

D'une famille de marins, Marie a tellement envie de devenir mécanicienne dans la marine qu'elle s'accrochera malgré tout à son bac F1. « Les filles que nous recevons dans les branches industrielles ont de fortes personnalités », confirme M. Daniel Bin. Est-ce à dire que les autres ne résisteraient pas ? Au moment où de nouvelles technologies, comme l'automatisation ou l'informatisation, rendent accessibles aux femmes des professions considérées jusqu'à présent trop pénibles, il serait dommage de buter sur des barrières psychologiques.

Devant le clavier d'une machine-outil à commande numérique, une femme est désormais, à qualification identique, l'égale d'un homme. Il faut le faire comprendre aux élèves, à leurs parents, aux enseignants, mais aussi aux... professionnels. A quel bon en effet changer les conditions de formation si, parallèlement, les obstacles à l'embauche des filles dans l'industrie ne sont pas levés ?

JEAN-JACQUES BOZONNET

### Collection "GESTION"

F. Aftalion, P. Poncet.  
*Le Matif - 1987*  
(2<sup>e</sup> édition refondue et mise à jour). 145 F.

J. Bon et divers auteurs.  
*Marketing en exercices*. 115 F.

H. Bouquin.  
*Le contrôle de gestion*. 145 F.

D.L. Bradford, A.R. Cohen.  
*Gérer pour vaincre*. 138 F.

H. de Carmoy.  
*Stratégie bancaire*  
(3<sup>e</sup> édition mise à jour). 128 F.

G. Emard.  
*Gestion du risque de taux d'intérêt*. 90 F.

H. Kacimi.  
*Informatique de gestion*. 98 F.

S. Lamois.  
*Comptabilité financière*  
(3<sup>e</sup> édition mise à jour). 110 F.

S. Michel.  
*Peut-on gérer les motrices ?* 115 F.

G. Pupion.  
*Statistiques descriptives*. 185 F.

F. Roure, A. Butery.  
*Options négociables*. 145 F.

J.-C. Usunier.  
*Environnement international et gestion de l'exportation*  
(3<sup>e</sup> édition). 110 F.

J.-C. Usunier.  
*Management international*  
(3<sup>e</sup> édition). 110 F.

pu

LES LIVRES  
DES PUF  
QUESTIONNENT  
LE MONDE

### COURRIER

#### L'allemand en Pologne

Commentant la carte qui accompagnait, dans *Campus* du 15 février, notre article « Les langues, étendards des peuples », de nombreux lecteurs se sont donnés de voir l'aire de diffusion des langues germaniques déborder en partie la ligne Oder-Neisse et font écho à la légitime préoccupation du gouvernement polonais, qui souhaite que l'Allemagne confirme explicitement la reconnaissance de cette frontière, fixée en février 1945 à la conférence de Yalta.

Il convient de rappeler à ce sujet qu'une carte linguistique n'est pas une carte politique. Celle dont il s'agit, tirée d'un ouvrage de référence (*Les Langues du monde*, sous la direction d'A. Meillet et de M. Cohen, édition de 1952, Paris, CNRS et H. Champion ; en cours de réédition), utilisait un système de représentation par échelles qui n'a d'autre sens que de refléter une réalité de géographie linguistique : l'existence dispersée de dialectes allemands dans les provinces polonaises de Poméranie au nord et de Silésie au sud. Il ne s'agit plus aujourd'hui que de survivances, le nombre des Polonais germanophones n'ayant cessé de regresser.

Claude HAGEGE  
Professeur  
au Collège de France

### LIVRES

#### Comment l'Ecole devient une affaire d'Etat

Par Christian Nique

Comment expliquer la force des liens qui existent en France entre l'Ecole et l'Etat ? Sont-ils dus à un accident de l'histoire ou à une lente évolution de l'organisation sociale ? Telles sont les questions à l'origine de cette étude sur les débuts de la prise en charge « de l'instruction et de l'éducation du peuple » par l'Etat, à une époque où la majorité politique cherche pourtant à réduire le rôle de ce dernier.

C'est ce « paradoxe libéral », bien antérieur à l'action de Jules Ferry, qui est, selon l'auteur, à l'origine des premières guerres scolaires, intervenues dès 1815-1816, centrées sur des questions très actuelles, comme la décentralisation du système éducatif ou la liberté d'enseigner.

Nathan, collection « Repères pédagogiques », 288 p., 128 F.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

# MS ESCP

MASTRE SPECIALISE  
MANAGEMENT DES SYSTEMES  
D'INFORMATION

Spécialisation de haut niveau en un an, pour acquérir les compétences de consultant ou de chef de grand projet (informatique, réseau) en maîtrisant les aspects stratégiques, organisationnels et techniques des systèmes d'information de l'entreprise.

Niveau de recrutement - BAC +5  
(Grandes Ecoles, DEA, DESS ou équivalent)  
Dossier de candidature et renseignements  
après d'Amick Chabardès

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS  
GROUPE ESCP - PROGRAMMES MASTERS  
75, avenue de la République - 75643 Paris Cedex 11  
TEL. 43 35 39 08

## M.S. ESC LYON

Maîtres spécialisés

### CHOISISSEZ UN AN D'EXCELLENCE :

- M.S. MANAGEMENT DES ENTREPRISES DE SERVICES
- M.S. MANAGEMENT DE LA TECHNOLOGIE
- M.S. INGENIERIE FINANCIERE
- M.S. MARKETING INDUSTRIEL

Diplômés des grandes écoles de gestion, d'ingénieurs ou de l'université, renseignez-vous !

MASTERS INFORMATION  
BP 174 - 69632 ECULLY CEDEX Téléphone 72 20 25 25

GROUPE ESC Lyon  
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS



## PARIS - ILE-DE-FRANCE

Les animaux reviennent dans les forêts de la région

Battue écologique  
dans le bois Notre-Dame

L'Office national des forêts (ONF) vient de procéder à deux battues au chevreuil et au sanglier dans le bois Notre-Dame, à La Queue-en-Brie, à cheval sur le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne.

A moins de 20 kilomètres de Paris, survolé constamment par les avions qui atterrissent à Orly, traversé par la Francilienne (N1) et séparé par la seule RN 4 d'un centre commercial où l'on voit s'activer des portiers de familles le chariot à la main, le bois Notre-Dame abrite une faune en pleine expansion.

Trente-cinq fusils dont deux femmes et une vingtaine de rabatteurs étaient réunis récemment à la Maison de la forêt dans la fraîcheur humide du petit matin pour entendre les recommandations de prudence, comme il est d'usage, de M. Xavier Laverne, directeur régional de l'ONF. « Nous sommes dans une forêt ouverte au public. Bien que ses accès soient aujourd'hui interdits, nous aurons peut-être des promeneurs. On ne tire pas dans la traque. On ne tire qu'à balles. On ne quitte sa place sous

aucun prétexte. Un coup de trompe long pour le début de la battue. Trois coups de trompe longs, fin de battue. Trois coups de trompe et un talutage derrière pour annoncer un chevreuil. En sens inverse, on ne tire plus. Le plan de chasse est de cinq chevreuils maximum, brocardés ou chèvres, mais de préférence des jeunes. Pour les cochons il faut tirer soit des petits de 30 à 50 kilos, soit des super de 100 kilos. »

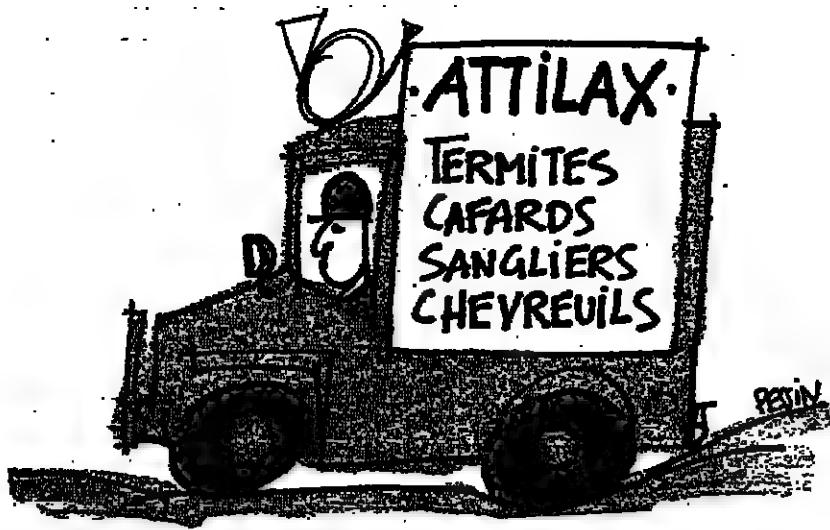
Gestion  
de patrimoine

Après une ultime sonnerie de cor, la petite troupe part en forêt gagner ses positions. Pendant la journée, les chasseurs verront un nombre beaucoup plus important d'animaux qu'ils ne le soupçonnaient, et, le soir, le tableau de chasse sera de quatre chevreuils et cinq sangliers. Quelques jours plus tard, neuf sangliers et deux chevreuils seront de nouveau abattus.

L'ONF organise ici des battues depuis quatre ans pour le sanglier et depuis trois ans pour le chevreuil. Ce n'est pas de la

chasse, c'est de la gestion de patrimoine, afin de préserver l'équilibre naturel et cynégétique, d'éviter les épidémies, puis, en l'absence de chasse autorisée, les seuls prédateurs sont les braconniers et, surtout, les automobilistes. L'idéal est, ici, pour les chevreuils, de stabiliser leur population à une quinzaine de têtes par tranche de 100 hectares — ce chiffre peut monter à 40 pour 100 hectares dans une forêt plus riche.

Il faudrait donc abattre une cinquantaine de bêtes à l'année pour maintenir leur nombre à un niveau optimal. Les chevreuils ont un taux de croissance de 40 % par an, ce qui est relativement modeste par rapport aux sangliers, dont la population double dans le même temps. Ils seraient déjà 200 dans le bois Notre-Dame. Leur présence, vouée, souhaitée et maintenue, ne va pas sans poser quelques problèmes. Les chevreuils refolient des jeunes plants de chêne, causant des dégâts qualifiés d'insupportables. Le problème n'est pas si simple à résoudre. Il est beaucoup plus pour les sangliers, qui, au printemps, bénéficient de distributions de maïs pour éviter



qu'ils n'aillent chercher leur pittance dans les cultures limitrophes. Malgré toutes les précautions prises, les agriculteurs subissent, bon an mal an, environ 300 000 francs de dégâts, qui leur sont remboursés.

Couvrant une superficie de plus de 2 000 hectares à l'est du Val-de-Marne, le bois Notre-Dame — acheté par l'Etat il y a quinze ans — avait failli disparaître, victime des promoteurs et de la mode des villages à l'américaine. Il a été sauvé, mais dans quel état ? Ses anciens propriétaires avaient vendu, à l'époque, les plus beaux arbres, qui étaient destinés de toute façon à disparaître. Laissé à l'abandon, peuplé d'essences pauvres où dominent

le bouleau, le châtaignier, et mité par de nombreux vides, il fait l'objet d'importantes opérations qui, d'ici un siècle, doivent en faire une forêt équilibrée à base de chênes et de divers feuillus.

Aujourd'hui, avec les bois de la Grange, de Grosbois, d'Armainvilliers et de Ferrière, il forme un massif ouvert au public d'environ 6 000 hectares, interrompu seulement par une plaine de 500 mètres sur 2 kilomètres que l'ONF voudrait achever de reboiser. Des familles viennent y pique-niquer, se détendre et se distraire, sans même soupçonner qu'à quelques mètres de là, cachés dans les taillis, des animaux les observent. « Ils s'habituent et s'adaptent à tout », note M. Laverne avec optimisme. La

bois Notre-Dame n'est pas une exception. Toutes les forêts autour de Paris connaissent une réjouissante croissance des populations de grand gibier. A Saint-Germain, le chevreuil, qui avait disparu il y a vingt ans, est à nouveau signalé. A Fosse-Repos et à Verrières, des chevreuils relâchés ont fait souche, et on en a même signalé dans un bosquet situé à l'intérieur d'un échangeur d'autoroute.

Chassée, la nature revient au galop... pour peu qu'on l'aide.

FRANÇOIS GOUGE

(1) Un pont destiné à prioriser aux animaux est actuellement en construction pour leur permettre de franchir l'autoroute de la Francilienne en toute sécurité.

Confluences : une pépinière pour les jeunes artistes

## Le carrefour au fond du passage

A Confluences, on peut monter un film, trouver un atelier, une régie, ou se donner en spectacle. Fondée en 1977 par le Père Jean Diard, cette association est une maison d'accueil où se croisent des artistes du monde entier, futures vedettes ou talents confirmés.

Après la rumeur de la rue, tout est serein. Dans le passage, derrière le boulevard de Charonne, la petite maison blanche qui abrite l'association Confluences est encore assoupie : les artistes s'éveillent tard, il est près de 11 heures. Soudain, des mialements, nappés par un groupe d'étudiants du centre d'art dramatique de Lille qui peaufinent leur formation. Au premier étage, une bande-son que l'on remonte à grande vitesse. Un jeune cinéaste américain monte son premier film. Un peu plus loin, un crooner chante en sourdine. Derrière des murs de tissu blanc, un artiste japonais fait la dernière main à de gigantesques toiles vierges décorées de noir. Kanno, lui, n'est pas couché.

« Il travaille la nuit », explique le Père Jean Diard. Le directeur de Confluences couvre ses ouailles avec une satisfaction tranquille. Ce petit homme pétillant dirige aujourd'hui ce lieu pluridisciplinaire où de jeunes artistes — peintres, cinéastes, vidéastes, photographes, comédiens ou musiciens — peuvent s'épanouir, rencontrer leurs amis et faire leurs premiers pas à des prix défiant toute concurrence.

Confluences est en effet une adresse digne de figurer dans le Guide du routard, au titre de la société de prestation de services artistiques la moins chère de Paris. L'aubaine des artistes fauchés, l'asile douillet des graines de talent. Ici, un photographe peut développer ses photos pour 50 F par demi-journée, un comédien peut s'offrir son premier spectacle pour 1 500 F, régisseur compris ; pour des clopinettes, un cinéaste peut projeter ses premières images. C'est justement grâce au cinéma que cette pépinière des arts a vu le jour. Après la seconde guerre mondiale, le Père Jean Diard participe à l'aventure de la maison des Trois-Fontaines à Chantilly, un centre culturel fondé par les Jésuites. On lui présente Henri Langlois, directeur de la Cinémathèque française. Cette rencontre sera son chemin de Damas. Grâce à lui, Hitchcock, Renoir et Rossellini viennent animer des débats à la maison de Chantilly. « Viagés plus tard », Henri Langlois, débordé par l'afflux des jeunes cinéastes à la Cinémathèque, propose à Jean Diard d'en accueillir quelques-uns à la maison de Chantilly.

Jean Diard leur apprend qu'il y a d'autres arts dans la vie. Lieu de travail pour tous les jeunes artistes,

Confluences voit le jour en 1975. Expropriée en 1987 du passage Lathuille, qu'elle occupait depuis 1979, elle s'installe en 1988 dans des anciens ateliers de chaudronnerie nichés dans le petit passage, derrière le boulevard de Charonne.

« On est parfois pédagogue sans le vouloir. Les artistes se croient différents des uns des autres. Puis ils se rencontrent autour de la table d'hôte, ils parlent de leurs angoisses ou de leurs espoirs. Puis ils se chipent leurs outils. Un photographe pique un magnétophone, le cinéaste lorgne sur le piano... Par ces petits gestes quotidiens, ils découvrent les correspondances entre les arts et cela les enrichit. »

Professionnels  
et amateurs

« Notre association est beaucoup plus qu'une scène de spectacle. C'est un endroit ouvert à tous les courants d'expression professionnels et à toutes les sources auxquelles s'alimente chacun de ces courants », affirme Jean Diard. Tous les luns, l'association met gratuitement ses locaux à la disposition de jeunes artistes qui peuvent présenter leurs créations à des professionnels : des bancs d'essai, en quelque sorte, pour public averti, mais ouverts à tous (1). Il y a aussi des spectacles, des vrais. Révélation du dernier Printemps de Bourges, la chanteuse Adrienne s'y est produite en mars.

En dehors des spectacles ou des cours, on parle, les jeunes artistes savent qu'ils pourront croiser des professionnels du milieu. Par exemple Jacques Lassalle, le directeur du Théâtre national de Strasbourg, est venu donner des cours. Jean-

Claude Malgouère est venu répéter avec ses musiciens. Des « décideurs », membres du ministère de la culture ou directeurs de centres culturels, organisent des repas « d'affaires ». Trois mille personnes ont franchi la porte de Confluences en 1989.

La pépinière du boulevard de Charonne a ses fiertés. Patrick Pincus — qui vient de faire ses premiers pas au TNF de Villeurbanne dans *Férod la nuit*, de Michel Deutsch, mis en scène par Georges Lavaudant (le Monde du 7 décembre 1989) — est un « ancien ».

Le bouche-à-oreille reste le meilleur moyen de communication de Confluences. « On se passe le mot dans le métier. Aujourd'hui, nous refusons du monde et la sélection est devenue nécessaire. Nous donnons la priorité aux gens pour qui une place dans nous semble vitale, des débutants susceptibles de grandir, de prendre la relève. Des correspondants nous envoient des candidatures. Les autres doivent présenter un dossier et se soumettre à un entretien de motivation. »

Ouvert sur le monde entier, Jean Diard n'a pas attendu l'ouverture à l'Est : « Nous hébergions ceux qui réussissaient à parvenir jusqu'à nous. » Il n'a qu'une crainte : accueillir « des bons amateurs qui s'amusent ». A Confluences, la place est trop précieuse.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Les lundis de Confluences. Lundi de la musique, le premier lundi de chaque mois ; le lundi de la chanson ; le deuxième ; le lundi de la poésie ; le troisième ; le lundi de l'image ; le quatrième, à 20 h 30. 190, bd de Charonne, 75020 Paris. Tél. : 40-24-16-34.

La ville nouvelle du Val-d'Oise s'intéresse aux moins de vingt ans

## Cergy fait parler les jeunes

Quand Cergy se penche sur sa jeunesse, c'est pour essayer d'en relever les défis : la toute jeune municipalité socialiste de la commune — pilier de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) — a décidé en effet de lancer une opération « les défis de la jeunesse » à destination des quatorze-vingt ans, qui sera ponctuée, du 14 au 20 mai, par une semaine « temps fort » avec réunions, forum et concert. Cette opération devrait ensuite s'étaler sur plusieurs années.

A l'origine, un constat : 45 % de la population ont moins de vingt ans. Et la majorité d'entre eux, moins de quatorze ans. Le travail des différentes municipalités, depuis la formation de la ville nouvelle, a donc toujours été accaparé par les « tout petits ». Les quatorze-vingt ans, eux, sont passés de mille huit cents à quelque cinq mille aujourd'hui en l'espace de huit ans,

et ils seront six mille trois cents en 1993. Pour le maire Isabelle Massin, « il est donc temps de s'adapter à la population, qui grandit en même temps que la ville nouvelle ».

D'autant que la délinquance juvénile, phénomène encore inexistant ces dernières années, commence à faire son apparition. « Les jeunes estiment qu'ils ne sont jamais pris en compte », explique Anne-Marie Björnsen, conseillère municipale, déléguée à la jeunesse. Ils parlent d'ennui, de ville morte. Quant à l'engagement pour la vie associative, il n'est plus ce qu'il était au début des années 70. Bien souvent, les jeunes avouent d'ailleurs ne pas connaître les structures, sportives ou autres, qui leur sont pourtant destinées.

La mairie s'est donc donnée pour mission de contacter tous les organismes et institutions approchant, de près ou de loin, les jeunes cergysiens âgés de quatorze à vingt ans. Les rencontres s'organiseront autour de deux thèmes : loisirs et emploi. Les jeunes pourront exposer leurs rêves les plus fous, leurs aspirations, leurs projets, leurs critiques. Ils relèveront ainsi le défi de la municipalité — celui de donner aux jeunes une place dans la ville — avant de lancer à leur tour leurs propres défis. Histoire de mettre au pied du mur ces adultes qui ont décidé d'améliorer leur quotidien.

La mairie va ensuite s'adresser aux sept cent quatre-vingts entreprises de la commune — 70 % des établissements implantés en ville nouvelle — pour qu'elles s'associent à cette « action jeunes ». En parallèle, le concert, par exemple, ou en aidant les jeunes à réaliser leurs rêves. « Notre rôle sera surtout celui d'un intermédiaire : une ville

existe vraiment quand il y a échange entre toutes ses composantes », dit Isabelle Massin.

La commune consacra à cette opération la somme de 370 000 francs, auxquels il faut ajouter 150 000 francs qui alimenteront éventuellement des bourses de voyages. Le parrainage pourrait rapporter 300 000 francs de recettes et le concert 600 000 francs. Par ailleurs, la ville a approuvé, dans son budget, l'attribution de 500 000 francs à des actions spécifiques de prévention contre la délinquance, dans le cadre du programme intercommunal de Cergy-Pontoise.

JACQUELINE MEILLON

« Les défis de la jeunesse » : mairie de Cergy-Saint-Christophe. Tél. : 30-35-35-11.

DÉBAT : quel avenir pour la région parisienne ?

## Priorité à la qualité de la vie

par Pierre-Charles Krieg

LIVRE blanc, Livre bleu, Livre rose. J'entends d'outre-tombe le général de Gaulle nous dire : « Pourquoi pas un livre arc-en-ciel ? » Il aurait une nouvelle folie-raison. Ce livre pourrait être notre décalogue des mots pour affronter les réalités.

Un peu plus de dix millions de personnes vivent en Ile-de-France sur 2 % du territoire national, c'est-à-dire dans un monde très urbanisé. Cette révolution de la ville devenue premier cadre de vie d'une société qui s'enorgueillissait, il y a encore peu, d'être agricole à 80 % s'est produite en l'espace d'une génération. Il est normal que cela pose des problèmes importants, d'autant plus que nous n'y étions pas préparés et que les deux générations qui nous ont précédés ont eu à faire face à la sortie de la guerre et à l'explosion de la société industrielle.

Or les événements de l'Est nous montrent que l'après-guerre est terminée, il faut, maintenant, gérer l'avenir. Cela ne pourra se faire qu'avec quelques principes simples et le désir de voir les problèmes en face, sans polémique franco-française.

Les Franciliens vivent mal. Il ne s'agit pas de savoir pourquoi, mais surtout de chercher comment remédier à cette situation.

De très gros progrès ont été réalisés en matière de niveau de vie, malgré 470 000 chômeurs ; de confort (de moins de 30 %), le nombre de logements avec confort est passé à plus de 90 % ; de scolarité (élévation progressive jusqu'à dix-huit ans) ; de développement économique puisque notre tissu industriel a pu et se renouvelle, passant de l'industrie lourde aux technologies de pointe. Cela montre

que la situation n'est pas inaméliorable.

A l'heure actuelle, les grands problèmes sont ceux de l'allongement du temps de transport entre le domicile et le lieu de travail et la difficulté de vivre la ville.

Sur le premier point, on sait qu'il y a un aspect mécanique des choses : la densification oblige à étendre toujours plus les zones d'habitation. C'est-à-dire que, là où le déplacement à pied suffisait, la longue distance devient la règle. Pour régler, il faut des autorités compétentes ayant des pouvoirs clairement définis et, en particulier, des pouvoirs d'harmonisation. Or, face au phénomène urbain, on en demeure à un système de transports en commun qui trouve sa base dans une législation datant de 1949 ou de 1959. C'était aussi l'époque de la 4 CV, des bidonvilles ou des bus à piste-forme arrière.

Retour  
en arrière

Tout cela a disparu. Les institutions ont évolué aussi et, en passant par le district et la région administrative, nous sommes parvenus à une région « collectivité territoriale de plein exercice », avec des membres élus au suffrage universel.

Si les institutions ont évolué, ce n'est pas pour un caprice de quelques élites, mais parce que la vie avait bougé, le droit, comme les institutions, étant toujours le reflet de la société. Maintenant, la régionalisation doit avoir les moyens de s'exprimer pleinement.

En matière d'aménagement et de « qualité de vie — qualité de la

ville », elle peut le faire, à condition que le pouvoir politique le veuille.

Or on assiste actuellement à un formidable retour en arrière avec une recentralisation larvée. L'Etat se sert des déconvenues dans les domaines où les réformes n'ont pas encore été effectuées et, ob, en général, il conserve seul le pouvoir de décision, donc la responsabilité, pour revenir sur celles qui ont montré, pourtant, leur caractère bénéfique. Il nous faut aujourd'hui des collectivités territoriales plus autonomes et non une nouvelle mainmise de l'Etat, comme cela apparaît en matière de révision du schéma directeur, par exemple, ou de communautés urbaines imposées de manière autoritaire.

Cette autonomie a montré ce qu'elle pouvait faire là où elle a pu s'exprimer, totalement. On sait qu'elle a pu jouer pour les régions, depuis 1986, essentiellement dans un domaine, celui des lycées. Les places y manquaient cruellement. Le conseil régional, en une mandature, de 1988 à 1992, aura construit soixante-quatre lycées et plus de cent mille places. En matière de transports en commun et de routes, où nous sommes financeurs et non maîtres d'ouvrage, l'effort de l'Etat a diminué de près de la moitié depuis 1975. Nous n'avons pu qu'assister passifs à ce phénomène.

En matière de logement social, les régions n'ont jamais eu aucune compétence. L'Etat seul peut agir. Nous n'avons pu prendre que des mesures complémentaires, mais, comme chacun le sait, pour qu'il y ait complémentarité, il faut qu'il y ait complémentarité. Il faut qu'il y ait un principal. Celui-ci est du domaine de l'Etat, qui a diminué l'effort dans de grandes proportions ces dernières années, et principalement dans le contrat de plan.

Ainsi, ce que nous revendiquons actuellement, c'est que le législateur donne aux collectivités territoriales les moyens d'agir sur les routes, les transports en commun et peut-être le logement, comme elles en ont eu la possibilité, donnée en 1986, pour les lycées. Il ne s'agit pas obligatoirement d'un transfert total de compétences, mais que les collectivités locales soient maîtres d'utiliser comme elles l'entendent les sommes qu'elles investissent dans ces domaines, selon la formule « Qui paye décide » (1).

De cette émulation entre l'Etat et les collectivités territoriales, il ne peut sortir qu'un bien pour les habitants. Faut-il croire que le gouvernement refuse cette confrontation qui ne serait sans doute pas à son avantage, alors que les collectivités ont fait la preuve de leur capacité à agir ?

(1) Si opportunément rappelés par le premier ministre au cours d'un voyage qu'il fit, l'été dernier, en Polynésie française.

► Pierre-Charles Krieg est président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France.

صلى الله عليه وسلم





Les monnaies officielles  
des XVI<sup>es</sup> JEUX OLYMPIQUES D'HIVER  
d'Albertville et de la Savoie



## UNE COLLECTION PRESTIGIEUSE DE 10 PIÈCES EN OR OU EN ARGENT

(4 pièces émises, 6 pièces à émettre)



Réalisant des œuvres d'art originales en métal précieux, la Monnaie de Paris crée un véritable trésor qui sera un témoignage prestigieux des XVI<sup>es</sup> Jeux Olympiques d'Hiver d'Albertville et de la Savoie.

Les 9 premières pièces représentent chacune une discipline olympique : ski de descente, patinage artistique, patinage de vitesse, bobsleigh, ski acrobatique, slalom, hockey sur glace, ski de fond, saut à ski. La dixième pièce, frappée uniquement en OR, sera à l'effigie de Pierre de Coubertin.

Pour mettre en valeur cette collection, un coffret luxueux est offert aux acquéreurs des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> pièces.

Tirage limité à 30 000 exemplaires pour chaque pièce en OR, 300 000 pour chaque pièce en ARGENT.

Les 4 premières pièces de la série (les suivantes paraîtront 2 par 2 tous les 6 mois) sont émises en OR au prix de 3 000 F et en ARGENT au prix de 250 F.

Les pièces sont disponibles :  
à la Monnaie de Paris : Galerie de vente, 2, rue Guénégaud, PARIS 6<sup>e</sup>,  
ou Voie Romaine, PESSAC (Gironde),  
dans les agences du Crédit Lyonnais,  
à La Poste, dans tous les bureaux,  
à la Trésorerie Générale au chef-lieu de chaque département,  
chez les distributeurs agréés.  
Vente par correspondance :  
Monnaie de Paris, 11, quai de Conti, PARIS 6<sup>e</sup>.  
Minitel : 36 14 code MODEPA.

Pour recevoir notre dépliant  
sur les premières pièces olympiques  
Veuillez retourner ce coupon-réponse à  
LA MONNAIE DE PARIS  
11, quai de Conti, 75270 PARIS Cedex 06

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_

LMO



## AGENDA

## AUTOMOBILE

## Les bavardages de François Michelin

De mémoire de chroniqueur, on n'avait jamais vu cela. M. François Michelin s'est levé, lundi 12 mars, durant une de ses heures, au jeu des questions et des réponses devant une poignée de journalistes parisiens. Pour un homme qui fuit les mondanités et se trouve, dit-on, plus à l'aise dans sa forteresse de Clermont-Ferrand que dans les salons de la capitale, cette rencontre doit être considérée comme un événement. Tantôt paternel, tantôt sentencieux, parfois agressif, le président de la Compagnie générale des Etablissements Michelin a livré dans la conversation, il est vrai, plus de réflexions, parfois déballées, que de secrets sur sa maison.

La première remarque ayant été « les patrons trop médiatisés sont dangereux », et c'est d'ailleurs ce qui m'ennuie aujourd'hui », le dialogue avec les représentants de la presse s'était engagé ni tout à fait cordial, ni tout à fait glacé. Et, à vrai dire, il était permis de se demander qui de son assistance était venu entendre l'autre.

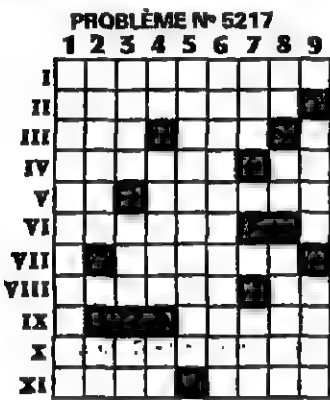
L'Europe ? L'essentiel est de savoir si elle va de l'Atlantique à l'Oural ou de l'Oural à l'Atlantique. Le Japon ? Ils ont

envie de gagner la guerre, et c'est leur force. La morale ? Les Japonais n'intègrent pas dans leur prix de vente les frais de recherche. Les objectifs de la société ? Il faut défendre la maison contre les prédateurs. Les priorités ? Les clients d'abord, ensuite le personnel, enfin les actionnaires. Le pari américain ? Il y a 75 % de risques que cela ne se fasse pas, disent les avocats, mais comme ils dissient encore récemment qu'il y avait 90 % de chances que cela se fasse (11... M. Michelin était venu à Paris chercher la médaille d'homme de l'année automobile 89 » décernée sous la houlette du Journal de l'automobile par un jury de « spécialistes ». Un honneur dont il dira qu'il ne lui fait pas particulièrement plaisir ! Comme quoi on peut être grand patron, prudent à l'égard de la presse, et avoir aussi de l'humour.

CLAUDE LAMOTTE

(1) La commission anti-trust américaine n'a pas encore donné son accord au rachat d'Uniroyal, entreprise par Michelin en septembre 1989. Une fois réalisée, l'opération ferait du groupe français le numéro un mondial du pneumatique.

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**  
I. Peut être la réponse du bégot. — II. Un adjectif qui n'évoque pas le bon temps. — III. Cri devant une étoile. Adjectif pour une bonne œuvre. — IV. Une base aérienne. Participe. — V. Instrument du hasard. Est parfois attribuée au sort. — VI. Cours aux Enfers. — VII. Se traînent sur les fonds. — VIII. Ses amateurs sont des partisans de l'ordre. Qui est resté sans relations. — IX. Ne sont pas tous humains. — X. Qui n'a donc pas une bonne fourchette. — XI. Pas atteint. Un homme à la mer !

**VERTICALEMENT**  
1. Peuvent faire quelque chose de leurs dix doigts. — 2. Parfois donné pour avoir la paix. Symbole. — 3. Ordre de départ. Une baie lointaine. Adverbe. — 4. En France. Donner de mauvais plus. Redevenant neutre quand on arrive au bout. — 5. Ne doivent pas être trop nourries quand elles sont folles. — 6. Peut être faite d'une seule pièce. — 7. Ville des Pays-Bas. Endroit où l'on ne trouve pas d'essence. — 8. Apparu. Un sgrément à l'étranger. Monument. — 9. Reste sans réplique. Qui devrait être remplacé.

**Solution du problème n° 5216**  
**Horizontalement**  
I. Béguin. Oc. — II. Aco. Rue. — III. Rosière. — IV. Alinéa. Ca. — V. Tee. Sculp. — VI. R. R. Laie. — VII. Ne l'isère. — VIII. Entité. Nu. — IX. USA. Ota. — X. Sécuriser. — XI. Est. Sats.  
**Verticalement**  
1. Baratin. — 2. Ecole. Anses. — 3. Gérer. Tact. — 4. In. Ate ! — 5. Idées. Stars. — 6. Rodée. Ic. — 7. Ré. Aer. Ost. — 8. Ou. Clientes. — 9. Canapé. UER.

GUY BROUZY

Refuges pour les enfants de Bombay. — L'Association française pour l'enfance abandonnée (AFAE) vous invite à connaître Suchasadan, refuges pour les enfants abandonnés de Bombay, le 17 mars, de 15 h à 18 h, dans la salle paroissiale de l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 70, rue Falguère, Paris 15<sup>e</sup> (projections de diapositives commentées à 15 h 30 et 17 h). Entrée libre.

Concours. — Les Lions-Clubs Bordeaux-Tourne et Bordeaux-Graves organisent, jusqu'au 15 mai 1990, un concours de mots croisés au bénéfice de « Clefs pour l'adolescence » (œuvre Lions de prévention des toxicomanes). Pour y participer il suffit d'envoyer un chèque de 100 francs et une enveloppe timbrée à votre adresse à : Concours mots-croisés Lions, BP 330, 33028 Bordeaux cedex (Tél.: (06) 56-94-96-47).

**AU SOMMAIRE DE MARS**  
**Le Monde des PHILATELISTES**  
l'officiel de la philatélie  
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS  
● Cartes postales : le général de Gaulle.  
● La collection des carnets de Grande-Bretagne.  
● L'Agence spatiale européenne et le projet Columbus.

**LE MONDE DES PHILATELISTES**  
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES  
En vente chez votre marchand de journaux

## CARNET DU MONDE

## Naissances

- Arnaud

fait la joie de ses parents.

Francesca et Gérard CONDÉ,  
dépouillés sa naissance, le 26 février 1990,  
à Rembrenant.

36, boulevard du Temple,  
75011 Paris.

- Une étoile dans la nuit

Estelle

est née le 24 février.

Anne  
et Daniel LENOIR-JOUSSEN,  
Dardé (1), Aurélie et Romane.  
11, rue de l'Insurrection-Parisienne,  
94600 Choisy-le-Roi.

## Décès

- M<sup>me</sup> Thérèse Jean Amiot,  
M<sup>me</sup> Nohad Michel Bouteau,  
M<sup>me</sup> Mona Raymond Gohard,  
M<sup>me</sup> Marcelle Chavki Rahabi,  
M<sup>me</sup> Georges Bechalan,  
Et leurs familles,  
ont le deuil de faire part du décès de  
Diane de leur mère.

M<sup>me</sup> Noëlle BECHALAN,  
décédée en son domicile au Liban, le  
8 mars 1990.

Une messe de requiem aura lieu le  
samedi 17 mars, à 18 heures (avant la  
messe du soir), en l'église Saint-Étienne-  
des-Grecs, 7, rue Georges-  
Bizet, Paris-16<sup>e</sup>.

Les condoléances seront reçues au  
domicile de M<sup>me</sup> Thérèse Amiot,  
21 bis, avenue d'Alsace, Paris-16<sup>e</sup>, le  
dimanche 18 mars.

- La famille et les amis de

Edith BOMY,

ont le deuil de faire part de sa dispari-  
tion, survenue le 12 mars 1990.

L'inhumation aura lieu le 15 mars,  
dans la plus stricte intimité.

- M<sup>me</sup> André Citroën,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean Citroën,  
M<sup>me</sup> René Citroën,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Poquignot,  
ses enfants,  
Louis, Antoine et Zola,  
ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Jacqueline Citroën,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Citroën,  
M<sup>me</sup> Maurice Duroy,  
ses sœurs, frères et belles-sœurs,  
Et toute sa famille,  
ont le deuil de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Maxime CITROËN,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,

survenue à Val-d'Aire, le 11 mars 1990.

L'inhumation aura lieu le jeudi  
15 mars, à 10 h 30, au cimetière du  
Montparnasse, rue Emile-Richard,  
Paris-14<sup>e</sup>.

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 14 MARS

« De l'impressionnisme à l'expression-  
nisme », 10 h 30, entrée du Musée de  
l'Orangerie des Tuileries, place de la  
Concorde (Art et le mariage).

« L'Ecole nationale des beaux-arts »,  
14 h 30, rue Bonaparte.

« L'hôtel du boulevard Gouthière et son  
quartier », 14 h 30, 5, rue Pierre-Sadet  
(Monuments historiques).

« La crypte archéologique », 14 h,  
entrée, sur le parvis de Notre-Dame  
(Tourisme culturel).

« Les salons de l'hôtel de Soubise »,  
14 h 20, dans le couloir, 60, rue des  
Francs-Bourgeois (C. Merle).

« L'hôtel de Launay », 14 h 30, 17,  
quai d'Anjou (Paris livre d'histoire).

« Auditorium du Musée du Louvre »,  
18 h 30 : « Naissance du portrait dans  
l'art grec : l'imaginaire de l'étranger et son  
rôle dans l'émergence du portrait », par  
A. Pasquier (cycle : l'image de l'autre).

« De Popinçourt à la rue de Lappe »,  
14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris  
pittoresque et insolite).

« Hôtels et église de l'île Saint-  
Louis », 14 h 30, métro métro Saint-Paul  
(Régénération du passé).

« Exposition : Présence de l'Orient à  
l'Occident », 14 h 30, Institut du monde  
arabe, entrée principale, rue des Fossés  
Saint-Bernard (Paris et son histoire).

« Femmes, fin du siècle », 14 h 45,  
Musée de la mode, 10, avenue Pierre-  
le-Grec (Art pour tous).

« L'Ecole des beaux-arts, histoire et  
fonctionnement », 15 h 30, devant  
l'entrée, 17, quai Malakoff (Conseils  
d'ici et d'ailleurs).

## CONFÉRENCES

18, boulevard Haussmann, 14 h 15 et  
18 heures : « L'Élie. L'architecture de la  
conquête à la Révolution, 1563-1800 »,  
par O. Lasserre (Maison du Nord-Pas-  
de-Calais).

9 bis, avenue d'Alsace, 15 heures : « La  
Sicile grecque. Agrigento et Selinunte »,  
par G. Boucher (Antiquité vivante).

- M<sup>me</sup> Thérèse Comman  
et ses enfants,  
font part du décès de :

Raoul COMMEN,

survenue le 6 mars 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus  
stricte intimité, le 9 mars.

- Le Syndicat national autonome  
du personnel de la Banque de France  
a la tristesse de faire part du décès de

Fernand DELMAS,  
ancien secrétaire général du SNA,  
ancien conseiller général  
élu par le personnel,  
le samedi 3 mars 1990.

Les obsèques ont été célébrées dans  
l'intimité, le 8 mars, à Frons (Aveyron).

- La section de la Banque de  
France du Paris socialiste  
a la douleur de faire part du décès de

Fernand DELMAS,  
ancien conseiller général  
élu par le personnel  
de la Banque de France,  
le 3 mars 1990.

- Le président, le conseil d'admini-  
stration et les membres de l'Associa-  
tion française des relations publiques  
(AFREP), Paris - Ile-de-France,  
ont la grande tristesse de faire part du  
décès de

Jean-Pierre HERRY-GALLIAN,  
directeur de la communication  
de Cofreth,

survenue à Paris, le 11 mars 1990.

15, rue du Faubourg-Montmartre,  
75009 Paris.

- Le Mesnil-sur-Blangy.

La comte Mathias,  
La marquise d'Aigues,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Hughes Le Tancou,  
Frédéric, Nicolas et Pierre Mathias,  
ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacqueline Le Tancou,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Guillemette-Paul

Le Tancou,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

comtesse MATHIEU,  
née Fraile de Méndez de Mazarin.

La cérémonie religieuse aura lieu en  
l'église Notre-Dame-des-Victoires, à  
Paris-2<sup>e</sup>, le vendredi 16 mars 1990, à  
10 h 30.

L'inhumation aura lieu au Mesnil-  
sur-Blangy, à 15 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-  
part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions du  
« Carnet du Monde », sont priés de  
joindre à leur envoi de texte une des  
dernières bandes pour justifier de  
cette qualité.

- M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> René Girard  
et Emmanuel,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Henri Julien  
et Nicolas,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Albert MIROT,  
née Marguerite Henriot,  
survenue le 22 février 1990.

1, rue Cardinal-Mercier,  
75009 Paris.

- M<sup>me</sup> Jean Richard,  
son époux,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Gérard Abensour,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Denis Hermans,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lepoivre,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Philippe Richard,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Schrobiltgen,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Richard,

ses enfants,  
ses petits-enfants,  
ses arrière-petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Simone Richard,  
sa belle-sœur,  
Toute sa famille,  
Et ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Germaine RICHARD,  
née Langagne,

le 12 mars 1990, à Garches, à l'âge de  
quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
jeudi 15 mars, à 10 h 30, en l'église  
Saint-Jean-de-Chantal, Porte de  
Saint-Cloud, Paris-16<sup>e</sup>, entrée de l'ins-  
cription dans le cimetière familial, en  
cimetière de Denain (Nord), à  
16 heures.

« Priet pour elle »,

11, rue de Verdun,  
92150 Suresnes.

- M<sup>me</sup> Jean-Michel Rossi,  
son époux,  
M<sup>me</sup> Frédéric Van Carvenborgh,  
M<sup>me</sup> Robert Marchand,  
ses parents,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Raoul Rossi,  
ses beaux-parents,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Catherine ROSSI,  
née Van Carvenborgh,  
survenue accidentellement, le 4 mars  
1990.

Les obsèques ont eu lieu à Paris, le  
12 mars, dans la plus stricte intimité.

- Le 22 février 1990,

Thérèse,

sa sœur, s'est éteinte dans l'écono-  
mie et le refus.

Ces dernières années, nous nous  
sommes connus l'un et l'autre aux  
côtés de nos mères, père, frère, succes-  
sivement saisi par le même froid.

Son mari, ses enfants la pleurent.

Je rends ici un dernier hommage à  
son courage.

Jacqueline Leachave.

## Anniversaires

- Le 14 mars 1980,

Louise REHAR

nous a quittés.

Ces ceux qui l'ont connue et  
aimée se souviennent.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-86-03.

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MÊME  
s'ils nous parviennent avant 9 h  
du soir (sauf le dimanche)  
2, rue de la Harpe, 75005 Paris Cedex 05.  
Tél. 01 47 86 03 01.  
Télécopieur : 46-23-06-01.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : ..... 87 F  
Abonnés et actionnaires : 77 F  
Communications diverses : 90 F

Les lignes en capitales grasses sont  
insérées sur le bord de deux lignes.  
Les lignes en blanc sont obligatoires  
et facturées. Minimum 10 lignes.

280 F

320 F

par correspondance  
et franc de port

à l'ordre des Éditions François-Robert

COFFRIMA 81 Éditions François-Robert  
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS

Téléphone : 42-47-86-01

Télécopieur : 46-27-24-41

- Le 15 mars 1989 décédait, à  
l'âge de cinquante-huit ans,

Maurice GRANIER,  
ancien élève de l'X (Polytechnique),  
ingénieur en chef de l'armement (C.R.),  
Master of Science des California  
Institute of Technology,  
directeur à l'Air Liquide.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se  
souviennent de l'homme d'exception  
qu'il fut.

66, rue de Javel,  
75015 Paris.

- Le 14 mars 1987,

Jean-Claude LANNELIER

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous  
ceux qui l'ont connu.

« J'entends vibrer la voix dans  
tous les bruits du monde. »  
Paul Eluard.

- Le 15 mars 1980,

Nicolas VEITH

était emporté par une avalanche à  
l'âge de vingt-quatre ans.

Il a été rejoint dans la mort par son  
frère,

Frédéric,

le 26 janvier 1983, à l'âge de trente-  
deux ans.

Nous pensons toujours beaucoup à  
eux.

- 15 mars 1981,

Maxime VIBERT-GUIGUE.

Toujours présente dans notre pen-  
sée.

## Soutenances de thèses

- Université Paris-VII, le jeudi  
15 mars, à 14 h 30, centre Georges  
13, rue Saint-Jacques, M. Nagib Khouri :  
« Le feu et la cendre : le travail de  
deuil par les rites funéraires dans un  
village libanais Abdillat Betroun ».

- Institut d'études politiques de  
Paris, le vendredi 16 mars, à 10 h 30,  
salle André Sieghier, M<sup>me</sup> Elisabeth  
Fouquier-Billet : « Guerre populaire  
et armée régulière. La politique  
chinoise de défense entre les deux  
lignes, 1949-1965 ».

- Université Paris-I (Panthéon-  
Sorbonne), le vendredi 16 mars, à  
10 heures, salle 308. Entrée : 1, rue  
Victor-Cousin, galerie Jean-Baptiste  
Dumas, escalier 1 (Sorbonne).  
M. Daniel Arroyo-Bishop : « Systèmes  
archéologiques. Enregistrement, analyse et  
conservation du document archéologi-  
que européen ».

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du  
mercredi 14 mars 1990 :

## UN ARRÊTÉ

« Du 1<sup>er</sup> février 1990 portant  
classement du site de la grotte  
d'Amelécourt sur la commune de  
Huerca-la-Parade (Lozère). »

## SOLDES

Tous les jours  
du lundi 12 mars  
au vendredi 16 mars  
inclus.

9 h à 12 h / 14 h à 18 h.



**HERMÈS**

PARIS

24, FAUBOURG ST-HONORÉ, PARIS 8<sup>e</sup>

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE,  
CARRÉS, CRAVATES, CANTIS,  
CHAUSURES, TISSUS, ÉPONGE

سكا من الامم







SKI-ALPINISME : la Pierra-Menta

## Une formule audacieuse

La Pierra-Menta, principale manifestation de ski-alpinisme de la saison, s'est achevée dimanche 11 mars, dans le Beaufortin. L'équipe lombarde Gracco-Merialdi, victorieuse l'an dernier, s'est à nouveau imposée, mais avec un faible écart, devant celle du peloton de gendarmes de haute montagne (PGHM) de Chamoni (Lanne-Troussefier). A la troisième place, on trouve aussi des gendarmes de montagne, les Autrichiens Schimpfossel et Steger.

ARÈCHES (Savoie)  
correspondance

« Au moins, je suis où vont mes impôts, et je suis plutôt content qu'ils servent le ski-alpinisme », plaisante l'alpiniste Patrick Gabarrou, champion de France de cette discipline en 1989. « Tant mieux si des athlètes de la trempe de Lanne et de Troussefier trouvent le moyen de s'entraîner, mais au point où en sont les choses il va falloir faire comme en Suisse : un classement militaire et un classement civil. Car le seul véritable professionnalisme en alpinisme de compétition, c'est l'armée qui le rend possible. » A court de forme, Gabarrou n'a pas disputé le championnat de France couru sur les quatre étapes de la Pierra-Menta. Ce n'est pas le résultat de la première course officielle de la saison qui l'aura encouragé à mettre son

titre en jeu. Le 26 février, à la Grande Trace, course sur cinq sommets du Dévoluy, la première équipe civile (Favre-Violon) n'est que quatrième derrière les gendarmes de Chamoni, ceux de Luchon et l'équipe Mailly-Renard du GMHM — le groupe militaire de haute montagne, créé à Chamoni par le colonel Marmier et qui a vu défiler dans ses rangs une bonne partie des célébrités alpines des années 80 (Profit et Escoffier, entre autres).

Le faible envergure du début de saison a encore compliqué l'entraînement des « civils ». Le co-champion de France 1989, Pierre d'Albion, moniteur de ski de fond et éducateur à Annecy, précise : « En temps normal, je peux faire de la peau de phoque à une demi-heure de chez moi. Cette année, il fallait aller en altitude, à Chamoni : le trajet est trois fois plus long, et le coût s'en ressent. »

Comme pour tous les sports pratiqués à un haut niveau, l'entraînement fonceur (course à pied, ski de fond, vélo) devient insuffisant à quelques semaines de l'échéance décisive. Il faut en passer par l'entraînement spécifique à haute dose. Le ski-alpinisme, lorsqu'il comprend des dénivelées journalières de l'ordre de 3 000 mètres, est un sport dur, qui exige de se faire « mal aux jambes », comme en cyclisme.

A ces aïeux s'ajoutent ceux qui touchent à l'organisation même des

épreuves sportives en haute montagne. Consciente de ces difficultés, la Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME) n'avait pas jugé bon de reconduire la formule de 1988 et 1989 (un challenge national et une Coupe de France par addition de points sur quatre épreuves), mais avait décidé de décerner le titre de champion de France 1990 à l'issue de la seule compétition offrant une rigueur professionnelle, la Pierra-Menta.

La course née dans le village d'Arèches a dépassé le cadre national en se transformant en un véritable championnat du monde officiel. Les champions d'Italie et leurs diaphanes (les plus véloces en montée), les coureurs autrichiens (les meilleurs en descente), des Suisses (spécialistes du ski de fond d'altitude), ainsi que les compétiteurs tchèques, tous ont plébiscité la formule française, la plus dure et la plus audacieuse puisqu'elle se refuse à faire du succédané de ski-alpinisme (slaloms encochés, montées en peau de phoque sur piste de ski...) comme en Italie, sans pour autant se replier sur des itinéraires peu escarpés comme c'est le cas pour les « patrouilles » suisses.

La Pierra-Menta 1990 a aussi permis de réunir un plateau très polyvalent de sportifs issus du monde de la montagne. Catherine Destivelle, une des meilleures grimpeuses de la décennie, fut ainsi de la partie, associée à l'humilayiste Christine Janin : elles termi-

nent à plus de quatre heures des sœurs Trecourt pour cette participation expérimentale et courageuse. Le fil tissé par la montagne entre des figures aussi dissemblables que la trace de la fondense sur le plateau du Vercors et la suspension de la grimpeuse sous un sapin de Provence est resté tendu à la Pierra-Menta.

VOLODIA SHAHSHAHANI

## Résultats

## BASKET-BALL

## FINALE DE LA COUPE DES COUPES

Le club italien Virtus Bologna a gagné le 13 mars son premier titre européen en battant le Real Madrid (79-74) en finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe.

## SKI ALPIN

## SLALOM FÉMININ DE VEMDELLEN (Suisse)

Cinq jours avant les dernières épreuves de la Coupe du monde de ski alpin, qui se disputent à Are (Suisse), l'Autrichienne Petra Kronberger a pris une option sur la victoire au classement général en gagnant le 13 mars le slalom de Vemdalen (Suisse). Cette victoire dans une discipline qui n'est pas habituellement sa spécialité lui a assuré une avance de 34 points sur sa compatriote Anita Wachter. En revanche la Suissesse Vreni Schneider, lauréate de la Coupe 1989, a perdu tout espoir de conserver le trophée en chutant.

FOOTBALL : la situation en URSS

## Mise en garde de la Fédération internationale

Le secrétaire de la Fédération internationale de football (FIFA), M. Joseph Blatter, devait se rendre mercredi 14 mars à Moscou pour s'entretenir des problèmes du football soviétique liés aux bouleversements auxquels le pays fait face actuellement.

« Une seule association peut contrôler le football dans un seul pays. Ni une ligue professionnelle ni une ligue indépendante en train de se former ne peut le gérer », a indiqué Joseph Blatter à l'AFP avant son départ, faisant référence à la naissance récente d'une Union des ligues de football et à la sécession des clubs géorgiens (le Monde du 14 mars).

Dans un memorandum sur « les événements négatifs se produisant depuis un certain temps dans la structure de l'organisation du football en Union soviétique », Joseph Blatter avait fait savoir aux dirigeants de la Fédération soviétique que le comité exécutif de la FIFA pourrait prendre des sanctions disciplinaires : « Ces sanctions comprennent la mise à l'écart de votre fédération de toute activité internationale, y compris la participation de vos équipes à toutes les compétitions de la FIFA », précisait Joseph Blatter en

faissant allusion à la prochaine Coupe du monde en Italie.

En ce qui concerne la sécession des Géorgiens, le secrétaire général a rappelé que les règles de la FIFA sont très précises : « Aussi longtemps que les Républiques intéressées n'auront pas obtenu l'indépendance politique et la reconnaissance internationale, elles ne pourront devenir membres de la FIFA. Par ailleurs en refusant de participer aux compétitions organisées par la fédération d'URSS, les Géorgiens se mettent automatiquement hors jeu. Ils peuvent certes jouer entre eux, mais plus dans les compétitions internationales, aucun membre de notre association n'ayant le droit de les rencontrer. »

OMNISPORTS : un projet de M. Bamuck

## Création prochaine d'un conseil supérieur de discipline du sport

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Roger Bamuck, a annoncé le 13 mars la création prochaine d'un conseil supérieur de discipline du sport. Cette nouvelle instance, qui sera composée de magistrats et de personnalités du sport, fera des recommandations en matière de discipline et d'éthique. Le projet de loi tendant à la création de cette nouvelle institution devrait être soumis en Parlement au cours de la session de printemps.

M. Bamuck a annoncé ce projet, au Sénat, à l'issue d'une réunion avec les présidents des fédérations sportives : « Il était nécessaire d'envisager la création d'un tel conseil, compte tenu des problèmes de plus en plus difficiles auxquels le mouvement sportif doit faire face, des intérêts plus forts et des conflits plus importants qui surgissent. » L'initiative a été appréciée par le président du Comité national olympique et sportif (CNOSF), M. Nelson Pailhou.

La crise du RC Strasbourg. — Actuellement entraîneur du club suisse de Neuchâtel-Xamax, Gilbert Gress a annoncé le 13 mars qu'il ne rejoindra pas l'équipe présentée par la mairie de Strasbourg pour redresser la situation du Racing Club alsacien (deuxième division), qui accuse un déficit de 90 millions de francs (le Monde du 22 décembre 1989 et 17 janvier 1990). Gilbert Gress a indiqué au cours d'une conférence de presse que la présence de l'ancien ministre André Bord à la présidence du club omnisports ayant la tutelle de la section football a motivé sa décision. Gilbert Gress avait été licencié du poste d'entraîneur de Strasbourg par André Bord il y a dix ans après que le club eut été champion de France.

# TITOUAN LAMAZOU A L'HORIZON



Quand on fait le tour du monde en solitaire, on découvre chaque jour de nouveaux horizons.

Belle image pour dire à nos clients combien nous croyons à notre vocation : faire découvrir à chacun d'eux de nouveaux horizons et les accompagner afin qu'ils se sentent moins seuls.

Le projet "Écureuil d'Aquitaine" a été réalisé grâce au soutien des Caisses d'Épargne. Titouan LAMAZOU l'a transformé en exploit technique et humain.

A l'image de ce que l'Écureuil souhaite faire chaque jour pour chacun d'entre vous.



**L'AMI FINANCIER**  
Caisse d'Épargne Écureuil

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
7, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-30-00  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
M<sup>me</sup> Geneviève Beuve-Méry,  
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms  
et Index du Monde au (1) 42-47-93-81.

**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télécopieur : (1) 45-55-91-71

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composant 36-15 - TAPET LEMONDE  
ou 36-15 - Tapet LM

Imprimé  
à Paris  
12, rue de la Harpe  
75005 PARIS

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

11, rue Jean-Mamet, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

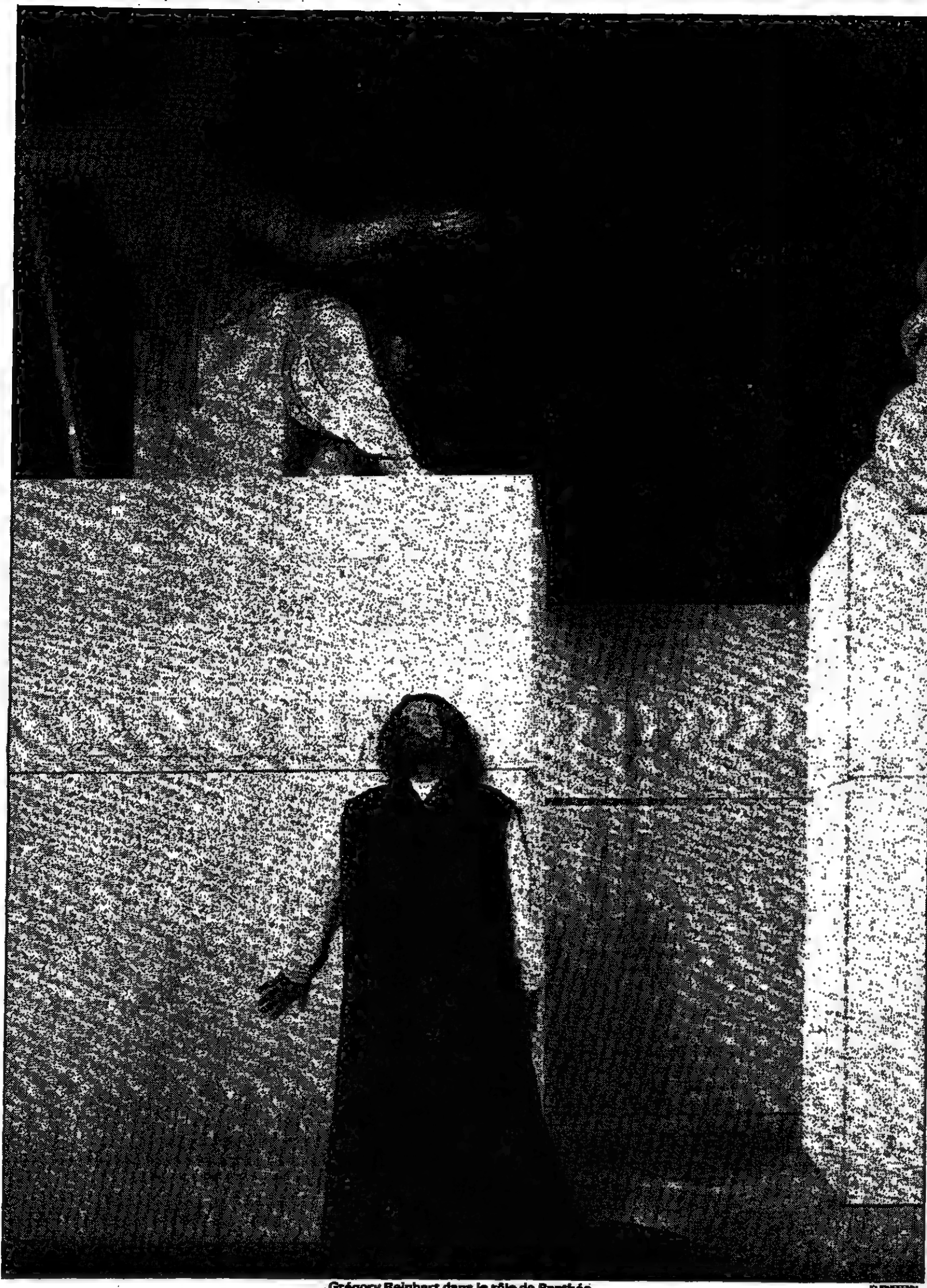
صكنا من الاله



صكزامين الإله

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



Grégory Reinhart dans le rôle de Panthée

L'OPÉRA-BASTILLE DÉMARRE AVEC BERLIOZ

8, 7, 6, 5, 4, Troyens...

Vingt-deux ans après les Londoniens, quelques années après les Lyonnais, les Parisiens vont avoir accès aux *Troyens* de Berlioz. Cette anti-tétralogie, cette fresque historique doublée d'un traité des passions fut refusée par l'Opéra de Paris il y a près d'un siècle et demi. L'insulte sera lavée le 17 mars devant quelques ministres. Puis l'œuvre sera redonnée trois fois dans sa version intégrale (six heures et demi de spectacle, y compris l'entracte central d'une heure et demie) et quatre fois, simultanément, par épisodes séparés : la *Prise de Troie* ; les *Troyens à Carthage*. Si l'on sait que la contenance de la grande salle de l'Opéra-Bastille est de 2 700 places, et si l'on admet que l'on jouera tous ces soirs à guichets fermés (l'hypothèse est probable), ce seront au total 32 400 personnes qui auront accès à la première production lyrique d'un établissement qu'on a longtemps

eu aussi maudit que le grand opéra berliozien, au point de penser, au temps, qu'il n'ouvrirait jamais. 32 400 personnes, c'est beaucoup. C'est peu si l'on songe aux coûts de la production. Et le score de 32 400 entrées apparaît plus relatif encore quand on pense au budget des Opéras de Paris : 560 millions, sur lesquels l'État — autant dire nous tous — verse 431 millions.

Ouvrir ses portes au plus grand nombre, tel est le premier commandement d'un Opéra populaire tel que se veut la Bastille. Ouvrir ses portes à la nation, c'est ce que n'oublie pas de faire une fois l'an un établissement aussi peu « grand public » que la Scala de Milan en laissant entrer, à chaque spectacle de début de saison, les caméras de la RAI. Et en mettant gratuitement à disposition de toutes les antennes de radios

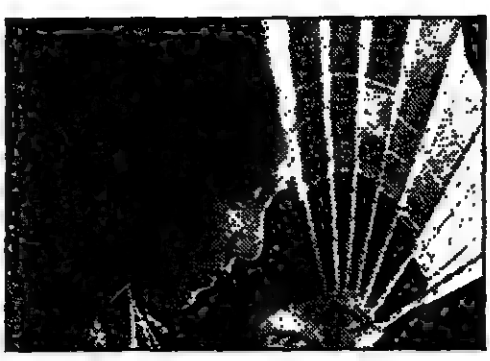
européennes, réunies au sein de l'Union européenne de radio (UER), la bande-son de ce même spectacle. On ne verra les *Troyens*, au soir du 17 mars, ni sur Antenne 2 ni sur FR 3. Et contrairement aux accords passés (mais non signés ?) entre l'Opéra-Bastille et Radio-France, on ne l'entendra pas non plus sur France-Musique (qui avait demandé le droit de passage gratuit sur les antennes de l'UER). Mardi 13 mars, la retransmission en direct sur la chaîne était annulée : le chef d'orchestre des *Troyens* et directeur musical de l'établissement, le Coréen Myung-Whun Chung, craignait une prestation encore imparfaite. Artistiquement, c'est évidemment son droit. Civiquement, cela l'est moins, si l'on compare les 32 400 spectateurs payants ou invités aux 300 000 auditeurs espérés (lire notre dossier pages 26 à 28).

ANNE REY

CINÉMA

29

Yoshida, cinq histoires

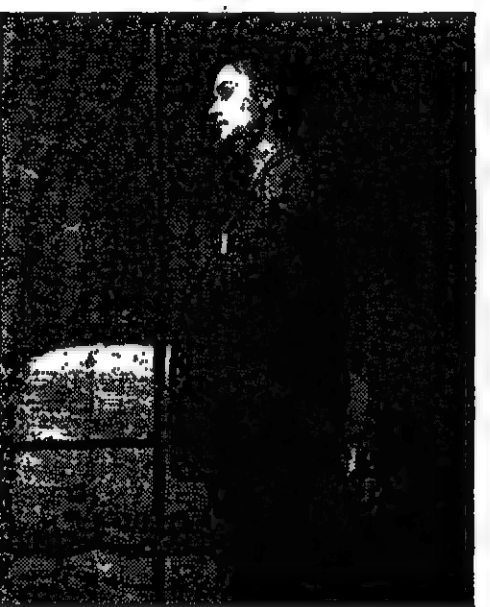


*Onimaru*, adaptation très lointaine des *Hauts de Hurlevent*, est l'un des cinq films de la rétrospective Yoshida. Noblesse graphique de l'image qui raconte la violence sourde des passions enchaînées, quête acharnée d'une harmonisation de la mort et de la vie. Ce sont les marques de ce cinéaste japonais. Les constantes de tous ses films, aussi différents soient-ils.

THÉÂTRE

31

Bonnaire rencontre Brecht



Sandrine Bonnaire fait ses débuts au théâtre dans la *Bonne Aïe de Séchouan*, parodie de Brecht sur la difficulté d'être bon. Rien de facile, mais Sandrine Bonnaire a prouvé au cinéma qu'elle est une vraie comédienne. « Elle est concrète comme son personnage, j'ai choisi la pièce pour elle », dit son metteur en scène, Bernard Sobel, qui connaît très bien Brecht.

ARTS

35

Le Mexique précolombien au Grand Palais



Grâce aux collections mexicaines, qui ont largement été mises à contribution, on peut voir au Grand Palais une importante exposition consacrée à l'Art précolombien du Mexique. Un art représentatif des civilisations maya et aztèque, mais aussi olmèque, tolèque ou mixtèque, mis en scène avec tout le décorum qui entoure nécessairement ces grandes rétrospectives.



## MUSIQUES

**OUVERTURE DÉFINITIVE, LE 17 MARS, DE**

# Il était urgent de

**Prototype prometteur, mais livré avant les essais, l'Opéra Bastille sera peut-être dans dix ans la merveille technique annoncée. Son rodage prendra du temps. Des pannes restent à craindre. Fallait-il dans ce cas l'ouvrir au public avec une production aussi lourde que les Troyens ? Evidemment, répondent en chœur ses conducteurs. Un Opéra qui ne joue pas est un Opéra mort.**

**R**APPELEZ-VOUS. C'était (à un mois et demi près) il y a treize ans. Beaumont ouvrait ses portes. Et l'incertitude régnait. Equipement monstrueux, budgétaire, affirmation insolente de centralisme culturel, supermarché des arts... Là-dessus, tout le monde était d'accord. Et tout le monde se posait les mêmes questions, qui dépassent aujourd'hui la raison : est-ce que les gens vont venir, ne vont pas être effrayés ? Est-ce qu'ils vont aimer ? Est-ce que Beaumont va être un succès ?

Une semaine plus tard, la Piazza était noire de monde, toute la province affluait vers la capitale, le musée étoffait... quelques gigantesques, des heures d'attente à l'entrée. Et, dans l'euphorie du plébiscite, allaient se trouver balayées des interrogations de fond (structure de l'institution, hiérarchisation de ses différents départements, lourdeur de l'équipement, difficultés d'entretien) qu'on n'aurait plus le temps de réexaminer de près pendant de longues années, et qui n'allaient resurgir, sous forme de grèves, dans leur insolable absurdité, qu'en... avril dernier.

L'Opéra Bastille n'est pas Beaumont. Mais il y a des parents. Ne serait-ce que cette paroi de verre qui, dans les deux cas, remplit une fonction de communication vers l'extérieur, vers l'opinion. Que dit-elle, cette paroi ? Que ce qui se passe derrière n'est pas réservé à la délectation d'intimes ; fini le huis-clos des vieux musées, du vieux Opéra. La culture commence dehors, se poursuit dedans, en pleine lumière dans les deux cas. On fait dans le populaire et ça se voit.

C'est bien la difficulté des *Troyens* en effet (lire page 4 l'article de Gérard Condé). Ajouté au minutage général, digne de *Parsifal*, et à l'obligation de réserve imposée à certains pupitres (les cuivres) particulièrement exposés techniquement, n'est-ce pas

« Il est plus difficile de continuer que de commencer. » Fâlé, les épaules lasses, Wynn-Ming Chung est à l'évidence un directeur musical vain. Mais il s'interdit, seul contre tous, de succomber à la psychose de l'inspiration : « Le vrai travail commencera le 18. Les efforts immenses que nous avons accomplis avec l'Orchestre de l'Opéra pour cette première des Troyens est un début, pas une fin. C'est ainsi qu'il faudra le jouer. Si les gens viennent en pensant trouver une formation accomplie, ils seront déçus. Le seul vœu que j'aie d'ailleurs exprimé aux musiciens est celui-ci : qu'on se donne, eux et moi, les moyens de continuer.

» Le temps est ce qui coûte le plus cher. Le temps collectif coûte encore plus cher. Une minute de perdue, quand on est 200 musiciens, instrumentistes et choristes, cela peut signifier 200 minutes inemployées. Quand je travaillais au Met, tout le monde était prêt à répéter à 10 heures pile. Ce n'est pas encore le cas à Paris, même si on peut mieux travailler en France qu'en Italie.

» L'opéra de Berlioz est une œuvre difficile. Colin Davis, le spécialiste que l'on sait, m'a avoué qu'elle l'avait presque tué. Je l'ai remercié de m'avoir passé le relais ! Chaque jour, je me retrouve confronté au paradoxe de ces formes classiques, porteuses d'émotions si complexes : si on les dirige trop émotionnellement on trop sobrement, quelque chose se perd. Chaque jour, je cherche un équilibre pour que l'émotion, portée au maximum, ne s'exerce pas aux dépens de la clarté. »

C'est bien la difficulté des *Troyens* en effet (lire page 4 l'article de Gérard Condé). Ajouté au minutage général, digne de *Parsifal*, et à l'obligation de réserve imposée à certains pupitres (les cuivres) particulièrement exposés techniquement, n'est-ce pas



beaucoup, n'est-ce pas trop, pour un orchestre naguère à l'abandon, en perdition ?

Or voyez comme l'opinion se retourne facilement. Dès que ce « mauvais » orchestre se vit doté d'un chef, jeune, coréen, sur lequel personne ne savait rien de désobligeant, on se prit à penser qu'il le méritait. Dès que l'on apprit qu'entre Chung et ses musiciens la sympathie passait, on se prit à trouver ces musiciens sympathiques. « On m'avait dit sur eux des tas de choses affreuses, reconnait l'intéressé. Mais je ne pouvais pas espérer mieux, humainement, que ce que j'ai reçu de eux. » Alors, enfin, entre un chef et cette formation rétive, un vrai lien ? Oui, dit Chung : un lien d'orchestre. « La sympathie peut rendre le rôle de chef d'orchestre plus difficile à exercer. Il faut savoir dire non. »

## CENT SOIXANTE-DIX MUSICIENS ENTRE BASTILLE ET GARNIER

L'Orchestre de l'Opéra, rappelle Dominique Dujols, qui en a désormais la responsabilité (cette très jeune femme est une ancienne collaboratrice de Maurice Fleuret), compte à ce jour cent trente musiciens – si l'on n'exclut ni les retraités prochains ni ceux dont le service a été prolongé. Un hautboïste solo de dix-huit ans, et une violoniste du rang (chinoise) ont été les seules recrues des premières auditions organisées pour Chung cet hiver. Les concours reprendront de mai à juillet prochains, pour porter la formation à 150 pupitres dans un premier temps, à 170 ultérieurement. Voilà pas mal de temps déjà que le fameux système maison de la « tournée » a été supprimé (il permettait aux musiciens de se faire remplacer en plein milieu d'une production). Mais le régime si particulier de l'Orchestre, qui travaillera par rotation, à cheval entre lyrique et ballets, entre Opéra Bastille et Opéra Garnier, semble pour l'instant ne gêner personne. Est-ce ainsi, pourtant, que l'on identifie un orchestre à lui, que l'on fait naître – c'est urgent, dit-on – un « esprit maison », que l'on renforce un ensemble dans sa spécialité (le lyrique, en priorité) ? « La solution, affirme Dominique Dujols, passe par une vraie politique des chefs invités à Garnier et par l'ambition musicale des productions chorégraphiques qui y seront montées. Chung lui-même dirigera des ballets. »

## DES SYNDICATS PRIS AU JEU DU SUCCÈS

La première revendication de l'Orchestre, apprenant qu'il allait sortir du marasme, aurait été : Quand nous mettons-nous au travail ? La seconde : Quand serons-nous augmentés (à parité avec l'Orchestre de Paris ou celui de la Radio). Prouvons d'abord que l'on est bon, on sera mieux armé, a répondu la direction. Et ça a marché ! Comme quoi, le cap du 17 mars peut avoir aussi des vertus temporisatrices.

Ou adjuvantes, syndicalement. Après de longues semaines de silence (Pier-Luigi Pizzi, metteur en



soins des *Tiens*, a commencé à travailler avec les chanteurs dès la fin janvier, les syndicats CGT, CFDT, CFE-CGC, FO et CFIC ont tenu leurs doléances le 6 mars dans un communiqué. Pas d'*c'estzema* allergique, ici, mais un malaise larvé, dont on espère qu'il n'explosera pas au visage des responsables, comme à Beaubourg, treize ans après. Chacun dénonce, sans qu'on ait le le pousseur, la sous-évaluation des effectifs et du budget *Salle(s)* (il y faudrait non pas 500 mais 700 millions de francs, selon un représentant CGT) ; les prérogatives du personnel plateau (déjà en action, et donc en situation de négocier) sur le personnel-salle ou administration ; le dépassement ahurissant des moyennes horaires prévues par la convention collective (treinte-neuf heures, négociées avec le ministère) jusqu'à quarante-cinq, voire quatre-vingt-deux heures hebdomadaires ; le peu de disposition montrée surtout, par la jeune direction pour communiquer, informer, négocier.

« Je suis né le 13 janvier 1899, explique Dominique Meyer, directeur général (responsable administratif) de l'Opéra de Paris. Il n'y avait pas de budget pour Garnier et Bastille, pas de plan de répartition des effectifs, pas de directeur musical, pas d'administrateur pour Garnier, pas de négociations engagées pour les conventions collectives, pas de programme pour le 13 juillet, date de l'inauguration de l'Opéra Bastille en présence de trente et un chefs d'Etat. Mon travail a consisté à tout réorganiser en quatorze mois de telle sorte que le transfert d'une partie des troupes à la Bastille ne se traduise pas par une augmentation

démessurée des effectifs. L'entretien de deux grosses maisons coûte forcément plus cher que l'entretien d'une seule (cela nécessite, par exemple, deux équipes de pompiers). Mais personne ne souhaite l'explosion du budget.

« En 1988, plus de 1 300 personnes travaillaient au TNOP (Favart et Garnier). Aux emplois budgétaires normaux s'ajoutaient les occasionnels permanents. Il s'agissait de contrats à durée déterminée, renouvelés indéfiniment, illégalement, chacun faisant semblant de ne pas s'en apercevoir. 1165 emplois ont été budgétisés en 1989, pour les trois mois suivants Favart, Bastille et Garnier [la salle Favart a, entre-temps, été dissociée du TNOP] : j'ai essayé de rapprocher l'effectif réel de l'effectif soussé, et j'y suis parvenu. Simultanément, l'effectif technique a été partagé. Il y avait 148 machinistes à Garnier, il n'en reste que 44, et le théâtre fonctionne chaque soir.

» Comme les décisions se prennent en marchant, les choses avancent parfois plus vite qu'elles ne le devraient. Cela passe par des remises en cause professionnelles, individuelles : on se rend compte que l'ancienneté n'est plus un gage suffisant pour occuper le poste qu'on occupe ; qu'à l'Opéra, comme dans la fonction publique, il manque de situations intermédiaires entre celle de l'employé de base et celle du cadre. Tout cela, ajouté à l'obligation de

ne pas

*[The page contains extremely faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side.]*

[illegible]



## MUSIQUES

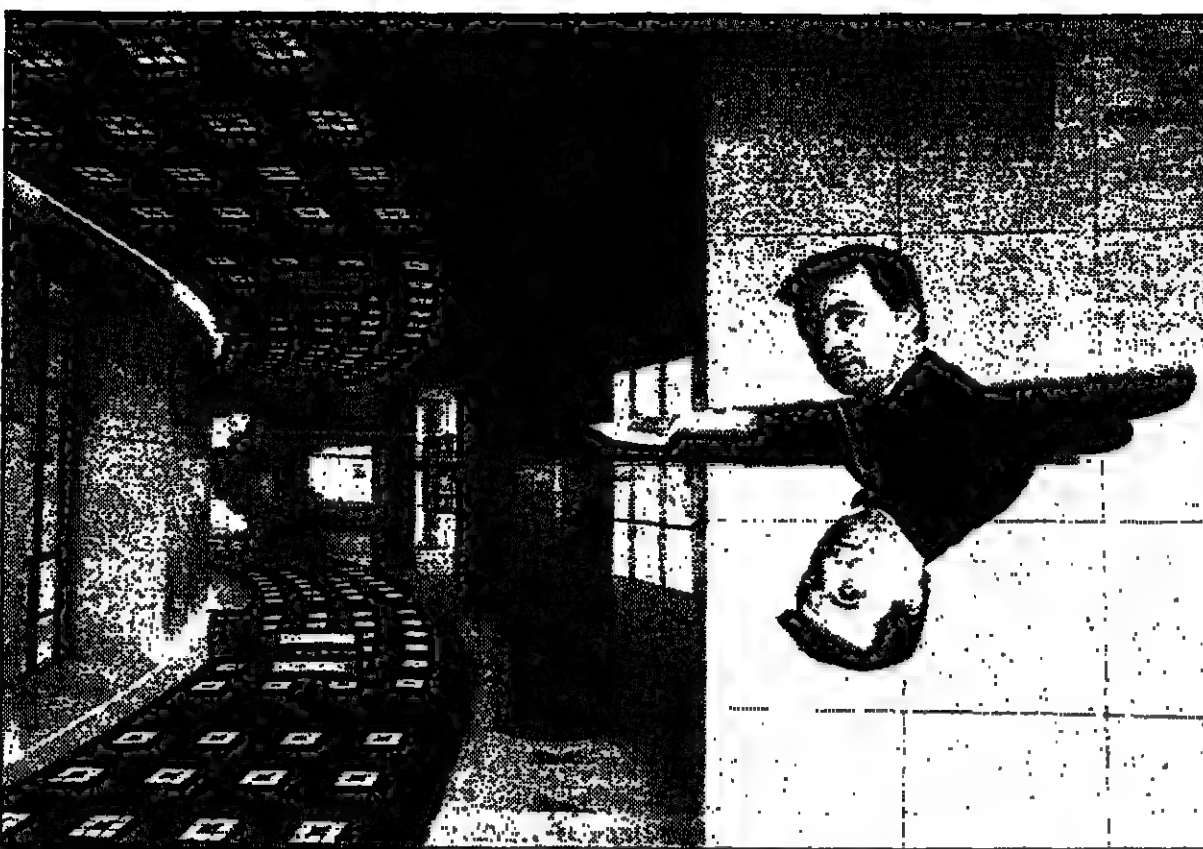
L'OPÉRA BASTILLE AVEC « LES TROYENS » DE BERLIOZ

### ne pas attendre

s'adapter à de nouveaux lieux, à de nouveaux horaires, à de nouveaux locaux, à une nouvelle culture, en somme, au sein d'un effectif inchangé, constitue une reconversion radicale. D'où certains signes d'inquiétude : quand on redistribue les cartes, chacun regarde son jeu.

Mais examinons la réalité de près. Dans une maison où les actions syndicales sont une tradition, il n'y a eu que deux grèves en quatorze mois, l'une des machinistes, l'autre du personnel administratif (celle du corps de ballet étant à imputer au projet de loi sur la danse). Et nous n'avons annulé qu'une soirée de cinéma à Garnier. Et pourtant, pour de nombreux personnels, les conditions de travail ont souvent été difficiles. Trois semaines avant l'inauguration du 13 juillet (un concert mis en lumière par Bob Wilson), les techniciens ne disposaient pas d'un centimètre de fil électrique ! Ils ont équipé le théâtre et ont réussi le spectacle avec des pannes d'électricité toutes les cinq minutes, un interphone inutilisable... Et personne dans le public ne s'est aperçu de rien.

Pour 1990, les dépenses de Garnier et Bastille s'élèveront à 560 millions, la subvention de l'Etat à 431 millions. L'année suivante, ce budget sera en augmentation, obligatoirement. J'ai encore des choses à tester, pour l'évaluer précisément car le bâtiment, comme le théâtre, ne ressemble à aucun autre. Ce qui est sûr, c'est que nous devons augmenter nos ressources propres, et la répartition des recettes : coproductions plus nombreuses, attitude inventive et pédagogique sur chaque production, gestion serrée des espaces autour de la grande salle. Nos chances, ce sont les 2700 places de cette salle, et la passion d'un public capable de remplir les 1800 places du palais Garnier pour un ballet, alors que la salle compte 400 places aveugles. Nos 2700 places, nous les mettrons au maximum à disposition de tous grâce à un système sophistiqué de réservations par minute, de déplacements organisés en TGV. Mais il ne faudra pas que l'Opéra devienne pour autant aseptisé. Je serais très triste si, à la Bastille, il n'y avait pas de queues devant les guichets.



De Garnier à Bastille, un nouveau style de « boîte à sel ».

#### LES CAPRICES DE L'ASCENSEUR CENTRAL

Jean-Michel Dubois a quarante et un ans, huit de plus que Dominique Meyer. Il est, à un poste de haute responsabilité, le seul survivant de la période où René Gonzales était administrateur général, celle de l'inauguration. Étonnamment calme, étonnamment musclé,

un peu d'or incrusté dans l'oreille droite, ce transfuge du Théâtre de Bobigny, formé au TNS auprès d'André Engel, règne pour la production des Troyens sur près de 200 techniciens, décorateurs, maquilleurs, costumiers, éclairagistes, machinistes, manutentionnaires, ferrailleurs, et contrôle la gestion de tout le budget technique lié à l'activité sur le plateau. Soient treize services recrutés parmi les plus jeunes de Gar-

nier, ceux qui ont bien voulu prendre des risques.

C'est Jean-Michel Dubois qui nous expliquera pourquoi l'Opéra Bastille devra fermer en juin prochain pour ne rouvrir qu'en novembre : l'ascenseur central est en panne. Autant dire l'arbre à cames. Car sur cet ascenseur capable de supporter 180 tonnes, les décors, en principe, peuvent être descendus et montés d'un seul tenant, pour être entreposés six étages plus bas. Et quand l'ascenseur descend, c'est tout un décor qui s'escamote en un éclair, dans l'attente du décor suivant.

Las !, l'ascenseur ne fonctionne pas. Et quand il fonctionnera — en admettant que ses douze moteurs puissent jamais être synchronisés, — les changements de décor à vue se heurteront toujours aux consignes de sécurité qui imposent que s'élève automatiquement, autour de la scène vide, autour de cet immense tron, un garde-fou. « Une fois de plus, dit Jean-Michel Dubois, la réalité consacre la mort de l'idée. Avoir placé l'ascenseur sous le plateau central (et non sous l'une des scènes annexes, précisément prévues pour les dégarages) sera toujours un handicap pour le bon fonctionnement du théâtre. L'outil technique sera toujours monstrueux à gérer, alors qu'il visait à faciliter l'alternance. Il a été conçu par un cabinet allemand, pour des décors ayant obligatoirement 12 mètres de haut, fractionnables tous les 6,50 m. Cela correspond à une manière

(Suite page 28)

## Les inconnus de la Bastille parlent

L'histoire de la Bastille est riche en batailles, victoires et défaites, péripéties cloche-merlesques, en rebondissements inespérés. Un livre retrace cette aventure.

L'OUVRAGE est écrit par un sociologue, Philippe Urfalino, uniquement à partir des récits alternés, enregistrés au magnétophone, de « quatre héros méconnus du grand public » : les quatre qui ont vécu de bout en bout, et défendu contre vents et marées, la conception et la construction de l'Opéra Bastille. Ils disent leur vérité, sans précautions diplomatiques.

Il y a là François Bloch-Lainé, président de l'Établissement public de l'Opéra Bastille (EPOB), tuteur vigoureux, l'auteur du rapport prophétique de 1976 qui dénonçait l'absurdité de l'explication au palais Garnier ; Michèle Andon, directrice de l'EPOB, sans qui le vaisseau se serait fracassé sur maints écueils (1) ; Gérard Chariot, architecte-urbaniste, qui a aiguillé l'Opéra vers la Bastille et a mené à bon port le concours d'architecture et la réalisation du projet de Carlos Ott (2) ; enfin le soldat le plus inconnu de la Bastille, Michael Dittmann.

Un étonnant personnage, « né en Allemagne d'un père acteur et d'une mère première ballerine, époux d'une cantatrice de la troupe de l'Opéra de Paris, qui a travaillé dans de nombreux Opéras d'Europe, comme assistant, puis metteur en scène », et notamment, de 1973 à 1979, au palais Garnier. Lorsque, en août 1981, Jean-Pierre Angremy est chargé de faire un rapport à François Mitterrand sur la construction d'un Opéra, c'est à Dittmann qu'il demande de l'aider. Tous deux défendent l'idée d'un opéra populaire, mais pas aux dépens de la qualité, et qui permette de faire revivre l'art lyrique français. Pour arrêter sa régression, il était nécessaire de construire un nouvel édifice équipé d'une salle plus moderne, avec de meilleures possibilités de production. Parallèlement, et grâce à cet Opéra, il fallait reconstituer « l'ensemble de la pyramide des chanteurs français, des débutants jusqu'à la prima donna ».

Et c'est Dittmann qui conçoit l'ensemble du schéma de fonctionnement, en particulier le fameux dispositif scénique avec ses douze plateaux superposés deux par deux, qui permet sur le papier l'alternance aisée de trois ou quatre spectacles, tous les décors restant montés sur leurs chariots. « Michael agace tout le monde, dit Chariot, quand il prétend être le vrai père de l'Opéra et affirme que l'Opéra Bastille, dans sa forme achevée, est déjà contenu dans le Livre rouge (remis en décembre 1981 au président de la

République). Pourtant, il faut reconnaître que l'on y peut retrouver l'essentiel » (y compris la salle modulable).

Est-ce son accent allemand, son ton définitif et prophétique, son absence de diplomatie ? Dittmann sera rejeté dans l'ombre par la plupart des interlocuteurs officiels de l'EPOB, dont beaucoup souhaiteront « s'approprier la paternité de l'Opéra Bastille et effacer la mémoire de ses origines ». Mais ses coéquipiers savent ce qu'ils lui doivent : véritable « dictionnaire vivant du milieu lyrique » (M. Andon), c'est lui qui « définit, jour après jour, tout ce que l'entreprise compte de nouveauté » (G. Chariot).

L'édifice est donc d'emblée conçu pour offrir « un outil de travail parfait », une chaîne de montage complète, capable d'engendrer « un nouveau mode de fonctionnement de l'Opéra pour accueillir un public très nombreux à un prix raisonnable. Tout se tenait : la taille de la salle, le nombre de représentations, le retour au répertoire, à l'alternance, et donc à la troupe, le dispositif scénique et les équipements qui lui sont associés » (Dittmann). Si l'on compare le projet Angremy-Dittmann de décembre 1981 (p. 38) et le projet Mortier de février 1986 (p. 202), on voit que l'ordre de grandeur reste le même : 400 représentations dans les deux salles contre 370 selon Mortier ; personnel prévu : 940 personnes en 1981, 810 en 1986.

#### LES CHIFFRES DU DÉSACCORD

Ce sont ces chiffres qu'il faudra retenir pour apprécier, dans les prochaines années, la planification de l'Opéra Bastille, comme ce sont les chiffres qui ont amené Pierre Bergé et l'Élysée à condamner la politique de Barenboim, qui défendait un autre type d'exploitation. Il s'agit là, en effet, du programme qui a été approuvé par tous les responsables de l'Etat et qui a servi à définir les données du concours d'architecture. Nul ne peut prétendre l'avoir ignoré.

Il n'est pas possible de suivre ce livre dans tous ses détails. L'histoire de la construction et des tribulations de l'Opéra a d'ailleurs été retracée fidèlement au jour le jour dans le Monde (3). On n'en rappellera ici que quelques étapes et certains faits peu connus. Mais tout cet ouvrage est à lire comme une « analyse politique et sociologique » en même temps qu'une sorte d'analyse spectrale de l'administration d'un grand projet par l'Etat, avec tout ce que la dominante artistique lui confère de passionnel et d'irrationnel.

En remontant aux origines du projet, on se souviendra d'abord que divers sites étaient en concurrence : La Défense, Marne-la-Vallée (1), La Villette, où l'Opéra aurait fait partie de la Cité de la musique.

C'est, semble-t-il, l'Atelier parisien d'urbanisme, auquel appartenait Gérard Chariot, qui a éloigné l'Opéra de La Villette, « îlot séparé du reste de la ville, excentré et mal desservi ». La Bastille a en d'emblée une résonance particulière et (avant même que l'on fixe son inauguration au 14 juillet 1989), elle était symboliquement le lieu où, le 10 mai 1981, un immense rassemblement avait fêté la victoire de la gauche...

Mais Chariot avait aussi une vision d'urbaniste : « Selon moi, l'enjeu de la construction d'un Opéra à la Bastille était de savoir faire un bâtiment important dans un terrain trop petit, « savoir-faire » qui ne paraissait nécessaire pour recréer la ville. Faire surgir dans ce lieu symbolique, au croisement de formes urbaines si variées, un fruit quelque peu monstrueux, mais malgré tout issu de la ville, me paraissait être le pari le plus moderne face à la confusion générale des discours urbanistiques et architecturaux contemporains ».

Il reconnaît cependant que « le site et le programme » rendaient « plus difficile l'expression d'un geste architectural », étant donné le côté très contraignant de la « fonctionnalité » exigée par le bâtiment. D'où sans doute la déception du président de la République, du jury et des journalistes, qui ne se sont pas privés de critiquer les propositions de Carlos Ott et de ses concurrents malheureux.

L'un des chapitres les plus savoureux de ce livre est d'ailleurs celui qui concerne le concours d'architecture (sept cent cinquante envois) et les péripéties ubuesques qui ont bien failli mener au choix d'un projet irréalisable.

Moins drôles sont les crises suivantes qui ont failli faire capoter le projet : en 1984, les menaces contre le financement qui font repousser la salle modulable aux calendes grecques, la recherche d'un directeur artistique et, après l'épisode Gérard Mortier (septembre 1985-février 1986), très positif en définitive malgré ses tentatives absurdes pour « déstabiliser » l'EPOB, les années catastrophiques de la cohabitation.

On se demande encore comment des hommes d'Etat responsables ont pu remettre aussi légèrement en question un investissement de cette importance, avec des idées aussi aberrantes que de transformer l'Opéra (dont toutes les substructures étaient déjà réalisées) en auditorium, voire de transplanter toute la Cité de la musique dans cette « baignoire-sabot » que Frédéric Edelmann trouvait déjà trop exigüe pour le « rhinocéros » de l'Opéra. Tout cela parce que « les tenants de Garnier, le lobby des deux cents familles attachées au vieux Opéra, étaient politiquement en position de force ».

C'est miracle que toutes ces folies n'aient pas coûté plus de 10 millions de francs (4) et que, grâce au courage de François Léotard, à la diplomatie de Raymond Soubelet... au « grignotage » pratiqué en catimini par l'EPOB, finalement tout le programme ait été préservé, en dépit des commissions Chevillon et autres Jacob.

Cependant, le bâtiment sauvé, c'était l'équipe artistique qui mettait dangereusement en péril le projet même de l'Opéra, et Gérard Chariot dit bien l'écartèlement qui saisit la petite équipe directrice en 1988 : « Nous avions le sentiment, déjà ancien, mais il n'avait jamais eu un tel accent, d'achever un équipement qu'au fond personne ne voulait. Comment les pouvoirs publics avaient-ils pu s'engager dans un projet qui supposait un bouleversement de la politique lyrique, alors que dès le début, nous n'avions senti que des résistances ? (...) Il en résultait maintenant que l'équipe artistique nommée en bout de course ne s'inscrivait nullement dans l'orientation de la décision initiale. Elle ne voulait pas d'un Opéra de répertoire et critiquait évidemment l'édifice dont elle avait hérité. Personne ne semblait pouvoir rappeler le sens originel du projet ».

On semblait ainsi repartir dans la spirale financière infernale, dénoncée en 1976 par Jean Salusse. Aussi, malgré la violence de l'affrontement entre Daniel Barenboim et Pierre Bergé, le nouveau président des Opéras de Paris, il faut savoir gré à celui-ci d'avoir rompu le processus en janvier 1989.

Toute la question maintenant est de savoir si, après une reconstruction difficile des équipes artistiques et techniques, en très peu de temps, il parviendra avec Dominique Meyer, Georges-François Hirsch et Myung-whun Chung, à remplir intégralement le programme de la Bastille. Mais à chaque jour suffit sa peine. Il faut d'abord réussir les Troyens.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Au cabinet de la culture, on disait cyniquement : « Cette bonne femme ne tiendra pas le coup ; ce n'est pas grave, cela fera un chanteur de moins ».

(2) Tous les gens qui s'intéressent à l'architecture et à l'Opéra liront son ouvrage magistral (en français et en anglais) sur l'Opéra de la Bastille, genèse et réalisation. Ed. Éléonore Mouton, 176 pages 215 x 280, illustré par une profusion de plans et de photos en noir et en couleur.

(3) Voir notre chronologie de l'Opéra Bastille (Le Monde du 17 janvier 1989).

(4) « Il faut être conscient que l'Opéra Bastille est l'une des très rares grandes opérations à avoir tenu les prix et les délais, les dépassements de coût et de temps étant très clairement imputables aux décisions de 1986 » (G. Chariot).

\* Philippe Urfalino : Quatre voix pour un Opéra. Une histoire de l'Opéra Bastille, racontée par M. Andon, F. Bloch-Lainé, G. Chariot et M. Dittmann, Ed. Métailié (5, rue de Savoie, Paris) 312 pages, 110 F.



## MUSIQUES

OUVERTURE DÉFINITIVE, LE 17 MARS, DE L'OPÉRA BASTILLE AVEC « LES TROYENS » DE BERLIOZ

## L'insulte faite à Berlioz enfin réparée

L'Opéra de Paris, il y a cent trente ans, refusait les *Troyens* de Berlioz. Un ouvrage qui valait pourtant cent fois les pâles créations dont il faisait son ordinaire. Le 17 mars, quoi qu'il en soit, l'insulte sera lavée.

Si l'est un opéra qui, plus que tant d'autres, exige de l'auditeur une réceptivité particulièrement aiguë, et de l'intuition pour en percevoir la beauté, c'est bien celui-là. Car rien, dans la conception et l'écriture, n'est fait pour faciliter à nos oreilles modernes l'accès à cette aventure qui, déjà à son époque, allait à contre-courant (on préférait alors se moquer de l'Antiquité et de la tragédie lyrique : *Orphée aux enfers* et la *Belle Hélène* en témoignent) et s'opposait en même temps au mouvement novateur représenté par le drame wagnérien.

A ce qu'on pourrait appeler improprement le jansénisme de Wagner, supprimant les airs et la vocalité jugés frivoles au profit du récit plus chargé de sens, Berlioz répond par le droit au plaisir de la forme (les airs et les ensembles peuvent subsister pour peu qu'on en renouvelle la coupe) et au plaisir des sens (la vocalité constituant l'essence même de l'art lyrique, on ne saurait l'exclure sans pertes irréparables). En deux mots, Wagner s'en prend au langage même de l'opéra qu'il refuse, Berlioz veut agir sur le style.

En changeant le langage, Wagner a ouvert la voie à un siècle de modernité où la quête perpétuelle d'idées inédites a abouti à la perte d'un vocabulaire commun, perte dramatique en matière d'opéra, comme en témoigne le peu d'intérêt du grand public à l'égard d'ouvrages qui, en dépit ou à cause de leur nouveauté, ne lui « parlent » pas.

En changeant de l'intérieur le style du grand opéra, Berlioz a surpris sans choquer, a déjoué une partie de ses admirateurs mais, un siècle après, la leçon des *Troyens* redevient actuelle : ils ne sont pas modernes — ils ne l'ont jamais été — ils ne sont pas néoclassiques, malgré les apparences, mais résolument personnels. On serait tenté d'écrire qu'ils sont postmodernes car, sans se priver pour autant d'innover, ils s'inscrivent en faux contre la notion sclérosante de progrès en art.

S'il fallait donner un seul conseil pour pénétrer dans l'univers des *Troyens* à un auditeur qui craindrait de trouver porte close, ce serait d'oublier les



Hector Berlioz, par Achille Peretti (1923).

idées reçues. Premier exemple : contemporains de *Tristan*, les *Troyens* perpétuent la forme classique de l'opéra découpé en numéros. Certes, mais où est le mal puisqu'on continue à jouer, sans trouver leur principe obsolète, les chefs-d'œuvre de Mozart, Rossini ou Verdi conçus selon ce principe ?

Second exemple : on trouve, dit-on, dans les *Troyens*, des pages que Meyerbeer aurait pu écrire... A condition de les désigner clairement, la comparaison serait intéressante — d'ailleurs Meyerbeer n'était pas toujours un si mauvais compositeur — seulement il n'avait guère de style et, au contraire, il est aisé de déceler, dans la moindre page des *Troyens*, une inspiration absolument personnelle. Notamment ces fameuses incongruités harmoniques dont le plus trivial ouvrage de l'époque était exempt. Preuve, s'il en fallait une, que Berlioz était un piètre imitateur ou qu'il avait en ce domaine des idées bien à lui. Penchons pour la seconde hypothèse.

Troisième exemple : les *Troyens* sont une « grande machine », un « péplum » dans lequel les personnages expriment très fort des sentiments invraisemblables. Il suffit d'écouter pour se rendre compte que, sans erreur d'interprétation, on ne crie guère dans cet ouvrage (le même malentendu existe pour *Aida*) mais que, au contraire, l'intimité, soulignée par les finesses et la mobilité de l'instrumentation, est un élément de contraste dont Berlioz ne se montre pas avare. Ceux qui attendaient (ou redoutaient) des fracas constants et une musique cherchant sans cesse à attirer l'attention par des effets extérieurs, risquent d'être passablement déçus.

Dernier exemple : il n'y a pas d'intrigue centrale pour unifier ces cinq actes, on ne voit pas trop ce qu'il faut conclure. La bêtise, justement, est de vouloir conclure, disait précisément Flaubert vers la même époque. Les *Troyens* ne racontent pas une histoire ;

mêlant les destins collectifs et individuels, Berlioz les confronte sans moraliser. Certes le style ne manque ni de couleur ni de passion mais, comme dans *Salammbo*, exactement contemporain, l'auteur s'efface par excès de présence. Le roman de Flaubert, avec toutes les différences qu'on peut trouver, est une référence utile pour mieux percevoir les *Troyens* tels qu'ils sont.

S'il fallait à présent une référence picturale, on choisirait peut-être *La Mort de Sardanapale* de Delacroix, sans s'inquiéter de la banalité d'un tel rapprochement. Car ce n'est pas tant l'Orient, un mélange de classicisme et de romantisme, le mouvement, la vigueur du coloris, qui justifient la comparaison, que la façon de donner une impression précise au spectateur en juxtaposant des touches et des couleurs qui, vues de près, sembleraient floues ou incongrues. En effet, Berlioz procède exactement de la même façon : on s'en aperçoit quand on examine sa musique dans le détail ou qu'on tente de l'analyser selon les critères traditionnels : les choses ne sont pas à leur place, mais si on les modifie on détruirait l'équilibre. On a beaucoup critiqué l'écriture de Berlioz tout en reconnaissant que le résultat sonnait bien, croyant à un habillage habile, alors que c'est l'inverse : en déchantant ses harmonies, Berlioz crée justement l'espace acoustique nécessaire pour qu'elles sonnent. Car l'union des timbres n'est pas neutre et il compose avec des sons plus qu'avec des notes. Aussi ses intentions apparaissent-elles toujours plus clairement à l'audition, précisément parce que les mouvements insaisissables des sons créent une réalité acoustique différente des éléments dont elle est constituée sur le papier.

Cette remarque vaut pour toute la musique de Berlioz, mais elle est encore plus importante à faire ici car on a trop tendance à voir les *Troyens* comme une fresque quand il s'agit tout au plus d'une mosaïque (de là peut-être l'impression de longueur qu'on peut ressentir à la première approche) : rien ne s'installe jamais et pourtant les grandes lignes se dégagent avec une netteté singulière. C'est pour cela, sans doute que cette partition à la fois lumineuse et secrète laisse indifférents ceux qui restent à sa périphérie et exerce une vraie fascination sur qui réussit à l'approcher intimement.

GÉRARD CONDÉ

(Suite de la page 27)

manière de travailler calibrée, typiquement anglosaxonne. Ce n'est pas l'esthétique des metteurs en scène d'opéra français.

On ne peut pas dire si, en novembre, le système marchera. Mais on peut jurer que décorateurs et techniciens sauront le perturber et se l'approprier. Les techniciens de Garnier ont déjà prouvé qu'ils savaient s'adapter avec une rapidité étonnante, qu'ils étaient capables de tester la machine tout en la découvrant. Quand la Régie Renault sort une nouvelle voiture, elle en a cassé deux cents. La machinerie d'un théâtre doit, elle aussi, être rodée, mais sans droit à la casse. Celle-ci marchera un jour, il ne peut pas en être autrement. Mais elle nous a été livrée en cours de finition : nous pouvons dire sans exagérer que nous avons un an de retard. Si Chéreau et Barenboim avaient dû ouvrir en janvier dernier avec Don Giovanni, je ne vois pas dans quel théâtre ils l'auraient fait.

Le projet Bastille ayant déjà connu les avatars que l'on sait (lire ci-contre l'article de Jacques Lanchamp) pourquoi ne pas avoir, une fois encore, retardé l'échéance et choisi de n'ouvrir qu'en toute sécurité ?

LEVER LE RIDEAU  
TOUS LES SOIRS

Parce qu'un théâtre qui ne joue pas est un théâtre mort. Georges-François Hirsch a été nommé administrateur général pour le prouver. Comme pour — c'est lui qui énumère son propre cahier de charges — « maîtriser le bâtiment au lieu de se laisser dominer par lui ; conserver au métier son caractère artisanal malgré une organisation industrielle ; agir en bon gestionnaire dans des perspectives artistiques de pointe ; émanciper chaque service sous forme d'unité de production, avec une mission et un budget autonomes, une comptabilité analytique claire ; se refuser, face aux demandes du personnel, aux négociations au coup par coup, mais avoir une vision globale ; négocier tous les cachets en fonction d'un plafond, à 5 000 francs près, bref : imaginer, globalement, une nouvelle vie pour la maison, et surtout, créer la confiance, sachant qu'on ne pourra pas y reproduire les schémas de Garnier ». Bon courage, monsieur le patron. Un patron passé par le privé (le Théâtre des Champs-Élysées), qui s'emploiera à prouver encore que, non, l'opéra n'est pas budgétivore : qu'il faut savoir faire avec ce que l'on a — ou ce que l'on aura l'astuce de trouver auprès de partenaires privés. Faire quoi ? « Des choses extraordinaires, bien sûr ». Et, d'abord, lever le rideau tous les soirs. « C'est le

minimum de ce qu'on l'on doit au contribuable, qu'il vienne au théâtre ou pas ».

PIERRE BERGÉ  
À L'ATTAQUE DES STATUTS

Un établissement bourdonnant, rayonnant : voici la Bastille à plein rendement, telle que nous la promet, pour dans quelques années, M. Hirsch. Une représentation différente chaque soir dans la grande salle ; les spectacles expérimentaux de la salle modulable comme contrepoids, comme « contre-pouvoir » (salle qui sera « une autre unité de production, mais que chapeautera bien sûr l'administration générale ») ; une programmation non-stop dans l'amphithéâtre (450 places) et dans le studio (250 places), aussi bien attrayante que didactique — la formule reste à inventer. Et des causeries, des projections cinéma ou vidéo — historiens, spécialistes de la littérature, critiques d'art se penchent déjà sur « Le sort des Troyens », à l'auditorium du Louvre, — des pièces de théâtre (les *Troïennes*, d'Euripide, par les élèves du Conservatoire d'art dramatique, cette fois), des lectures (*l'Énéide*, par les comédiens français, des digressions parlantes (présentation de la *Kassandra* de Xenakis, parallèlement à Berlioz, ce printemps) ; et l'accueil de compositeurs ou de plasticiens en résidence (les Poirier et leurs ruines imaginaires ont déjà pris leurs quartiers dans l'amphithéâtre) : les élèves de l'École des beaux arts appelés à venir planter leurs chaudières quelque part où cela se voit, comme un signe de bienvenue.

Tout cela serait bel et bien, dit Pierre Bergé, le boss des Opéras de Paris et de la maison Saint Laurent, si tout ce qui concerne Bastille et Garnier se décidait dans son bureau et pas quai de Bercy, au ministère des finances, par un contrôle a priori. « J'ai trente ans d'expérience dans l'entreprise, l'habitude de gérer un budget de 3 milliards, et me voici contraint, pour 500 millions, à devoir demander pour tout et pour rien leur accord à des gens qui, de leur vie, n'ont été confrontés ni aux problèmes de l'entreprise, ni à ceux du personnel, ni à ceux de la gestion. Il y a de quoi trouver cette position humiliante.

À Bastille, les gens défilent dans mon bureau. Or je n'ai pas le droit de créer un poste de ma seule initiative ni de donner un centime d'augmentation. Comment rêver d'un dialogue social constructif dans ces conditions ? Le personnel n'a pas d'interlocuteur réel puisque la direction n'a pas le pouvoir effectif. C'est exactement le contraire qu'il faudrait faire : renoncer pour les Opéras de Paris à l'absurde statut d'établissement public industriel et commercial (il n'est même pas

encore voté, mais devrait être adopté dans quelques semaines par le Conseil d'Etat). Et transformer cet équipement culturel en entreprise publique, comme Renault. Si l'on peut prouver que ma gestion n'est pas bonne, alors, qu'on me révoque ! »

Rendez-vous dans treize ans ?

ANNE REY

Nom : Wagner  
Prénom : Eva

Elle est celle dont l'absence brille à la tribune des conférences de presse. Celle dont Pierre Bergé dit, lyrique, qu'elle ne peut penser sans émotion que dans ses vagues, toute la sang de Wagner, de Liszt, et de Marie d'Agoult : Eva Wagner. D'elle dépendra, dans les années à venir, une bonne partie de vos émotions, de vos étonnements, et aussi de vos déceptions éventuelles. Ses attributions à la Bastille sont froidement réunies sous le titre de directeur de la programmation. Mais le poste est chaud, brûlant même. Il consiste à choisir tous les chanteurs et à bâiller toutes les distributions.

L'arrière-petite-fille du grand Richard aime, nous a-t-elle dit, travailler dans l'ombre et n'a pas une passion pour les déclarations fracassantes. C'est vrai qu'elle reste discrète sur son amitié pour Daniel Barenboim — c'est lui qui l'a nommée, — une amitié qu'elle continue à lui manifester de loin, au sein de la nouvelle équipe de la Bastille et aux côtés de Pierre Bergé — c'est lui qui l'a licenciée.

Ce qui m'a poussée, dit-elle, à accepter ce poste, et à le conserver après le départ de Barenboim, c'était de participer à la naissance d'un nouvel opéra. Je veux voir la Bastille ouvrir ses portes. Ma décision de rester a été justifiée par des raisons privées : j'ai un fils, un mari, nous avions déménagé à Paris.

Je crois avoir une bonne connaissance des chanteurs ; et d'excellents réseaux d'informateurs. Ce qui fait que j'aime beaucoup mon métier et que j'accepte de le faire maintenant un peu différemment de ce que j'avais prévu — l'inattendu peut être intéressant — en y mettant une énergie dévouée. On a perdu du temps, la Bastille ne fonctionnera vraiment que dans quatre ou cinq ans : l'établissement n'aura une ligne artistique, un style, que dans dix ans. Actuellement, nous n'avons que deux modes de productions à peu près arrêtés, alors qu'une grande maison d'opéra marche de nos jours sur des plannings décidés jusqu'à cinq années à l'avance. De plus, nous perdons tous beaucoup de temps à des problèmes d'organisation qui auraient dû être résolus depuis longtemps. J'ai besoin d'une télévision dans mon bureau, pour voir des vidéos : je n'ai pas de prise de courant.

A. R.



Le choix des voix.

Mon rôle est de beaucoup voyager pour écouter où se trouvent les grands chanteurs, éventuellement d'en dénicher de nouveaux (comme Tim Kberg, une Danoise, programmée la saison prochaine). J'étais hier à Vienne, la semaine dernière à Milan, je ne trouve pas encore le temps de me dégoûter suffisamment. Je détermine les cachets en fonction du marché des chanteurs, puis je discute avec leurs agents. Oui, même avec Domingo. Sachez qu'un théâtre parisien accepte de payer des cachets plus élevés que les nôtres.

J'ai commencé ce métier après le mort de Wieland Wagner, en 1960 : j'étais le bras droit de mon père, Wolfgang, pour l'organisation du Festival. Je travaillais trois mois à Bayreuth, le reste de l'année dans un grand bureau de concert : Shulz à Munich. Il me très connu dans le métier. C'est lui qui a débauché Caballe, Horne, qui s'occupait de Fritz Wunderlich. Ensuite, j'ai été l'assistante d'Otto Schenk à Vienne, et une fois d'Ernsting à Londres pour une *Salomé* : la première de Grace Bumbry. Puis j'ai travaillé pour Unitel-Film, notamment avec Solti, Karajan, j'ai fait toutes les distributions des films de Ponnelle. Je me suis retrouvée en 1984 Opéra Directeur de Covent Garden.

Myung-Whun Chung ? Je crois être la première à avoir cité son nom, pour un *Don Carlo*, du temps de Gonzalez : le projet a été abandonné. Mais je me refuse de travailler désormais avec un tel directeur musical. Un grand professionnel.



CINÉMA

UNE RÉTROSPECTIVE DU CINÉASTE JAPONAIS KIJU YOSHIDA

# L'instabilité des sentiments

Kiju Yoshida appartient à la génération de la Nouvelle Vague japonaise. Critique et scénariste, il a étudié la littérature française à l'Université de Tokyo. Il est connu en France pour une œuvre particulière : « Eros + Massacre ». Cinq de ses films, qui couvrent une période allant de 1962 à 1988, sont présentés en rétrospective.

VÊTU de noir, le visage lisse aux contours nets encadré d'une courte barbe, les cheveux à peine gris, Yoshida semble finement dessiné au trait. Évidemment sa voix est douce, ses gestes précis, il est toute harmonie. Pourtant ses films traduisent la violence des passions enchaînées. Non pas dans le cris ou la brutalité, mais à travers l'ineffable froid, la splendeur très composée d'images qui racontent le bonheur empêché, que ce soit par la société, la maladie, la mort, l'absurdité du destin.

Son film le plus extériorisé est sans doute *Onimaru* — présenté en 1988 au festival de Cannes — parce qu'il recompose le jeu formaliste et outrancier du théâtre traditionnel. Rien d'arbitraire, puisque Yoshida retranscrit les *Hauts de Hurlevent*, de façon très lointaine en légende médiévale épique, à la façon des livres de Nô.

« Je pensais depuis l'âge de vingt ans au roman d'Emile Zola », explique Yoshida. « J'étais passionné par le sort de cette femme, qui a subi une discrimination parce qu'elle était femme, et vivait sur une lande isolée, et travaillait, écrivait les affaires d'un amour hors norme. Elle possédait un don de sorcière, elle avait le pouvoir de transcender certaines situations bloquées. Il faut lui rendre hommage, à elle, à ses romans et à l'interprétation qu'en a donnée Bataille. Si j'avais tourné quand j'avais vingt ans, le résultat aurait été tout autre. Chacun de mes films exprime une période de ma vie, c'est pourquoi ils ne se ressemblent pas. Ils disent mon évolution ».

## LA JEUNE FILLE, LE DRAGUEUR ET LE TORRENT

Il avait vingt-cinq ans lorsqu'il a réalisé *La Station thermale d'Akitsu* (1962) qui se passe juste à la fin de la guerre, qui utilise et creuse un thème de mélodrame : l'amour absolu d'une jeune fille fidèle, pour un garçon tuberculeux, mais surtout lâche, invertébré, fuyant. Elle reste attachée à la station thermale, à son torrent et à ses rochers. Lui, s'en va, revient de temps en temps, et repart vers son existence de dragueur triste, mal marié. Yoshida compare le film au *Lys dans la vallée*, car le personnage principal du film est le paysage, comme chez Balzac. « J'ai tourné environ dix ans après le moment où le film se passe, c'est à dire au moment de la défaite. Nous avions mis beaucoup d'espoir dans la paix et la démocratie. Mais les passions se sont évanouies. En fait le suicide de la jeune fille exprime la défaite de la passion. Et quand j'ai mis en scène la Promesse, j'avais cinquante ans, et pour des raisons personnelles, je m'étais retiré du cinéma pendant treize ans. Ce film représentait un retour, il était très important ».

*La Promesse* (1986), c'est celle d'aider activement à mourir une vieille dame qui ne supporte plus sa déchéance physique. Qui a exécuté cette promesse ? Son mari, son fils, sa belle-fille — encore un couple qui ne s'entend pas — son petit fils peut-être. Contrairement aux autres il ne s'accuse pas, mais la vieillesse le dégoûte. Sans le moindre effet appuyé, le film est particulièrement dur, à cause justement de la lassitude exaspérée des jeunes, des dérives mentales des vieux, de leur dégradation dans un univers de propreté quasi psychotique.

« Quand j'ai tourné *La Promesse*, nous commençons à oublier le quotidien de la mort. Les funérailles ne s'élevaient déjà plus des cimetières — vous savez qu'au Japon, les morts sont incinérés. A présent, dans le monde industriel tout entier et pas seulement chez nous, on va mourir à l'hôpital. Les enfants ne vont plus accompagner leurs parents, n'assistent plus à l'incinération. Ils se contentent de recevoir les cendres. A partir du moment où on cache la mort, le fait de vivre pose d'autres questions. J'ai lu quelque chose



Kiju Yoshida : les incertitudes de l'espace et du temps.

de ce genre dans l'Éloge à Marthe, de Rilke. Il y a de la référence à l'expressionnisme, il est très loin du quotidien. On, considéré comme peintre de la vie japonaise crée en fait un univers abstrait, qui donne aux spectateurs une impression d'étrangeté, d'éloignement.

Cet effort acharné pour harmoniser la vie et la mort reste sans espoir, mais c'est un thème continu dans l'œuvre de Yoshida. Il se relie à celui d'une instabilité des sentiments, presque organique. « Je ne crois pas seulement à l'impossibilité de l'amour, je crois que toute rencontre est impossible, et que dans son obligation confrontation avec la société, l'individu est condamné à l'échec. Je ne suis pas plus pessimiste que les hommes de ma génération, qu'ils soient d'Occident ou d'Orient ».

« Ce en quoi je me vois entièrement japonais est ma manière de traiter l'espace et le temps. J'essaie de briser certaines traditions qui cherchent à transcrire une impression d'enracinement, d'intimité. J'ai voulu détruire ces schémas esthétiques, parce qu'ils se reflètent sur des habitudes qu'il est temps de perdre. Je me suis toujours intéressé aux peintres d'avant-garde, et j'ai su très tôt que, comme le disait Marcel Duchamps, l'art est seulement dans le mot qui le désigne. Parmi les cinéastes connus, Ozu ou Kurosawa ont également, à leur manière essayé de détruire les certitudes d'espace et de temps. Le monde de Kurosawa se

réfère à l'expressionnisme, il est très loin du quotidien. On, considéré comme peintre de la vie japonaise crée en fait un univers abstrait, qui donne aux spectateurs une impression d'étrangeté, d'éloignement.

Chez nous, c'est vrai, la tradition est très forte, plus vivante qu'en Occident. Mais il faut savoir qu'elle est soutenue par un système social également très fort, très particulier. Les acteurs de Nô et de Kabuki forment des familles hiérarchisées, une communauté fermée qui est sacrée dans la mesure justement où elle est fermée, mais qui en même temps est mal considérée. La forme de leur art est magnifique, mais il faut voir ce qui l'a mis en marche, et qui le maintient. C'est un problème politique.

« Le cinéma ? J'y suis arrivé à la fin de l'âge d'or. On ne pouvait déjà plus en parler de façon globale. Je vérifie que je tourne un film à chaque fois que j'en tourne un. Je ne peux pas faire de projet. Mais c'est bien comme ça. Le cinéma a été trop protégé, sans raison. Je n'ai jamais envisagé mon existence sous l'angle de la continuité.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

★ La Source thermale d'Akitsu (1962), Histoire écrite sur l'eau (1963), Coup d'éclair (1973), La Promesse (1986), Onimaru (1988). Vo : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

## TOUS LES FILMS NOUVEAUX

### Always

de Steven Spielberg, avec Richard Dreyfuss, Holly Hunter, John Goodman, Brad Johnson, Andrew Hopkins, Robert Blossum. Américain (2 h 04).

Un pilote d'élite qui a promis à sa femme d'abandonner son métier, trop dangereux, se tue lors de sa dernière mission. Mais il rencontre une fée qui le renvoie sur terre. Mort ou vivant, il veut le bonheur de sa femme.

VO : Gaumont Les Halles, 1<sup>re</sup> (40-26-12-12) ; UGC Rotonde, 8<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; George-V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; VF : Pathé, 1<sup>re</sup> (47-70-32-88) ; Funivia, 13<sup>e</sup> (43-31-88-88) ; Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-62-37) ; Pathé Wagram II (ex-images), 18<sup>e</sup> (45-22-47-94).

### Berlin Jérusalem

de Amos Gitai, avec Lisa Kreuzer, Nivka Nizman, Markus Stockhausen, Benjamin Levy, Vernon Dobtcheff, Veronica Lazare. Franco-Israélien (1 h 29).

Destins parallèles de deux femmes, une poétesse allemande, une révolutionnaire russe, qui, dans les années 20, partent pour Jérusalem, pays d'espoir et symbole. Elles se trouvent confrontées à la réalité.

VO : L'Entreprise, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).

### Le Décalogue 3, Tu respecteras le jour du Seigneur

de Krzysztof Kieslowski, avec Daniel Olbrychski, Maria Pakulnis, Joanna Szczepkowska. Polonais (56 mn).

Troisième épisode : un homme qui s'apprête à passer les fêtes de Noël avec sa femme et ses enfants, manque de céder à la tentation lorsqu'une ancienne maîtresse lui demande de l'aide.

VO : Saint-André-des-Arts 1, 8<sup>e</sup> (43-28-48-18) ; Les Trois Balcas, 9<sup>e</sup> (45-61-10-80).

### Le Décalogue 4, Tu honoreras ton père et ta mère

de Krzysztof Kieslowski, avec Adèle Haefliger, Janusz Gajos, Arthur Berard. Polonais (55 mn).

Quatrième épisode : les rapports très troubles qu'une fille entretient avec son père. Mais est-il réellement son père ?

VO : Saint-André-des-Arts 1, 8<sup>e</sup> (43-28-48-18) ; Les Trois Balcas, 9<sup>e</sup> (45-61-10-80).

### Elémentaire, mon cher... Lock Holmes

de Thom Eberhardt, avec Michael Caine, Ben Kingsley, Jeffrey Jones, Lysette Anthony, Peter Cook, Paul Freeman. Britannique (1 h 45).

On croit toujours que Sherlock Holmes était un génie de la déduction. Pas du tout, c'était Watson. L'homme au chapeau à oreillettes n'était là que pour l'image. Prix du jury au Festival de Cognac 1989.

VO : Gaumont Les Halles, 1<sup>re</sup> (40-26-12-12) ; UGC Rotonde, 8<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; George-V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; VF : Pathé, 1<sup>re</sup> (47-70-32-88) ; Funivia, 13<sup>e</sup> (43-31-88-88) ; Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-62-37) ; Pathé Wagram II (ex-images), 18<sup>e</sup> (45-22-47-94).

### La Fête des pères

de Joy Flisary, avec Thierry Lhermitte, Alain Souchon, Gaudin Karlsen, Jean-Louis Foulquier, René Maris, Micheline Presle. Français (1 h 28).

Comment devenir père ? En adoptant un enfant. Comment adopter un enfant ? Là commencent les difficultés. Thierry Lhermitte et Alain Souchon vont chercher très loin pour trouver de quoi combler leur désir de paternité. Et ramènent une blonde explosive.

Forum Horizon, handicapés, 1<sup>re</sup> (45-08-67-57) ; Rex, 2<sup>e</sup> (42-38-83-83) ; Pathé Haute-fouille, handicapés, 8<sup>e</sup> (48-33-79-38) ; UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; George-V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; TIX, 10<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8<sup>e</sup> (43-37-35-43) ; UGC Biarritz, 8<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (45-61-94-94) ; Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-62-37) ; Mistrail, 14<sup>e</sup> (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-48-01) ; Le Caméscope, 20<sup>e</sup> (48-36-10-86).

### La Fille des collines

de Robin Davis, avec Forest Pagny, Nathalie Cardone, Tchouky Karyo, Jean-Pierre Baudier. Française (1 h 41).

Deux frères vivaient en paix. Arrive une bombe sexuelle. Ce n'est pas Sésile et les Baker boys, ça se passe dans les Pyrénées à la fin des années 50. C'est un drame paysan.

Rex, 2<sup>e</sup> (42-38-83-83) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3<sup>e</sup> (42-71-52-58) ; UGC Odéon, 8<sup>e</sup> (42-38-10-30) ; UGC Montparnasse, handicapés, 8<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Pathé Montparnasse, 8<sup>e</sup> (43-59-92-52) ; UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-63-18-18) ; Paramount Opéra, 8<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (45-61-94-94) ; Mistrail, 14<sup>e</sup> (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Pathé Wagram II (ex-images), 18<sup>e</sup> (45-22-47-94).

### Pourquoi Bodhi-Dharma est-il parti vers l'Orient ?

de Bao Yong-Kyun, avec Yi, Sim, Hoang. Coréen (2 h 16).

Dans un ermitage coréen, un vieux homme se prépare à la mort. Réfléchit sur la vie. Le thème est anstre, le film est à voir.

VO : 14 Juillet Odéon, 8<sup>e</sup> (43-26-68-83).

### Un héros comme tant d'autres

de Hermann Jawison, avec Bruce Willis, Emily Lloyd.

AUJOURD'HUI

■ ■ ■ 14 DÉCOUVERTES

14 JUILLET ODEON

## POURQUOI BODHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ?

un film de BAE, YONG-KYUN

L'empire d'Or • Festival de Locarno 1989

Avec la Fondation Gun pour le Cinéma



## CINÉMA

**Le Vietnam, toujours le Vietnam.** Cette fois à travers la curiosité d'une fille pour son père, mort dans cette guerre, et dont personne ne veut lui parler. La culpabilité américano-cinématographique se porte bien.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>re</sup> (42-33-42-28) ; Pathé Humaine, 8<sup>e</sup> (45-33-75-38) ; George V, 8<sup>e</sup> (43-02-41-40) ; Pathé Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (43-50-52-53) ; Sept Paroissiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaumarchais, 19<sup>e</sup> (45-76-76-76) ; VF : Pathé Français, 8<sup>e</sup> (47-70-33-58) ; Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-56-58) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 19<sup>e</sup> (45-22-46-01).

**Venus Peter**  
de Ben Saffer,  
avec Ray McAnally,  
Gordon R. Strachan,  
David Hayman,  
Sinead Cusack,  
Caroline Patterson,  
Sam Hayman.  
Britannique (1 h 34).

Entre rêve et réalité, la vie d'un jeune pêcheur dans un petit port d'Ecosse, pendant les années 40.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 8<sup>e</sup> (42-71-52-36) ; Reflet Loges L. handicapés, 8<sup>e</sup> (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-58-38-14) ; Sept Paroissiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

### Le Visiteur du musée

de Constantin Lopouchanski,  
avec Victor Mikhailov,  
Vladimir Lomov,  
Vera Mikhailova,  
Irina Kuchina,  
Alexei Igoulevitch.  
Sovétique, noir et blanc et couleurs (2 h 16).

L'histoire se passe dans un futur proche ou lointain, sur une terre dévastée, peuplée de mutants dégénérés. La civilisation technocratique ayant disparu, personne ne sachant plus rien faire, la pénurie est totale, des fanatiques réinventent des rites cruels. Prix spécial de jury au Festival de Moscou 1989.

VO : Cosmos, 8<sup>e</sup> (45-44-28-50).

## SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (date mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

### Adieu au faux paradis

de Tuvia Saxon,  
avec Zuhdi Olan,  
Brigitte Jenner,  
Ruth Olan,  
Barbara Morawiec,  
Ayse Altun,  
Serpil Inanc.  
Allemand (1 h 32).

Une jeune Turque qui vit en Allemagne, tue son mari, et, d'une certaine façon, découvre la vie en prison. Mais elle devra recueillir dans son pays pour y être jugée. Le film est insolite et émouvant, tout au moins dans sa première partie.

VO : Utopia Champollion, 8<sup>e</sup> (43-26-84-68).

### Le Roi du gouverneur

de Marie-France Piér,  
avec Vanessa Wagner,  
Kristin Scott-Thomson,  
Didier Flamand.

Laurent Grevill,  
Jacques Serey.  
Français (1 h 38).

Le charme désuet de la vie mondaine et diplomatique au temps des dernières colonies et des premières amours.

Forum Orient-Express, handicapés, 1<sup>re</sup> (42-33-42-28) ; UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; UGC Biarritz, 8<sup>e</sup> (45-82-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Bobino, 13<sup>e</sup> (45-61-94-85).

### Chet Baker, let's get lost

de Bruce Weber,  
avec Chet Baker,  
Carol Baker,  
Vera Baker,  
Dick Rock,  
William Chacon.  
Film.  
Américain, noir et blanc (2 h).

Récits sur la vie agitée d'un trompettiste de jazz blanc et

général. Sa famille, ses femmes, ses amis parlent de lui. Il joue, il chante. Montage fascinant de documents sur sa jeunesse dorée, son âge mûr ravagé. Il n'a pas eu le temps de devenir vieux.

VO : 14 Juillet Odéon, 8<sup>e</sup> (43-25-58-83) ; George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-48).

### Crimes et délits

de Woody Allen,  
avec Martin Landau,  
Woody Allen,  
Anjelica Huston,  
Mia Farrow,  
Claire Bloom,  
Joanna Gleason.  
Américain (1 h 44).

Martin Landau, ophtalmologue célèbre et Woody Allen, documentariste inconnu, sont les deux héros de ce film à tour, emplis de paradoxes, d'aphorismes sur la vie, la mort, l'amour, les femmes, les autres, Dieu et soi. Soit sur tout. Et naturellement bourré d'humour explosif : du pur Woody Allen.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 8<sup>e</sup> (42-71-52-36) ; Reflet Loges L. handicapés, 8<sup>e</sup> (43-54-42-34) ; UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; UGC Odéon, 8<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; La Pagode, 8<sup>e</sup> (47-05-12-16) ; UGC Champs-Elysées, handicapés, 8<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8<sup>e</sup> (45-74-96-40) ; 14 Juillet Beaubourg, 11<sup>e</sup> (43-57-50-81) ; Escorial, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04) ; Mistrail, handicapés, 14<sup>e</sup> (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaumarchais, 19<sup>e</sup> (45-76-76-76) ; UGC Maitrot, handicapés, 17<sup>e</sup> (40-69-00-16).

VF : Pathé Impérial, 8<sup>e</sup> (47-42-72-52) ; UGC Bobino, 13<sup>e</sup> (45-61-94-85) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Pathé Clichy, 19<sup>e</sup> (45-22-46-01).

### Le Décalogue 1, Un seul Dieu se adore

de Krzysztof Kieslowski,  
avec Henryk Baranowski,  
Wojciech Kuci,  
Maja Komorowska.  
Polonais (63 min).

Premier épisode, sur la religion et la foi, sur la révolte et le désespoir. Au centre, la mort d'un enfant de onze ans. Les réactions de sa tante, catholique pratiquante, et de son père, qui, lui, n'accepte pas.

VO : 14 Juillet Paroissiens, 8<sup>e</sup> (43-26-88-00).

### Le Décalogue 2, Tu ne commettras point de parjure

de Krzysztof Kieslowski,  
avec Krzysztof Janda,  
Aleksander Bardini,  
Olgierd Lukaszewicz.  
Polonais (67 min).

Deuxième épisode, à propos du parjure. Une femme enceinte fait le vœu d'avorter si son mari, malade, guérit. On sait que l'Eglise et donc Dieu, n'apprécient guère cette pratique. Pourtant l'homme guérit. Alors le couple décide de garder l'enfant. Quoi qu'il en soit, ils auront encore la colère divine.

VO : 14 Juillet Paroissiens, 8<sup>e</sup> (43-26-88-00).

### La Guerre des Rois

de Danny De Vito,  
avec Michael Douglas,  
Kathleen Turner,  
Danny De Vito,  
Marion Ross,  
Sean Astin,  
Harrison Ford.  
Américain (1 h 57).

Il se sont vus, se sont aimés, se sont mariés, ont fait deux enfants, acheté une maison, se sont lassés l'un de l'autre. C'est surtout la femme qui s'est lassée. Le divorce paraît inévitable. Mais aucun des deux ne veut lâcher la maison. Les coups tordus, les coups tout courts, ne leur font pas peur. Ces yuppies sont terrifiants. Le film traite en comédie cinglante la sauvagerie des rapports homme-femme. Danny De Vito, réalisateur, arbitre et tire la morale de l'histoire.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, 8<sup>e</sup> (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 8<sup>e</sup> (45-33-75-38) ; UGC Danton, 8<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (43-59-52-52) ; UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Paroissiens, 14<sup>e</sup> (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaumarchais, 19<sup>e</sup> (45-76-76-76) ; UGC Maitrot, 17<sup>e</sup> (40-69-00-16).

VF : Rex, 2<sup>e</sup> (42-38-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8<sup>e</sup> (43-87-95-43) ; Paroissiens Opéra, handicapés, 8<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, 13<sup>e</sup> (43-31-56-58) ; Gaumont Alceia, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-08) ; Gaumont

Convention, handicapés, 19<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; Pathé Wapler, 19<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; La Gaité-Lux, 20<sup>e</sup> (46-36-10-56).

### Holliston Corner

de Randal Peck,  
avec Patrick Ransome,  
Allo Auguste-Judith,  
Jean-Claude Enghe,  
George Wilson,  
Emile Sule-La,  
Toto Blumstein.  
Holliston (1 h 38).

Un Holliston silencieux, exilé à New-York, tente d'oublier sa prison, les tortures. Un jour, il croit reconnaître l'un de ses tortionnaires. Il le poursuit, mais ne veut pas devenir, lui aussi, une bête cruelle. Un film authentique, avec des acteurs fabuleux.

VO : UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59).

### Moscou

de Roman Goupil,  
avec Andriana,  
Arthur H.,  
William Lison,  
Karin Moller,  
Sabrina Harcourt.  
Français (1 h 28).

Andriana, on s'en serait douté, est une mère assez peu conventionnelle. Mais elle a un cœur immense et une vitalité inébranlable. Roman Goupil raconte ses mésaventures et celles de sa sœur, sur fond de critique sociale ironique, avec beaucoup d'humour et une tendresse débordante.

George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-48).

### Music Box

de Costa-Gavras,  
avec Jessica Lange,  
Armin Mueller-Stahl,  
Frédéric Foray,  
Donald Moffat,  
Lukas Haas,  
Cheryl Lynn Bruce.  
Américain (2 h 05).

Procès d'un Hongrois réfugié de la dernière guerre, devenu un Américain modèle farouchement anticomuniste, et accusé d'avoir menti aux services d'émigration, d'avoir été un nazi actif. C'est Armin Mueller-Stahl, magnifique. Sa fille, Jessica Lange, avocate, le défend. Comme à son habitude, Costa-Gavras pose des questions brûlantes avec une générosité indéniable.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1<sup>re</sup> (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 12<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 14<sup>e</sup> (43-25-58-83) ; Gaumont Ambassade, 14<sup>e</sup> (43-69-

19-08) ; Gaumont Champs-Elysées, 15<sup>e</sup> (43-59-04-57) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11<sup>e</sup> (43-67-90-51) ; Gaumont Alceia, handicapés, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaumarchais, 19<sup>e</sup> (45-76-76-76) ; Gaumont Montparnasse, 15<sup>e</sup> (45-44-25-02).

VF : Pathé Français, 8<sup>e</sup> (47-70-33-58) ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-57) ; Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-56-58) ; Mistrail, 14<sup>e</sup> (43-20-42-82) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 19<sup>e</sup> (45-22-46-01).

### Stan the Flasher

de Serge Gainsbourg,  
avec Claude Berr,  
Anny Delbecq,  
Richard Schickel,  
Rolie,  
Lucie Cabana,  
Daniel David.  
Français (1 h 10).

Gainsbourg se voit sous les traits d'un raté impuissant, tourmenté par les symphonies, et se fait représenter par Claude Berr. Il y a des mots comme de la musique, du bleu sur les images comme le blues du personnage. Un blues mortel.

Forum Horizon, handicapés, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57) ; Bruguier, 8<sup>e</sup> (42-22-57-57) ; Racine Odéon, 8<sup>e</sup> (45-26-19-08) ; George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-48) ; Pathé Français, 8<sup>e</sup> (47-70-33-58).

### Série

#### et les Baker Boys

de Steve Kloves,  
avec Michelle Pfeiffer,  
Jeff Bridges,  
Renee Bridges,  
Ellie Raab,  
Jennifer Tilly,  
Kander Berkeley.  
Américain (1 h 53).

Deux frères, pianistes d'hôtel, vivent tristement. Ils ont l'idée de s'adjoindre une chanteuse, tout à fait sexy. Immédiatement, les affaires reprennent. Mais leur vie s'en trouve compliquée. Le film est émouvant, beau comme toutes les légendes des OS du spectacle.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 8<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; UGC Bobino, 13<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; UGC Biarritz, 8<sup>e</sup> (45-82-20-40) ; Mistrail, handicapés, 14<sup>e</sup> (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Paroissiens Opéra, 8<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-56-58).

La sélection cinéma a été établie par Colette Godard.

REPRISE DE « MOÏSE ET AARON » DE STRAUB ET HUILLET

## Le chanté, le dit, le montré

Comment signifier dans un opéra que pour l'un (Moïse) Dieu est idée, pure entité spirituelle, tandis que pour l'autre (Aaron), à travers miracles et représentations idéologiques, il est efficacité, il est pouvoir ? Dans *Moïse et Aaron*, ouvrage que Schoenberg laisse inachevé, peut-être par antipathie, ce conflit de pure métaphysique est génieusement incarné dans la musique : l'un chante, l'autre pas.

Dès 1959, Jean-Marie Straub et Danièle Huillet pensaient à un film-opéra (le premier d'un genre que d'autres n'allaient pas tarder à affiner), un plaidoyer contre le réalisme réalisé en play-back, en couleurs et en plein air : la caméra ne donnerait que le plus petit nombre d'informations nécessaires, s'interdisant notamment le champ/contre-champ et calquant tous ses trajets sur l'impulsion de la musique ou de l'idée. Terminé finalement en 1974, cet oratorio énigmatique devint un film-culte, un exemple d'ascèse cinématographique, d'autant plus admiré ou détesté que les occasions de le voir étaient rares.

*Moïse et Aaron* passe encore cette semaine, et les éditions Ombres proposent le livret bilingue (la traduction, de Straub et Huillet, est celle que l'on peut lire en sous-titres), accompagné du découpage du film plan par plan avec, en annexe, une interview des réalisateurs et du chef d'orchestre Michael Glöckner, un journal de bord commenté... Les films fondateurs ont besoin de commentaires.

A.R.

★ Cinéma Parthéon, 8<sup>e</sup>, tél. : 43-84-15-04 ; et Éditions Ombres, 50, rue Gambetta, 31000 Toulouse.



Film culte, exemple d'ascèse cinématographique...

T.H.E.A.T.R.E.  
DE GENNEVILLIERS  
T. 03 216 30  
METRO, GABRIEL PERI

LA BONNE AME  
DU SETCHOUAN  
DE BLTOLT, BRECHT  
MISE EN SCÈNE BERNARD SOBEL  
DÉCORÉ NICKY RIETI

SANDRINE BONNAIRE  
ANDRZEJ SEWERYN  
MYRIAM BOYER  
JEAN-PIERRE BAGOT  
MICHELE OPPENOT  
EMMANUEL STOLCH  
ALAIN MAC-MOY  
DOMINIQUE PARENT  
CLAUDE GUYONNET  
MICHEL BAUDINAT  
PHILIPPE FAURE  
DAVID GABISON  
NICOLAS PIGNON  
MIREILLE FRANCHINO  
ALAIN FRÉROT  
VINCENT MASSOC  
NATHALIE AKOUN  
VALERIE AUBERT  
BERNARD LEVY  
NATHALIE CERDA  
VINCENT NEMETH  
DU 14 MARS AU 29 AVRIL

DU 14 MARS AU 29 AVRIL

42 REPRESENTATIONS  
EXCEPTIONNELLES  
LOCATION OUVERTE

NOM :  
ADRESSE :  
COMMUNE :  
PLACES A 100 F :  
PLACES A 70 F :  
1<sup>re</sup> DATE : 2<sup>e</sup> DATE :

Envoyer ce coupon à : Théâtre de Gennevilliers, 41, avenue des Gens d'Armes 92230 Gennevilliers. \* Moins de 25 ans, carte valide, groupes 10 personnes. Joindre un justificatif.

THEATRE 71  
MALAKOFF

Du 7 mars au 8 avril  
EMERGENZA

Issue de secours  
de Manlio Santanelli  
mise en scène  
Pierre Asaride  
avec  
Daniel Berlioux  
et Serge Maggiani  
Location : 46 55 43 45

LECTURES  
Texte auteurs : Nelson Goodman, Marcello, Santanelli, Ruccello, Lusi par Hugues Hatan, Pierre Santanelli, Serge Maggiani  
Les 15/16/17 mars à 17h - Entrée libre  
Rens. Centre TEXTES : 42 89 44 85

JEAN MICHEL  
JARRE  
LES ANNEES  
LASER  
UN COFFRET 10 CD

50 DERNIERES  
CATS

MOLIERE 89  
MEILLEUR SPECTACLE MUSICAL  
THEATRE DE PARIS  
LIC. 3005 42 42.80.59.73  
DATES ULTIMES : 42.80.09.30

صحنه من الاله



# THÉÂTRE

LES DÉBUTS AU THÉÂTRE D'UNE ACTRICE DE CINÉMA

## La Bonnaire de Setchouan

Révélee au cinéma par Pialat (*A nos amours, Sous le soleil de Satan*), Dollyon, Varda (*Sans toit ni loi*), Sandrine Bonnaire fait à vingt-deux ans ses débuts sur scène, chez Bernard Sobel. Dans *La Bonne Aïe de Setchouan*, de Brecht, elle joue un double rôle, tantôt homme, tantôt femme.

« **U**n ami en qui j'ai toute confiance, dit Sandrine Bonnaire, m'a parlé de Bernard Sobel et m'a dit : « C'est un bon ». Je suis allée voir *Hébe*, je l'ai rencontré. Il devait tourner *Orestes*, où il m'a proposé un petit rôle. J'ai demandé à lire. Entre-temps, il a changé d'avis et m'a offert *La Bonne Aïe de Setchouan*.

Je n'avais pas d'idée préconçue. Avant de commencer à répéter, nous avons vu ensemble beaucoup de spectacles, c'est très dur quand c'est mauvais... Je me suis rendu compte que la scène exige une extrême précision. Dans ma tête, elle représentait plutôt une grande liberté. Les premiers temps, j'étais un peu troublée, je jouais sur la spontanéité, l'humour, et ça ne marchait pas. Il faut mettre la spontanéité de côté, la ramener après s'être construit quelque chose de solide. J'avais peur, et ce n'est pas fini.

Mais on va jouer pour trois cent cinquante personnes, pas davantage. Se retrouver devant mille spectateurs aurait été trop dur techniquement. Je connais mal le théâtre, j'y étais très peu allée. A l'époque, j'y pensais comme une jeune fille qui rêve d'une chambre rose. Quand je suis arrivée la première fois... c'était impressionnant de voir vingt et un comédiens assis sur des chaises et qui attendent quelque chose de vous. On a commencé par moi, avec un texte à dire au public. J'étais dans mes baskets. Je me croyais en train d'apprendre à plonger.

Je m'entends bien avec les autres, finalement. Chacun opère à sa manière. Il y a ceux qui passent par trente-six chemins, d'autres qui agissent et recommencent, j'appartiens plutôt à cette catégorie. On se complète, j'apprends à jouer avec des partenaires, c'est comme deux instruments, un piano avec des graves et des aigus. Ils sont vraiment bien, ils m'aident quand je bloque sur des détails. Par exemple, dans la scène de mariage, on sert du vin, mais on n'avait pas encore les accessoires, on faisait les gestes, et j'allais trop vite. Donc, je suis restée sans plus rien à faire alors que le texte qui va avec n'était pas terminé. Un comédien m'a tendu à nouveau son gobelet... Je me suis sentie rassurée, je me suis dit qu'ils ne me laisseraient pas dans l'embarras. Ils sont généreux. Et, à présent, je suis plus sûre de moi, d'ailleurs je n'ai plus le choix.

Un rôle double, c'est vrai, c'est compliqué, mais avec la pièce on sait où on va. Le travail m'a redonné une audace que j'avais perdue, dans le sens où, plus je tournais, plus j'avais peur du ridicule. Je craignais le « bide », comme ces acteurs qui racontent pour faire rire, et ça ne fonctionne pas. La peur du ridicule fait la différence entre les enfants et les adultes. Enfant, on peut faire n'importe quoi. Ensuite, on se pose des questions, on ne trouve pas la solution, on ne sait même pas si les questions sont justes. J'ai tendance à me laisser enfermer par ce que je ne sais pas. J'avais plein d'idées, que je n'osais pas réaliser. Au théâtre, on peut et même on doit se montrer ridicule avant d'arriver à ce qui est bien. Je suis timide, oui, vis-à-vis de moi-même.

J'avais l'impression de stagner, j'ai trop tourné sans forcément bien choisir. Un jour, je visionnerai tous mes films à la suite, et je suis sûre que je ne verrai pas d'évolution, sauf physique. J'ai connu des gens, j'ai appris des choses, mais à l'arrivée ce n'était pas toujours bon. Comment s'en rendre compte à temps ? Je ne sais pas. Au théâtre, il y a en jeu moins d'argent, moins de technique, donc on peut modifier. Bernard Sobel n'arrête pas de changer, mais la ligne est décidée, elle ne varie pas.

Au théâtre, on se tient au même niveau que le metteur en scène ; au cinéma, il est davantage un chef. L'acteur, sur scène, pourrait faire son propre montage, mais il ne doit pas. Tenir un petit rôle est certainement difficile. Vous dites vos répliques, puis vous repartez en coulisse, et vous ne devez pas perdre l'émotion. Je n'ai pas lu les théories de Brecht sur le jeu. Sobel ne m'a rien demandé, il m'a indiqué des livres. Il est fort. J'étais souvent complexée de n'avoir pas lu ou vu ce qu'il faut, les gens vous amènent ça brutalement : « Ah bon, tu ne connais pas... » Lui, pas du tout, il m'a conseillé. Il m'a donné envie de lire.

J'ai marié pendant les répétitions. Pas dans mon métier, mais dans mes rapports avec les gens. La façon de vivre, d'ail-

leurs, a une influence sur le métier. Je ne suis pas trop mauvaise élève.

Le métier vous donne des habitudes. A cause du cinéma, j'ai tendance à jouer en fonction de l'instant. Dans un scénario, vous avez trois ou quatre scènes qui définissent le personnage, et vous réagissez aux situations. Là, je dois réfléchir à la manière dont le personnage va se comporter, à ce qu'il va dire... Je dois travailler... C'est comme un peintre : il ne se contente pas de dessiner, il fait des ombres, des nuances.

Les sentiments, dans *La Bonne Aïe*, sont simples. Les thèmes aussi. Seulement, ils sont amenés de façon compliquée, parce que Brecht n'adopte aucune solution. La bonne âme veut trop de choses. Elle veut le bien des autres, elle a besoin d'argent ; les deux lui disent : « Sois bonne avec toi-même » ; elle, elle n'arrive pas à lier son propre bonheur à celui des autres. Et puis elle devient amoureuse de l'aviateur. Après tout, on ne sait pas si, à sa façon à lui, il ne l'aime pas. On a voté pour savoir... Personnellement, je ne crois pas. Je crois qu'il profite d'elle. Peut-être pourrait-il l'aimer si elle lui faisait obtenir la place qu'il désire.

Je n'ai pas l'impression qu'elle soit capable du pire. Moi non plus, je n'en suis pas capable... Sauf peut-être pour me défendre d'un danger mortel. Il m'arrive de me révolter, y compris sur des banalités, des faits divers : par exemple, si je vois deux types qui en tabassent un, je voudrais qu'ils se fassent tabasser à leur tour et, si je pouvais, j'irais bien chercher quatre costards pour le faire. C'est normal, mais injuste, et ça ne sert à rien. Si on savait ce qui est juste, les gens ne seraient pas si cruels. La méchanceté est une sorte de maladresse.



Sandrine Bonnaire apprend à plonger.

Les gens qui bossent à l'usine et les créateurs ont des niveaux de vie très différents, c'est injuste. Pourtant, créer est tellement formidable qu'ils méritent le bonheur. Je me mets dans le même sac. Je gagne bien ma vie, surtout pour vingt-deux ans. J'ai des amis, des filles avec qui j'étais en classe, qui ont un travail sans intérêt et gagnent 4 000 F par mois. Elles sont aussi jolies que moi, simplement elles n'ont pas eu ma chance. Je ne me sens pas très à l'aise avec elles, mais en même temps je me dis : « Et pourquoi ce ne serait pas moi ? »

Je suis fière de ce que je fais, c'est humain. Si je possède certaines qualités, c'est grâce à mes parents, à l'éducation qu'ils m'ont donnée. Quand je réussis, ils sont récompensés. J'aimerais avoir des enfants, pourquoi pas ? Si j'arrive à équilibrer mon existence en dehors du métier. Bien sûr, à ce moment-là, partir trois mois tourner dans le désert, comme je viens de le faire avec Depardon, ce n'est pas évident.

Au fond, je mène une vie simple, je ne sors pas. Quand j'ai fini mon travail, j'aime voyager. Pas tellement en touriste. Visiter de beaux endroits, oui, mais ce sont les gens qui m'intéressent. Je me suis toujours assez bien débrouillée là-dessus. Je lie connaissance facilement. En vacances, le soleil efface ma timidité, d'ailleurs les gens se montrent plus libres. J'aime la chaleur.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

## Sobel, l'autre génération

Bernard Sobel : « Sandrine est là comme une enfant dans la cour d'école, qui dit : « Je vais faire le méchant, le gentil, tout ce qu'il faut. » Quand elle est venue me voir, je me suis demandé ce que je pourrais lui proposer, sans avoir à théoriser sur le théâtre. D'abord je n'imaginais pas revenir à Brecht, j'en ai assez de l'étiquette qui me colle, de sérieux dramaturgique, de banalité triste. Mais, avec Brecht, il y avait entre elle et moi un immense pédagogue du théâtre, je n'avais pas à en assumer la fonction.

Elle s'est aperçue qu'elle n'était pas l'objet d'un metteur en scène, qu'elle était comme les autres acteurs et comme moi au service d'une œuvre. Elle et moi appartenons à deux générations. La mienne n'a jamais pu se tenir hors de l'histoire. J'ai toujours été concerné, marqué par la grande, la petite histoire — la guerre, l'étoile jaune, les camps, les utopies de l'après-guerre. L'utopie m'est naturelle. J'ai toujours eu

l'impression de savoir. Sandrine appartient à une génération qui n'a que sa peau à défendre.

Habituellement, on se dit que tenir un double rôle est difficile, exige un métier solide. On prend quelqu'un de plus vieux. Mais *La Bonne Aïe* est une pièce russe, tordue. Effectivement, il faut quelqu'un de solide sur ses pieds, ce qu'est Sandrine. De plus, elle ne trébuche pas les mimiques du théâtre, qui sont les miens d'ailleurs, je tiens à le dire. Elle est arrivée, avec sa clarté absolue, et elle joue. Elle est là avec son innocence, délivrée de tout préjugé, apte à entrer dans la malice de Brecht, dans son école. On a besoin de simplicité pour aborder les ambiguïtés de son théâtre. Sandrine Bonnaire incarne l'utopie de ce que devrait être une relation de travail. Utopie passagère peut-être. »

C. G.

## SPECTACLES NOUVEAUX

### Aboli Babel et le monde est rond

d'après Mallarmé et Gertrude Stein, mise en scène de Xavier Marchand, avec Martin-John Bank, Yves-Hélène Genod, Frédéric Marchand, Fabienne Combar.

Il n'est pas étonnant que le théâtre s'intéresse ces jours-ci à Stéphane Mallarmé, dont l'œuvre poétique paraît bien s'accorder avec l'humour de quelques-uns, qui résistent, au moment où l'époque batifole en plein mirage cathodique : introspection, méfiance des modes dominantes, suprématie du mot, recherche de la perfection. L'Américaine Gertrude Stein est une habituée du traitement scénique de sa prose qui s'y prête bien dans la mesure où elle est une réflexion virtuose sur le langage. On ne sait rien des gens qui se livrent à Saint-Denis à l'exercice le plus périlleux qui soit : donner à voir des textes écrits loin de la scène.

Théâtre Gérard-Philips, 85, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. A partir du 14 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-43-17-17. 80 F et 100 F.

### La Bonne Aïe de Setchouan

de Bertolt Brecht, mise en scène de Bernard Sobel, avec André-Jean Gosselin, David Gosselin, Philippe Faure, Nicolas Pignat, Sandrine Bonnaire, Dominique Parant.

Le nouveau spectacle très attendu de Bernard Sobel servi par une distribution éblouissante emmenée par Sandrine Bonnaire qui fait ses débuts sur la scène. Lire ci-contre l'interview de l'actrice par Colette Godard.

Théâtre de Gennevilliers, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. A partir du 14 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-83-28-30. 70 F et 100 F.

### Ce que voit Fox (« Foll »)

de James Saunders, mise en scène de Laurent Terzieff, avec Pascale de Boysson, Michèle Simonnet, Henriette Marguerite, Dominique Hollier et Laurent Terzieff.

(Voir notre photo légendaire page suivante.) Théâtre Hébertot, 78 bis, bd des Batignolles, 75. A partir du 15 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-87-22-23. Durée : 1 h 45. De 120 F à 210 F.

### L'Ecole des femmes

de Molière, mise en scène de Catherine Deshayes, avec Grégoire Albert, Nathalie Dauchez, Yves Verheven, Flore Leferme des Hottes, Clotilde Berthelot.

Une star de la chanson française des années 70, modèle protest-son, école-guacho, fait merveille dans ce Molière conduit d'une main ferme par la directrice des Quartiers d'Ivry.

Théâtre d'Ivry, 1, rue Simon-Denis, 93400 Ivry. A partir du 20 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-72-37-43. Durée : 2 heures. 60 F et 70 F.

### Greek (« In Greek »)

de Simon Baruch, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Richard Fontana, Catherine Hégel, Judith Magre et André Weber.

L'œuvre nouvelle d'un auteur, metteur en scène et surtout excellent acteur juif anglais d'origine russe, qui s'empare des mythes du théâtre antique grec et les transpose dans une Angleterre résolument thésaurisante et violente. Pais - noir - béd pour le directeur du Théâtre de la Colline qui retrouve Catherine Hégel et Judith Magre, deux de ses plus fidèles pensionnaires, Richard Fontana, tout juste sorti d'une excellente performance au Français dans *Lorenzaccio*, et André Weber.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maïte-Brus, 20. A partir du 14 mars. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30. Le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-86-43-80. 80 F et 130 F.

### Joko fête son anniversaire

de Roland Topor, mise en scène de Jean-Louis Jacopin, avec Dag Hammarskjöld, Didière Dreyer, Arnold Laurent, Nadine Berland, Alex Gohmann, Eric Petitjean.

Notre maître vivant de l'humour noir, de l'humour folle, de l'humour roi sur la petite scène de l'Odéon que connaît bien Jacopin. Une distribution nombreuse pour une farce décortiquée par Jean Haas et habillée par Cédric De Costa, deux noms que l'on retrouve toujours avec intérêt.

Théâtre National de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Clément, 75. A partir du 15 mars. Du mardi au dimanche à 18 h 30. Tél. : 43-25-70-32. De 42 F à 82 F.





## THÉÂTRE / DANSE

→ **Le Malade imaginaire**  
de Molière,  
mise en scène  
de Jean-Marie Villégier,  
avec Denis Manuel,  
Jean Dauterney,  
Nelly Bourgeois,  
Isabelle Desrochers,  
Henry-Alex Eustache,  
Joëlle Bouvier,  
Françoise Gervais.

Le spectacle le plus tentant proposé cette saison par le Châtelet qui a connu bien des succès avec ses productions lyriques antérieures. L'excellence de la formation de William Christie dans le grand répertoire classique français, celle de Francine Lancelot passée maître dans la restitution des chorégraphies subtiles du XVII<sup>e</sup> siècle, celle enfin de Jean-Marie Villégier qui s'attaque à Molière-Chapmanier après avoir fait triompher l'œuvre de Quinault-Lully, Atys. Ce choix ne doit rien au hasard tant sont liés les deux ouvrages : Atys est une œuvre noire donnée trois ans après la mort de Molière, et en son hommage, et le Malade imaginaire est l'œuvre de sa mort même.

Deux mots des comédiens pour finir : quelle joie de retrouver Denis Manuel, Jean Dauterney, Dominique Visse, Christine Murillo et Nelly Bourgeois sur une scène à la mesure de leurs talents très divers et très complémentaires !

Châtelet Théâtre national de Paris, 1, place du Châtelet, 19. À partir du 17 mars. Les mardi et samedi à 20 heures, le dimanche à 14 h 30 (et les 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 30 et 31 mars). Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 235 F.

**Minna von Barnhelm**  
de Gotthold Ephraim Lessing,  
mise en scène  
de Claude Varrault,  
avec Géraldine Bourque,  
Jana Cambrilong,  
Isabelle Coudélier,  
Huguette Clery,  
Michel Chaigneau,  
Patrice Cormier,  
Philippe Desplanches.

Le premier grand texte du répertoire classique allemand sous la plume du premier traducteur germanique de Diderot monté pour la première fois en français par le directeur du Nouveau Théâtre d'Angers qui signe là un très beau et intelligent spectacle.

Quarante de Soaux, allée d'houeure du château de Soaux, 92000 Soaux. À partir du 15 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-61-36-67. Durée : 3 h 15. 50 F.

**Notre coupable, notre victime**  
d'après Peter Szabovszky,  
mise en scène  
de Stéphanie Loik,  
avec Guy-Pierre Couleau,  
Anne Delange,  
Martine Even  
et Frédéric Lédigues.

Stéphanie Loik continue son parcours hors des sentiers battus avec cette œuvre, montage de nombreux témoignages d'enfants de nazis et de jeunes juifs allemands et autrichiens.

Ateliers, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche), 19. À partir du 14 mars. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 39-52-34-12. Durée : 1 h 30. 60 F et 90 F.

**Ruy Blas**  
de Victor Hugo,  
mise en scène  
de Nicolas Lormeau,  
avec Michel Aymard,  
Valérie Barançon,  
Claude Gellier,  
Denis Podalydès,  
Pierre-Henri Ponnau,  
Sébastien Roche.

Claude Sévénier, depuis plus de vingt ans, anime avec une ferveur sans pareil, un courage et une obstination singuliers, cette belle salle de grande banlieue. Il invite aujourd'hui un jeune comédien, sorti brillamment et récemment du Conservatoire, Nicolas Lormeau. Il s'est entouré de jeunes gens pour s'attaquer à la grande œuvre d'Hugo.

Espace Gérard-Philipe, Marché Debussy, rue Louise-Michel, 75000 Suresnes. À partir du 20 mars. Du lundi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 39-14-23-77. De 35 F à 75 F.

## SÉLECTION

**1, place Garibaldi**  
de Jean-Claude Penchenat,  
mise en scène  
de l'auteur,  
avec Arnaud Lecarpentier,  
Françoise Miquel,  
Guillaume Ede,  
Benoît Vergne,  
Emmanuel Mesurati,  
Hélène Philipe.

Jean-Claude Penchenat se souvient d'une enfance nicoise et de son amour du cinéma à l'occasion de ce spectacle autobiographique en forme de pure fantaisie. De la seconde guerre mondiale à la guerre d'Indochine, un quotidien de poésie et d'émotions.

Théâtre du Campagnol, 254, av. de la Division-Lacour, 92000 Châtigny-Malabry. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-61-33-33. Durée : 2 h 30. De 55 F à 100 F.

**L'Antiphon**  
de Djuna Barnes,  
d'après la traduction  
de Natacha Michel  
et de Maya Gibault,  
mise en scène  
de Daniel Mesguich,  
avec Genevieve Casile,  
Jean-Damien Barbin,  
Mark Saporta.

Ainsi commence la saison du Théâtre de l'Europe à l'Odéon dirigé par Luis Pasquel, enfin chez lui, totalement. Cette œuvre de Djuna Barnes n'a jamais été représentée en France et qu'une seule fois à sa création, à Stockholm en 1961. Un récit autobiographique, de très belles pages de littérature, belle matière pour le fin lecteur qu'est Daniel Mesguich.

Théâtre National de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 2 heures. De 57 F à 180 F.

**Le Banc**  
d'Alexandre Gaudin,  
mise en scène  
de Saskia Cohen-Tanugi,  
avec Elisabeth Depardieu  
et Jean-Michel Dupuis.

S'il ne vous fallait voir qu'un spectacle de cette sélection - ce serait malgré tout dommage - il faudrait voir ce Banc, l'œuvre magistrale d'un écrivain russe gratchévien, mise en scène avec énergie et talent par Saskia Cohen-Tanugi arrivée aujourd'hui à maturité. Elisabeth Depardieu n'a jamais paru aussi à l'aise dans un rôle malaisé, tandis que Jean-Michel Dupuis - trop peu encore s'en sont aperçus - prouve une nouvelle fois qu'il est le meilleur comédien de sa génération.

Studio des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 1 h 30. De 110 F à 160 F.



## Cyrano de Bergerac

d'Edmond Rostand,  
mise en scène  
de Robert Housier,  
avec Jean-Paul Belmondo,  
Béatrice Agenin.

Un nez long comme l'encre de jouer de Belmondo, des files d'attente longues comme un jour sans fin pour obtenir une place, la pièce la plus belle de Rostand en route pour la gloire.

Marigny, carré Marigny, 8<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 15. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-04-41. Durée : 3 heures. De 100 F à 360 F.

## La Danse de mort

d'August Strindberg,  
mise en scène  
de Lucien Plétiel,  
avec Michèle Merquies,  
Bernard Fresson,  
Jean-Claude Jay  
et Joëlle Amato.

Trois comédiens superbement haut d'une affiche où l'on retrouve avec curiosité le metteur en scène Lucien Plétiel, familier du Théâtre de la Ville.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 2 heures. De 60 F à 120 F.

## Le Malade imaginaire

de Molière,  
mise en scène  
de Hans Peter Cloos,  
avec Jean-Pol Dubois,  
Denis Lavant,  
Catherine Jacob,  
Éric Prat.

Hans-Peter Cloos a le génie de s'emparer des œuvres pour les faire siennes, c'est-à-dire, comme l'on dit vulgairement, de les faire déborder. Jean-Pol Dubois, Denis Lavant et Catherine Jacob

ne sont pas en reste : ils ne sont pas tristes non plus. Un grand rendez-vous.

Théâtre national de Châtelet, 1, place du Trocadéro, 16<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 h 30. De 60 F à 130 F.

## La Nature des choses

d'après Lucrèce,  
mise en scène  
de Jean-Jacques Huet,  
avec Jorge Silva Melo,  
et André Wilms.

Un spectacle très court, et certainement très bon, par une troupe - informelle mais unie - qui sert sans pareil un théâtre de grande qualité. Après Shakespeare, Lucrèce. Miam !

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Durée : 3 h 10. 75 F et 130 F.

## DANSE

## Béjart Ballet

Loupsseaux

Ring un den Ring.

A mi-chemin du ballet, de l'opéra, du drame et de la bande dessinée, un étonnant spectacle qui réussit à raconter en quatre heures la Tétralogie de Wagner. Le public de l'Opéra de Berlin a fait un triomphe à la création mondiale de ce nouveau Béjart, le 7 mars dernier.

Opéra de Paris, Palais Garnier (les 24, 16, 18 et 20, 19 h 30 ; le 17, 20 h 30 ; le 18, 14 h 30). Tél. : 47-42-62-71. De 20 F à 300 F.

## Ballet du Théâtre Kirov de Leningrad

La Belle au bois dormant.

La troupe du Kirov quitte le Palais Garnier pour le Palais des Congrès. La Belle au bois dormant, nous venons juste de voir la version Novikov, mais quand c'est bien dansé (ce devrait être le cas avec le Kirov), c'est un festival de virtuosité toujours enchanteur (1). Quant au Lac des cygnes, peut-être le plus beau des ballets classiques, sa magie devrait toujours opérer (2).

Palais des Congrès (du 14 au 17, 20 heures ; le 18, 16 heures). Tél. : 48-78-75-15. De 100 F à 300 F. Les 20, 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31 mars à 20 h 30, les 25, 31 mars et 1<sup>er</sup> avril à 15 h (Le Lac des cygnes).

## Compagnies Nadine Herrou Compagnie Toute une nuit Compagnie Costaflore

Accueil, A son corps sensiblist, Ach., Isidore D.

Offensive de la jeune danse française au Centre Pompidou. Nadine Herrou a déjà signé des pièces assez attachantes pour que l'on ait envie d'aller voir son Accueille ; au même programme, A son corps sensiblist, de Jean-Michel Agius, Ali, et Isidore D. de Marcia Barcellos et Karl Biscuit (1). Le poète familier qui est Charles Créange prend la suite avec Save our Soul, inspiré par la Nuit des rois, de Shakespeare (2).

Centre Georges-Pompidou (les 14 et 15, 20 h 30 ; le 16, 18 h 30). Tél. : 42-74-42-19. De 55 F à 75 F.

## Karin Vyncke

Krems.

Avec Anne-Teresa de Keersmaeker, Roxane, Huilmand, Wim Vandekybbes, Karin Vyncke témoigne de la vitalité de la jeune danse flamande. On peut se risquer à voir son Krems - dans le cadre d'une série de manifestations autour de l'exposition James Ensor.

## Joëlle Bouvier Régis Obadia

Un imprudent bonheur. Welcome to Paradise.

Dans les chocolateries Mennier transformées - joliment - en Centre d'art et de culture, Joëlle Bouvier et Régis Obadia présentent leurs créations récentes. Welcome to Paradise, est un magnifique duo qui réussit à introduire du suspense et de l'émotion dans la très simple histoire d'un homme et d'une femme. Un imprudent bonheur est peut-être moins exceptionnel, mais reste tout de même dans le dessein du paillard de la production contemporaine.

Musée, Grand Théâtre de la ferme de Indre, 21 heures (le 17, 18, 19, 20-08-20-00, De 60 F à 100 F.

La sélection a été réalisée par Olivier Schmitt. « Danse » : Sylvie de Nussac

## TÉP

## SENEQUE PHEDRE

MISE EN SCÈNE DAISY AMIAS  
AVEC JANY GASTALDI, BRUNO  
SERMONNE, MICHAEL KRAFT,  
EVELYNE ISTRIA, ALAIN MACÉ  
DU 13 MARS AU 8 AVRIL

## MALLARME A BOLI BIBELOT

DU 14 MARS AU 8 AVRIL

## GERTRUDE STEIN LE MONDE EST ROND

DU 15 MARS AU 8 AVRIL

MISES EN SCÈNE  
XAVIER MARCHAND

THEATRE GERARD PHILPE  
33, Bd Jules Guesse SAINT-DENIS  
M<sup>et</sup> Saint-Denis-Batignolles PER Saint-Denis  
42 43 17 17

**PROMENADE AU BOUT DU BOIS**  
d'après  
de Serge NOYELLE  
16.57.22.11  
3 France  
Billet

## théâtre

## Mer d'adieux Rimbaud / Graffiti

9, 10, 13, 15, 16, 17 mars  
C.A.C. CORREIL-ESSONNES  
60.89.00.72

## ATHENEE LOUIS JOUVET

Salle Louis Jovuet

## L'AMIE DE LEURS FEMMES

## PIRANDELLO

JEAN-MICHEL RABEUX

AGOSTINO CAVALCA  
DOMINIQUE TEGUERE

HELENE ALEXANDRIDIS - LAURENT BERTON  
LAURENCE BIDWEND - CLAUDE DEQUAMIS  
FRANCOISE GRANDCLOIN - MILOUD KHETIS  
LAURENCE MARTIN - ANNE ROTGER

coproduction de J.M. Rabeux, A.T.N., M.C. Bourgeois, C.A.C. Corréil-Essonnes  
Avec la participation de l'ITN et le soutien de l'ADAMI

Salle Christian Berard

## FRANCAIS, ENCORE UN EFFORT...

SI VOUS VOULEZ ETRE REPUBLICAINS

## SADE

CHARLES TORDJMAN

GERARD POLI  
JULY KENDACK

FRANCOIS CLAVIER - SARLOUTY CHAUTENET  
production Théâtre Republique de Lorient

47.42.67.27

Alpha Finac

## THEATRE EUROPE ODEON THEATRE NATIONAL

## L'ANTIPHON

Djuna Barnes

adaptation de Natacha Michel

mise en scène DANIEL MESGUICH

Jean-Damien Barbin, Genevieve Casile\*, Herve Furio,  
Natalie Nerval\*, Marc Saporta, Philippe Torroni\*

13 mars - 13 avril

Coproduction Théâtre de l'Europe-Odéon et Comédie Française

Location 43 25 70 32

## Panorai

THÉÂTRE DE L'EUROPE  
ODÉON - THÉÂTRE NATIONAL  
L'ANTIPHON  
Djuna Barnes  
adaptation de Natacha Michel  
mise en scène DANIEL MESGUICH  
Jean-Damien Barbin, Genevieve Casile\*, Herve Furio,  
Natalie Nerval\*, Marc Saporta, Philippe Torroni\*

THÉÂTRE DE L'EUROPE  
ODÉON - THÉÂTRE NATIONAL  
L'ANTIPHON  
Djuna Barnes  
adaptation de Natacha Michel  
mise en scène DANIEL MESGUICH  
Jean-Damien Barbin, Genevieve Casile\*, Herve Furio,  
Natalie Nerval\*, Marc Saporta, Philippe Torroni\*

THÉÂTRE DE L'EUROPE  
ODÉON - THÉÂTRE NATIONAL  
L'ANTIPHON  
Djuna Barnes  
adaptation de Natacha Michel  
mise en scène DANIEL MESGUICH  
Jean-Damien Barbin, Genevieve Casile\*, Herve Furio,  
Natalie Nerval\*, Marc Saporta, Philippe Torroni\*

THÉÂTRE DE L'EUROPE  
ODÉON - THÉÂTRE NATIONAL  
L'ANTIPHON  
Djuna Barnes  
adaptation de Natacha Michel  
mise en scène DANIEL MESGUICH  
Jean-Damien Barbin, Genevieve Casile\*, Herve Furio,  
Natalie Nerval\*, Marc Saporta, Philippe Torroni\*

## théâtres

## cinéma

## PETER BROO L'INTEGRALI

L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room  
L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room

L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room

L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room

L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room

L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room

L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room

L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room

L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room

L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room

L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room

L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room

L'Opera des géants  
Moderato Cantabile  
Le Sogno di una notte di mezza estate  
Mozart's Magic  
Dress in a dark room

صحنه من الراحل



# MUSIQUES

ROCK EUROPÉEN AU ZÉNITH

## Panorama de l'avant-garde établie

Opération de relations publiques, le Festival du Zénith est aussi la seule manifestation de ce genre organisée en ce moment à Paris. Entre le modernisme électricité (les groupes espagnols ou Christine Lidon) et l'avant-garde établie (Lloyd Cole, The The), c'est de toute façon l'occasion d'entendre plusieurs (bons) groupes en peu de temps.

Une raison d'être de ce festival a peu de chose à voir avec la musique. Il s'agit surtout pour le sponsor, la société Ricard, d'atteindre le public du rock malgré les restrictions imposées par la loi et les règlements. Jetant son canotier en polystyrène expansé aux orbes, l'apérif arié à coiffé la casquette de base-ball des vrais rockers depuis les dernières Transmusicales de Rennes. Comparée au mécénat en musique classique, l'intervention manque de discrétion et d'élégance. A Rennes et à Paris, pour le concert du Fair (Le Monde du 28 février 1990), de gros panneaux fluorescents étaient disposés autour de la scène et dans la salle. Cette précision apportée, il faut reconnaître que la programmation est plus qu'intéressante et qu'on peut se rendre au Zénith tel le capitaine Haddock embarquant sur l'Aurore, armé de solides résolutions anti-alcooliques, pour les raisons suivantes :

### Lloyd Cole

C'est la rentrée parisienne du rocker britannique francophile établi à New-York. Il vient de réussir son album solo (Le Monde du 26 février). Il a su se passer des Commotions, son groupe, sans se perdre. Lors d'un récent concert à Manchester, Lloyd Cole a fait avaler à une salle de fans des Commotions presque tous les titres du nouvel album — qui venait à peine d'arriver chez les disquaires — sans jouer les tubes du groupe, mais en reprenant *The Gift of the Veil* Underground, *She Belongs To Me* de Dylan et *Why Don't We Do It In The Road* des Beatles. Le propos est clair et arrogant : je suis Lloyd Cole, héritier légitime de Lou Reed, Dylan et Lennon, unique propriétaire de mon passé, vous n'avez aucun droit sur moi.

Il a toujours sa tête de gros bébé, avec maintenant des cheveux longs et une barbe, un peu comme si Tania Tikaram décidait de se déguiser en Charles Manson. Sur scène, il a l'air à la fois tout content et un peu gêné de se retrouver là, comme un gamin timide qui fait le malin entre les chansons. Derrière lui, tel le représentant accrédité de la statue du Commandeur (puisqu'il jouait avec Lou Reed lors de sa dernière tournée), Robert Quine, guitariste virtuose qui débute sur sa Stratocaster des kilomètres de notes, précises et furieuses, avec l'air d'un contrôleur de la SNCF en fin de service.

A Manchester, le public est resté sur le bord de la route, malgré l'excellence du groupe et à cause de



Lloyd Cole.

l'arrogance un peu puérile de Cole (sans parler des lumières, catastrophiques). Exactement le genre de choses qui se règlent en cours de tournée.

### The The

Il est assez facile de se moquer de Matt Johnson, comme de tous les gens sérieux. Les disques de The The sont des choses pesantes, tendues et réfléchies. *Mind Bomb* (Epic), le dernier en date, était à la fois un manifeste politique (*The Beat(en) Generation*, le bilan d'une décennie de thatchérisme) et l'acte de naissance de The The en tant que collectif.

Jusqu'ici Matt Johnson avait assumé l'identité du groupe. Il garde encore le monopole sur les compositions, mais il s'est adjoint les services de Johnny Marr, ex-guitariste des Smiths, devenu le premier mercenaire à six cordes de sa génération. Le groupe a gagné une identité scénique qui lui échappait, et son passage au Casino de Paris, l'automne dernier, a laissé le souvenir d'un moment sombre et fort.

A force de se cogner la tête contre les murs, Johnson s'est lassé de la politique. Lors d'un récent passage à Paris, son discours se faisait presque apocalyptique, et c'est la seule route que puisse suivre The The sans se rendre.

### Les Ecossais

The Silencers seront en tête d'affiche, devant The The, même s'ils n'ont qu'un album derrière eux. Ils ont résolument emboîté le pas à Simple Minds, mêmes racines celtiques, même enthousiasme grandiloquent à les mettre en avant. En France, ils ont décroché un Disque d'or, à la surprise générale. Les finesses de *Blues for Buddha* (sur BMG) n'apparaissent pas automatiquement sur scène, mais en première partie de Simple Minds, ils avaient démontré une aptitude à la manipulation des masses sans rapport avec leur jeune âge.

Love and Money vient aussi de Glasgow, mais eux commencent avec Deacon Blue dans le culte de Steely Dan. Ils ont même réussi à faire produire leur dernier disque par Gary Katz, l'ancien producteur du groupe de Fagen et Becker. Ils sont parmi les aînés de la vague américanophile écossaise, et pourtant tout le monde leur est passé devant, de Texas à Gun. Ce n'est pas tout à fait juste.

### El Último de la Fila

Les groupes ibères se succèdent en France sans arriver à entamer la conscience collective. Avec son guitariste flamenco, El Último de la Fila tente la passe andalouse, en y mettant sans doute plus d'enthousiasme que d'exactitude. Manolo Garcia est une gentille bête de scène qui sait que le succès qui lui est acquis chez lui ne va pas de soi en France. Il travaille la salle en se cabrant et en se débattant, et ne s'arrête qu'une fois la partie gagnée.

### Et aussi...

Les Basques de Duncan Dhu, groupe au son discret, basse, batterie, guitare acoustique, entre la mélancolie vraie et les clichés du genre. Christine Lidon, chanteuse française précédée d'une rumeur de plus en plus flatteuse. Les Avions, groupe de rock français, qui tourne depuis déjà longtemps autour de la chanson, du son qui cristalliserait leur énergie.

### La surprise du chef

Big Audio Dynamite. Leur dernier disque est récent, ils sont passés il y a à peine deux mois à Paris. Mais la formation vient de perdre la quasi-totalité de ses membres, à l'exception de Mick Jones (membre fondateur et président, ex-guitariste du Clash) et Dan Donovan (claviers). Don Letts, l'artisan avec Jones du son BAD (mélange urbain, rock, rap, funk, reggae), est parti, et le guitariste a le choix entre reconduire la formule qui s'essouffait un peu et prendre un virage à 180 degrés comme il le fit au sortir du Clash. Les spectateurs du Zénith essaieront les plâtres, mais, en matière de rock, l'expérience peut être plaisante.

THOMAS SOTHEL

★ Les 16 et 17 mars, de 19 heures à minuit au Zénith, porte de Flandre, Paris-19. 120 F. Location FNAC, Virgin Megastore, Clémentine, Biletel.

## DÉCOUVERTES

### Mollère-Charpentier

La Mélodie imaginaire

Jean Dourmeney, Nelly Borgeaud, Isabelle Desrochers, Christine Marlin, Denis Léger-Milne (cordons).

Howard Brook (soprano), Miquel Zencati (soprano), Bernard Delort (basse), Rita et Dancorina.

Ensemble Clément Jaquez, Les Arts barbares, William Christie (direction), Francesco Lancialetti (chorégraphie), Jean-Marie Villégier, Christophe Gaudin (mise en scène).

Voir notre photo page suivante.

Le 17, 20 heures (et les 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 31 mars, 1<sup>re</sup>, 2, 4, 5, 6, 7 et 8 avril) ; le 18, 14 h 30 (et les 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 31 mars, 1<sup>re</sup>, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 avril). Châtelet. Théâtre municipal de Paris. Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 205 F.

### Henry

Le Livre des morts égyptien : la Scène du jour

Pierre Henry.

« Je voulais inventer un texte sonore, sans mot ni incantation ni supplice aux dieux. C'est écriture volontairement abstraite, à l'écoute, on se sent en train de se transformer en diable pour se lancer dans la route infernale de la Vale de Faust, la célèbre paraphrase de Franz Liszt, qu'il joue à un train d'enfer, les doigts en état d'apesanteur. Rien qui puisse faire imaginer non plus qu'il joue les Variations sur un thème de Paganini de Rachmaninov comme peu de pianistes aujourd'hui. Tantôt charmeur, délicat, film, tantôt rageur, technicien transcendant, il fait honneur à Mieczyslaw Horowitz, qui fut son professeur pendant de longues années. Il est vrai qu'après d'un tel gémissement, on ne peut qu'embrasser la bonne voie. »

Le 20, Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-63-05-07. De 50 F à 160 F.

autre texte inspiré par le passage de la vie à la mort. Cette œuvre de 1962 a été réécrite par Philips sur disque compact, en 1985 (412 706-2).

Le 19, Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-62-23. De 60 F à 80 F.

### Beethoven

Sonata pour piano op. 13

### Brahms

Variations et fugue sur un thème de Handel op. 24

### Chopin

Trois Nocturnes

### Liszt

Fantaisies

Au bord d'une source

Valse de Faust, paraphrase d'après l'opéra de Gounod

Benjamin Piatomsk (piano).

Vainqueur du concours des concours organisé en juin dernier par la Salle Gaveau, Benjamin Piatomsk est un singulier pianiste. Il joue Mozart, Beethoven avec une intelligence de phrases une simplicité d'approche magnifiée par un jeu de pédale remarquablement léger. Au bord d'une source, avec les mêmes intentions, la même intensité. Rien qui puisse faire imaginer qu'il se transforme en diable pour se lancer dans la route infernale de la Vale de Faust, la célèbre paraphrase de Franz Liszt, qu'il joue à un train d'enfer, les doigts en état d'apesanteur. Rien qui puisse faire imaginer non plus qu'il joue les Variations sur un thème de Paganini de Rachmaninov comme peu de pianistes aujourd'hui. Tantôt charmeur, délicat, film, tantôt rageur, technicien transcendant, il fait honneur à Mieczyslaw Horowitz, qui fut son professeur pendant de longues années. Il est vrai qu'après d'un tel gémissement, on ne peut qu'embrasser la bonne voie.

Le 20, Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-63-05-07. De 50 F à 160 F.

## SÉLECTION PARIS

### Mercredi 14 mars

#### Jancsek

Sonata pour violon et piano

#### R. Strauss

Sonata pour violon et piano

#### Prokofiev

### Sonata pour violon et piano n° 1

#### Sarasate

Fantaisie sur des thèmes de Carmen

Dmitry Sitkovetsky (violin), Pavel Gillov (piano).

## théâtres au cinéma

### PETER BROOK L'INTEGRALE

Du 16 au 20 mars  
L'Opéra des gueux  
Moderato Cantabile  
Le Seigneur des mouches  
Marat Sade  
Dites-moi n'importe quoi  
Le Roi Lear  
Rencontre avec des hommes remarquables  
La Tragédie de Carmen  
Le Mahabharata

Magic Cinéma : 48 30 32 87

M-C 93  
BUDIGNY  
MAGIC CINEMA  
16-31 mars

MINNA VON BARNHELM  
Mise en scène de Claude PERSIN  
du 15 MARS AU 7 AVRIL 1990  
Oratoire du Château de Sceaux  
Paris du Château, SCEAUX  
RESERVATIONS :  
LES GEMEAUX (1) 46 61 36  
ALPHA FNAC - KIOSQUE THEATRE  
92

LA FERME DU BUISSON  
Centre d'Art et de Culture  
de Marnes-la-Marche  
3, rue de la Ferme 77180 Marnes-la-Marche  
Tél. 03 25 55 20 43  
CENTRE CHOREOGRAPHIQUE NATIONAL DE HAUTE-NORMANDIE  
L'ESQUISSE  
VENDREDI 16 MARS A 21 H  
UN IMPRUDENT BONHEUR  
SAMEDI 17 MARS A 21 H  
WELCOME TO PARADISE  
CHOREOGRAPHE  
JOELLE BOUYER  
REBIS ORADIA  
La Ferme du Buisson

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE  
(DIRECTION JORGE LAVELLI)  
43 66 43 60  
GREEK  
A LA GRECQUE  
STEVEN BERKOFF  
JORGE LAVELLI  
Richard FONTANA, Catherine HIEGEL  
Judith MAGRE, André WEBER  
GRAND THEATRE 14 MARS - 29 AVRIL  
LE PETIT SILENCE D'ELISABETH  
Texte et mise en scène : PHILIPPE FAURE  
Joëlle BRUYAS, Joseph M. CARABALLS  
Clara CATHY, Anne FERRET  
PETIT THEATRE 24 MARS - 29 AVRIL  
15 RUE MALTE BRUN 75002 PARIS M. GAMBETTA  
AVEC LA PARTICIPATION DU GROUPE SARI S. SEEM POUR LA COMMUNICATION DU THEATRE



## MUSIQUES

»

Violoniste brillant, à l'intonation proche de la perfection, Dmitry Sitkovetsky n'est pas toujours convaincant musicalement lorsqu'il abandonne la grande virtuosité pour l'intimité de Schumann ou la dangereuse simplicité de Mozart. Par chance, il s'est choisi un programme brillant, virtuose (à l'exception de l'insaisissable Sonate de Janacek) qui lui convient tout à fait.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-06-07. De 170 F à 300 F.

## Beethoven

Concerto pour piano et orchestre n° 3  
Symphonie n° 3  
« Héroïque »  
Akiko Ebi (piano),  
Orchestre philharmonique de Radio-France,  
Marek Janowski (direction).

Donné au profit de Médecins du monde, ce concert va donner l'occasion d'entendre Akiko Ebi dialoguer avec un orchestre ressuscité par Marek Janowski, l'un des grands batteurs d'orchestre du moment. Le Troisième Concerto de Beethoven est peut-être son plus beau, celui dans lequel le compositeur réussit le mieux à équilibrer le discours du soliste avec la partie orchestrale, tout en élargissant des possibilités inédites par les Concertos en ré et en ut mineur de Mozart. Il faudra attendre près de cinquante années pour que le jeune Brahms, insensible aux démons de la virtuosité, impose une conception aussi peu frivole dans un genre qui ne tendait pas à être maudite à cause des excès auxquels il a conduit certains compositeurs.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. Location Franc. De 60 F à 300 F.

## Stravinsky

Les Noces

## Rachmaninov

Symphonie n° 2  
Jacques Dilekian,  
Pascal Doyon,  
Georges Fournier,  
Hervé Sormet (piano),  
Dora Brown (soprano),  
Hélène Josselin  
(mezzo-soprano),  
Philippe Langry (ténor),  
Renaud Tesson (basse),  
Chœur et Orchestre de Paris,  
Semyon Bychkov (direction).

Un bien curieux assemblage ! La majeure essentielle de Stravinsky suivie par la sentimentale baroque de la Deuxième Symphonie de Rachmaninov. S'il dirige avec davantage de précision rythmique, s'il est un chef plus irréfutable que Daniel Barenboim, son prédécesseur, Bychkov n'a sans doute pas son sens inflexible de la programmation.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 16). Tél. : 45-63-88-73. De 48 F à 150 F.

## Jeudi 15

## Rameau-Stravinski

L'Histoire du soldat  
Ensemble Ars Nova,  
Compagnie Fomina,  
Le Grand Écart,  
Théâtre de l'Unité,  
Philippe Nahon  
(direction musicale),  
Jacques Livchine  
(mise en scène).

L'Histoire du soldat ne coûte pas trop cher à monter et fait toujours de l'effet. Est-ce pour cette raison qu'il n'y a guère de mois sans qu'une nouvelle production pointe le bout de son nez ? Celle-ci se veut fidèle aux souhaits de Stravinski, il y aura donc des jingles dans les Arènes de Lutèce.

Arènes de Lutèce (Rue 15 et 16, 20 h 30 ; le 17, 18 h 30 ; le 20 h 30 ; le 19, 18 h 30). Tél. : 43-45-04-17.

## Mozart

David Randall,  
Frédéric Plantak,  
Jacques Schwab (soprano),  
Brigitte Desnoes  
(mezzo-soprano),  
Michèle Lagrange,  
Danielle Baret (soprano),  
Marcel Quilès (basse),  
Orchestre d'Auvergne,  
Jean-Jacques Kantorow  
(direction),  
Simone Amouyal  
(mise en scène).

La première mise en scène lyrique de Simone Amouyal, la première prestation à Paris de l'Orchestre d'Auvergne, des prises de rôles pour quelques-uns des chanteurs, tout jeunes : beaucoup de risques pour un ouvrage toujours périlleux à monter.

Opéra-Comique, Salle Favart, 18 h 15, 17 et 20, 19 h 30 ; le 18, 18 heures. Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 400 F.

## Vendredi 16

## Mozart

Symphonie n° 27 KV 189  
Symphonie concertante pour clarinette, hautbois, cor et basson KV 257  
Concerto pour flûte et orchestre n° 1 KV 313  
Haydn

Symphonie n° 49  
Pascal Moragues (clarinette),  
Pierre Moragues (cor),  
Patrick Vialre (basson),  
Philippe Bernold (hautbois),  
David Weiler (hautbois),  
Orchestre d'Auvergne,  
Jean-Jacques Kantorow (direction).

Les Moragues, David Walter, Philippe Bernold, Patrick Vialre figurent au premier rang de l'école de vents française. Les cordes de l'Orchestre d'Auvergne entraînés par Alexandre Brailowsky et Jean-Jacques Kantorow sont remarquables par leur homogénéité et leur beauté sonore. Dans le programme qu'ils ont choisi, ces musiciens peuvent faire des miracles.



Opéra-Comique, Salle Favart, 20 heures. Tél. : 42-86-88-83. De 20 F à 150 F.

## Samedi 17

## Berlioz

Les Troyens, version intégrale  
Gracia Burnby (soprano),  
Cécile Alice-Lucas,  
Shirley Varrault,  
Nadine Denize (mezzo-soprano),  
Orchestre et chœur de l'Opéra de Paris,  
Myung-Whun Chung (direction),  
Pier-Luigi Pizzi (mise en scène).

Lire notre dossier pages 25 à 28.

Opéra de la Bastille, 18 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 75 F à 540 F.

## Dimanche 18

## Beethoven

Sonates pour piano n° 8 op. 21 et 23 op. 87  
Liszt  
Sonnet de Pétrarque n° 123  
Après une lecture de Dante  
Gerhard Oppitz (piano).

Esprit curieux, Gerhard Oppitz joue à peu près toute la littérature d'importance écrite pour le piano (tout Chopin, tout Brahms, toutes les sonates de Schubert, celles de Beethoven, plus de quatre-vingts concertos, etc.) avec une sorte de systématique qui pourrait effrayer si cette démarche n'était « adossée » par une vive sensibilité et une culture immense.

Théâtre Renaud-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-56-60-70. 80 F.

## Journée d'ouverture du Festival des instruments anciens

The Locke Consort  
Cécile Gierdell (violin),  
Danièle Sabat (piano),  
Académie Sainte-Cécile,  
François Jochonnet  
(basse ancienne).

Pour sa dernière édition, le Festival des instruments anciens a réuni la crème des interprètes baroques. Ils se produiront du 18 mars au 10 avril dans onze lieux répartis dans tout Paris. En tout, onze concerts parmi lesquels un concert Jordi Savall (église Saint-Julien-le-Pauvre, le 22 mars), le Stabat Mater de Pergolèse (à l'église Sainte-Cécile, le 23), Beethoven de Handel (à l'église Sainte-Cécile, le 31) King Arthur de Purcell (à l'Opéra-Comique, le 2 avril), une nuit des instruments anciens (au Cirque d'hiver, le 7), la Création de Haydn (à l'église Saint-Germain-des-Près, le 10).

Musée Carnavalet, 14 heures, 15 heures, 16 heures et 17 heures. Tél. : 42-72-21-13. Entrée libre.

## Lundi 19 mars

## Mozart

Diversément K 247  
Concerto pour piano et orchestre n° 22 K 482 et 27 K 595  
Murray Perahia (piano),  
Orchestre de chambre d'Europe.

Le retour de Murray Perahia dans les concertos de Mozart est une fête que sauront célébrer les fidèles de Piano \*\*\*\*, même si l'acoustique de Pleyel ne permettra qu'aux mieux placés d'entre-eux de profiter pleinement du toucher acéré du pianiste américain et du timbre de son piano. Il a choisi deux concertos très différents l'un de l'autre. Le Vingt-deuxième est le plus virtuose de la série des vingt-sept, le plus volubile et charmeur. Le Vingt-septième le moins terrestre. Encore qu'il puisse être possible de le jouer d'une façon moins désincarnée que celle qui a été imposée par une tradition d'interprétation qui s'appuyait sur le fait qu'il s'agissait de l'une des dernières œuvres de Mozart. Or on sait maintenant qu'il n'en est rien. Lorsque Mozart l'a composé, il n'avait pas encore un pied dans la tombe.

Lors de sa création, le *Malade imaginaire* était accompagné d'une musique spécialement composée par Marc Antoine Charpentier. Elle vient d'être retrouvée dans la bibliothèque de la Comédie-Française. William Christie qui avait triomphé dans *Atys* a le redoutable honneur de recréer la musique de la dernière pièce de Molière. On ne change pas une équipe qui gagne (voir rubrique découverte page précédente pour les dates et renseignements).

## Jazz

## Lol Coxhill Quintet

Deux fois double hommage à Sidney Bechet : c'est une des bonnes idées du festival Baroques bleus. D'un côté, le 15, Lol Coxhill Quintet et Phil Woods Quintet, aussi différents l'un de l'autre que chacun peut l'être de Bechet (vous savez ?). Et le 17, Michel Doneda suivi de Hugh Masekela : voir plus haut.

Différent ne veut pas dire éloigné. Chacun des quatre groupes mérite le détour. Hugh Masekela est rare en France, trop rare.

Le 15, Montreuil, Salle des fêtes, 20 h 30. Tél. : 43-85-88-00. De 70 F à 90 F.

Le 16, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Le 17, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 18, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 19, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 20, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 21, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 22, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 23, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 24, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 25, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 26, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 27, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 28, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 29, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 30, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 31, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

## Jazz

## Lol Coxhill Quintet

Deux fois double hommage à Sidney Bechet : c'est une des bonnes idées du festival Baroques bleus. D'un côté, le 15, Lol Coxhill Quintet et Phil Woods Quintet, aussi différents l'un de l'autre que chacun peut l'être de Bechet (vous savez ?). Et le 17, Michel Doneda suivi de Hugh Masekela : voir plus haut.

Différent ne veut pas dire éloigné. Chacun des quatre groupes mérite le détour. Hugh Masekela est rare en France, trop rare.

Le 15, Montreuil, Salle des fêtes, 20 h 30. Tél. : 43-85-88-00. De 70 F à 90 F.

Le 16, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Le 17, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 18, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 19, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 20, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 21, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 22, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 23, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 24, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 25, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 26, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 27, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 28, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 29, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 30, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 31, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 1, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 2, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 3, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 4, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 5, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 6, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 7, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 8, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 9, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 10, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 11, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 12, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 13, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 14, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 15, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 16, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 17, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 18, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 19, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 20, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 21, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

## Jazz

## Lol Coxhill Quintet

Deux fois double hommage à Sidney Bechet : c'est une des bonnes idées du festival Baroques bleus. D'un côté, le 15, Lol Coxhill Quintet et Phil Woods Quintet, aussi différents l'un de l'autre que chacun peut l'être de Bechet (vous savez ?). Et le 17, Michel Doneda suivi de Hugh Masekela : voir plus haut.

Différent ne veut pas dire éloigné. Chacun des quatre groupes mérite le détour. Hugh Masekela est rare en France, trop rare.

Le 15, Montreuil, Salle des fêtes, 20 h 30. Tél. : 43-85-88-00. De 70 F à 90 F.

Le 16, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Le 17, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 18, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 19, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 20, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 21, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 22, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 23, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 24, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 25, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 26, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 27, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 28, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 29, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 30, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 31, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 1, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 2, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 3, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 4, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 5, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 6, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 7, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 8, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 9, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 10, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 11, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 12, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 13, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 14, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 15, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 16, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 17, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 18, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 19, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 20, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Le 21, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

buveurs de bière, restent les souvenirs et la force du genre.  
Le 19, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

## Stephen Eicher

C'est un musiciste subtil, qui travaille les sons autant que les mélodies et les textes (dont certains, sur son dernier album, sont signés Philippe Djan). Mais s'il faut quand même le faire tomber dans une catégorie, Stephen Eicher est un rocker malgré tout, descendant hétéroclite des ballades pop anglo-américaines.

Le 20, Bataclan, 20 h 30. Tél. : 47-00-90-12. Location Franc. 150 F.

## Tournée Lloyd Cole

Voir notre article page 31

Le 17 mars à 20 h 30 à Paris, au Théâtre, Tél. : 45-23-51-41. Le 18 à 19 h 30 à Lyon, au Transbordeur, 128 F. Location Franc.

## VARIÉTÉS

## Louis Chédid

D'abord Louis Chédid, fabriquait ces chansons de bien belles chansons. Pour cette semaine on soulignera la présence en première partie de Kashtin, duo montagnais (indien du nord du Québec) au folk classique et pur, chanté dans la langue des Indes.

Le 14 au 17, 20 h 30 à Paris, au Théâtre, Tél. : 45-23-51-41. Le 15 à 16 h 30 à Lyon, au Transbordeur, 128 F. Location Franc.

## Diane Dufresne

Toujours dans le cadre de Chorus des Hauts-de-Seine, une folie québécoise. Diane Dufresne offre un show autobiographique intitulé *Les hommes de ma vie* avec deux « pays ». Michel Rivard (qui l'on peut par ailleurs voir en solo au théâtre Rutebeuf de Clichy, le jeudi 15) et Claude Dubois, et un métèque, Georges Montaki. Déjà et grands sentiments garantis.

Le 18, Montmartre, Paris département, André-Matru, 20 h 30. Tél. : 47-32-34-42. 120 F.

## MUSIQUES DU MONDE

## Amelia Rodriguez

Celle qui fit découvrir le fado au monde entier grâce à une voix exceptionnelle, grande artiste qui fut à la fois l'expression du peuple portugais et celle du pouvoir salazariste, chante aujourd'hui au bénéfice de l'association des artistes contre le SIDA. Si la voix accuse l'âge, le sens du tragique, les sentiments ne se sont pas émoussés.

Le 20, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 180 F à 1000 F.



# ARTS

L'ART PRÉCOLOMBIEN DU MEXIQUE, AU GRAND PALAIS

## Les Zapotèques sont de retour

D'admirables pièces exposées, comme dans toutes ces expositions d'art non occidental qu'assurent, année après année, des ministères associés. Admirables, mais comme coupées de notre sensibilité par une présentation intimidante. Encore un peu de décontraction, messieurs les conservateurs...

CHACQUE année, les services adéquats des ministères des affaires étrangères et de la culture, réunis ou solitaires, font venir dans la capitale une exposition qui célèbre les hauts faits artistiques des civilisations non occidentales. Elles ont en général des titres assez ronflants : « L'or des Machins », « Trésors des civilisations du Choc », « Chefs-d'œuvre inconnus des Trucs », « L'univers fantastique des Indiens Machinchouettes (XI<sup>e</sup> av. J.-C. - II<sup>e</sup> ap. J.-C.) ». La présentation en est souvent raffinée, même si elle n'atteint pas le niveau de certaines grandes manifestations vénitennes, par exemple sur l'archéologie de la Chine.

Les explications en sont savantes, rédigées par les meilleurs experts et des pléiades de conservateurs ; les catalogues sont définitifs ; dans le parcours même de l'exposition, les progrès de la muséographie donnent au public de façon sommaire et simplifiée l'essentiel de ce qu'il faut savoir, par exemple : « La Mésopotamie - nom largement utilisé depuis son adoption en 1943 - est l'espace géographique compris entre deux lignes dont l'une, au nord, va de l'état mexicain du Sinaloa jusqu'au rio Panuco, à la frontière entre les Etats de Veracruz et de Tamaulipas, et l'autre, au sud, traverse le Salvador et le Honduras septentrional. » Chaque objet présenté porte une étiquette précise qui n'épargne rien du détail de ce que l'on peut voir, exemple : « Sculpture anthropomorphe en attitude rituelle, haut plateau central, culture aztèque, postclassique tardif (1300-1521 ap. J.-C.). Pierre. 80 cm x 28 cm. »

### LE CORPS DU JEUNE AZTÈQUE

Naguère, le descriptif qui suivait confinait au ridicule, sorte de fiche redondante par rapport à la photographie. Aujourd'hui, c'est un peu mieux : « Cet orgueilleux et jeune Aztèque affirme sa virilité, sa force et son attitude décidée devant la vie. Il montre un corps admirable, pratiquement nu, sans dommage aucun, avec le sexe pudiquement caché par une bande de tissu qui passe entre les jambes, couvrant et protégeant sa virilité. » Et voilà pourquoi votre fille est muette.

Muette mais pas sourde. Parce que ces expositions, pour merveilleuses qu'elles soient, ne parviennent pas à réconcilier le discours artistique à tendance universaliste (qu'est-ce que la pudeur aztèque ?), les nécessités précieuses de la pensée archéologique, avec sa terminologie barbare, les dimensions ethnologiques et historiques (on apporte parfois, à titre d'ajout, quelques images tirées d'un codex), enfin la complexité culturelle : les cultures précolombiennes sont-elles si bien assimilées par le public qu'on puisse ainsi couper la stamaine de l'architecture, de l'écriture ou de faits de civilisation comme la méconnaissance paradoxale de certaines techniques (absence du fer, etc.) ?

Le rituel de présentation des civilisations non occidentales paraît souvent perpétuer une crainte dont la raison d'être a pourtant disparu : que le public ne comprenne pas la valeur esthétique autonome des objets et des œuvres. Mais il sacrifie du coup - et encore une fois malgré d'indéniables efforts d'explication - au plaisir trop exclusif de collectionneurs qui se sont habitués à ne plus souffrir de voir un bas-relief sans le mur auquel il a été arraché, un vase sans un souvenir de la tombe d'où il a été enlevé. Il est d'ail-



Ci-dessus : prêtresse. Culture du Veracruz central (200-900 après J.-C.). A gauche : sculpture représentant la dualité. Culture totonaque (900-1521 après J.-C.).



leurs révélateur que les catalogues d'exposition ressemblent à s'y méprendre à des catalogues de vente aux enchères...

Cela posé, et même sans être collectionneur, on ne peut que se réjouir de cet « Art précolombien du Mexique » que les plus respectables institutions de France et du Mexique nous présentent au Grand Palais avec le concours d'Olivetti : cent trente œuvres, issues de sites archéologiques couvrant (avec ambition) une période de trois mille ans, et parcourant, tel l'éclair, toutes ces civilisations aux noms si doux que le capitaine Haddock pouvait s'en servir d'injures : zapotèque, olmèque, maya, haastèque, mixtèque, et bien sûr aztèque. La plupart des œuvres n'étaient pas sorties du pays, même si quelques-unes, avec leurs becs, leurs grandes oreilles, leurs faces vert émeraude, leurs chapeaux, leurs sourires carnassiers ou sereins, peuvent donner un petit goût de déjà vu. C'est que, peut-être, les chefs-d'œuvre des civilisations perdues doivent obéir à une sorte de code des splendeurs éternelles.

Il faut, bien sûr, aller voir cette exposition du Grand Palais, car ce n'est pas tous les jours que de telles pièces pourront voyager. Voilà ce qu'il faut dire au public. Mais il faut - c'est aux conservateurs que ce discours s'adresse - commencer à repenser une

muséographie qui semble figer désormais les civilisations dans un « jus » respectable mais convenu, et à notre sens inadapté aux besoins contemporains de connaissance, de découverte ou de redécouverte. Une fois cela dit, laissons la parole à Jacques Soustelle qui, comme il se doit, préface le catalogue : « La haute valeur esthétique des œuvres mexicaines, colimbéennes, péruviennes, s'est imposée. Si l'on figure sur une mappemonde les zones privilégiées de la planète où le génie et la main de l'homme ont créé ces réalités qui reflètent une civilisation, le Mexique se trouve au premier rang. Face au majestueux cortège des cultures et des empires, au long des millénaires, nous assistons sans aucun doute à la naissance et au déclin, plusieurs fois renouvelés, d'une grande et belle aventure humaine. »

Et si notre plaisir et notre intérêt aussi pouvaient s'en trouver renouvelés, voilà qui légitimerait grandement la récurrence de ces expositions, pompeuses mais nécessaires.

FREDERIC EDELMANN

\* Lire « Renseignements pratiques » dans la rubrique « Nouvelles expositions » ci-contre.

## NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

### Art précolombien du Mexique

Voir notre article ci-contre.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni, Paris. 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Du 16 mars au 30 juillet, 30 F.

### Albert Bitran

Graves et discrètes comme les peintures, les œuvres sur papier d'un artiste au peu trop solitaire, qui ne cherche pas à plaire, et continue à travailler entre formes décalées et couleurs retenues. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine, Paris. 8<sup>e</sup>. Tél. : 46-62-67-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Du 14 mars au 14 avril.

### César Domela

Si à quatre-vingt-dix ans, Domela s'est depuis longtemps libéré de la géométrie

stricte des constructions du Surréalisme, il court toujours après les lignes ondulées et les rythmes colorés. Voir à l'Institut néerlandais le choix de peintures et de reliefs récents qui accompagnent la présentation de son œuvre gravé.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris. 7<sup>e</sup>. Tél. : 47-06-85-86. Tous les jours sauf lundi de 13 h à 18 h. Du 18 mars au 29 avril.

### Journ

Des dé-collages inédits d'un des enfants sauvages de la peinture, qui participe à l'invention de la ligne mouvementée du groupe Cobra, en conjuguant verbe, images et gestualité.

Galerie Artel, 140, bd Haussmann, Paris. 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-62-13-08. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Du 14 mars au 27 avril.

## SÉLECTION PARIS

### Herbert Brandl, Ernst Caramelle, Franz West

Fidèle à ses principes d'exploration, l'ARC, 18 rue de la Harpe, 75005 Paris, offre leur première grande exposition parisienne à trois jeunes contemporains.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New York, Paris. 8<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées grat. les jeudis à 15 h et les 18 mars, 1<sup>er</sup> et 15 avril à 11 h. Jusqu'au 22 avril 1990. 15 F.

### Olivier Debré

Jamais montrées, jamais même reproduites, ce sont,

datées des années 50, les premières œuvres d'Olivier Debré : les souvenirs de Picasso s'estompent, la construction abstraite se dégage des détails, un style se forme.

Musée d'Art et d'Histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri, Saint-Denis. 93000. Tél. : 42-43-05-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 30, dimanche de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 mars 1990.

### Filonov

Pour avoir été censuré, pour n'avoir pas exposé à l'étranger avant que tombe le rideau de fer, pour n'avoir pas émigré, Pavel Filonov, l'un des protagonistes de l'avant-garde russe des

## L'art de vendre des bijoux aux enchères

Sotheby's, fondée en 1744, est le numéro 1 mondial des ventes aux enchères de bijoux. Si vous envisagez de vous séparer de vos bijoux, n'hésitez pas à contacter nos spécialistes pour une estimation qui restera confidentielle.

Nous préparons actuellement notre vente de bijoux qui aura lieu en mai à Genève.

### EXPERTISES :

• Paris : 19 et 20 mars  
Contacter : Hervé d'Oncieu  
Tél. : (1) 42 66 40 60.  
Sotheby's, 3, rue de Miromesnil, 75008 Paris

SOTHEBY'S GENEVE  
13, Quai du Mont-Blanc  
1201 Genève.  
Tél. (22) 732 85 85.

Broche panthère Cartier en diamants et onyx, vendue à Genève, en novembre 1989 : 68 000 FF soit 265 000 F.



SOTHEBY'S  
FOUNDED 1744

### GALERIE ALBERT LOEB

LE TYMPAN DE SAINT-AYOUL A PROVINS

JEAN CLOS

Terres cuites  
du 8 au 24 mars

12, rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS - Tél. : 48 33 06 87

### FRED ZELLER

COURCHEVEL 1850

« Art collection » Daniel Besseiche

HALL DE LA CROISSETTE  
MARS-AVRIL  
peintures récentes

### GALERIE MAURICE GARNIER

BERNARD BUFFET

Un mille lieux sous les mers

12, rue de Valenciennes - Paris 11 - Jusqu'au 31 mars

Gabus

Ventes aux enchères internationales  
RECHERCHE POUR VENTES AUX ENCHÈRES  
et FONDATIONS JAPONAISES, des ŒUVRES de

YUZO SAEKI - TAKANORI OGUISS  
FOUJITA - BERNARD BUFFET - BRASILLIER

Contact : Mme Dominique TUVINO, 25, av. George V, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 47 20 57 83



➤

années 20, est resté à la porte de l'histoire de l'art moderne. Et son œuvre, dont nous découvrons, à peu près en même temps que les Soviétiques, l'étrange complexité, va devoir être lue, passée au peigne fin, longuement analysée, avant de trouver sa juste place.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 30 avril.

#### Tony Garnier

Un grand Lyonnais, qui, dans sa bonne ville, lança les bases de l'architecture moderne en France. A ceux qui ne le sauraient pas ou l'auraient oublié, l'exposition du CCI le rappelle à travers une rétrospective complète, réunissant aussi des dessins et des esquisses inédits. D'où émerge une image complexe de l'architecte naviguant entre le classicisme et la modernité, le rêve et la réalité, l'utopie sociale et le béton armé.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 21 mai.

#### Le Corps en mouvement

De la sculpture antique retrouvée sous forme de fragments, que le XIX<sup>e</sup> siècle a aimé compléter et le XX<sup>e</sup> siècle déstabiliser, aux nouveaux corps délibérément déformés comme œuvres achevées : une exposition de têtes, de torsos, de mains, de jambes et de pieds coupés dans le vit du sujet, signés Rodin, Claudel, Degas, Bourdelle, Maillol, Gaudin, Matisse.

Musée d'Orsay, entrée qui Anatole-France, pl. Henri-de-Montmorville, Paris, 7<sup>e</sup>. Tél : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, dimanche de 10 h à 18 h, jeudi de 10 h à 21 h 45, dimanche de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Visite de

groupes rurs. au 45.48.45.46. Jusqu'au 3 juin. 25 F (dimanche : 16 F.). Billet jumelé exposition musée : 40 F.

#### Les trésors du musée Nipco : deux cents photographies

Créé en 1972 par la ville de Chalon-sur-Saône pour honorer son illustre fils, le musée Nipco recense un peu à un premier plein de trésors cachés, où l'on peut découvrir en quantité des clichés de pionniers comme ceux de photographes d'aujourd'hui, les uns célèbres, les autres ignorés. L'exposition de Paris en propose deux cents.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 16<sup>e</sup>. Tél : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 30 avril. 25 F (comportant l'ensemble des expositions).

#### Maurice Marinot peintre et verrier, 1882-1960

On connaissait le verrier, le meilleur en France de l'entre-deux-guerres, qui modelait à chaud et en force le bloc de verre, et le métamorphosait en coupes et en vases polychromes. On découvre ici le peintre qui exposa au Salon d'automne avec les Fauves, dès 1905, avant de filer avec le cubisme.

Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél : 42-97-48-18. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 21 mai. 23 F, dim. : 12 F.

#### Peintres soviétiques d'aujourd'hui

Ils s'appellent Kolkoutine, Kymov ou Tichkov. On ne les connaît pas. Et pour cause : ces peintres soviétiques exposent pour la première fois en France. Les cimaises parisiennes ne sont pas épargnées par le vent qui souffle de l'Est.

Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York, Paris, 16<sup>e</sup>. Tél : 47-23-38-88. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 avril.

#### Soliman le Magnifique

Le Grand Turc est au Grand Palais. Et avec lui une partie des trésors du palais de Topkapi : pièces d'orfèvrerie, textiles, céramiques, miniatures, calligraphies, documents témoignant de l'art et de la culture ottomans à son apogée.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris, 8<sup>e</sup>. Tél : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 14 mai 1990. 22 F.

#### Daniel Spoerri

Depuis trente ans, Daniel Spoerri cultive le « ready made » à tendance sociologique. Il n'est ni peintre ni sculpteur, mais collectionneur boulimique des objets les plus banals de notre quotidien. En particulier de reliques de tables, avec lesquels il s'est forgé la réputation de père incontesté du « Eat Art ».

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 6 mai.

#### Tendances multiples des années 80

Pour décrire le développement de l'art vidéo depuis dix ans, 50 cassettes ont été sélectionnées. Elles seront diffusées en continu au rez-de-chaussée du Centre-Pompidou. Au programme, entre autres : Jean-Luc Godard, Jenny Holzer, Thierry Kuntzel et le vénérable Nam June Paik.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 6 mai.

## GALERIES

### Alighiero e Boetti

On connaît mal à Paris ce Turinois qui a été l'un des protagonistes de l'Arte Povera, dont l'œuvre difficile à classer comporte tout un aspect artisanal confié « aux autres ». Ainsi d'une précieuse tapisserie tissée par des femmes afghanes au début des années 70 : une mappemonde sur laquelle chaque pays est représenté par la couleur de son drapeau.

Galerie Nadrien Thomas, 3, rue du Pilâtre, Paris, 3<sup>e</sup>. Tél : 42-76-03-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h. Jusqu'au 28 avril.

### Loïc Le Groumellec

Après les menhirs, les naufrages : Loïc Le Groumellec poursuit sa visite de la Bretagne idéale sans renoncer à la monumentalité et au dépeuplement presque abstrait qui font sa réputation.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris, 3<sup>e</sup>. Tél : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 20 mars.

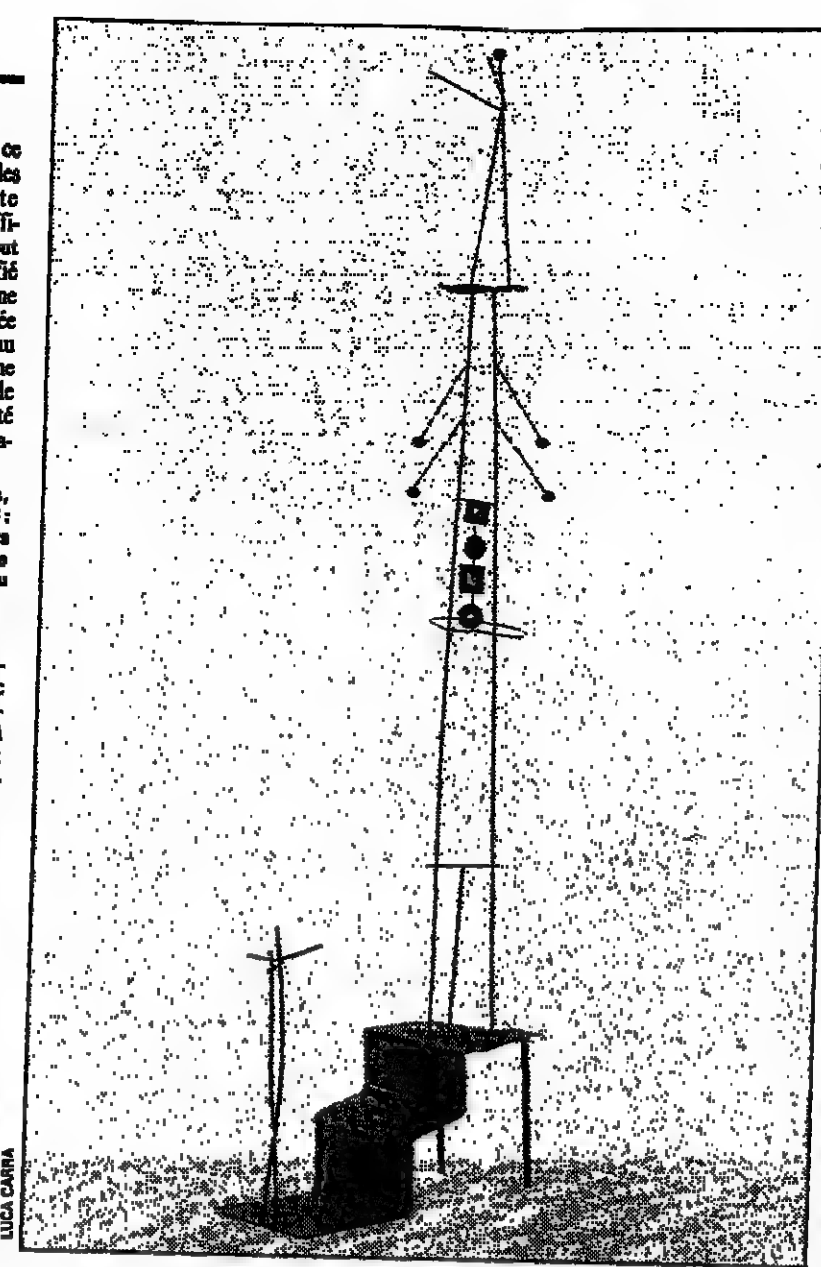
### Werner Hamppel

Dénonciation critique, constat distancié, ironie du faux-semblant, les tableaux de la nature brossés par cet opérateur allemand de quarante ans relèvent du dépouillement. Avec une frontalité froide, l'acte photographique vise moins à révéler la présence des choses qu'à les réinventer.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumont, Paris, 3<sup>e</sup>. Tél : 42-79-05-62. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars.

### Willem De Kooning

Depuis combien de temps n'avait-on pas vu de toiles de De Kooning dans une galerie parisienne ? Il y en a une vingtaine, et on doit aller les voir, l'âme d'autant plus



LUCY CHART

serine qu'elles seront, forcément, inaccessibles au commun des mortels.

Galerie Karsten Gröbe, 5, rue Debilly, Paris, 3<sup>e</sup>. Tél : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 14 avril.

### Fausto Melotti

Voir nos photos légendées.

Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél : 42-54-10-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 28 avril.

### Mario Merz

Après la grande rétrospective Mario Merz du musée Guggenheim, une autre, à l'échelle d'une galerie. De l'artiste italien elle propose des peintures datées de 1957 à 1980, qu'on n'a jamais vues en France, un choix de pièces significatives de la période Arte Povera, et un environnement récent. Parallèlement sont exposés, de multiples produits autour de 1969-70, par les représentants de l'Art Pauvre.

Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes, Paris, 3<sup>e</sup>. Tél : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h, samedi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars.

### Kacem Nous

On aime bien Lucien Durand, découvrir de

jeunes talents. On aime bien Kacem Nous et ses constructions poétiques à mi-chemin entre l'abstrait et le paysage.

Galerie Lucien Durand, 17, rue Mazartine, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél : 43-26-25-35. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 7 avril.

### Jaume Plensa

Au sein de la jeune sculpture espagnole, Plensa occupe une place prépondérante. Déjà très présent sur le marché international, il obtient aujourd'hui sa première grande exposition parisienne. Son sens du monumental et sa dextérité de manier du fer devraient impressionner.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 avril.

### Antoni Tàpies

Autour de deux œuvres monumentales, une suite de peintures de 1989. On y retrouve les lacerations, les encroûtements, les couleurs mates et brunes et les croix chères au plus illustre des peintres catalans.

Galerie Lelong, 13-14, rue de Tahar, Paris, 8<sup>e</sup>. Tél : 46-63-13-13. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h.

Dans le genre sculpture puriste, on n'a pas tellement mieux fait que le Milanais Fausto Melotti dans l'entre-deux-guerres, qui vous balance des courbes d'une élégance et d'une musicalité rares. Aussi est-ce une excellente idée de l'exposer à Paris, où l'on ne sait rien de lui.

Musée des beaux-arts, 3, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-55-01. De 10 heures 30 à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 18 mai.

### Nantes

#### Daniel Dezeuze

De ses premiers travaux ascétiques dans l'esprit de Support/Surface à ses récents assemblages, ludoques et baroques, l'œuvre d'un artiste français souvent trop discret. Chez Dezeuze, esprit de recherche, ironie et élégance font bon ménage.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Jusqu'au 6 mai.

### Rennes

#### Dessins italiens du XVI<sup>e</sup> ou XVIII<sup>e</sup> siècle

Le musée de Rennes accueille, en exclusivité et pour la première fois en France, les dessins italiens de la Galleria Estense de Modène. Celles-ci à hérité des prestigieuses collections des princes d'Este, mécènes et humanistes de l'Italie renaissance et baroque, dans lesquelles Parmesan, le Tintoret, Palma le Jeune, J. Bassano et Corrége sont particulièrement bien représentés.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 93-28-55-55. De 10 heures à 18 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 30 avril.

### Villeneuve-d'Ascq

#### Fernand Léger

Des peintures naturellement, des gouaches, des dessins, mais encore des esquisses de décors et des films. C'est toute l'œuvre de Fernand Léger qui fait l'objet de cette rétrospective très conséquente organisée par le musée de Villeneuve-d'Ascq, où les collections permanentes sont riches d'un bel ensemble d'œuvres de l'artiste.

Musée d'art contemporain, 16 rue du Président Edouard-Herriot, 59600. Tél. : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 17 juin.

### Marçay-Baroeul

#### La Grande Grèce

On l'a produit en Italie du Sud au temps des colons grecs. A Tarante, à Pa-

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breccette, Sélection « Photo » : Patrick Rogiers

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - F.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à 2 heures

DINERS		RIVE DROITE
<b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue Coquillière, 1 <sup>er</sup> 42-36-74-24 <b>LA VILLA CRÉOLE - OPÉRA</b> • F. dim. 19, rue d'Antin, 2 <sup>e</sup> 47-42-64-92 <b>JOHN JAMESON</b> 10, rue des Capucines, 2 <sup>e</sup> 40-15-00-30/40-15-08-08 <b>SANTOOR</b> 30, rue Marbeuf (8 <sup>e</sup> ) - Tous les jours Tél : 42-56-33-18 & 32-65. <b>LUUMILA PAVILION RUSSIE</b> 43, rue François-1 <sup>er</sup> , 8 <sup>e</sup> 47-20-60-69 <b>EL SOMBREIRO NEGRO</b> 44, rue Claude-Decaen, 12 <sup>e</sup> 44 <sup>e</sup> Desmoulin • F. sam. midi, dim. midi <b>YVONNE</b> 13, rue de Bassano, 16 <sup>e</sup> 47-20-98-15 <b>LE GOURMAND CANDIDE</b> 6, pl. Maubert-Juin, 17 <sup>e</sup> 43-80-01-41 (pl. Percier)	<b>DE NUIT COMME DE JOUR</b> : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 <sup>er</sup> étage. <b>MEILLEUR TABLE CRÉOLE</b> , dans un cadre raffiné. RECOMMANDÉE PAR LE BOTTIN GOURMAND. PIANO, le soir ENV. 220 F. A midi menu 110 F. S.C. Au 1 <sup>er</sup> ét., le premier restaurant islandais de Paris, déj., dîner, spécial. de saumon fumé et poisson d'Islande, menu déj. à 95 F. net. Au rez-de-ch., KITTLY O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance à la fois et musicale. Le plus gr. choix de whiskies du monde. Just. 2 h du mat. Tout nouveau, haute gastronomie indienne - Dans un cadre sublime, des Grands Vins, à des prix fort intéressants ! En semaine, un déjeuner à 120 F et une très belle carte avec toutes ses spécialités « Tandori » - à deux pas des Champs-Élysées. Une nouvelle adresse ! Le restaurant russe de TOUT-PARIS Dîners, Soupers dans une ambiance russe avec LUDMILA et ses chanteurs-guitaristes. <b>VIVEZ UNE EXPÉRIENCE MEXICAINE A PARIS</b> Cuisine, cadre, ambiance typiques. Mariachi tous les soirs. Plats originaux : Mole Poblano, Fajitas, Carne Tampiqueña, les Tacos. Vins et bières mexicaines. Vieille cuisine et tradition. Spéc. de POISSONS, huîtres et gibiers en saison. Foie gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé club P. M. M. O. O. U. V. E. R. T. D. I. M. Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.	<b>RIVE GAUCHE</b> <b>RESTAURANT THOUVENOT</b> 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup> <b>SÉMAPHORE</b> 45-49-32-83 48, boulevard du Montparnasse, 14 <sup>e</sup> Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS. Service jusqu'à minuit. Dans un décor des années 30. A côté de la tour Montparnasse, un MENU à 138 F net et un carte. Spécialités de poissons : l'assiette de fruits de mer, ou la choucroute de la mer. Parking au n° 49. Piano chaque soir.

### SOUPERS APRÈS MINUIT

#### LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE  
POISSONS DU MARCHÉ  
Plats traditionnels - Vins à découvrir  
Décor : « Brasserie de Luxe »  
JARDIN d'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille  
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin  
6, place de la Bastille, 43-42-90-32

### DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24

#### CONGRÈS MAILLOT

Porte Maillot, 80, av. de la Grande-Armée  
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année  
POISSONS, VIANDES à la grille  
45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

GALERIE JEAN-PIERRE JOUBERT  
8, avenue Marignan 75008 PARIS  
Tél. : 42 35 03 75

## RAPP

7 mars à 7 avril

Galerie Beaubourg

## Spoerri

c/o

### Arianne & Pierre

Nahon

3 RUE PIERRE AU LARD 75004 PARIS  
42 71 20 00

سكنا من الامل



38 L'Europe, force de la réunification  
39 Les marins en quête d'un véritable statut

43 Habitat-construction  
44 Le classement des banques françaises

44 Marchés financiers  
45 Bourse de Paris

BILLET

Histoire d'or

A qui se fier ? Depuis Churchill, la Grande-Bretagne faisait confiance à l'Union soviétique : une puissance sérieuse, pas du tout du genre à rendre la liberté à un territoire une fois conquis. C'est donc en toute tranquillité que, en 1967, la Banque d'Angleterre a vendu 460 220 onces d'or fin — soit près de 13 tonnes — que les trois États baltes avaient déposés dans ses coffres avant d'être annexés par l'URSS, en août 1940, à la faveur du pacte germano-soviétique.

Le Foreign Office, interrogé par la Chambre des communes, a expliqué que les 5,8 millions de livres (53 millions de francs) retirés, à l'époque, de la vente des réserves d'or de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie avaient servi à dédommager les Britanniques lésés par l'annexion des États baltes.

Au cours actuel, l'or balte vaudrait aujourd'hui 112,17 millions de livres (1 milliard de francs), précise le Foreign Office. Les exilés lituaniens de Grande-Bretagne demandent que cet or — qu'ils estiment à une valeur supérieure à celle qu'avoue le Foreign Office — soit rendu « le plus rapidement possible » à la nouvelle République de Lituanie. Embarras de Londres qui, bien que n'ayant jamais reconnu l'annexion de 1940, a signé en 1968 avec l'URSS un accord de renonciation réciproque aux compensations. Ce qui n'a pas empêché, en 1986, le règlement du contentieux anglo-soviétique sur les emprunts russes, qui ont fini par être remboursés aux détenteurs britanniques.

De son côté, la Banque de France se dit prête à restituer 2,2 tonnes d'or lituanien déposé en 1939, d'une valeur actuelle de 165 millions de francs, à condition que Paris reconnaisse la déclaration d'indépendance de Vilnius.

S. GH.

# Les armateurs français commandent une trentaine de navires

L'assemblée générale du Comité central des armateurs de France (CCAF), réunie le mercredi 14 mars, devait porter à la présidence de l'organisation professionnelle M. Gilles Bouthillier, président de la Compagnie nationale de navigation (groupe Worms). Il remplace M. Claude Abraham, président du groupe public Compagnie générale maritime (CGM), qui était à la tête du CCAF depuis deux ans.

Ce changement coïncide avec une embellie de la conjoncture et, pour la première fois depuis longtemps, les armateurs français affichent un certain optimisme. Le total des commandes de navires programmées à court terme porte sur une trentaine de bâtiments, pour environ 5,5 milliards de francs.

Il faudra probablement s'habituer à parler désormais de la marine marchande française comme d'un secteur non seulement convalescent mais ragaillardi. Et les groupes diversifiés, comme les Chargeurs réunis, qui jadis tenaient le haut du pavé et qui, aujourd'hui, ont baissé pavillon, le regretteront peut-être amèrement un jour.

L'heure est chez les armateurs, qui réunissent le 14 mars leur assemblée générale, sinon au franc optimisme, du moins à une assurance de bon aloi. L'ensemble du rapport que présente le délégué général, M. Agnès de Fleury, est marqué au coin de cet état d'esprit nouveau et les mots de croissance, d'expansion, de succès, de renouvellement, de défis, reviennent souvent sous sa plume.

Ce n'est pas que le plan de soutien à la marine marchande, présenté fin août par le ministre de la mer, M. Jacques Mellet, après bien des attermoissements, ait plongé les milieux maritimes dans une admiration béate. Loin s'en faut (le Monde du 12 septembre 1989). L'habillage des mesures décidées, dont certaines n'étaient toujours pas publiées à la mi-mars, reste assez décevant, en termes quantitatifs autant que qualitatifs.

Surtout, le ministre, dont la politique est marquée davantage par l'insécurité que par la détermination, n'a pas su accompagner la sortie de son plan par un vaste mouvement d'intérêt dans l'opinion (industriels, exportateurs, négociants, établissements financiers) pour les métiers maritimes. Par rapport aux transports aériens et ferroviaires, la marine reste une « belle inconnue » alors que son rôle, dans le commerce extérieur par exemple, est fondamental.

La relative léthargie gouvernementale a heureusement été compensée par une conjoncture forte après une année 1988 déjà satisfaisante. L'an dernier, les tonnages échangés par voie maritime dans le monde ont progressé de 6,1 %, et même de 11 % pour le pétrole.

Certes, tous les secteurs n'ont pas également bénéficié de l'embellie. Celui des lignes régulières, des services par les navires porte-conteneurs, en dépit d'un raffermissement des taux de fret, continue à souffrir d'une surcapacité de bâtiments très performants et d'un certain désordre, ce qui fait écarter les grands pools internationaux d'armateurs (et donc lieu de des procès entre chargeurs et transporteurs), sur les routes « royales » entre l'Europe et l'Extrême-Orient, l'Atlantique Nord, ou entre les États-Unis et l'Asie.

## Les prix de l'occasion flambent

Mais, qu'il s'agisse du pétrole brut, des céréales, du charbon ou des croisières, les affaires vont bon train et les transporteurs français profitent de la manne. Du coup, le nombre des navires désarmés tombe à un niveau quasi insupportable. On s'arrache les cargoes disponibles, et les vieilles barcasses reprennent du service. Les prix des navires d'occasion flambent. Selon M. de Fleury, ils atteignent des niveaux trois, quatre, voire sept fois supérieurs pour certaines catégories à ceux d'il y a quatre ans.

Même phénomène pour la construction neuve : un super-pétrolier, qui valait 34 millions de dollars en 1987, dépasse aujourd'hui 82 millions. A la satisfaction des clients, les armateurs recommencent à commander des navires : 32 millions de tonnes l'an dernier (dont la moitié de pétroliers), ce qui marque un record depuis le début des années 70. Et la flotte mondiale, qui depuis 1982 avait perdu plus de 60 millions de tonnes, a repris sa croissance avec une hausse de 1,5 % l'an dernier.

Dans un tel contexte, la France, avec 217 navires (au lieu de 278 en 1987), dont 26 immatriculés sous le pavillon plus économique des Kerguelen, semble faire pâle figure à côté des géants japonais, libériens, taiwanais, grecs, sans parler des « seigneurs » de Norvège, dont le gouvernement mène une politique fort judicieuse, notamment fiscale.

Mais le potentiel maritime réel de la France dépasse le décompte strict des bateaux battant pavillon bleu blanc rouge puisque les compagnies contrôlent directement plus de cent navires immatriculés aux Bahamas, en Allemagne ou au Libéria. C'est le cas du très discret groupe Louis Dreyfus, numéro un mondial dans le transport des céréales ou des minerais par navires de fort tonnage.

Au total, les armateurs ont la haute main sur une capacité de 10 millions de tonnes. Sans compter les bâtiments qu'eux-mêmes ou des opérateurs sans scrupules louent pour des périodes plus ou moins longues. Leur chiffre d'affaires, en progression de 6 % par rapport à 1988, atteint 30 milliards de francs si l'on tient compte des filiales étrangères et des activités connexes.

## Une communauté plus soudée et plus entreprenante

Voilà enfin les compagnies françaises, intéressées sans doute par les quelques subsides gouvernementaux mais moins qu'avant suspendues comme à une bouée aux crédits d'État, saisies par le salubre réflexe de reprendre les investissements. Il faut à la fois renouveler une flotte qui vieillit et, pour rester compétitives, acquérir des navires performants, conçus pour être manoeuvrés par des équipages de douze ou de quatorze hommes. Selon un pointage précis, les projets immédiats d'investissements portent sur une trentaine de navires pour une valeur globale de 5,5 milliards de francs. Après deux ans passés à la présidence du

CCAF, M. Claude Abraham, patron du groupe public CGM, peut éprouver une légitime fierté : « Les entreprises se sont consolidées, ont amélioré leurs résultats et se sont spécialisées. La communauté des armateurs est plus soudée qu'avant. La preuve a été apportée qu'un président d'entreprise publique peut valablement représenter l'ensemble d'un secteur économique. » M. Claude Abraham n'a d'ailleurs rien du bon-ouï-out. Il n'a jamais couvert de flatteries les ministres de la mer successifs.

Il y a quelques mois, il s'est même dressé sur le chemin de M. Mellet, qui tentait d'imposer une nomination politique à la tête de la SNCM, la filiale de la CGM qui dessert la Corse, et il a eu gain de cause. Même teintée d'autorité, sa clairvoyance force le respect, notamment auprès de la toute-puissante direction du Trésor.

Même si le renforcement des groupes français se traduit par une saignée impressionnante d'emplois (12 600 marins et 6 000 officiers en 1985, environ 7 000 et 3 000 fin 1992), le dialogue social avec des syndicats devenus plus constructifs, a été réentendu. « Deux accords de salaires ont été signés en 1988 et 1989 avec presque tous les syndicats de marins »,

souligne M. Claude Abraham. « Un autre accord avec les sédentaires est proche. Nous rénovons la convention collective et nous prévoyons de la formation de personnel qualifié. »

Les élèves de l'Ecole de la marine marchande du Havre ont eux-mêmes décidé une série d'actions promotionnelles pour revaloriser les carrières de lieutenants et de capitaines au long cours dont on manque désormais, comme de pilotes d'avions.

Delmas-Vieljeux, très à l'aise financièrement et qui tisse sa toile dans le Pacifique, Louis Dreyfus, le pétrolier Worms, les Bretons de la BAI sur la Manche, Sofumar pour le transport des hydrocarbures raffinés, la CGM et sa galaxie de filiales, voilà des noms qui n'occupent plus des strapontins et qui, dans certaines zones ou sur certains marchés, peuvent sans complexe rivaliser avec les armateurs prestigieux comme Evergreen (Taiwan), Sealand (États-Unis), Hapag-Lloyd (RFA), le néerlandais Nedlloyd ou YS Lines et Japan Lines, qui viennent de fusionner au sein de Navis Line Limited.

Un événement : pour la deuxième année consécutive, la CGM aura dérogé des (légers) bénéfices ! Le groupe a en commande neuf navires, dont trois grands porte-conteneurs en Corée. Mais il attend toujours que l'État fasse son devoir d'actionnaire par une dotation en capital d'au moins 500 millions de francs. Le holding financier qui le cofinance sous une dette de 1 milliard, L'achat récent d'UTA par Air France a eu pour résultat le « détournement » au profit de la compagnie aérienne de l'enveloppe initialement retenue pour le groupe maritime.

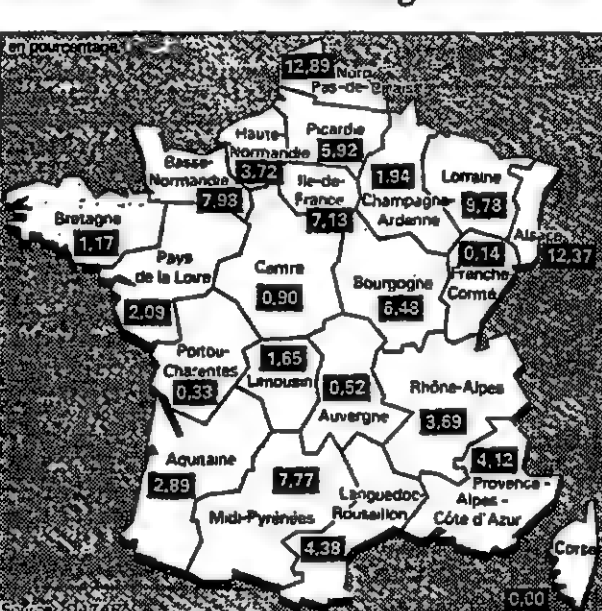
Qu'importe ! Poursuivant sa mondialisation, la CGM se concentre sur le trafic par grands porte-conteneurs et renforce sa ligne autour du monde. Les activités de vrac et de cabotage ont été regroupées dans une filiale, la Finistérienne, gérée plus simplement. Quant au dogme du « ni ni », M. Claude Abraham n'hésitera pas à l'enfreindre si un projet stratégique précis le conduit à nouer des alliances. Trois de ses filiales continuent d'ailleurs à être cotées en Bourse : la Financière de l'Atlantique, STEF (stockage frigorifique) et STIM (manutention, travail temporaire).

La marine française va mieux mais cela ne se voit pas toujours. Des officiers commandent aux passerelles de navires marocains ou des Bermudes. Sous les portiques de Dunkerque, de Lorient, de Fos, les bateaux enregistrés à Panama, à Limassol, à Montevideo ou au Pirée sont plus nombreux que les français. Mais ceux-ci portent parfois pavillon national, sans qu'on le sache, les couleurs nationales aux antipodes. Le La Pérouse, « navire amiral » de la CGM qui boudigne entre l'Australie et l'Europe du Nord, ne relâche jamais dans un port français. Mais, à chaque traversée, il rapporte beaucoup de devises à MM. Bérégovoy et Chirac.

Intercontinental par nature, la marine de commerce est devenue, par nécessité, multinationale et par conséquent moins facilement identifiable.

FRANÇOIS GROSCHARD

## La répartition régionale des investissements étrangers en 1989



L'Alsace et le Nord - Pas-de-Calais sont les régions les plus attractives pour les investissements étrangers. Les emplois que comptabilise le DATAR sont ceux qui ont été annoncés l'an dernier par des groupes étrangers du secteur industriel (à l'exclusion des placements financiers ou des opérations immobilières) et qui seront créés dans les trois ans à venir.

14 000 créations de postes de travail, au lieu de 13 200 en 1988 et un peu plus de 9 000 en 1987. Environ 300 emplois (d'origine japonaise) soit 2,15 % du total sont difficilement régionalisables, à cheval sur plusieurs sites.

1990 commence bien avec la décision du groupe suédois Saab-Scania de s'installer à Angers pour y fabriquer des camions en créant environ 1500 emplois.

## INSOLITE

### Le Japon qui rétrécit

Contrairement à ce que l'on croit, le Japon est un pays sans avenir... à très long terme. C'est du moins ce que ressort de calculs effectués par des démographes japonais. En effet, compte tenu de la baisse du taux de fécondité (actuellement tombé à moins de 1,7 enfant par femme en âge d'en avoir), le Japon n'assure plus le renouvellement des générations (qui se situe à 2,1 enfants par femme). La population du pays, qui a cru de 0,6 % par an au cours des années 80 et s'élève actuellement à 123 millions d'habitants, devrait baisser à partir de 2010.

Selon des projections la population japonaise retomberait à 108 millions d'habitants : dès 2050 et à 87 millions en 2085. Et selon les calculs de l'institut démographique du ministère de la Santé, le Japon ne compterait plus que 45 000 âmes... et plus personne quelques années plus tard. Toutefois M. Shigemitsu Kono, directeur de cet institut, s'est félicité de... la lenteur de cette évolution : « Si nous n'avions pas l'espérance de vie la plus élevée du monde l'extinction du peuple japonais serait encore plus rapide. »

## Après l'accord entre la Régie et Volvo

### Renault face à l'ouverture des marchés européens

Les constructeurs européens d'automobiles réclament que le marché des Douze soit protégé de la concurrence japonaise pendant une période transitoire allant jusqu'à dix ans. Comment vont-ils utiliser ce délai pour se mettre à niveau ? Un exemple : celui de Renault qui a conclu un accord avec Volvo.

« L'accord conclu par Renault avec Volvo était vital, mais face aux Japonais il ne suffit pas », M. Raymond Lévy parle clair. Le PDG du groupe estime que dans le secteur des camions le mariage des deux constructeurs est « décisif » : l'ensemble formé de Volvo Trucks et de Renault-Véhicules industriels (chacun a pris 45 % du capital du partenaire pour souder le couple), devient le plus gros fabricant mondial de poids lourds devant Daimler-Benz. Mais dans le secteur de l'automobile, l'accord « est loin

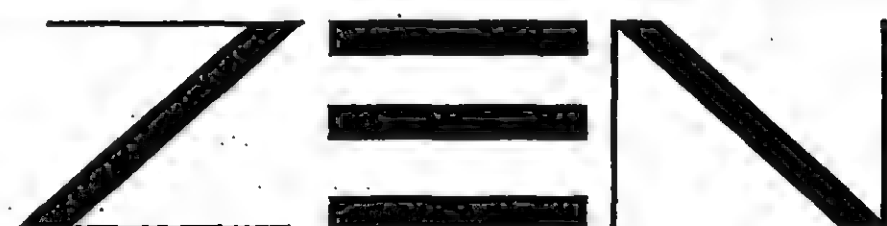
d'être décisif ». Il ne dispense Renault d'aucun des efforts de rattrapage industriel et « culturel » engagé par son PDG.

Dix ans de protection pour quoi faire ? Quand on examine les situations des constructeurs européens en les comparant à celles de leurs concurrents japonais, on comprend pourquoi ils réclament que Bruxelles leur accorde un délai avant d'ouvrir complètement les portes du marché des Douze. L'avance des firmes nippones pour ce qui est de la productivité, des délais de conception des modèles, de la qualité, de la taille financière et commerciale est indéniable. Toyota, Nissan, Honda et autres Suzuki, qui détenaient aujourd'hui 10 % du marché européen (13,5 millions de voitures) pourraient, sans difficulté, doubler leur part, et la porter à 25 % ou même 30 % au tournant du millénaire. L'Europe suivrait ainsi le sort des États-Unis à dix ans de distance.

Ayant entamé sa restructuration plus tardivement que ses confrères européens, Renault cumule des retards qui lui sont propres. Peugeot SA a ramené ses dettes à presque zéro tandis que Fiat ou Volkswagen sont créditeurs et engrangent des profits financiers. Renault, lui, subit encore un endettement de 17 milliards de francs au 31 décembre 1989.

Après sa dégringolade du début des années 80, le groupe français est devenu le plus petit des fabricants européens avec 1 683 000 voitures contraintes en 1989 et souffre, en outre, de ventes trop orientées vers les pays latins et pas assez vers l'Europe du Nord. Mais pour l'essentiel la Régie est dans le peloton européen et c'est ce peloton tout entier qui est à la traîne derrière les Japonais.

ERIC LE BOUCHER  
Lire la suite page 39



## DANS UN UNIVERS DE SERENITE, DES APPARTEMENTS A LOUER AUX PORTES DU BOIS DE VINCENNES.

Calm, verdure, élégance de l'architecture, ce sont les valeurs propres à ZEN : Bois de Vincennes oblige. Maîtrise de l'espace, maîtrise aussi du temps : la périphérique (Porte de Vincennes à 800 mètres), le métro (ligne Vincennes-Neuilly à 150 mètres), le RER (ligne A à 350 mètres), mettent tout Paris à portée de main.

C'est en ce site privilégié qu'un des grands noms de la place, les AGF, propose à la location des appartements rares, du studio au 5 pièces.

22 AV. DU PETIT PARC  
92030 VINCENNES  
TEL. 48 08 78 48

Bureau d'accueil et  
appartement décoré  
ouvert tous les jours  
de 10 h 30 à 18 h 30

AGF LOCATION







# ÉCONOMIE

## SOCIAL

15 000 professionnels, 150 agences

## Les mannequins en quête d'un véritable statut

Pas de contrat de travail écrit, pas de convention collective, pas de réel interlocuteur patronal, rarement de carte de travail ou de permis de séjour pour les étrangers... Travaillant clandestins dans le prêt-à-porter ? Non : mannequins. M<sup>me</sup> Servanne Cherouat, responsable du syndicat Force ouvrière de cette profession, se défend de pratiquer un quelconque misérabilisme. Mettant à profit la Journée de la femme, jeudi 8 mars, elle estime toutefois « urgent que l'on mette un peu d'ordre dans un secteur dont les règles du jeu social sont très folkloriques ».

Au fait, combien y a-t-il de mannequins en France ? « Impossible de répondre avec précision, il n'existe aucune statistique, ni sur les mannequins ni sur les agences », affirme Mme Cherouat, qui évalue pourtant à quelque 15 000 le nombre de « femmes mais également d'hommes et d'enfants » concernés, et à environ 150 les agences « plus ou moins sérieuses » — qui les font travailler.

« Nous différencions les mannequins — agences de mannequins, de publicités, photographes — se renouvellent sans cesse la balle. Depuis six ans que le syndicat existe, nous n'avons pu trouver d'interlocuteur patronal. Or les agences ne justifient pas les

fruits qu'elles prélèvent sur nos prestations et, lorsqu'une de ces entreprises disparaît, il est impossible de faire valoir ses droits car aucun contrat de travail n'est rédigé, noir sur blanc », proteste la syndicaliste.

Certes, concède-t-elle, un mannequin professionnel gagne généralement bien sa vie (la journée de travail est rémunérée de 2 500 à 3 000 francs et le revenu mensuel varie approximativement entre 15 000 et 30 000 francs, sans compter les royalties sur les passages de spots publicitaires télévisés, pour ceux et celles qui travaillent à un bon rythme). Néanmoins, l'absence de convention collective ou de réel contrôle sur les employeurs renforce le caractère éphémère d'une profession où l'on débute très tôt.

### Une carrière très aléatoire

« Il faut voir ces jeunes Américaines ou Australiennes de seize ou dix-sept ans qui arrivent en France et exercent sans carte de travail. Si cela marche, tant mieux. Sinon, on les jette comme un vieux citron. Pour les Françaises, la règle est la même. Une carrière peut durer quinze ans ou quelques mois. Les

agences profitent de cette situation », assure M<sup>me</sup> Cherouat.

Pourtant, l'époque de la loi de la jungle vit peut-être ses derniers moments. Lors de la prochaine session parlementaire, le secrétariat d'Etat à la famille, en liaison avec le ministère du travail, présentera un projet de loi destiné à réglementer la profession. Si le militantisme syndical n'est pas étranger à cette initiative, c'est surtout la nécessité de protéger les enfants mannequins, de plus en plus recherchés, notamment par les publicitaires, qui est à l'origine de cette intervention.

En cherchant à mieux encadrer les conditions d'emploi des enfants, le gouvernement a été amené à définir juridiquement ce que sont les agences de mannequins, puisqu'elles devront obtenir une licence pour s'attacher les services d'un mineur. La loi stipulera en outre que ces agences sont bel et bien les employeurs des « modèles » et permettra que soient précisés par écrit les rapports entre l'agence et l'agence, mais aussi entre cette dernière et le mannequin. « Nous pourrions au moins y voir plus clair. Ce sera peut-être la fin du "fou artistique" », espère M<sup>me</sup> Cherouat.

JEAN-MICHEL NORMAND

## SERVICES

Une activité en pleine expansion

## Le nombre de salons double tous les dix ans

Les salons en France se portent bien ; leur développement est source de rentrées et ils méritent davantage de place : telles sont les principales conclusions de l'étude réalisée par la Fédération française des salons spécialisés.

La Fédération française des salons spécialisés a recensé 300 manifestations de ce type en France, dans tous les domaines : deux fois plus qu'au début des années 80, quatre fois plus qu'au début des années 70, soit une croissance de l'ordre de 7 % par an. De nouveaux thèmes sont apparus : en particulier, depuis la fin des années 70 se sont développés les salons de « services » (tourisme, assurance, placements, etc.). D'autre part, on assiste à la « duplication » de salons, par répétition régionale voire internationale, mais aussi par arrivée de concurrents.

Ce « boom » est observé dans le monde entier, où le nombre de salons (4 000 aujourd'hui) a doublé aussi dans les dix dernières années (en Asie du Sud-Est, il a décuplé). En Europe, on en compte 60 % des salons. La France arrive au deuxième rang,

derrière la RFA, tant par les surfaces d'exposition que par le nombre de visiteurs, en particulier les étrangers (les salons allemands accueillent en particulier deux fois plus de visiteurs venant de l'étranger que la CEE). En fait, la part de visiteurs et d'exposants étrangers varie considérablement d'un salon à l'autre, même parmi ceux qui s'annoncent comme « internationaux ».

### Dix-huit milliards de « retombées »

Sur le plan géographique, la province abrite maintenant les deux tiers des salons français ; la situation se rapproche de celle de la RFA, où les manifestations sont davantage réparties entre les villes. Mais l'organisation reste assez concentrée : si l'on compte cent cinquante organisateurs, en fait une dizaine se partagent l'essentiel du marché. Les fédérations professionnelles contrôlent 75 % de l'activité, mais les organisateurs privés assurent la moitié du chiffre d'affaires total (qui dépasse 2 milliards de francs) et les cinq organisateurs les plus importants en assurent l'essentiel, notamment le groupe britannique Bleheim (284 millions de

francs en 1988) et la SEPIC (240 millions).

En revanche, comme on peut s'y attendre, la clientèle des salons est plutôt celle des PME : c'est à elle qu'ils offrent des contacts et un accès aux marchés extérieurs. Outre le chiffre d'affaires direct, le rapport évalue à quelque 18 milliards de francs les « retombées » des salons, surtout dans le domaine de l'hôtellerie, de la restauration et des transports. Pour la restauration, le chiffre d'affaires induit serait de l'ordre de 6 milliards de francs, soit 15 % des dépenses des touristes en France ; pour l'hôtellerie, il représenterait 10 % des nuitées.

Ces chiffres amènent évidemment les organisateurs de salons à réviser l'idée d'un « développement anarchique » ou d'une « guerre des salons », même si, derrière une euphorie née du développement, apparaît le sentiment d'une concurrence, en particulier avec l'étranger. Ils en tirent plutôt une revendication de la création de surfaces nouvelles d'exposition, évaluées à 150 000 ou 200 000 mètres carrés supplémentaires les besoins actuels, en dépit de l'ouverture d'un nouveau hall à Villepinte (Seine-Saint-Denis).

G. H.

## Renault face à l'ouverture des marchés européens

Suite de la page 37

Le handicap est simple selon M. Lévy : Renault a une histoire, les Japonais construisent en Europe des usines toutes nouvelles. « Je pourrais faire comme eux, bâtir en l'air de Flins un établissement neuf qui n'a pas besoin d'ailleurs d'être extrêmement robotisé. Je fais venir 15 000 jeunes ouvriers et techniciens diplômés et j'en choisis un sur trois, les meilleurs. J'obtiens une usine capable de rivaliser avec celles montées par Nissan ou Toyota en Grande-Bretagne. Mais il faudrait pour cela que je ferme Flins avec ses 10 000 salariés. Il ne saurait en être question. Voilà pourquoi la concurrence avec les nouvelles usines japonaises n'est pas équilibrée. » L'industrie européenne pourrait en quelques mois se mettre à niveau. Rien ne l'en empêcherait d'un point de vue technique ou même financier. Le problème est social : supprimer un emploi ouvrier sur deux.

Le pari que fait Renault en demandant un délai d'adaptation n'est pas de conserver tous ses emplois. Il faudra bien relever la productivité et éliminer les sur-effectifs par rapport aux normes que fixent les constructeurs nippons pour toute l'industrie mondiale. Mais il est d'abord de le faire dans l'ordre, progressivement, et il est ensuite de ne pas renvoyer tout le monde pour transférer du sang neuf. « Renault veut faire avec les gens de Renault », comme le dit M. Michel Praderie, le directeur des affaires sociales.

Pari coûteux, à longue échéance, conforme à une tradition sociale qui essaie de ne pas jeter les hommes comme des citrons. Mais pari difficile.

« Nous avons déjà énormément progressé », explique M. Philippe Chauvel, directeur des fabrications. Depuis 1984 l'absentéisme a été ramené de 9 % à 5 %. L'objectif est de 3,5 %. Les stocks — de l'argent qui dort — sont passés de vingt à huit jours. L'objectif est de sept. Le nombre des défauts de qualité a été divisé par deux. La R19, dès sa sortie, avait une fiabilité supérieure à celle de la R11 en fin de carrière. L'objectif est un gain supplémentaire d'un tiers. Quant à la productivité, mesurée « en équivalents R5 », elle a crû de 19,6 fin 1987 à 23,8 fin 1989 représentant

un gain de 20 %. Quel est l'objectif futur ? D'après les études précises du MIT et du cabinet McKinsey, l'usine Nissan Grande-Bretagne qui sert de référence dispose encore d'une avance de plus de 20 % sur celle de Renault à Villeneuve de Belgique.

M. Chauvel, qui connaît les performances relatives de ses neuf usines de montage, sait donc qu'il lui faudra relever le niveau moyen d'un bon 25 %, mais surtout s'occuper des plus vieilles chaînes.

Comment faire ? Régler les tailles d'abord. Au montage, les ingénieurs considèrent qu'on atteint l'optimum avec un « module » de 60 véhicules montés par jour ou deux équipes soit 1 000 par jour ou 200 000 par an. C'est la taille des nouvelles usines nipponnes en Europe, c'est la norme visée par la Régie. « Ce travail de redimensionnement est forcément long », plaide M. Chauvel. En réalité il est bien entamé : seule l'usine de Maubeuge, avec 600 véhicules par jour, serait trop petite. Il n'est pas question de la fermer, précise Renault.

Gérer les hommes ensuite. C'est l'une des tâches les plus difficiles. Les usines nipponnes emploient des jeunes : chez Renault à Douai la moyenne d'âge est de 38,7 ans. Elle est de 44,5 ans à Flins et de 47 ans à Billancourt qui va fermer. « Faire avec... » c'est, par exemple, réfléchir à une organisation qui donne aux plus vieux des postes moins fatigants. C'est surtout requalifier la population entière, 25 000 personnes. « Cela prendra plus de cinq ans. »

### Une démarche « de qualité totale »

Revoir l'intégralité de l'organisation interne enfin. Nous y voici : Renault s'est engagé dans un « retying » complet de ses modes de gestion jugés trop bureaucratiques, trop centralisés, qui ne favorisent guère la participation de tous, cadres, ingénieurs, techniciens et ouvriers à la recherche méticuleuse des retards et des défauts. Une démarche dite « de qualité totale », que d'autres appelleront la mise en place d'une organisation post-taylorienne du travail et qui est inspirée directement du modèle japonais.

« S'interroger sur la façon dont fonctionnent les Japonais revient à nous regarder dans un miroir, à passer au crible la moindre de nos tâches et à changer tout ce qui peut l'être », explique M. Gérard Dubrille, directeur du développement du management. Concrètement, M. Pierre Jocu, directeur de la qualité directement rattaché au PDG, a mis en place des « projets transversaux » dont les responsables sont chargés d'accompagner un nouveau modèle — il y en a six dans les cartons de la Régie — et d'en accélérer la sortie. « Comme les Japonais il faut tourner chaque employé vers le souci du client, donner la primauté au processus d'amélioration et non au seul résultat et apprendre à considérer les hommes comme un atout et plus comme un problème », expose-t-il. Ensuite vous obtenez non pas seu-

lement des gains de productivité, mais une machine dynamique de progrès.

Concevoir plus rapidement les nouveaux modèles est le point de levier de cette « révolution culturelle ». Renault met soixante mois à sortir une nouvelle voiture et les Japonais trente-cinq, autant que l'on puisse connaître leurs véritables chiffres. « L'avantage d'aller plus vite est de mieux coller à la demande », explique M. Patrick Le Quéennec, directeur du design industriel, mais il est surtout d'engager le plus tard possible les dépenses en outillage et de réaliser ainsi de considérables économies. L'objectif est ici de gagner 30 % en cinq ans. Quand on précise que la conception d'un modèle coûte entre 1 et 10 milliards de francs, comme qui augmente avec l'arrivée des technologies nouvelles, on mesure l'enjeu.

L'argent gagné permettra de lancer plus de modèles et plus souvent. Avec une gamme de quatre voitures de base R5, R19, R21 et R25 — complétée peut-être par la future « petite » que l'accord important conclu avec les syndicats pour une troisième équipe à Flins rend compétitive — Renault fait aussi bien que ses confrères généralistes. Mais il était le seul à ne pas disposer de plusieurs marques : PSA, Peugeot et Citroën, Fiat, Lancia, Alfa et Ferrari, VW, Audi et Seat. D'autre part Ford

a racheté Jaguar et GM 50 % de Saab. Volvo comble cette lacune avec brio dans un haut-de-gamme justement collé à l'image de « qualité » que vise M. Lévy. Mais le marché des véhicules « spécifiques » (notamment les maxi-familiales) s'accroît si vite (il représente de 10 à 15 % du marché global actuellement), qu'il sera impossible de couvrir même à deux l'ensemble de toutes les gammes et on peut penser que d'autres alliances ponctuelles seront nouées. Le groupe fréquent Matra pour l'Espace et Chrysler pour un tout-terrain. Le réseau des concessionnaires Renault, aujourd'hui une centaine, risque sinon de n'avoir pas assez de modèles à présenter et de passer aux mains des ennemis.

### Tenir les coûts de fabrication

Résumons. Renault a des atouts : sa technologie, son réseau commercial en France, une présence désormais rentable dans d'autres secteurs que l'automobile (poids lourds, machines agricoles, robotique) et... le fait d'être resté nationalisé à 100 % jusqu'à présent. En effet l'opération Volvo réalisée par ouverture du capital n'a pas simplement consolidé la structure industrielle du groupe : elle va lui rapporter entre 4 et 8 milliards de francs d'argent frais

en plus des 10 % d'actions Volvo. Avec son nouveau statut de société anonyme que le Parlement devrait voter au printemps, Renault pourrait encore trouver quelque 25 milliards si l'Etat descend des 75 % actuels à 51 % par augmentation de capital.

Certains des handicaps actuels devraient être surmontés : la qualité, la gamme et les délais de conception. D'autres, comme les coûts de fabrication, ne le seront pas entièrement mais la différence avec les Japonais s'amenuisera. D'abord parce que les coûts de main-d'œuvre représentent une part décroissante du total. Ensuite parce que les usines Renault sont implantées principalement en France et en Espagne, deux pays « devenus vertueux » en matière de salaires. Si les Japonais ne relèvent pas la barre d'un coup, en misant sur des exportations à partir d'usines qu'il bâtiraient en Europe de l'Est, Renault peut tenir ses coûts.

Il restera les désavantages. En premier lieu, la faiblesse relative de l'industrie française des équipements en particulier électroniques. Pour la pallier Renault envisage de se fournir à l'étranger, au Japon sûrement, pour certains composants. En deuxième lieu, la taille. Comme Fiat, VW ou Peugeot, le groupe ne joue que sur le seul tableau européen, tandis que les adversaires américains placent

leurs autos aux Etats-Unis et en Europe et que les Nippons misent sur les trois continents : Asie, Amérique et Europe. « Le marché européen suffit », déclare M. Louis Schweitzer, directeur général adjoint, et la taille n'est jamais une garantie. Un constructeur qui fabrique 6 millions de voitures, ne l'emporte pas forcément sur celui qui n'en fait que 2 millions. »

Si une protection est accordée par Bruxelles, elle éliminera ce ne se déclenche une guerre des prix. Aussi, même en cas de tassement du marché — hypothèse probable — Renault jouira pendant la décennie 90 d'un assez de calme pour pouvoir conduire sa « révolution culturelle ». Le protectionnisme permettrait à tout le monde de vivre. Voilà pourquoi, d'ailleurs, M. Calvet explique qu'on ne saurait d'un point de vue industriel, marier aujourd'hui deux constructeurs « généralistes » comme PSA et Fiat (il pourrait en être autrement d'un point de vue financier). Renault, comme PSA et toute l'industrie européenne, souffrira alors de n'être que monocentrique.

Reste, en attendant, le pari social. Peut-on faire du tout neuf avec du vieux ? Même si le chemin déjà parcouru depuis cinq ans interdit le pessimisme, cela reste l'inconnue principale.

ERIC LE BOUCHER

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PREVOYANCE ECUREUIL

SICAV A DOMINANTE OBLIGATAIRE pour la constitution d'un capital à long terme

#### MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil d'administration, sous la présidence de Monsieur Maurice Bénusilho, proposera aux actionnaires de la Sicav, réunis en assemblée générale extraordinaire le 2 avril 1990, une mise à jour des statuts conforme aux nouvelles normes, définies par la COB, dormant accès au marché européen des Sicav.

#### MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1989

Le Conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 2 avril 1990, de fixer le dividende net de l'exercice clos le 29 décembre 1989 à 7,75 F par action.

	NET	CRÉDIT D'IMPÔT personnes physiques	personnes morales
• obligations françaises non indexées	6,90 F	0,21 F	0,16 F
• actions françaises	0,23 F	0,11 F	0,09 F
• créances négociables	0,62 F		
<b>TOTAL</b>	<b>7,75 F</b>	<b>0,32 F</b>	<b>0,25 F</b>

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 6 avril et mis en paiement le 9 avril 1990.

PERFORMANCE 1989 (dividende net réinvesti) : + 8,14 % Valeur de l'action au 29/12/89 : 117,56 F

Sicav gérée par Ecuriel Gestion  
Siège des Caisses d'épargne et de prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.

## Hors série

SCIENCE S'AVENIR

# LES METIERS DE LA REUSSITE

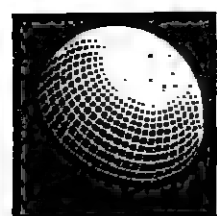
RECHERCHE, ENSEIGNEMENT, SANTE, INDUSTRIE, DEFENSE NATIONALE... LES SCIENTIFIQUES SONT ATTENDUS PARTOUT.





# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CARRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT



GLOBAL TRAVEL DISTRIBUTION

The Amadeus Group has been formed by Air France, Iberia, Lufthansa, and SAS to create and run a worldwide COMPUTERIZED RESERVATION SYSTEM for distributing travel related services.

Amadeus Marketing is the company within the Group with overall responsibility for international marketing, revenue collection and software development support for the whole Group.

Amadeus Marketing is experiencing a period of rapid growth that is generating highly interesting openings for the best professionals in the market.

## MANAGER INTERNATIONAL AGENCY SALES

### Main responsibilities

1. Sale of all AMADEUS products to large International Travel Agency chains throughout the world.
2. Personal responsibility for sales and product development with Travel Agencies that are represented on an international level.

### Requirements

1. Previous experience in management and sales, preferably in a multinational/multi language environment.
2. Experience in automated distribution technology, preferably travel related.
3. Knowledge of business, marketing, or product planning and product launches.
4. Fluency in English and preferably other languages.
5. University graduate or graduate in business management or marketing.

Interested individuals please submit a written application to the  
**AMADEUS Marketing S.A., Personnel Department**  
 Castellana, 95, 10th floor. 28046, MADRID (ESPAÑA).

## Assurer l'avenir grâce à l'innovation.

Dans nos services technologiques européens de l'Europe et l'Amérique, nous recherchons des ingénieurs et des techniciens expérimentés pour assurer l'avenir grâce à l'innovation.

Pour notre département européen applications techniques, nous recherchons des ingénieurs et des techniciens expérimentés.

### Ingénieurs diplômés en technique d'impression.

**Votre fonction :**  
 • coordination de l'activité technique pour l'introduction des nouvelles technologies et des produits nouveaux en Europe ainsi que la consultation en matière de produits dans le cadre de nos produits standards.

**Pour cela il faut :**  
 • connaître les nouvelles perspectives sur le marché,  
 • effectuer des études de faisabilité et de développement pour aller jusqu'au produit final,  
 • effectuer des études de faisabilité et de développement pour aller jusqu'au produit final.

**Votre formation :**  
 • Vous avez suivi avec succès des études supérieures dans le domaine de l'impression ou une formation équivalente en imprimerie, ou de technologies d'impression avec quelques années d'expérience.

**Notre offre :**  
 • Nous vous offrons une formation continue et un développement personnel, en fonction du travail effectué (12 mois) et des compétences acquises.

**3M Laboratories (Europe) GmbH**  
 A l'attention de Madame K. Luckas - Hauptfeldstrasse 11 - 4040 Hauxen 1 - RFA

Pour notre département européen applications techniques, nous recherchons des ingénieurs et des techniciens expérimentés.

### Ingénieurs diplômés en chimie ou en technologie des matières plastiques.

**Votre fonction :**  
 • coordination de l'activité technique pour l'introduction des nouvelles technologies et des produits nouveaux en Europe ainsi que la consultation en matière de produits dans le cadre de nos produits standards.

**Pour cela il faut :**  
 • connaître les nouvelles perspectives sur le marché,  
 • effectuer des études de faisabilité et de développement pour aller jusqu'au produit final,  
 • effectuer des études de faisabilité et de développement pour aller jusqu'au produit final.

**Votre formation :**  
 • Vous avez suivi avec succès des études supérieures dans le domaine de la chimie et de la technologie des matières plastiques, ou des études équivalentes dans l'industrie de papier constituant un avantage pour cet emploi.

**Notre offre :**  
 • Nous vous offrons une formation continue et un développement personnel, en fonction du travail effectué (12 mois) et des compétences acquises.

**3M Laboratories (Europe) GmbH**  
 A l'attention de Madame K. Luckas - Hauptfeldstrasse 11 - 4040 Hauxen 1 - RFA

3M

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde

de l'

International

ALGERIE - الجزائر

## MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

recherche

**JEUNES CADRES ALGÉRIENS** voulant faire carrière dans l'administration, les banques et les entreprises.

Niveau exigé : formation supérieure dans les spécialités suivantes :

- Commerce international,
- Gestion commerciale d'entreprise,
- Gestion financière et monétaire,
- Gestion finances publiques,
- Prix, fiscalité.

Formation théorique et pratique aux techniques modernes garantie en Algérie et auprès de partenaires étrangers.

Envoyer C.V. détaillé en indiquant l'expérience professionnelle et la position professionnelle actuelle à :

Commission Formation Information

Adresse :

Ministère de l'Economie  
 Immeuble « le Maurétania »  
 Place du Pérou - ALGER

Modalités et conditions de recrutement seront communiquées ultérieurement par voie de presse.

**RESPECTEUR**  
 A TESSÉ PARTIEL  
 Inspection-Surveying Ltd.  
 recherche un inspecteur à temps partiel. Les recherches à inspecter sont principalement de nature mécanique et automobile. Une bonne connaissance de l'anglais est requise. Une expérience ou formation d'inspecteur bien qu'elle n'est pas demandée. Veuillez envoyer votre CV en anglais + photo récente et détails de votre expérience à : Inspection Surveying Ltd, Churchgate Hill, Ashford, Derbyshire DE6 3DX, Angleterre.  
 Tél. : 01434 622-87555  
 Fax : 01434 622-87536  
 Tél. : 01434 622-87536

**UNIVERSITÉ DE LAUSANNE**  
 Notre école des hautes études commerciales (HEC) cherche

**PROFESSEUR DE GESTION DE LA PRODUCTION**  
 à temps complet.

Conditions requises :  
 - être titulaire d'un doctorat en sciences techniques ou économiques ;  
 - avoir publié des travaux relatifs aux matières enseignées ;  
 - disposer d'une expérience professionnelle en matière de gestion de la production.

Entrée en fonction : le 1<sup>er</sup> septembre 1990.  
 Avant de déposer leur candidature (avec deux lettres de références sur leur qualité scientifique et pédagogique), les intéressés voudront bien demander le cahier des charges de ces postes au professeur Francis Léonard, doyen de l'école des HEC-EPFL, 1, 1015 Lausanne, tél. : 052-41-36.  
 Délai de candidature : le 15 avril 1990.



MODINE

## International Sales Engineer

Modine Manufacturing Company, a leading world manufacturer of automotive components, requires a Sales Engineer (based in France) for the French and Benelux markets.

Essential requirements are a degree in an engineering discipline and a minimum of three years experience in direct sales of custom engineered products or equipment. In addition to French, good knowledge of English is a must.

The remuneration package will include a competitive salary, a 2.0 litre car, and other benefits.

Interested ? Please send your letter + curriculum vitae to RC&S, Woluweaan 128, 1920 Diegem, Belgium, who will transmit your application. Please mention on the envelope and on the letter reference number AM/10057.

Importance Société  
 recherche pour poste en Afrique noire francophone un

### CADRE

chargé d'assurer l'entretien d'une unité de production d'huile végétale. De par son expérience technique, le candidat devra justifier de solides connaissances en machines tournantes, - chaudières, - vapeur air comprimé hydraulique.

Disponible immédiatement  
 Adressez votre lettre manuscrite + CV avec photo et références sous réf. 6899 à LTA, 21, bd Bonne-Nouvelle 75002 PARIS

Société allemande d'ingénieurs-Consilts recherche pour des projets dans le domaine des aménagements hydroélectriques dans les pays du Tiers Monde :

- 1 Ingénieur en planification électrotechnique (réseaux, lignes, postes)
- 1 Ingénieur électricien II T/M.T.
- 1 Ingénieur grande école, débutant
- 1 Ingénieur généraliste (plus de 5 années d'expérience)

Langues : Français et/ou anglais. Postes basés à MUNICH.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (ou de nous contacter par téléphone) à :

**Infra-CONSULT-MÜNCHEN GMBH**  
 GUSTAV HEIMANN, D-85340 MÜNCHEN 8181 R 5 A  
 TELEFON 89 67522-22 FAX 89 67522-22

## Working for human rights

Head of Library Services

17201

Head up this active and developing unit and help us provide a first class information service, so vital for our research and campaigning work. An enthusiastic librarian/information specialist, you should have a professional qualification in Librarianship or Information Science, and several years' experience, preferably in a specialist information unit. You will also need experience of supervising staff. We have recently acquired 'CAIRS' software for automating the library and so it is important that you have extensive knowledge of information technology. Excellent English is essential and a working knowledge of another language is desirable.

Closing date: 9th April, 1990. Ref. No ISD 1/90.



amnesty international

For further information and to request a form please contact: Personal Services, Amnesty International, International Secretariat, 1, The Quadrant, London WC2N 2LU, United Kingdom. Tel. 01-404 3895. Fax 01-404 3896. Please quote appropriate reference number.

صكتان الاصل



# SÉLECTION IMMOBILIÈRE

## AGENDA IMMOBILIER

**24h/24**

**St-Jean-de-Monts**

**Avec piscine privée**

**Votre maison 2 pièces tout équipée en Vendée, au cœur de la pinède, à proximité du village et des plages.**

Existe également en maisons 3 pièces.

Financement personnalisé. Crédit 100% possible.

**(0) 42.25.25.25**

Bon documentation sur ST-JEAN-DE-MONTS

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Tél. dom. \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

**FERINEL Vacances**

68, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

## Le Monde Cadres

### PARFRANCE

Nous sommes spécialisés dans la publicité de recrutement et recherches (H/F) pour faire face à notre développement

### REDACTEUR CONSEIL

Pour assister et conseiller les directions de personnel des entreprises, pour la réception, le conseil, l'élaboration, la rédaction, la mise en forme et la validation des annonces. Il est nécessaire de posséder une très bonne culture générale, des connaissances graphiques, une facilité de rédaction et le goût des contacts humains. Une expérience dans la profession est indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions à  
**GUY BENAT**  
126 rue Nationale - 75013 PARIS

Cabinet Conseil en Gestion des Ressources Humaines, nous comptons un peu plus de 40 collaborateurs. Notre progression est en forte croissance (CA X 2 en 3 ans) et nous bénéficions de plus de 20 années d'expérience qui nous confèrent notoriété, technicité et crédibilité. Nous recherchons un(e) :

### Jeune Responsable Comptable et Financier

En liaison étroite avec la Direction du Cabinet, vous :  
• superviserez la comptabilité générale • formatiserez la comptabilité analytique • définirez et validerez nos outils de gestion • participerez à notre développement informatique • assurerez les relations extérieures (juridiques et financières) • encadrerez une petite équipe de collaborateurs.  
Nous désirons intégrer un collaborateur âgé de 27/32 ans, diplômé ESC ou Dauphine option gestion, titulaire du DEC, possédant 3/5 ans d'expérience de généraliste de la fonction en Société de Services. La taille humaine du Cabinet liée à notre culture nous incite à intégrer une personne polyvalente, ouverte, adaptable et bon négociateur de surcroît, qui désire s'investir et évoluer au sein d'une équipe jeune, dynamique et pleine de projets.  
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV, prétentions) sous réf. M/1287 au

**CNPG**  
Ressources Humaines  
61 rue des Belles Feuilles  
75116 Paris  
Tél. : (01) 46 40 47 13

### DEMANDES D'EMPLOIS

#### CHEF DE PERSONNEL

20 ans d'exp. prof., diplômé d'études psychologiques appliquées et sociales. Exp. en gestion de la fonction, en situation d'urgence ou en situation de crise. Exp. en gestion de la fonction, en situation d'urgence ou en situation de crise.

#### Matériel

**de bureau**  
CABINET-BUREAU : MOBILIER DE BUREAU ET DISCOUNT. PROXIMITE DES MATÉRIELS SUR DEMANDE. CATALOGUE 48 PAGES. 600 m² d'exposition. 24, r. Davout, 93500 Pantin. Tél. : 48-43-09-71. Digne, tél. : 80-51-35-52. Marseille, tél. : 81-43-23-43.

#### Bijoux

**BIJOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES**  
ACHAT OR  
30 % de réduction  
Gillet 15, rue d'Arcole  
75004 Paris. 43-54-00-83

#### Vacances

**VACANCES DE PAQUES**  
56 jours enfants  
Haut-De-Seine (900 m d'alt.)  
3 h de Paris par TGV  
Agré. Jeunesse et Sports  
Vos amis dans une belle villa  
XVIII<sup>e</sup> cent. rénov. au milieu  
des forêts et pâturages. Acc.  
limité à 14 pers. Cuis. soignée  
et délicate. Ch. 2 ou 3 avec  
s.d.b., w.c., w.c., w.c., w.c.  
monnaie ; ski de fond, tennis,  
jeux ping-pong, int. échecs,  
peinture sur bois, fab. du pain,  
dégust. av. Tar. : 1 500 F sem./pers.  
Tél. : (01) 81-38-12-51  
Le Chêne-Aiguille, La Longue-  
ville, 22650 Montcaumon

#### Loisirs

**DRIBCOLL HOUSE-HOTEL**  
200 chambres simples  
100 livres par semaine  
Rue : 172 New Kent Road  
LONDON SE1 1AT-GB  
18-44-1-700-41-75

#### Minéraux

**RENNES**  
S'adresser aux  
MINÉRAUX ET FOSSILES  
armées 24 et 25  
25 rue St-Jacques de 9 h à 18 h  
Tél. : (02) 81-38-12-51  
Le Chêne-Aiguille, La Longue-  
ville, 22650 Montcaumon

### L'AGENDA

#### Bijoux

**BIJOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES**  
ACHAT OR  
30 % de réduction  
Gillet 15, rue d'Arcole  
75004 Paris. 43-54-00-83

#### Vacances

**VACANCES DE PAQUES**  
56 jours enfants  
Haut-De-Seine (900 m d'alt.)  
3 h de Paris par TGV  
Agré. Jeunesse et Sports  
Vos amis dans une belle villa  
XVIII<sup>e</sup> cent. rénov. au milieu  
des forêts et pâturages. Acc.  
limité à 14 pers. Cuis. soignée  
et délicate. Ch. 2 ou 3 avec  
s.d.b., w.c., w.c., w.c., w.c.  
monnaie ; ski de fond, tennis,  
jeux ping-pong, int. échecs,  
peinture sur bois, fab. du pain,  
dégust. av. Tar. : 1 500 F sem./pers.  
Tél. : (01) 81-38-12-51  
Le Chêne-Aiguille, La Longue-  
ville, 22650 Montcaumon

#### Loisirs

**DRIBCOLL HOUSE-HOTEL**  
200 chambres simples  
100 livres par semaine  
Rue : 172 New Kent Road  
LONDON SE1 1AT-GB  
18-44-1-700-41-75

#### Minéraux

**RENNES**  
S'adresser aux  
MINÉRAUX ET FOSSILES  
armées 24 et 25  
25 rue St-Jacques de 9 h à 18 h  
Tél. : (02) 81-38-12-51  
Le Chêne-Aiguille, La Longue-  
ville, 22650 Montcaumon

## appartements ventes

### 1<sup>er</sup> arrdt

**LES HALLES** 2 p., 85 m<sup>2</sup>  
de caractère dans l'im.  
XVIII<sup>e</sup> 2 850 000 F.  
42-40-17-75.

### 2<sup>e</sup> arrdt

**LES HALLES**  
7<sup>e</sup> arrdt, 2 p., 85 m<sup>2</sup>  
de caractère dans l'im.  
XVIII<sup>e</sup> 2 850 000 F.  
42-40-17-75.

### 5<sup>e</sup> arrdt

**Sobriété**, bon imm., 4 p.,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. M. 1000 F. de l.  
850 000 F. 42-40-17-75.

### PANTHÉON

**De l'im.** 18<sup>e</sup> arrdt, 2 p.,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 6<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 7<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 8<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 9<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 10<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 11<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 12<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 13<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 14<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 15<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 16<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 17<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 18<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 19<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 20<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

## appartements ventes

### 1<sup>er</sup> arrdt

**LES HALLES** 2 p., 85 m<sup>2</sup>  
de caractère dans l'im.  
XVIII<sup>e</sup> 2 850 000 F.  
42-40-17-75.

### 2<sup>e</sup> arrdt

**LES HALLES**  
7<sup>e</sup> arrdt, 2 p., 85 m<sup>2</sup>  
de caractère dans l'im.  
XVIII<sup>e</sup> 2 850 000 F.  
42-40-17-75.

### 5<sup>e</sup> arrdt

**Sobriété**, bon imm., 4 p.,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. M. 1000 F. de l.  
850 000 F. 42-40-17-75.

### PANTHÉON

**De l'im.** 18<sup>e</sup> arrdt, 2 p.,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 6<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 7<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 8<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 9<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 10<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 11<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 12<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 13<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 14<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 15<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 16<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 17<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 18<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 19<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 20<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

## appartements ventes

### 1<sup>er</sup> arrdt

**LES HALLES** 2 p., 85 m<sup>2</sup>  
de caractère dans l'im.  
XVIII<sup>e</sup> 2 850 000 F.  
42-40-17-75.

### 2<sup>e</sup> arrdt

**LES HALLES**  
7<sup>e</sup> arrdt, 2 p., 85 m<sup>2</sup>  
de caractère dans l'im.  
XVIII<sup>e</sup> 2 850 000 F.  
42-40-17-75.

### 5<sup>e</sup> arrdt

**Sobriété**, bon imm., 4 p.,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. M. 1000 F. de l.  
850 000 F. 42-40-17-75.

### PANTHÉON

**De l'im.** 18<sup>e</sup> arrdt, 2 p.,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 6<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 7<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 8<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 9<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 10<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 11<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 12<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 13<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 14<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 15<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 16<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 17<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 18<sup>e</sup> arrdt

**R. de la Gde-Chaumière**,  
2 p., 85 m<sup>2</sup>, 2 p., 85 m<sup>2</sup>,  
850 000 F. 42-40-17-75.

### 19<sup>e</sup> arrdt



## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT (suite)</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)</b>		
<b>5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces, neuf 91 m <sup>2</sup> , duplex terr. 30 m <sup>2</sup> balcon 10 m <sup>2</sup> , box	Angle rues Marin/Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	8.050 + 816	3 pièces, parking 78 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Garches 11, rue des Quatre-Vents SAGGEL - 46-08-80-36	4.195 + 1.083
1 pièce 52 m <sup>2</sup> , r.-de-c.	31, rue Claude-Bernard SGI/CNP - 47-42-17-61	6.200 + 825	4 pièces, neuf 91 m <sup>2</sup> , duplex terr. 35 m <sup>2</sup> balcon 10 m <sup>2</sup> , box	Angle rues Marin/Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	8.220 + 823	5 pièces 138 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Neuilly 5/7, av. St-Foy AGF - 42-44-00-44	13.600 + 1.400
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>77 - SEINE-ET-MARNE</b>			2 pièces, parking 53 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Neuilly 22, bd du Gal-Leclerc GCI - 40-16-28-88	4.822 + 580
6 pièces 173 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	34, rue Pierre-Sémerd AGF - 42-44-00-44	15.000 + 1.120	4 pièces, parking 88 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Melun 5, allée Nicolas-de-Stall SGI/CNP - 47-42-17-61	3.570 + 1.049	3 pièces, parking 66 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Sèvres 10, route des Postillons SAGGEL - 46-08-80-36	3.118 + 807
<b>10<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>78 - YVELINES</b>			2 pièces, parking 58 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Suresnes 20, rue S.-de-Rothschild AGF - 42-44-00-44	3.770 + 880
2 pièces, parking 50 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	141 bis, quai de Valmy SGI/CNP - 42-08-91-15	3.628 + 636	3 pièces (dispo. juin 90) 85 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Versailles 35 bis, rue du Mar-Gallani CIGIMO - 48-24-50-00	5.910 + 950	4 pièces, parking 88 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Suresnes 16, rue S.-de-Rothschild AGF - 42-44-00-44	4.980 + 1.330
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>91 - ESSONNE</b>			4 pièces 109 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Ville-d'Avray Résidence les Etoiles Domaine de la Ronce LOCARE - 40-61-66-10	5.610 + 1.259
3 pièces, parking 66 m <sup>2</sup>	37, rue G.-Cavaignac SOLVEG - 40-67-06-99	4.218 + 960	Maison 5 pièces 115 m <sup>2</sup> , garage	Evry Rue des Vignes SOLVEG - 40-67-06-99	5.328 + 163	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Maison 5 pièces 116 m <sup>2</sup> , garage	Gif-sur-Yvette 10, all. du Bois-de-Greville SAGGEL - 46-08-80-36	5.670 + 160	3 pièces, parking Imm. neuf 75 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	4.900 + 574
5 pièces 110 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> ét., balcon	107, av. Michel-Bizot CIGIMO - 48-24-50-00	7.436 + 1.095	4 pièces, parking 76 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Gif-sur-Yvette Rés. « Les Grandes Coudraies » GCI - 40-16-28-70	3.344 + 750	4 pièces, parking Imm. neuf 94 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> étage	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	7.200 + 744
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces, parking 76 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Gif-sur-Yvette Rés. « Les Grandes Coudraies » GCI - 40-16-28-70	3.290 + 750	5 pièces, parking Imm. neuf 110 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	8.400 + 870
3 pièces 71 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	102, av. du Maine SGI/CNP - 43-22-23-81	7.490 + 870	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			3 pièces, parking 72 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Nogent s/Marne 43, rue du Port SAGGEL - 47-42-44-44	4.350 + 643
Studio, parking 37 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> ét.	16, place Brancusi SAGGEL - 47-42-44-44	3.500 + 424	Studio, parking 34 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 47-42-44-44	2.890 + 430	4 pièces, parking 84 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Nogent s/Marne 4 bis, rue Hoche SAGGEL - 47-42-44-44	4.872 + 773
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces, parking 64 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 47-42-44-44	4.640 + 811	3 pièces, 2 park. 71 m <sup>2</sup> , r.-de-ch. terrasses, jardin 63 m <sup>2</sup>	Nogent s/Marne 68, rue F.-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	6.800 + 880
Studio (dispo. juin 90) 38 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> ét.	17/19, rue Bausson CIGIMO - 48-24-50-00	2.700 + 600	4 pièces, parking 125 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Boulogne 33/35, rue Anna-Jacquelin AGF - 42-44-00-44	12.500 + 2.560	4 pièces, 2 park. 87 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Nogent s/Marne 68, rue F.-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	7.800 + 1.085
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces, parking 88 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Boulogne 197, rue du Gal-Gallani KAUFMAN & BROAD 46-06-92-84	8.867 + 650	<b>95 - VAL-D'OISE</b>		
2 pièces, parking 46 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	60/62, av. H.-Martin GCI - 40-16-28-68	6.730 + 1.200	4 pièces, parking 77 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Châtenay-Malabry 111, av. J.-Jaurès LOCARE - 40-61-66-10	3.898 + 1.160	Pavillon 6 pièces 149 m <sup>2</sup> , jardin 779 m <sup>2</sup> , garage	Cergy-Courcouronnes 1, clos de Mandelieu SGI/CNP - 47-42-17-61	8.880 + 546
4 pièces 81 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	60, rue Michel-Ange AGF - 42-44-00-44	8.500 + 750	2 pièces 50 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	Clichy 9, impasse Barbier SAGGEL - 47-42-44-44	3.250 + 1.080	2 pièces (dispo. juin 90) 50 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage balcon, parking	Montmorency 126, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	3.010 + 950
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces, parking 125 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Courbevoie 3, av. du Parc/ place Charnas AGF - 43-34-86-98	5.360 + 630			
4 pièces 111 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	155, rue de Courcelles AGF - 42-44-00-44	11.500 + 1.800						
5 pièces 188 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	118, bd Malesherbes AGF - 42-44-00-44	23.000 + 2.540						
<b>18<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>								
2 pièces, parking 39 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	40, av. de St-Ouen SAGGEL - 47-42-44-44	2.860 + 705						
<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>								
Studio neuf 33 m <sup>2</sup> , balcon 18 m <sup>2</sup>	Angle rues Marin et Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	3.410 + 301						
2 pièces neuf 50 m <sup>2</sup> , box	Angle rues Marin et Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	4.530 + 453						
3 pièces neuf 66 m <sup>2</sup> , box balcon 6 m <sup>2</sup>	Angle rues Marin et Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	5.570 + 580						



CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



LOCARE



صوتنا من الامم



# IMMOBILIER D'ENTREPRISE

REPRODUCTION INTERDITE

**bureaux**

**Locations**

**A PARTIR DE 50 F HT** pour  
Vos adresses commerciales  
PARIS 1, 8, 9, 12, 15, 17  
LOCATION DE BUREAUX  
CHARENTAIS 42-97-28-89

**FÉAU HAMPTON**

**PARIS**

80 m² rue Pigou-Honoré, 2<sup>e</sup>  
150 m² rue de Valenciennes, 2<sup>e</sup>  
184 m² rue de Valenciennes, 2<sup>e</sup>  
240 m² rue de Valenciennes, 2<sup>e</sup>  
240 m² rue de Valenciennes, 2<sup>e</sup>  
306 m² rue de Valenciennes, 2<sup>e</sup>  
370 m² rue de Valenciennes, 2<sup>e</sup>  
425 m² rue de Valenciennes, 2<sup>e</sup>  
720 m² rue de Valenciennes, 2<sup>e</sup>  
1 000 m² rue de Valenciennes, 2<sup>e</sup>

**BANLIEUE**

200 m²-300 m² rue de Valenciennes  
250 m² rue de Valenciennes  
300 m² rue de Valenciennes  
350 m² rue de Valenciennes  
400 m² rue de Valenciennes  
450 m² rue de Valenciennes  
500 m² rue de Valenciennes  
550 m² rue de Valenciennes  
600 m² rue de Valenciennes  
650 m² rue de Valenciennes  
700 m² rue de Valenciennes  
750 m² rue de Valenciennes  
800 m² rue de Valenciennes  
850 m² rue de Valenciennes  
900 m² rue de Valenciennes  
950 m² rue de Valenciennes  
1 000 m² rue de Valenciennes

**DOMICILIATION**  
Bureaux, téléphone, télécom.  
AGECO 42-94-95-28

**bureaux**

**UFI**

**45-22-12-00**

**MONTMARTRE**

2 200 m², immeuble moderne  
800 m² sur 1<sup>er</sup> étage

**14<sup>e</sup> ST-JACQUES**

930 m², rénovation, parking

**15<sup>e</sup> CONVENTION**

480 m², bureaux, 1 500 F/m²

**10<sup>e</sup> HAUTEVILLE**

2 600 m², immeuble moderne  
1 500 F/m²

**BASTILLE**

3 000 m², immeuble moderne  
1 500 F/m²

**M<sup>e</sup> GALLIENI**

320 m², 800 m²

**19<sup>e</sup> PTE VILLETTE**

2 000 m², immeuble moderne  
300 F/m²

**CLICHY**

1 500 m², bureaux  
+ 2 000 m², bureaux, parking

**ST-DENIS**

**TOUR PLEYE**

1 500 m², immeuble moderne  
1 500 F/m²

**SURESNES**

3 500 m², bureaux, parking

**RER ARCEUIL**

2 200 m², immeuble moderne  
1 500 F/m²

**LES ULIS**

2 500 m², immeuble moderne  
1 500 F/m²

**BIEVRES**

550 m², bureaux, parking

**locaux commerciaux**

**Ventes**

A vendre cause retraite pas-  
sant de 220 m² à 220 m²  
large façade, face à port de  
plaisance en plein essor  
situé dans une ville  
nouvelle de Charente

MONTMARTRE  
Tél. (01) 46-99-04-41  
Dom. (01) 46-99-03-16

**CHARENTAIS**

310 m² d'un seul tenant +  
80 m² bureaux. Accès  
carré. 1 500 000 F.  
Tél. : 46-20-87-20

Particulier vend, cause  
santé, fonds de commerce  
pâtisserie-gros  
centre de Lyon, petit loyer.  
Tél. : 78-25-34-83

Vous désirez vous installer  
en France,  
avec Immigration,  
La Banque Comptable 92  
vous informe. Appelons-  
nous, nous avons le meilleur  
local dans le centre de la  
ville, 1 500 m², Pte 18 m.  
Appelons (01) 46-99-04-41  
(18) 34-33-1-1048

**fonds de commerce**

**Ventes**

Libéran, Ag. Immobilier  
immeuble 20 ans, bien situé,  
CA à augmenter sans dé-  
marche. Prix : 800 000 F.  
Tél. : 80-73-41-53 ou 19 h.

**boutiques**

**Ventes**

**MONTMARTRE**

2 BOUTIQUES, 110 ET 115 m²  
**SANS DROIT AU BAII**  
SAL, HELL, VITRINE 9 M.  
MICHEL BERNARD,  
45-02-13-43.

## Bercy Liberté

10 000 m² de bureaux à louer  
à la porte de Paris.



Un nouveau  
front de Seine  
se lève à Paris.

- Surface 10 000 m²
- Divisible à partir de 500 m²
- Livraison : 1<sup>er</sup> trimestre 1991
- METRO : Station "Liberté"
- TOVI : Gare de Lyon
- AUTOROUTE : Accès direct autoroute A4
- AEROPORT : Roissy-Orly par autoroute

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS SEPIMO LA HENIN Bourdais  
Tél. : 43.21.87.57 Tél. : 42.65.12.12 Tél. : 43.98.00.39

## VENTE SPECIALE

aux enchères  
du Marché Immobilier  
des Notaires

DROUOT - MONTAIGNE  
15, Avenue Montaigne 75008 Paris  
Le Jeudi 29 Mars à 14h30

- Appartements à PARIS - Libre**
- de 31, quart d'étoile - 431 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 32, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 33, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 34, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 35, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 36, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 37, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 38, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 39, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 40, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 41, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 42, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 43, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 44, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 45, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 46, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 47, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 48, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 49, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 50, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
- Appartements à PARIS - Libre**
- de 51, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 52, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 53, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 54, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 55, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 56, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 57, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 58, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 59, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 60, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 61, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 62, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 63, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 64, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 65, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 66, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 67, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 68, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 69, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 70, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
- Appartements en Doublé - Libre**
- de 71, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 72, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 73, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 74, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 75, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 76, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 77, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 78, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 79, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 80, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 81, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 82, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 83, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 84, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 85, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 86, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 87, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 88, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 89, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 90, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
- Propriétés en Normandie - Libre**
- de 91, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 92, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 93, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 94, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 95, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 96, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 97, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 98, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 99, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
  - de 100, rue de la Harpe - 410 m² - Mises à prix 2.500.000 F
- Surfaces approximatives  
Brochure sur demande : Tél. 42.34.26.26 FAX 42.34.26.27

Pour paraître  
dans cette rubrique

## IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Contact : 45-55-91-82  
poste 43.24.

## AFFAIRES

Le cinquième rapport de la Commission de sécurité des consommateurs

### Les industriels font trop peu d'essais de comportement

L'austère « cinquième rapport au président de la République et au Parlement » de la Commission de la sécurité des consommateurs (1) fait le bilan du travail de cet organisme consultatif qui a commencé à fonctionner en 1985.

Chargée d'améliorer la prévention des risques liés à l'utilisation de produits et de services (mais pas les accidents de la route et les accidents du travail), elle a une triple action : elle propose des mesures préventives aux professionnels ainsi

qu'aux pouvoirs publics (nationaux et communaux) et a émis 96 avis depuis sa création ; elle informe le public grâce à des communiqués et à des fiches pratiques (25 fiches à ce jour) ; elle recense les causes d'accidents.

Ce cinquième rapport met en évidence un incontestable progrès des producteurs et des distributeurs, avec cependant un bémol : les producteurs procèdent trop rarement à des essais de comportement.

Enfin ! Les produits qui nous entourent sont sûrs ! Cela conduirait trop cher aux entreprises si les produits et les appareils fabriqués, vendus, utilisés dans notre univers devaient présenter des risques graves ! Cela se saurait ! En bien non, cela ne se sait pas. Pourtant, la maison, le jardin, les loisirs tiennent plus que la voiture, 22 000 morts, bon an, mal an, contre 12 000 morts de la route. C'est la première cause de décès des moins de quinze ans. En gros, 5 millions d'accidents domestiques, responsables de 440 000 hospitalisations, de 550 000 arrêts de travail.

Bien sûr, la cause d'un accident, bémol ou grave, est toujours stupide, et la maladresse, l'imprudence, l'inconscience de l'utilisateur sont souvent à l'origine du désastre, plus que l'appareil lui-même ou le produit utilisé. Une simple casserole, remplie d'eau bouillante, peut détruire un tout-petit, comme le montre fort bien un spot télévisé de la dernière campagne de sensibilisation faite par le secrétariat d'Etat à la consommation. M. Neiertz, ministre en charge, récidive, et dès le 20 mars, une nouvelle campagne commence.

#### Notices éditoriales

Il est aussi vrai qu'au fil du temps les appareils sont devenus plus fiables, mieux protégés, munis de sauvegardes automatiques en cas de fausse manœuvre, accompagnés de notices explicatives mieux rédigées... bien qu'il y ait beaucoup à faire encore dans ce domaine précis. Les notices explicatives sont encore trop souvent rédigées dans le langage certes précis, mais tout à fait ésotérique que les professionnels utilisent entre eux, et, lorsque le produit est importé, traduits en un français paté.

Le gros reproche que la Commission fait aux industriels est de ne pas suffisamment procéder à des « essais de comportement », et, à la lumière des travaux faits en 1989 « dans le domaine des emballages et étiquettes de produits d'entretien, des mini-fours, des réchauds à gaz de type camping ou réchauffe-plat, du matériel de pisciculture (stères, trappes pour bébé) », elle affirme qu'elle n'aurait pas eu à intervenir dans certains cas « si les

professionnels avaient étudié sérieusement les comportements réels des consommateurs adultes et enfants ». Or ces essais sont peu coûteux, surtout si on les compare aux autres coûts de recherche et aux dépenses promotionnelles.

Il faudrait aussi que l'identification des produits soit claire pour que les mises en garde de la Commission soient plus efficaces... Enfin, les industriels, qui en viennent à procéder à des retraits, comme cela se fait couramment outre-Manche ou outre-Atlantique (et on vient de le voir avec Perrier et Buitoni), ne sont pas encore convaincus de l'efficacité de cette procédure pour leur image de marque. Et ce n'est pas un hasard si, dans ce cinquième rapport, la Commission publie cinq avis, adoptés le 10 janvier dernier sur les piscines privées (où de jeunes enfants se noient), les petites échelles, marchepieds et escabeaux (dont on chute un peu trop facilement), les Citroën BX 16 TRS et BX 19 GT, commercialisées en 1984, 1985 et 1986 (dont certaines ont une fiche technique tendue à prendre feu au démarrage), et un réchaud à gaz « Flamabax ». De toute évidence, il s'agit d'encourager des producteurs un peu trop tentés de traîner des pieds à procéder à des rappels systématiques.

Et puis il y a l'immense domaine des services. Au milieu d'artisans très sérieux, il y a quelques gouacheurs qui ne respectent en rien les règles de l'art. Et puis il y a le bricolage, et tous les « bricoleurs » qui travaillent au noir sont loin de les connaître et de les appliquer, ces fameuses règles de l'art. Sans parler du bricoleur maison, qui, parfois, croit savoir tout faire. L'usage inconsidéré de machines conçues pour des professionnels attentifs peut entraîner des accidents graves (il y a déjà un avis sur les machines de bricolage), c'est un fait. Mais l'intervention du bricoleur ou du professionnel peu consciencieux sur le gaz ou l'électricité peut causer de véritables catastrophes. Le problème est d'autant plus préoccupant que l'artisanat et le bricolage sont par définition des secteurs très élastiques. C'est pourquoi la Commission vient de créer en son sein un groupe de travail spécialisé sur ces risques particuliers.

Et puis il y a les vides de la réglementation sur les parcs de loisirs, sur les parcs aquatiques, les absences de normes sur la résistance au feu des matières plastiques, sur la résistance aux contraintes mécaniques et thermiques des vitres de four... Encore beaucoup de pain sur la planche pour la Commission.

JOSÉE DOYÈRE

(1) La Commission de la sécurité des consommateurs, présidée par M. Jean Tiquet, conseiller d'Etat, compte quinze membres (13 représentants des professionnels, 3 représentants des associations de consommateurs, 3 hauts magistrats et 4 experts) et un commissaire du gouvernement. Son adresse : 3, rue Blanche, Paris 9. Son téléphone : (01) 48 74 01 06. Le rapport est en vente à la direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, Paris 15<sup>e</sup>, au prix de 60 F.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### ECUREUIL INVESTISSEMENTS

SICAV ACTIONS FRANÇAISES  
pour vos placements sur les grandes valeurs de la cote

#### MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil d'administration, sous la présidence de Monsieur Lucien Lavigne, proposera aux actionnaires de la Sicav, réunis en assemblée générale extraordinaire le 3 avril 1990, une mise à jour des statuts conforme aux nouvelles normes, définies par la COB, donnant accès au marché européen des Sicav.

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1989  
Le Conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 3 avril 1990, de fixer le dividende net de l'exercice clos le 29 décembre 1989 à 15,75 F par action.

	NET	CRÉDIT D'IMPÔT	
		personnes physiques	personnes morales
• obligations françaises non indexées	12,60 F	0,09 F	0,07 F
• actions françaises	2,16 F	1,71 F	1,40 F
• créances négociables	0,99 F		
<b>TOTAL</b>	<b>15,75 F</b>	<b>1,80 F</b>	<b>1,47 F</b>

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 6 avril et mis en paiement le 9 avril 1990.  
PERFORMANCE 1989 (dividende net réinvesti) : + 17,06 %  
Valeur de l'action au 29/12/89 : 410,95 F



Sicav gérée par Ecureuil Gestion  
Siège des Caisses d'épargne et de prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.



### COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Lors de sa séance du 12 mars 1990, le conseil d'administration a décidé de convoquer les actionnaires à une assemblée générale extraordinaire et ordinaire, le 16 juin prochain.

L'assemblée générale extraordinaire sera d'abord appelée à reconduire certaines autorisations arrivant à expiration, à mettre ensuite en harmonie avec la réglementation en vigueur certaines dispositions statutaires et, enfin, à adopter une modification des statuts destinée à permettre à l'assemblée générale ordinaire d'offrir aux actionnaires l'option de paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'assemblée générale ordinaire sera appelée, ensuite, à approuver les comptes de l'exercice 1989. Ceux-ci ont été examinés par le conseil lors de la même séance : le bénéfice net s'élève à 103 203 681 F contre 99 385 971 F en 1988.

Le bénéfice de l'exercice 1989 s'élève après une plus-value nette à long terme, d'élevage à 7 700 826 F (contre 14 033 246 F pour le précédent exercice).

Il sera enfin proposé à l'assemblée générale ordinaire de distribuer un dividende de 30 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 15 F, soit un revenu global de 45 F. L'option devra être exercée par les actionnaires d'un paiement du dividende en actions.







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 13 MARS

Cours relevés  
à 17 h 38

[illegible]

## Comptant (sélection)

**SICAV** (sélection)

## 13/3

VALEURS	% du total	% de cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachat net
<b>Obligations</b>																				
Exp. 0,80 % 77	117,28	7 088	C.I. Maritime	881	Magasin Unifié	194	Vie	186	A.K.A.	1109	1076	France Obligations	459	122	Financière Brest	190	176	190	176	190
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852
10,50 % 79/84	88	8 851	Classe III	2340	Magasin S.A.	313	Wasson S.A.	240	André	233	227	André	401	477	Papier	852	833	852	833	852

### Cote des changes

## Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
	préc.	13/3	Achat	Vente		préc.	13/3
Boue-Dan (\$ 1)	5 774	5 803	5 800	8	Or du Indo au Indon.	74500	74300
ECU	8 588	8 696			Or du Indon Indon.	74600	74600
Indonésie (100 rup)	238 050	238 050	237 500	246	Papouasie (100 rup)	437	433
Indonésie (100 Rp)	15 257	15 260	15 700	15 800	Papouasie (100 Rp)	389	
Payas Indon (100 rup)	300 280	300 220	280	310	Papouasie (200 Rp)	464	458
Danemark (100 kr)	56 170	56 280		52	Papouasie (200 Rp)	430	428
Indon (100 Rp)	71 420	71 420	81	81	Soudan (100 Rp)	543	
Gambie (dangir \$ 1)	8 293	8 277	8 950	9 750	Soudan (100 Rp)	2595	2530
Gambie (100 dangir)	3 181	3 187	3 400	4 200	Papouasie (100 Rp)	1380	1355
Indonésie (100 rup)	2 578	2 578	2 578	2 578	Papouasie (100 Rp)	815	
Indon (100 Rp)	361 220	375 020	3 700	3 320	Papouasie (100 Rp)	2950	
Soudan (100 Rp)	53 390	53 510	90	90	Papouasie (100 Rp)	445	446
Arabie (100 Saoud)	48 032	48 036	46 900	46 700	Or Londres		
Arabie (100 Saoud)	5 198	5 230			Or Zurich		
Papouasie (100 rup)	3 825	3 825	3 853	4 350	Or Hongkong		
Canada (\$ can 1)	4 881	4 934	4 720	5 520	Argent Londres		
Japan (100 yen)	3 782	3 784	3 670	3 800			

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



## Afin d'améliorer une collecte en baisse

## Des mesures vont être prises pour dynamiser les caisses d'épargne

Des mesures vont être annoncées dans une dizaine de jours pour améliorer la collecte de l'épargne par le double réseau des caisses d'épargne, celui des postes et de l'Écureuil.

Ces mesures ne sont pas encore toutes définitivement arrêtées. La première est quasi certaine : elle consistera à améliorer le commissionnement des agents des caisses. Dans le système actuel, ceux-ci sont faiblement et indirectement intéressés puisqu'ils touchent 0,75 % sur les stocks d'épargne des caisses. La mesure consistera à créer un intéressement sur les flux, c'est-à-dire sur les variations annuelles d'encours. L'épargne diminuant actuellement, il est probable que le ministère des finances devra se résoudre à calculer la commission sur les flux bruts et non sur les flux nets devenus négatifs.

La deuxième mesure, mais celle-ci reste en suspens car beaucoup de spécialistes doutent de son efficacité, est un léger relèvement du plafond des sommes qui peuvent être déposées sur les livrets A et qui est actuellement fixé à 80 000 F.

« S'il le faut, je prendrai toute initiative utile en vue de développer l'épargne déposée sur les livrets A », déclare M. Pierre Bérégovoy dans une interview publiée mardi 13 mars par notre confrère *la Montagne*. Une chose est certaine : le taux d'intérêt servi par les caisses d'épargne (4,50 %) ne sera pas relevé.

D'une façon générale on ne considère pas au ministère des finances que la baisse des flux d'épargne collectés par les livrets A pose un grave problème pour le financement des logements sociaux.

Cette analyse répond aux inquiétudes exprimées par la Caisse des dépôts et consignations qui draine les fonds des caisses d'épargne et les utilise pour financer les logements sociaux. Sur un stock d'épargne qui avoisine 720 milliards de francs dans les réseaux de la poste et de l'Écureuil, une baisse des flux de l'ordre de 30 à 40 milliards de francs l'an laisserait encore une cinquantaine de milliards de francs disponibles. Et le Crédit mutuel avec ses livrets bleus pourrait être appelé à la rescousse.

A. V.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 14 mars

## Légère baisse

Après la hausse de 0,61 % enregistré mardi, le marché était à nouveau hésitant mercredi matin. L'indice CAC 40 se dépréciait de 0,19 %. Parmi les plus fortes hausses figuraient l'UFI (+5,5 %), BIP (+4,4 %) et CFAO (+2,8 %). Du côté des baisses, on notait la SCOA (-6,7 %), Sogérep (-4,4 %) et Redoute (-2,6 %).

## L'ESSENTIEL

## Débats

L'avenir des Allemands au sein d'une Europe fédérale... par Johannes Rau... 2

## La relève au Brésil

Le président Collor a formé un gouvernement atypique... 3

## La crise politique en Israël

Le rôle des religieux... 7

## La préparation du Congrès de Rennes

M. Rocard en position d'arbitre... 9

## M. Barre

à « L'heure de vérité »  
En réserve, critique, de la République... 11

## Fichiers : transparence et contrôle

L'affaire des fichiers informatisés de données sensibles est venue fort opportunément relancer le débat sur le contrôle des activités policières de renseignement... 13

## Réforme de la police nationale

Un projet de loi prévoit une importante réforme de la police nationale portant sur l'unification des corps, la réorganisation territoriale et les objectifs des forces de sécurité... 13

## La SEPT en Pologne

La chaîne culturelle a signé un protocole d'accord pour la reprise de ses émissions, chaque jour, pendant trois heures trente, sur les écrans de la télévision polonaise... 14

## La commission d'enquête sur Ariane

Après la récupération des débris de l'un des propulseurs, un délai de dix jours a été accordé à la commission d'enquête chargée d'éclaircir les causes de l'explosion du lanceur européen, survenue le 23 février... 14

## Un document du Vatican sur la chasteté des religieux

Dans un document consacré à la formation des religieux, le Vatican insiste sur une nouvelle « pédagogie

de la chasteté » à mettre en œuvre dans les noviciats... 15

## Europe de l'Est :

la nature en ruine  
II. - La malédiction de la lignite... 16

## Paris/Île-de-France

Les animaux reviennent dans les forêts de la région... 20

## Football

La secrétaire générale de la Fédération internationale menace l'URSS de sanctions si les règlements sur l'organisation du football professionnel ne sont pas appliqués... 24

## Opéra Bastille démarre avec les Troyens de Berlioz

Une rétrospective du cinéaste japonais Kiju Yoshida • Les débuts au théâtre de Sandrine Bonnaire, actrice de cinéma... 25 à 36

## Après l'accord Renault-Volvo

Les nouveaux objectifs de la Régie face à la concurrence japonaise... 37

## Les investissements étrangers en France

L'Alsace et le Nord-Pas-de-Calais, régions les plus attractives... 37

## Le palmarès des banques

Selon le Crédit lyonnais, le Crédit agricole ne serait plus la première banque française... 44

## Services

Abonnements... 24  
Annonces classées... 40 à 43  
Automobile... 22  
Campus... 17 à 19  
Carnet... 22  
Marchés financiers... 44-45  
Météorologie... 23  
Mots croisés... 22  
Radio-Télévision... 23

La télémétrie du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 14 mars 1990  
a été tiré à 538 765 exemplaires.

## Un long réquisitoire de l'ancien ministre dans « L'Humanité »

## M. Charles Fiterman force le débat au sein du PCF

L'Humanité du 14 mars publie, sur une pleine page, un article de M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, intitulé : « Une démarche offensive et ouverte ». L'ancien ministre y répond implicitement aux reproches dont il est l'objet de la part de la direction du parti et notamment de son secrétaire général, sans jamais citer son nom.

Sa vision du monde est combattue depuis la dernière réunion du comité central à la mi-janvier : M. Georges Marchais avait parlé de son « optimisme » et M. André Lajoinie lui avait reproché sa « vue idyllique » des rapports de forces nationaux et internationaux. D'entrée, M. Fiterman renvoie le compliment en affirmant que le débat ne doit pas se réduire à « une querelle entre optimistes et pessimistes, comme s'il s'agissait de savoir si la bouteille est à moitié pleine ou à moitié vide ». On ne peut pas non plus, ajoute-t-il, se contenter d'un inventaire des contradictions, comme pour mieux affirmer la nécessité d'un débat qui tarde à s'ouvrir.

M. Fiterman prend trois exemples dans l'actualité : l'aspiration à la liberté des peuples d'Afrique, l'inquiétude suscitée par « une grande Allemagne » et l'union nécessaire des socialistes au Nicaragua - pour montrer que l'existence de contradictions conduit à une certaine flexibilité dans la réflexion et l'usage d'instruments complexes, dit-il, dans l'analyse ne peut être sommaire, unilatérale, surtout si elle prend bien en compte le contexte général de l'évolution du monde.

Après avoir dénoncé « la volonté des puissances capitalistes de peser sur les processus en cours » dans les pays de l'Est, M. Fiterman précise au sujet de l'Union soviétique et de ses anciens satellites : « Même si on fait la part des erreurs d'aujourd'hui, c'est bien dans les choix erronés faits depuis des décennies, dans leur persistance et les retards apportés à faire la « révolution dans la révolution », que

résident les sources des graves problèmes actuels. Le prix à payer est lourd, douloureux, c'est vrai. Il est souhaitable qu'il soit limité au maximum. Sans aucun doute. Mais, de toute façon, cette sorte de retour au réel qui est en train de s'opérer n'est-il pas préférable à la prolongation de l'ordre ancien apparent des choses, à la méconnaissance continue - voire, à l'écroulement par la force - de la volonté majoritaire des peuples, qu'il s'agit d'éprouver à l'épreuve des catastrophes ? On ne peut pas esquiver une réponse claire à cette question ou même laisser cheminer l'idée d'un recul. » Champion français de la perestroïka, M. Fiterman suggère qu'il est isolé dans ce combat au sein de la direction du PCF.

## « Entre communistes et avec d'autres »

Il réaffirme qu'il y a « début de reprise de l'initiative historique des forces du socialisme » - ce que M. Marchais, sur le plan international, a déjà contesté - et il ajoute, toujours à destination du même : « Sous-estimer ces possibilités nouvelles, aussi fragiles et limitées soient-elles encore, ne pas saisir toute la portée de cette véritable mutation de l'humanité dans laquelle nous sommes entrés, reviendrait à se priver d'une source décisive d'inspiration, d'initiative créatrice, de capacité à rassembler des énergies très diverses autour de nouveaux objectifs adaptés au monde d'aujourd'hui. Cela conduirait inévitablement à baisser la barre des ambitions et des objectifs du mouvement populaire, au pis à se réfugier dans une défense crispée du statu quo à coup sûr vouée à l'échec. »

Tout en indiquant que « la politique du gouvernement socialiste, inscrite dans l'objectif de remodelage de la société française au bénéfice du capital dominant, porte dans pratiquement tous les domaines des coups très durs aux conditions générales d'existence du plus grand nombre et au potentiel national », l'ancien ministre ajoute : « Il va de soi que rien ne peut conduire à différer ou à placer au second rang le nécessaire effort de rassemblement pour riposter et imposer des améliorations urgentes. »

En conclusion, M. Fiterman appelle à la discussion « entre communistes et avec d'autres » pour ouvrir un « dialogue réel dans lequel les conclusions ne sont pas toutes définitives ». Il achève ce réquisitoire par la démarche actuelle de l'équipe de M. Marchais par une célèbre citation - quelque peu provocatrice aujourd'hui - du fondateur du PC italien, Antonio Gramsci, qui invitait à « conjuguer l'optimisme de la volonté avec le pessimisme de la raison ». Si tant est, s'interroge M. Fiterman, que ce pessimisme soit « encore d'actualité ».

O. B.

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner jusqu'à 10 % sur le coût de la pose. Démonstration gratuite.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

**GRAND DESTOCKAGE**  
**PRIX DEFI : 139 F\***  
**HALOGÈNE**  
**REGALI**  
LE SPECIALISTE DE L'HALOGÈNE

- c'est la garantie
- c'est le service après-vente
- c'est les meilleurs prix

\* Modèle 533  
Offre réservée sur présentation du journal

**REGALI PARIS**

- 1<sup>er</sup> HALLES 15, rue Pierre Lescot
- 2<sup>ème</sup> SEBASTIEN 44, bd Sébastien
- 3<sup>ème</sup> SAINT-ANTOINE 87, rue Saint-Antoine
- 4<sup>ème</sup> MONTMARTRE 27, bd Montmartre
- 5<sup>ème</sup> SAINT-GERMAIN 105, bd Saint-Germain
- 6<sup>ème</sup> HALLES-MAN 63, bd Halles-Mann
- 7<sup>ème</sup> HALLES-MAN 63, bd Halles-Mann
- 8<sup>ème</sup> GARE-LIDO 75, Champs-Élysées
- 9<sup>ème</sup> MONTMARTRE 27, rue Montmartre
- 10<sup>ème</sup> GARE-LIDO 75, Champs-Élysées
- 11<sup>ème</sup> GARE-LIDO 75, Champs-Élysées
- 12<sup>ème</sup> GARE-LIDO 75, Champs-Élysées
- 13<sup>ème</sup> GARE-LIDO 75, Champs-Élysées
- 14<sup>ème</sup> GARE-LIDO 75, Champs-Élysées
- 15<sup>ème</sup> GARE-LIDO 75, Champs-Élysées

**REGALI BANLIEUE**

- 78 VERSAILLES - 32, rue de la Providence
- 78 SEIN-SEINE-MAINE-ET-LOIRE - 5, rue des Laitiers
- 78 SAINT-DENIS-EN-FRANCE - CC L'Union Châtel
- 78 BOULOGNE - 125, bd Jean-Jaures
- 92 NEUILLY - 68, avenue Charles-de-Gaulle
- 92 SEVRES - 40, rue de la Grande Rue
- 92 BOISNY - 22, rue des Bourgeois
- 92 BOISNY - 22, rue des Bourgeois
- 94 GENTIL - CC Châtel Soliel N° 2
- 94 VINCENNES - 28, avenue de Châtigny
- 94 SARCILES - CC Les Plantes

CATALOGUE SUR DEMANDE - MAGASINS AGRES FNAC

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Carte jeune

Hier soir, je passe devant ma télé. J'allume comme ça, pour rien, pour voir. Et je vois quoi ? Des murs lépreux, des chiottes bouchées, des façades trouées, des fils électriques pendouillant lamentablement sous des plafonds écailés, des escaliers qui tiennent plus debout et des étudiants qui tiennent pas assés, couchés par terre dans des couloirs de prison. Je me dis, tiens, un reportage sur l'université à Bucarest ou en Allemagne de l'Est. Voilà où ça mène, quarante ans de communisme, si c'est pas malheureux quand même !

Pensez-vous ! C'était pas ça du tout, c'était Aix, c'était Toulouse, c'était des dizaines et des dizaines de milliers de jeunes Français obligés de passer la nuit dehors dans des sacs de couchage à la porte des facs pour être admis à former des commandos lancés à l'assaut de quelques pupitres d'écolier. Non, pas furieux, pas méchants - Cavada en avait réuni une brochure sur le plateau de FR 3, - incroyablement gentils, au contraire, doux, patients, polis.

Allez-y, les enfants, posez vos questions à M. le Ministre. Expliquez-lui ce qui va pas. Ben... Heu... Les Resto-U, c'est assez dégueulasse. On manque

de profs, on manque de place. A se demander si c'est une telle-ment bonne idée de lâcher 80 % de bacheliers sur des campus sinistrés vu que déjà, là, à 30 %, on craque. Faudrait peut-être envisager une sélection à l'entrée.

Alors là, attention ! Jospin les arrête : d'accord, ce porte-feuille, il l'a pas demandé. C'est mon Rocky qui le lui a soumissionné. Mais bon, maintenant qu'il l'a, vous voudriez pas que des étudiants en colère redescendent dans la rue et l'y mette, à la rue, pareil que ce pauvre Devaquet. Quant aux 80 % de bacheliers, si ça tenait qu'à lui... De toute façon, c'est pas demain la veille et d'ici là...

Quoi, d'ici là ? Faut donner au temps le temps de la réflexion. Si à raison, M<sup>me</sup> le Ministre. Elles sont jolies dans des trois ans, les prochaines élections. Immédiatement précédées de la cent cinquante-neuvième réforme depuis 1988. Interdiction de se présenter au bac avant vingt-cinq ans. Remplacement des langues mortes par les langues vivantes. Désignation des enseignants par les parents d'élèves. Intervention des cycles, le troisième passe en premier. Libre accès à Polytechnique pour les titulaires de la carte-jeune.

## Mort de l'écrivain britannique

Rosamond Lehmann

La romancière britannique Rosamond Lehmann, célèbre dès son premier livre *Poussière*, en 1927, est morte lundi 12 mars à son domicile londonien. Elle était âgée de quatre-vingt-neuf ans et avait écrit depuis quelque temps.

Rosamond Lehmann faisait partie de ces auteurs connus - *Poussière*, qu'elle avait écrit à l'âge de vingt-cinq ans, s'était vendu à plus d'un million d'exemplaires - déjà entrés dans la légende littéraire de leur vivant et qu'on croit déjà morts. Elle s'en amusait. « Je suis une survivante », disait-elle dans un entretien accordé au *Monde* le 7 octobre 1983.

Tous ses livres venaient alors d'être réédités, grâce à Virago Press, une maison d'édition féminine. « C'était pour moi une sorte de résurrection », disait-elle. Cette femme, fille d'un membre du Parlement - « libéral », précisait-elle - et d'une Américaine de Boston, a gardé jusqu'au bout la trace de sa grande beauté, et une sorte de hauteur, qui lui faisait affirmer sa séduction devant la mort prochaine.

En français, on peut lire de Rosamond Lehmann (*Une note de musique* (1934), *Intempéries* (1936), *L'invitation à la valse* (1932), *Le Jour enveillé* (1933) dans la collection 10/18 et *La Balance* et *La Source* (1944) au Livre de poche.

**HORS SERIE**  
**SCIENCE & VIE**  
**L'UNIVERS AUJOURD'HUI**

- La Terre peut-elle quitter le soleil ?
- L'exploration habitée des planètes proches.
- Les nouvelles visions de l'Univers.
- La vie des étoiles.

D'où vient-on, où va-t-on ?  
Avant de s'achever, le XX<sup>e</sup> siècle réussira-t-il à percer les secrets de l'Univers ?  
Ce numéro hors série de Science & Vie fait le point des connaissances en cosmologie.  
Or, dans ce domaine, plus on en sait, plus on doute que l'Univers soit réglé comme une horloge.  
Le chaos serait-il la règle ?

**UN NUMÉRO HORS SÉRIE DE SCIENCE & VIE**

صلى الله عليه وآله وسلم